

# Guide Arts et Spectacles

## Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14447 - 8 F

JEUDI 11 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

### Les ventes d'armes en question

A leur propre étonnement, les représentants des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU se sont retrouvés d'accord, mardi 9 juillet à Paris, pour tenter d'élaborer un code de bonne conduite qui devrait limiter à terme les transferts d'armes à des Etats tiers. Leurs experts se réuniront en septembre, et eux-mêmes ont prévu de se retrouver à Londres, la mois suivant, pour une nouvelle séance de travail plénière. Le pari n'était pas gagné d'avance, tant les intérêts en jeu sont contradictoires et puissants.

Les cinq Grands, qui assurent à eux seuls plus de 80 % du commerce mondial en la matière, ont pris conscience, avec la guerre du Golfe, que la prolifération et la dissémination des armements - si elles continuent au même rythme - allaient à l'encontre de leur propre sécurité. Ce que l'on connaît aujourd'hui des développements actuels de la capacité nucléaire militaire de l'Irak ajoute à leur inquiétude et justifie leur réflexion.

La concertation qui s'est instaurée à Paris a reposé sur un compromis. Les Etats-Unis, qui souhaitent orienter d'abord les efforts en direction du marché proche-oriental, ont eu gain de cause : dans cette région du monde, les cinq plus grands vendeurs d'armes cherchent à échanger leurs informations pour s'entendre à livrer des armes dites de destruction massive (nucléaire, chimique et balistique) et pour appliquer des règles concertées de « retenue » à propos des fournitures militaires plus classiques. Mais la France, qui a voulu une approche plus globale du problème, a aussi obtenu satisfaction : les quatre autres pays acceptent le principe de contrôles nationaux plus stricts, et si possible harmonisés, sur le plan mondial aussi bien que régional grâce à la mise en place d'un « registre » des transferts sous l'égide de l'ONU.

Pour autant, il serait illusoire d'imaginer que l'union des cinq principaux « marchands » d'armes dans le monde résoudra tous les obstacles. On le constate à la lecture du communiqué final de la réunion de Paris. La France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Chine et l'Union soviétique sont bien obligés de constater que les transferts d'armes contribuent à mettre les Etats clients en situation d'assurer leur souveraineté nationale, car « les Etats ont le droit d'acquiescer les moyens de leur défense ». Tout refus d'un pays producteur de livrer les armes dont son client, ou son allié, estime avoir besoin pourrait être interprété comme un acte de discrimination. Qui, dans ces conditions, peut juger de la rationalité de la demande d'autrui ? A partir de quel niveau un besoin exprimé devient-il excessif ou déstabilisant pour la paix et la sécurité d'une région ? Qui détermine la « suffisance » d'une défense, et sur quels critères ?

Les cinq Grands voudraient éviter de donner l'impression qu'ils forment un cartel. D'autres pays dits « émergents » - Corée du Nord, Brésil notamment - qui jouent aujourd'hui les franc-tireurs en livrant sans discernement ou en acceptant de détourner les embargos, pourraient s'employer à briser ce quasi-monopole.

Lire nos informations page 8

M0147 - 0711 0 - 6.00 F



### Instauration d'un visa de transit et réforme du certificat d'hébergement

## Le gouvernement annonce des mesures contre l'immigration irrégulière

Des mesures sur le contrôle de l'immigration ont été annoncées à l'issue du conseil des ministres du mercredi 10 juillet. Elles concernent notamment l'instauration d'un visa de transit, la réforme de la procédure du certificat d'hébergement et la suppression du droit au travail pour les demandeurs d'asile en attente.

Le gouvernement, tout en réaffirmant sa détermination à ne pas mettre en cause les principes de l'accueil des immigrés en situation régulière, du droit d'asile et du regroupement familial, va resserrer tous les boulons de la politique d'immigration. Il s'agit de rendre plus difficiles les entrées irrégulières en France par le biais des visas touristiques, des escales d'avion et des demandes d'asile.

Les deux mesures les plus spectaculaires concernent la réforme de la procédure du certificat d'hébergement exigé pour les visites d'étrangers originaires de pays hors CEE, et la suppression

Aucune allusion n'a été faite à l'organisation de vols spéciaux pour expulser les étrangers en situation irrégulière. M. François Mitterrand a déclaré : « Faussez sont les accusations de changement de cap. Il s'agit d'appliquer la loi. Je veux dire la loi Joxa et non la loi Pasqua. Et là a sans doute surgi une confusion. »

de la santé publique concernant le trafic de stupéfiants. Ce « banissement » s'ajoute à la pénalité existante en France, et amène à expulser vers le pays de leurs parents des délinquants étrangers ayant toujours vécu en France, en plus d'une peine d'emprisonnement ou d'amende.

D'autre part la régularisation de certains demandeurs d'asile déboutés victimes des lenteurs de l'administration. Afin de « mieux maîtriser les entrées », le système des visas sera resserré.

PHILIPPE BERNARD  
Lire la suite page 9

## Un seul peuple

Selon le président du RPR, ne pas maîtriser l'immigration c'est mettre en cause l'intégration

par Jacques Chirac

Il y a quelques jours, à Orléans, j'ai porté témoignage de ce que me confient depuis longtemps nombre de nos compatriotes que je rencontre à Paris ou en province. Je l'ai fait avec vigueur, et certains s'en sont émus. Je l'ai fait parce que j'ai perçu, chez les Français, et surtout parmi les plus déshérités, une exaspération grandissante, celle qui naît non seulement de la tension éprouvée tous les jours, mais aussi du sentiment de n'être ni entendus ni compris. Que disent-ils à ceux qui veulent bien leur prêter attention ?

Tout simplement qu'aujourd'hui, dans nombre de nos villes, de nos quartiers, la coexistence avec des communautés étrangères nombreuses aux pratiques sociales, religieuses, culturelles et domestiques différentes des nôtres est une source de problèmes et bien souvent de conflits. C'est la vie de tous les jours qui est en cause, des querelles de voisinage au retard des enfants mal scolarisés dans des classes où l'on parle dix langues différentes.

Lorsqu'à ces difficultés s'ajoutent l'envoie du chômage, l'insécurité quotidienne et la tristesse d'un habitat trop vite construit

pour être accueillant, c'est l'équilibre personnel et social de familles entières qui est bouleversé et la société française qui trébuche.

Quels que soient les mots employés, franchissement du seuil de tolérance ou overdose, le message de nos compatriotes est simple : la population immigrée en France ne peut plus augmenter. Faut-il en conclure que les Français sont devenus subitement racistes ? Ont-ils rompu avec la tradition multiséculaire d'accueil et d'ouverture aux influences et aux apports étrangers ? Je n'accepte pas ce procès facile et convenu.

Lire la suite page 2

### Le rapport annuel d'Amnesty



L'organisation internationale dénonce l'opportunisme politique des gouvernements à l'égard des droits de l'homme

page 8

### DOSSIER

## Trêve fragile en Yougoslavie

Trois jours après la conclusion de l'accord de Brioni, la Yougoslavie connaît une trêve fragile. Sur ce pays, en proie à la résurgence des nationalismes après l'effondrement du communisme, le Monde publie un dossier historique, politique et économique et passe en revue les principaux acteurs des conflits en cours

Lire nos informations page 3 et notre dossier pages 4 et 5

## Un service militaire plus court

Selon un projet de loi, sa durée passera de douze mois à dix mois, et des recrues seront affectées à la sécurité civile

page 10

## La fin de l'isolement de l'Afrique du Sud

Pretoria réintègre le mouvement olympique. Washington s'apprête à lever les sanctions économiques

page 6

## Politique agricole commune

Les prix et les productions continueront de diminuer

page 13

« Sur le vil » et le sommaire complet se trouvent page 22

## Dieu tombé dans le temps

Pour l'ouverture, le 10 juillet, du Festival d'Avignon une expérience unique, un spectacle insolite d'Armand Gatti

### AVIGNON

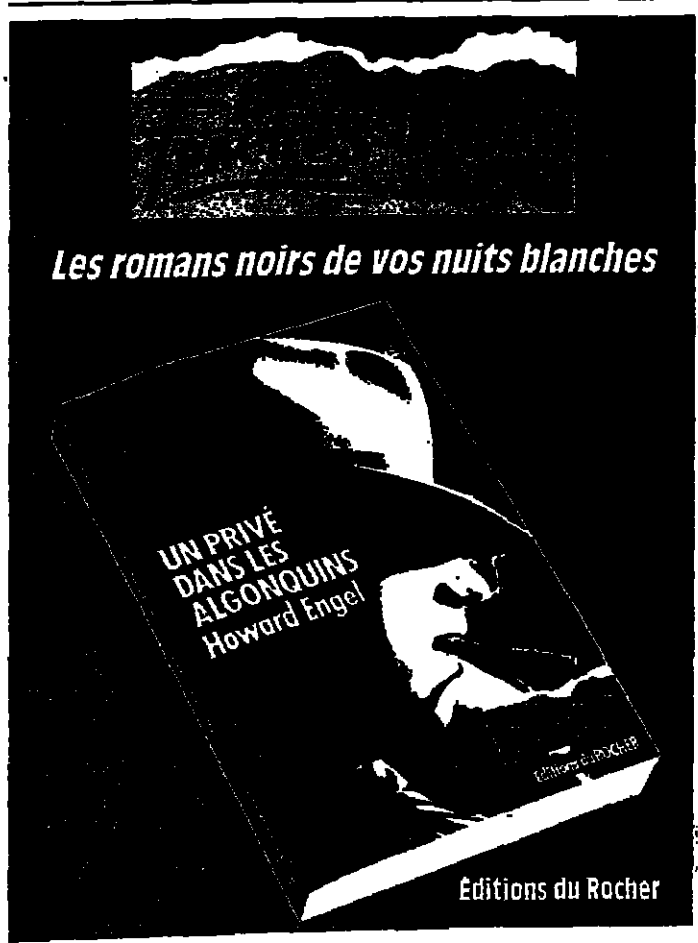
de notre envoyée spéciale  
Armand Gatti a « fait tomber Dieu dans le temps ». La phrase lui est venue toute seule, il y a bien des années, alors qu'il était jeune et maquisard, et qu'un soldat de Pétain lui demandait ce qu'il faisait là et pourquoi. En prélude à son spectacle, *Ces empereurs aux ombrelles trouées*, il raconte cette histoire, évidemment pas comme une anecdote pittoresque, mais pour donner la clef de son travail avec les stagiaires qui, depuis six mois, préparent ces représentations pour le Festival d'Avignon (le Monde du 4 juillet).

Quand Armand Gatti a prononcé cette phrase étrange, mais pas gratuite, et qui a coupé toute réplique à son interlocuteur, il a compris que la seule subversion possible est de dominer le langage et de l'entendre à son adversaire. Ce qu'il fait, aujourd'hui, avec les jeunes gens « à problèmes » venus vers lui, en les

obligeant, sans complaisance ni douceur, à dominer un langage, le sien, terriblement touffu, à se l'enterrer dans la tête et dans le corps, non pas pour que ses paroles deviennent les leurs - ce serait de l'imitation - mais pour qu'ils se battent avec, et les maîtrisent.

Quiconque a interviewé un jour Armand Gatti peut imaginer ce qui se passe chez ces garçons et ces filles. Pendant qu'on l'écoute parler, on est entraîné par sa passion, il semble déverser de la lumière. Ensuite, quand on décrypte son discours, on est submergé. Il faut nager dans une tempête de mots splendides et trouver son propre chemin. Ici, ils sont seize à se coller avec quelque chose d'énorme : le « conservateur des dieux à la retraite » arbore un concours provincial d'improvisation sur le thème de la paix, entre une équipe juive et une équipe palestinienne, auxquelles viennent se mêler des représentants du catholicisme et d'autres religions

COLETTE GODARD  
Lire la suite page 12



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Argentine-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 488 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 150 PTA; G. B., 95 p.; Grèce, 220 DR; Hongrie, 1,20 \$; Italie, 2,200 L.; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL.; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

## DÉBATS

Politique

## Repenser le socialisme

par Michel Pezet

DEPUIS la chute du mur de Berlin, tout se passe comme si l'histoire avait changé de sens. Le système soviétique n'est plus l'avenir du monde : il s'est effondré. Et sur ses débris renaissent la religion et le nationalisme dont Marx avait prédit la fin prochaine.

Le socialisme algérien n'est pas plus venu à bout de l'islam que le socialisme soviétique ou yougoslave n'a surmonté le problème des nationalités. Devant l'accumulation de ces faits, la conscience de gauche fléchit, quelque peu désorientée.

Paradoxalement, la situation n'est pas plus brillante à droite.

Les difficultés de l'unification allemande montrent que le chancelier Kohl avait grandement sous-estimé l'étendue des ravages accomplis par le communisme dans la destruction de la nature, la désorganisation des travailleurs, la désorganisation de l'Etat et du système de production. En Allemagne comme en France, la droite s'est fait sur le socialisme marxiste les mêmes illusions que la gauche.

Privée soudain de son adversaire, ne sachant plus à qui s'opposer, elle n'a plus de perspective d'avenir et ses propositions à court et à moyen terme ne diffèrent guère de celles de la gauche.

Peut-être même ne sait-elle pas quelle vient de perdre le semblant d'unité que lui donnait, depuis la Libération, sa lutte contre l'idéologie marxiste.

On peut croire en revanche que la gauche, qui vient de perdre beaucoup de ses illusions, sait qu'elle doit prendre une nouvelle conscience d'elle-même.

En 1917, nous disait-on, un rêve avait commencé à se matérialiser, en l'Union soviétique. Et, au fil des décennies, nous disaient encore, le rêve devenait de plus en plus réalité. En fait, il tournait au cauchemar. Aujourd'hui, tout le monde ou presque s'est réveillé. Plus de grande lueur à l'est, plus de lendemains qui chantent. Après soixante-dix ans de réformes radicales, les experts conseillent de M. Gorbatchev, annonçant qu'il faudra deux ou trois générations pour transformer la société russe. D'ici là, les files d'attente vont continuer, avec pour seule nouveauté qu'elles se formeront aussi, désormais, devant des MacDonald's. C'est ce qu'on appelle ici ou là « la victoire du capitalisme ».

« Belle victoire en réalité !

On aurait tort de s'étonner de la complicité avec laquelle la propagande soviétique répand cette image, dérisoire aussi bien pour le communisme vaincu que pour le capitalisme triomphant. Naguère, l'URSS nous abreuvaient des « victoires » de son système, maintenant, elle se délecte à nous déverser des flots d'images de ses désastres. Il faut dire que le slogan a changé : ce n'est plus « Devenez communistes » mais « Passez la monnaie ». Quand on fait la manche, il vaut mieux faire pitié que peur ou envie. Toutefois, le ressort demeure le même : l'important est que, d'une façon ou d'une autre, l'Occident regarde, fasciné.

En réalité, il feuilletait un livre d'images, suspect hier lorsqu'on parlait de « propagande », éminemment respectable aujourd'hui, dès lors qu'il est question de « communication ». Depuis des lustres, et avec une belle continuité, en URSS, un monde d'images recouvre le monde réel, sans rien y changer. Ce n'est pas le moindre des paradoxes pour un régime qui se veut, en théorie, d'inspiration marxiste et qui, pourtant, sur ce point, rejoint étrangement les tendances publicitaires les plus authentiquement américaines. Seule la pénurie, sans doute, a empêché les Soviétiques de s'offrir un Hollywood à la mesure de leurs talents.

## Image de composition

Pour notre part, nous n'en sommes pas encore là. Dans la production de l'image politique, de l'image qui tient lieu de politique, nous n'avons pas encore atteint ce degré de virtuosité, ce qui est tout à notre honneur. Néanmoins, nous traitons de plus en plus de la politique comme d'un jeu, nous la traitons de plus en plus comme d'un jeu. Par un singulier caprice de l'histoire, notre société politique se « soviétise » là où l'on s'y attendait le moins, dans le culte de l'image, tandis que là où on l'attendait plus, elle se désintéresse de la gestion des affaires sociales, elle a partiellement échoué. Non que l'image n'ait pas des vertus intrinsèques : elle permet de suggérer, d'évoquer, d'arrêter le regard. Mais s'en remettre au « choc des photos », c'est aussi se soustraire au « poids des mots ».

A quelques exceptions près, notre

classe politique a tendance à se réfugier derrière des images, de plus en plus interchangeables. S'étonnerait-on, alors, que tout se brouille ? Les hommes politiques passent pour sympathiques quand ils ne parlent plus politique et quand, à la faveur de quelques émissions de télévision, ils se révèlent charmants dans l'intimité. N'empêche : l'insécurité, surtout celle des caméras, est toujours une manière de communiquer, d'offrir une image qui peut être de composition ou de façade.

Il me paraît que la gauche française, sans trop s'en rendre compte, se laisse entraîner sur ce terrain, qui est celui de la démagogie plus que de la démocratie, de la manipulation plus que de l'authenticité. Et si elle cède à cette tentation, c'est probablement parce qu'elle se sent désemparée, privée de références historiques et d'appuis idéologiques. Mais en est-il vraiment besoin ? Le socialisme soviétique est mort ? Eh bien ! à supposer qu'il le soit vraiment, tant mieux. La grande lueur à l'est a disparu ? A présent, le soleil brille pour tout le monde.

Le magasin des vieilles lunes socialiste à la française est-il parti en fumée ? La française est-elle morte ? En fait, tant mieux, ce qui ne signifie pas qu'il faille aller chercher des recettes surgelées au supermarché « libéral » d'à côté.

Et si l'on n'a plus d'idéologies, tant mieux toujours. Car, il faut avoir l'honnêteté de le dire, la plus grande partie du vingtième siècle se sera malheureusement passée en impostures, en mensonges et en massacres perpétrés au nom d'idéologies diverses, utilisées comme camouflages par de très classiques « volontés de puissance » personnelles ou collectives. Il nous reste moins de dix ans pour faire, enfin, la politique et notamment le socialisme de notre temps, en tirant un trait sur une influence marxiste révolue et dépassée. Revenons à l'esprit véritable du socialisme, à sa méthode, à son sérieux, à ses exigences. Et, à cette fin, regardons le monde tel qu'il est, imaginons-le tel qu'il devrait être, projetons-le tel qu'il peut être. L'objectif de détermination, réalisme : ce sont là les qualités qui doivent nécessairement accompagner la mise en œuvre de la méthode socialiste.

Celle-ci doit viser au bien de la société dans son entier, et non pas à celui de telle ou telle classe au détriment d'une autre. Dans « la dictature du prolétariat », on a trop souvent oublié qu'il y avait « la dictature ». La lutte des classes, érigée en politique d'Etat, n'aboutit qu'à diviser et détruire le corps social : la révolution soviétique s'est attachée à éliminer la bourgeoisie et à rabaisser la paysannerie, elle a longtemps méprisé les techniciens, les scientifiques, les enseignants et les professions de la santé en instaurant la dictature d'une classe nullement prolétaire, la nomenklatura du Parti, de l'Armée rouge et du KGB. En remplaçant la lutte des classes par la lutte contre les inégalités, il y a eu beau temps que le socialisme français a su se détacher de la vision artificielle de Marx. Par conséquent, il s'est dégagé de l'imaginaire opposant les « travailleurs » (manuels, de préférence) aux « rentiers oisifs ». De nos jours, le véritable problème n'est pas celui de l'opposition entre travailleurs et capitalistes rentiers, le problème le plus aigu est celui de l'accroissement du nombre des chômeurs, et ceux-ci appartiennent à toutes les définites « classes » de la société.

## Un animal civique

Si l'on veut que le socialisme représente une réponse crédible aux problèmes de notre époque, il importe de lui restituer, en priorité, son aspiration morale et humaniste.

Cela consiste, au premier chef, à reconnaître ce qu'est vraiment l'homme, politiquement : un animal civique, doué de droits et de devoirs. Faut-il ne le considérer que comme un agent économique, Marx avait critiqué ses droits. La négation des droits de l'homme est l'un des piliers du marxisme théorique, de même que leur violation était l'une des pierres angulaires du communisme appliqué. Il est significatif que ce soit cette pierre qui ait cédé, entraînant l'écroulement de l'édifice : une erreur politique doit toujours rester dans les limites de l'humain, fût-ce de quoi elle devient un crime. Maintenant, les choses deviennent claires pour tous : comme les socialistes français le soutiennent depuis le congrès de Tours, la construction du socialisme doit avoir pour clef de voûte l'homme et ses droits.

Depuis la Révolution, les droits de l'homme sont « déclarés », mais

leur énumération n'a jamais été faite. La proclamation du 26 août 1789 mentionnait « la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression ». La Constitution de 1793 ajoute, en la plaçant en tête, « l'égalité », puis celle de 1795 répliquait le premier rang à « la liberté ». Les débats sur « le droit au travail » marquèrent l'élaboration de la Constitution républicaine de 1848 et inspirèrent son célèbre article 8 : « La République doit protéger le citoyen dans (...) son travail, et mettre à la portée de chacun l'instruction indispensable à tous les hommes ; elle doit, par une assistance des citoyens nécessiteux, soit en leur procurant du travail dans les limites de ses ressources, soit en donnant, à défaut de la famille, des secours à ceux qui sont hors d'état de travailler. » Ainsi les droits de l'homme méritent-ils d'être le cœur d'une politique parce qu'ils ne sont jamais ni entièrement réalisés ni définitivement garantis.

## Nouvelles adaptations

La nuit du 4-août a aboli tous les privilèges, mais n'a pas supprimé les injustices et les passe-droits, tant s'en faut, et beaucoup d'autres ont surgi depuis deux siècles. Notre code de procédure pénale est encore bâti sur le système inquisitoire hérité du Moyen Age, et même une réforme - celle précisément que les Italiens ont réalisée en 1989, « l'assistenza giudiziaria » - dont faisait état la Constitution de 1848, et que nous nous sommes refusés à adopter, impose de continues adaptations. « La sûreté et la résistance à l'oppression » intègrent dorénavant des aspirations relatives à l'environnement, à l'écologie, à la protection de l'enfance. Tout cela peut et doit être intégré à la définition d'un nouveau socialisme.

Après la faillite avérée de la définition marxiste, d'inspiration économique, il faut s'affranchir sans complexe du vieux fonds fantasmagorique qui risque d'en subsister, malgré tout, dans les esprits. Le socialisme français possède suffisamment de convictions fondamentales et, maintenant, d'expérience gouvernementale pour ouvrir des débats de fond, pour concevoir un véritable projet de société, axé sur la solidarité et les espaces de liberté.

A présent, le champ est libre. La tâche est immense, mais l'espoir intact.

► Michel Pezet est député socialiste des Bouches-du-Rhône.

## Un seul peuple

Suite de la première page

Ils expriment simplement avec force un enseignement inscrit dans leur mémoire collective : l'assimilation de populations étrangères de culture différente de la nôtre demandait du temps et elle est incompatible avec l'entrée massive de nouveaux étrangers qui vient directement contrarier l'intégration. Le mélange des peuples est un filin qu'on ne peut projeter en accéléré.

Ce message semble enfin avoir été entendu des principaux responsables politiques, si j'en crois leurs toutes récentes déclarations. Je m'en réjouis.

Ne pas l'entendre, ce serait en effet prendre le risque d'exaspérer l'opinion et d'aller vers des tensions et des affrontements graves. Ce serait aussi porter un coup à tous ceux, présents sur notre territoire depuis longtemps, qui sont déjà membres à part entière de la communauté nationale ou qui ont la volonté de le devenir. Ne pas maîtriser l'immigration, c'est mettre en cause l'intégration.

Soyons conscients que, face à cet enjeu, les paroles ne suffisent pas. Chacun, opposition et gouvernement, doit jouer son rôle.

L'opposition doit proposer. Dans cet esprit, j'ai demandé aux groupes RPR du Sénat et de l'Assemblée nationale de traduire notre politique de l'immigration en propositions de lois. Les grandes lignes en sont connues : institution de quotas d'immigration, réforme des procédures d'asile, limitation du regroupement familial, maîtrise par les maires de la délivrance des certificats d'hébergement, rétablissement des contrôles d'identité pour lutter efficacement contre l'immigration clandestine, sanctions exemplaires contre les employeurs d'immigrés illégaux, ouverture du débat sur l'octroi de certaines prestations sociales, réforme indispensable du code de la nationalité. Ces mesures préalables engagées, une politique généreuse d'intégration pourra réussir.

## Convoquer une session extraordinaire

Enfin, la France et la Communauté européenne doivent augmenter sensiblement leur aide au développement, essentiellement au bénéfice des pays africains.

Quant au gouvernement, il doit agir. Il a un bon moyen de le faire : qu'il inscrive ces propositions à l'ordre du jour d'une session extraordinaire, que le président peut convoquer, afin qu'il en soit sérieusement débattu au Parlement.

Mais le gouvernement veut-il et peut-il agir ? Qui faut-il croire en effet ? M<sup>me</sup> Cresson et ses propos « sérieux » ? Le ministre des affaires sociales, qui s'apprête à régulariser la situation de plusieurs dizaines de milliers d'étrangers en situation irrégulière ? Le garde des sceaux, qui demande aux procureurs de suspendre les procédures d'expul-

sion ? Le ministre de l'intérieur, qui assiste, impuissant, à des manifestations de clandestins ? Et que penser de M. Mitterrand, qui sort périodiquement de son chapeau l'attribution d'un droit de vote aux étrangers en sachant pertinemment qu'il est contraire à notre Constitution et que l'immense majorité des Français n'en veut pas ?

Les faits ne tarderont pas à éclairer nos compatriotes sur la réalité des intentions du gouvernement. Comme eux, je serai vigilant. Il y va de l'identité de la France. Pour qui avoir peur de ce mot alors que l'identité française est l'une des plus anciennes du monde et l'une des plus affirmées ? Pourquoi refuser ce mot à l'endroit de notre patrie alors qu'il est revendiqué par toutes sortes de groupes à l'intérieur de notre société ? Comment construire notre avenir si nous ne savons plus qui nous sommes ?

Si le gouvernement ne répond pas aux Français, les socialistes prendront une responsabilité écrasante, celle de la dislocation de notre société, celle de la montée de l'insolence et, pour finir, de l'effacement de communautés qui ne sauront plus vivre ensemble pour constituer un seul peuple, le nôtre.

Monsieur le Président de la République, les Français sont impatients de voir votre gouvernement passer aux actes. Il faut cesser de donner du temps au temps.

JACQUES CHIRAC

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Gault directeur de la gestion Manuel Luchet secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thérèse Farnet Philippe Herveaux Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Frevet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-85-25-25 Télécopieur : (1) 40-85-25-99 Télec : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-85-25-25 Télécopieur : (1) 40-85-30-10 Télec : 261.311 F

## Le consensus quand même

par Monique Pelletier

VOICI que, à nouveau, le discours politique se radicalise. A gauche se réchauffent de vieilles alliances, à droite se réveillent de vieux démons. Chacun se compte, on sent que se rapprochent les campagnes électorales. La société politique s'en va-t-elle en guerre. Est-ce bien raisonnable ?

En un temps où tout s'obscurcit, où tout se déglisse, où règne l'angoisse de l'avenir, les Français attendent de leurs responsables politiques des perspectives, des solutions acceptables par le plus grand nombre en réponse aux problèmes auxquels ils sont confrontés. C'est dire la nécessité de la cohésion sociale. Cette cohésion sociale, les Français viennent de la connaître et de l'apprécier le temps d'une guerre. Les larmes venues, les querelles politiques ont repris de plus belle ! Faut-il le risque de mort pour mieux vivre ensemble ?

Certes, la paix sociale n'est ni unanimité, ni consensus obligé, encore moins consensus mou. Elle reconnaît l'existence de désaccords, d'antagonismes, de conflits qui doivent être gérés dans le cadre d'un débat démocratique à l'issue duquel le pouvoir tranche et décide. Pour quel faudrait-il que ce débat ne soit pas respectable, c'est-à-dire qu'il ne respecte ni l'autre ni le droit à défendre des positions différentes ?

Je fais partie de ces « naïfs » - et j'utilise à dessein ce mot - qualifiés par certains de « déçus, battus, cocus » et par d'autres d'« endeuillés de l'ouverture », qui, toujours et partout, privilégient le dialogue, qui, envers et contre tout, espèrent le rassemblement et l'union des Français. Ces naïfs estiment au fond qu'il y a des problèmes de fond, que

supposent pour être traités l'effort de tous, réclament des consensus forts. Si les Français se tiennent à l'écart de la politique, dont nombre d'entre eux manifestent qu'ils désespèrent, c'est qu'il leur refuse désormais les civiques partisans, les querelles politiciennes.

Cela est d'autant plus désolant que, sur le constat, tout le monde s'accorde : qu'il s'agisse de dénoncer les carences du système éducatif, de la justice ou de la fiscalité, qu'il s'agisse de déplorer l'aggravation du chômage, de l'exclusion, des risques d'explosion d'une société trop inégalitaire, pas une voix ne discord ! Serions-nous en train de gâcher les chances de la France en refusant de traiter dans l'union les problèmes de notre jeunesse, de nos retraités, de nos emplois, des moyens de l'Etat ?

Contrairement à bien des idées reçues, le déclin du politique ne conduit pas à ne plus en faire, mais, bien au contraire, à en faire mieux et plus. L'espace qui n'est pas occupé par le débat politique est par l'affrontement et la violence. De toute manière, si l'on se désintéresse de la politique, elle, elle continuera de s'occuper de nous, tant soit peu important les enjeux, tant il est urgent de déjouer les menaces qui pèsent sur notre avenir.

Parce que tant de problèmes s'imposent à nous, quels que soient les discours ou les invectives, je choisis de dire « quand même » : quand même « le dialogue », quand même la « France unie », et le rassemblement du peuple français, quand même « la France » tout court !

► Monique Pelletier, ancien ministre, est avocate.

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde » Association Hubert-Beuve-Méry Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
Françoise Hugot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-72-72  
Téléc : 40-85-72-71 - Société filiale du Journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE  
Composées 30-15 - Types LEMONDE ou 30-15 - Types LM  
Imprimerie de « Le Monde » 12, r. M. Gaudin 94811 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-99  
Télec : 206.806 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE  
Rassemblements sur les microfilms et tirés du Monde au (1) 40-85-32-90

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0391-0203  
Télécopieur : (1) 40-85-32-93

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-85-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande  
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP  
DURÉE CHOISIE  
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie



## ÉTRANGER

URSS : investi dans ses fonctions à la tête de la Russie

### M. Eltsine se dit prêt à soutenir M. Gorbatchev pour l'élection présidentielle soviétique

Les crédits de l'Occident sont «un des facteurs les plus forts en faveur du maintien de l'unité des Etats». Cette thèse, complaisamment soulignée par l'agence Tass, semblait triompher, mercredi 10 juillet, au Palais des congrès du Kremlin, où M. Boris Eltsine, premier président de Russie élu au suffrage universel, était solennellement investi dans ses fonctions, en présence de M. Gorbatchev, d'Alexis II, patriarche de Moscou et de toutes les Russies, ainsi que des représentants de toutes les Républiques soviétiques, y compris des trois Républiques baltes.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Il y a cinq mois, M. Eltsine appelait à renverser M. Gorbatchev et, pas plus tard que le 28 mars dernier, des dizaines de milliers de manifestants en faveur de la démocratie faisaient face à presque autant de militaires et de policiers «protégeant» le Kremlin et son régime. Les démocrates ont alors appelé sur tous les tons à organiser des «tables rondes» : la réponse de M. Gorbatchev fut le compromis du 23 avril, qu'il a signé à Novo-Ogarievo, près de Moscou, à la fois avec Boris Eltsine et avec les responsables de huit autres Républiques acceptant de préparer un nouveau traité d'union. Non seulement ce compromis tient toujours, mais il se concrétise au fur et à mesure qu'approche la rencontre de M. Gorbatchev avec les dirigeants des sept pays les plus industrialisés, à Londres, le 17 juillet.

M. Eltsine, élu à la tête de la Russie le 12 juin, a certes tempéré ses critiques envers M. Gorbatchev, qui a fait de même, mais il a attendu la dernière ligne droite pour donner des gages publics à la collaboration qui s'instaure entre les deux hommes.

«Respecter la souveraineté des Républiques»

Ce fut d'abord leur patronage commun, par personne interposée, au lancement, il y a dix jours, d'un «Mouvement pour les réformes démocratiques», puis l'appel donné par le Parlement de Russie sur l'insistance de M. Eltsine, à la signature du traité d'union; ensuite le soutien officiel apporté lundi par les neuf dirigeants de Républiques — dont M. Eltsine — à M. Gorbatchev pour son voyage à Londres; mardi, enfin, M. Eltsine a déclaré à des journalistes qu'il soutiendrait la candidature de M. Gorbatchev à la tête de la future Union «si ce dernier continue à respecter la souveraineté des Républiques».

Or, M. Gorbatchev semble aussi mettre les bouchées doubles sur ce point. Commentant le «pro-

gramme anticrise» du gouvernement soviétique, signé le 5 juillet par M. Gorbatchev, l'agence Tass a précisé que la Russie et l'Ukraine l'ont signé avec un amendement éliminant les impôts fédéraux, et qu'ainsi M. Gorbatchev «a fait une concession sur le principal sujet de discord» qui empêchait la signature du traité d'union. «La Russie et l'Ukraine ont reçu le droit de déterminer la part d'impôts qu'elles sont prêtes à verser au budget fédéral», affirme l'agence soviétique.

«La lettre et l'esprit»

M. Gorbatchev, lors d'une conférence de presse tenue mardi avec le premier ministre espagnol Felipe Gonzalez, a déclaré pour sa part que «le traité d'union sera dans sa phase finale avant la mi-juillet», les neuf représentants des Républiques ayant formulé, selon lui, une telle option lors de leur nouvelle réunion de lundi à Novo-Ogarievo.

Un réel accord sur le traité d'union est capital pour M. Gor-

batchev, dans la mesure où l'Occident est suspendu à la signature de ce document pour savoir comment et avec qui traiter en URSS. L'Ukraine elle-même, dont le Parlement a refusé d'examiner le projet de traité avant septembre, n'a donc délégué personne pour le signer, et semblait, en la personne de son homme fort du moment, tout au moins prendre une position plus souple.

Le président de son Parlement, M. Leonid Kravtchouk, un «économiste national», a déclaré en effet, mardi, à Kiev, que l'Ukraine restait fidèle au «processus de Novo-Ogarievo», même si elle se réserve le droit d'analyser le projet de traité d'union paragraphe par paragraphe pour être sûre qu'il correspond «à la lettre et à l'esprit» de la déclaration de souveraineté de l'Ukraine. L'«esprit» étant bien sûr plus facile à observer, dans la mesure où la lettre de cette déclaration prévoit une armée et une monnaie ukrainiennes.

M. Gorbatchev a aussi salué la démarche qu'entreprend M. Kravtchouk auprès du G7, tout en souli-

La visite à Paris du premier ministre arménien

### «Le traité d'union n'a aucune espèce d'importance» nous déclare M. Vazgen Manoukian

En France pour une visite de quatre jours, le premier ministre arménien a notamment été reçu, lundi 8 juillet, à l'hôtel Matignon, par M<sup>me</sup> Edith Cresson. Venu demander une aide économique pour l'Arménie, une des six Républiques indépendantes de l'URSS (non-signataire du traité d'union), M. Manoukian se félicite de ce que les pays occidentaux «entretiennent désormais des relations avec les Républiques et pas uniquement avec le centre comme il y a un an».

Les activités politiques de Vazgen Manoukian l'ont mené, en un an, de la prison au poste de numéro un du gouvernement arménien. Coordonnateur du mouvement Karabakh, et arrêté à ce titre, il fonde, à sa sortie de prison, avec M. Ter-Petrosian, actuel président de l'Arménie, le mouvement national arménien qui va porter au pouvoir au printemps 1990. Cet ex-professeur de mathématiques de l'université d'Erevan, aujourd'hui âgé de quarante-six ans, entend mener son pays à l'indépendance (un référendum aura lieu le 21 septembre) mais «en conformité avec la loi et la constitution soviétiques».

Il promet ainsi de respecter «le droit de chaque pays à se choisir son régime»; quant au traité d'union, il n'a, à ses yeux, «aucune espèce

d'importance. D'ailleurs la plupart des Républiques pourraient bien ne pas le signer». Le chef du gouvernement insiste : «La distinction entre les neuf Républiques signataires du traité et les six sécessionnistes ne veut rien dire car, tôt ou tard, les Républiques auront des relations normales de coopération économique et, quand nous réunissons entre dirigeants pour nous concerter sur des questions d'économie, peu nous importe si la République en question est membre ou non du traité». Bref, «le temps des meetings populistes et nationalistes est passé».

Contrairement à la Lituanie ou la Géorgie, qui ont proclamé leur indépendance en opposition avec Moscou, l'Arménie entend, selon M. Manoukian, mener «une politique réaliste» car si les Litواني et les Géorgiens «pensaient au début pouvoir se passer totalement de l'URSS», ils comprennent désormais qu'«ils sont encore, et pour très longtemps, liés à l'union, économiquement du moins». Cette approche modérée de l'indépendance n'empêche pas, toutefois, les Arméniens de faire connaître leurs désaccords. Conclusion du premier ministre : «Nous discutons mais nous signons».

M. J.

YUGOSLAVIE : pour contrôler l'application des accords de Brioni

### Une délégation de la CEE est arrivée à Belgrade

Le ministre slovène de l'intérieur, M. Igor Baucar, a affirmé, mardi soir 9 juillet, que «plusieurs centaines de soldats et officiers de l'armée yougoslave» sont arrivés en renfort ces derniers jours en Slovénie. Ces hommes, notamment des équipages de chars, auraient été transportés dans les casernes à bord d'hélicoptères militaires portant l'emblème de la Croix-Rouge, a précisé M. Baucar à Ljubljana.

Ce dernier s'est déclaré peu satisfait des entretiens qui se sont déroulés dans la capitale entre les autorités slovènes et deux membres de la présidence yougoslave, MM. Vasil Tupurkovski et Bogic Bogicevic. M. Baucar a estimé que les deux émissaires étaient «mal informés» et leur a reproché de ne s'être occupés que de détails mineurs au cours de leur visite.

D'autre part, une délégation de la CEE composée d'une dizaine de hauts fonctionnaires néerlandais, luxembourgeois et portugais est arrivée mardi à Belgrade pour contrôler la mise en application des accords de Brioni que la présidence fédérale et la Slovénie s'accusent mutuellement de ne pas respecter.

Les contrôles se sont néanmoins assouplis, et si les forces territoriales restent déployées en nombre, elles ont commencé à se démobiler et le blocus de la base militaire fédérale de Vrhnik, à 30 kilomètres de Ljubljana, a été levé. De nombreuses barrières antichars ont été démantelées à Ljubljana. Le ministre de l'information, M. Jelko Kacin, a déclaré que la moitié des barrages érigés lors des combats ont déjà été démantelés.

Le Parlement de Slovénie devait se réunir mercredi pour se prononcer sur les accords de Brioni, tan-

dis que M. Vasil Tupurkovski devait se rendre à La Haye pour s'entretenir avec le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans van den Broek, président en exercice de la Communauté européenne, afin de «réviser une proposition supplémentaire de l'Europe» sur la Slovénie.

Incidents sanglants en Croatie

En Croatie, des incidents sanglants se poursuivent entre, d'une part Croates et minorité serbe, et d'autre part entre forces croates et armée fédérale. Un sérieux accrochage a opposé lundi soir des policiers croates et une unité de l'armée près du pont d'Ilok qui réunit la Croatie et la Serbie en enjamant le Danube. Un policier croate a trouvé la mort. Les forces paramilitaires de Zagreb auraient tiré dans la nuit des obus de mortier sur la ville serbe de Backa Palanka, qui fait face à Ilok sur l'autre rive du Danube.

Selon le ministre de l'intérieur de la Croatie, M. Oreskin Cvitan, 43 personnes ont été tuées, dont 29 policiers et 13 civils, et 266 autres ont été blessées depuis le début des incidents, en août dernier.

Enfin, les ministres des affaires étrangères de la CEE devaient fixer mercredi à La Haye les modalités de la mission d'observation des Douze en Yougoslavie. «La discussion portera notamment sur les détails pour qu'un accord formel sur la mission (...) soit ratifié par la Yougoslavie, la Croatie, la Slovénie et les pays émissaires», a déclaré un porte-parole du ministère néerlandais des affaires étrangères. — (AFP, Reuters)

### Le Parlement européen en rangs dispersés

La présentation, mardi 9 juillet, de l'accord intervenu dans la nuit de dimanche à lundi à Brioni par M. Hans Van den Broek, ministre néerlandais des affaires étrangères et président en exercice de la Communauté, a été suivie d'un long débat sur la crise yougoslave au Parlement européen.

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les multiples interventions ont montré combien la position communautaire ne fait pas l'unanimité au sein de l'hémicycle, voire entre les Etats membres. A telle enseigne que les groupes socialiste et démoc-

rate-chrétien (PPE) soucieux, en règle générale, de trouver des compromis, ont eu toutes les peines du monde à élaborer un projet de résolution commune qui devait être soumis au vote de l'Assemblée, mercredi 10 juillet.

Ce n'est sans doute pas pour rien que M. Van den Broek a cru bon de répéter à plusieurs reprises que «toute déclaration en dehors de la position officielle des Douze sera néfaste à la capacité de la CEE de favoriser une solution pacifique de la crise». Outre la position extrême de M. Otto de Habsbourg (PPE), qui demande la reconnaissance immédiate de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, les chrétiens-démocrates allemands et belges, relayant les déclarations de certains milieux gouvernementaux de leur pays, ont tenu des propos tranchant nettement avec la politique affichée par la «troika» européenne.

Ainsi, Doris Pack (CDU) a demandé que «la Communauté reconnaisse l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie si l'armée fédérale devait de nouveau intervenir». Le ministre néerlandais a aussitôt répliqué en soulignant que la position communautaire était «de reconnaître à deux la situation si de nouveaux affrontements devaient se produire».

Entre l'indépendance et l'unité

M. Giscard d'Estaing, président des libéraux européens, est intervenu pour dénoncer «l'apparente improvisation» de la Communauté. Pour l'ancien chef de l'Etat, la situation en Yougoslavie était bien connue : «Nous avions reçu ici des délégations qui nous avaient informés des intentions des équipes politiques nouvellement élues en Slovénie et en Croatie. Peut-être était-il possible de préparer à l'avance la réaction de la CEE?»

Aujourd'hui, la présidence communautaire souhaite une évolution des structures politiques de la Yougoslavie de manière à concilier, autant que faire se peut, le respect de l'intégrité nationale et le droit à l'autodétermination. C'est dans ce sens que la résolution a été rédigée par les socialistes et les démocrates-chrétiens. Mais le texte a été amendé pour qu'il puisse également donner satisfaction aux partisans des indépendances croate et slovène.

MARCEL SCOTTO

#### BULGARIE

##### Le parlement adopte une nouvelle Constitution

Après des mois et des mois de discussions, le Parlement bulgare a finalement adopté, mardi 9 juillet, une nouvelle Constitution, qui sera signée le 12 juillet et sur laquelle les parlementaires devront prêter serment, le 17 juillet, à Veliko Tarnovo, ancienne capitale de la Bulgarie. Cette Constitution devrait garantir le respect des droits de l'homme et permettre le passage à l'économie de marché.

Alors que les leaders de l'Union des forces démocratiques (UDF), le principal mouvement d'opposition, ont annoncé leur intention de ne pas signer la nouvelle Constitution et d'expulser de leurs rangs tous les parlementaires qui prêteraient serment, les membres de cette organisation restent divisés sur la légitimité du nouveau texte.

«Un Parlement, où les communistes sont majoritaires, ne peut pas adopter une Constitution démocratique», a déclaré le révérend Christopher Sabev, vice-président de l'UDF. Quant au président de la République, M. Jelou Jelov, il a tenu un discours plus modéré précisant que «la Constitution n'était pas parfaite mais pouvait être amendée par la prochaine session ordinaire du Parlement». — (AFP, UPI)

#### GRANDE-BRETAGNE

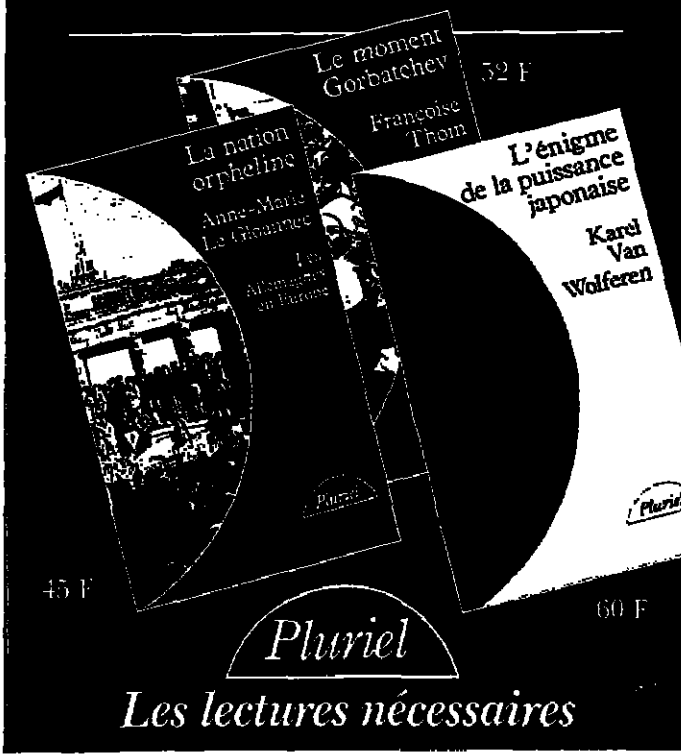
##### L'armée va perdre dans les trois ans 20 % de ses effectifs

L'armée britannique va perdre dans les trois ans 20 % de ses effectifs et réduire son budget de 6 %. Cependant, les engagements dans des projets d'équipements performants, nucléaires notamment, seront maintenus, a annoncé M. Tom King, ministre de la Défense, lors de la présentation de son projet de budget.

La réduction globale des effectifs avait déjà été fixée à 18 % en juillet dernier. La marine va perdre 8 000 hommes (de 63 000 à 55 000) et la Royal Air Force 14 000 (de 89 000 à 75 000 hommes). Les réductions les plus importantes concernent l'armée de terre : 44 000 hommes, soit un quart des effectifs (de 160 000 à 116 000 hommes), la mesure touchant surtout les forces stationnées en Allemagne, qui seront réduites de moitié. «Les réductions ne seront pas appliquées dans les mêmes proportions en ce qui concerne les équipements», a affirmé M. King, pour qui «la défense britannique dans les années 90 et au-delà» doit être «plus petite mais mieux équipée». La guerre du Golfe, a-t-il déclaré, «a prouvé que nous avions besoin d'équipements performants». Pour l'année 1991-1992, le budget doit

passer à 24 milliards de livres contre 21,2 milliards de l'année précédente. Il prend en compte le coût de la guerre du Golfe à hauteur de 1,1 milliard de livres (1 livre vaut 10 francs). Pour les deux années suivantes, les prévisions font état de budgets de 23,35 et 23,39 milliards de livres, soit une diminution de 6 % sur trois ans en prix constants. La dissolution nucléaire, a affirmé M. King, reste un élément essentiel de la défense britannique, qui sera dotée au milieu de la décennie de sous-marins nucléaires équipés de missiles Trident, remplaçant les Polaris. Un nouveau missile tactique air-sol sera également commandé pour équiper les chasseurs bombardiers Tornado, mais sa livraison est retardée. Un contrat sera par ailleurs bientôt conclu pour deux nouveaux navires de combat amphibies et pour un navire de soutien. Une commande de cinquante hélicoptères de combat sera également passée «en temps voulu» au constructeur britannique Westland. La participation britannique au projet d'avion de combat européen (Eurofighter) est confirmée, mais sa mise en service pourrait être retardée jusqu'à la fin de la décennie. — (AFP)

### L'Actualité en Pluriel



Les lectures nécessaires

le peuple

TIN D'ABONNEMENT

## EUROPE

## YOUGOSLAVIE : l'effondrement du communisme

Le lent effondrement du système communiste en Yougoslavie, à partir de la mort de Tito en 1980, s'est accompagné d'une résurgence des nationalismes et des passions que le régime avait pendant trente-cinq ans réprimés par la prison et parfois dans le sang. Personne n'osait défendre la cause serbe, croate, slovène ou albanaise. On se taisait. Une fois cette dictature disparue, les Républiques ont commencé à s'émanciper; chacune a redécouvert son histoire, cherché sa propre voie, ses propres intérêts politiques et économiques: finie la faïence soliditaire fédérale!

La libéralisation politique, plus ou moins rapide selon les Républiques, s'est faite pacifiquement. Lorsque la Ligue fédérale des communistes (LCY), qui discute encore sur le maintien du parti unique, éclate définitivement, en janvier 1990, l'événement est presque anecdotique car le multipartisme existe déjà en Slovénie et en Croatie. En Yougoslavie, l'opposition n'a pas eu besoin de s'unir pour renverser le pouvoir central: celui-ci ne fonctionnait déjà plus. Elle s'est battue dans chacune des six Républiques pour renverser le gouvernement local, en jouant principalement la carte nationaliste.

C'est entre mars (en Slovénie) et décembre (en Serbie) 1990 que les six Républiques ont organisé leurs premières élections libres depuis la deuxième guerre mondiale. A peu près partout, les mouvements nationalistes - conduits par d'anciens communistes condamnés par Tito - l'ont emporté. En Bosnie-Herzégovine, par exemple, qui illustre bien les problèmes yougoslaves, l'Action démocratique musulmane, le Parti démocratique serbe et l'Union démocratique - représentant les trois principaux groupes ethniques de cette République - ont recueilli 83 % des sièges au Parlement. Le nouveau président en est M. Alija Izetbegovic, condamné à deux reprises: à six ans de prison en 1946, pour «nationalisme islamiste»; puis en 1983 pour avoir réclamé (en 1970...) une septième République - «islamique» - en Yougoslavie.

Au cours des élections libres de l'année dernière, seuls la Serbie - la plus grande des Républiques - et son allié, le Monténégro - la plus petite - ont reconduits les «socialistes» (ex-communistes). Mais ceux-ci doivent leur victoire à l'ardeur de leur chef, M. Slobodan Milosevic, à défendre et à restaurer la «dignité serbe». Au nord comme au sud de la fédération, les partis d'opposition, plus mesurés et moins passionnés, furent balayés.

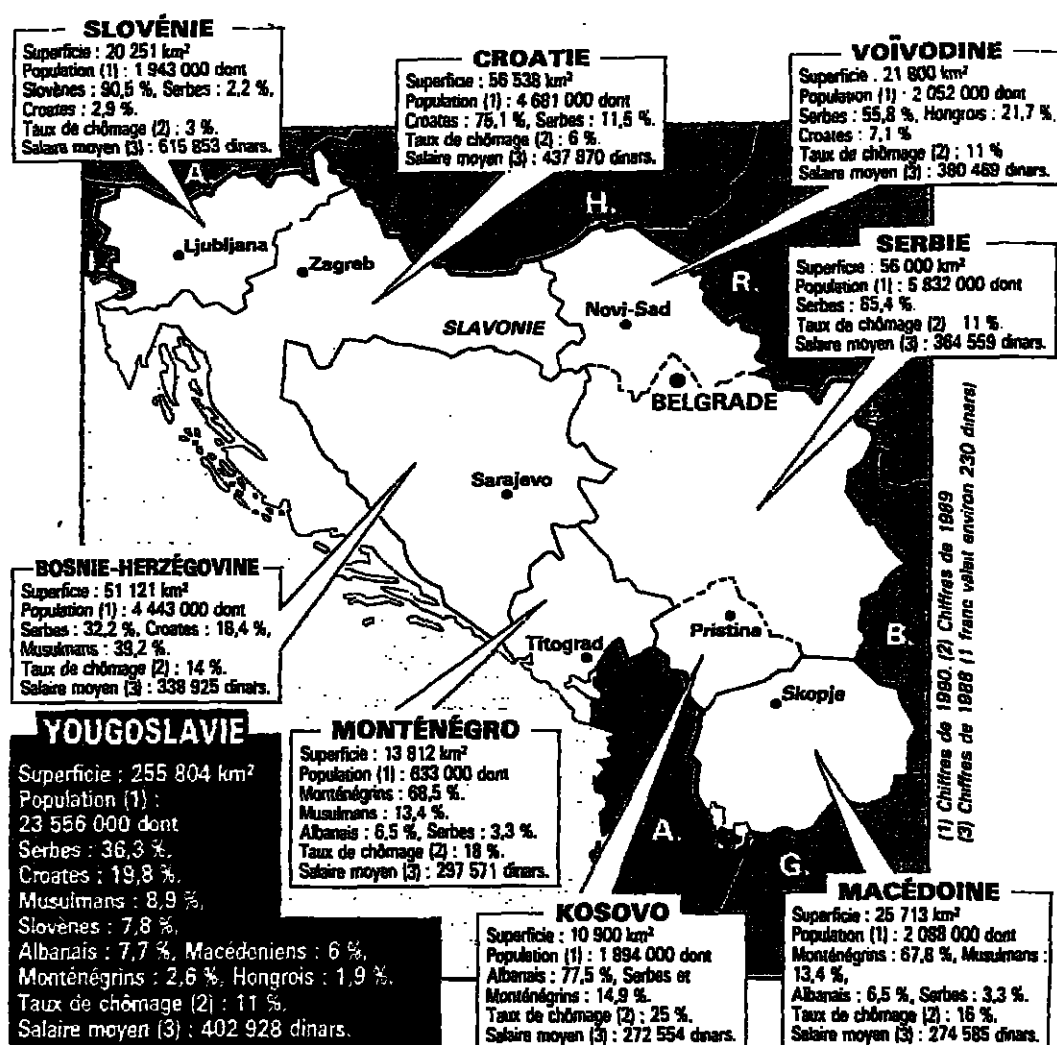
Comment ces peuples peuvent-ils à présent vivre ensemble? Les négociations qui se sont déroulées ces derniers mois entre les présidents des Républiques et au sein de la direction collégiale de

l'Etat n'ont donné aucun résultat. La Serbie et le Monténégro restent attachés à la formule fédérale, centralisée. La Slovénie, la Croatie, ainsi que la Macédoine affirment que seule une confédération souple permettrait la coexistence. La Bosnie-Herzégovine a proposé un compromis, qui reconnaît la souveraineté des Etats. Avant même d'en discuter, l'armée est intervenue, fin juin, pour tenter de remettre au pas la Slovénie. Ce fut un échec retentissant pour ces militaires conservateurs, proches des thèses serbes et si sûrs de leur force: désertions en masse, résistance inattendue, plus de deux mille prisonniers dans leurs rangs... Si l'on a envie de se battre aujourd'hui en Yougoslavie, ce n'est certainement pas sous le drapeau de l'étoile rouge. En revanche, les volontaires sont nombreux pour défendre la Grande Serbie, la Grande Croatie ou l'indépendance de la Slovénie...

La question des minorités nationales complique encore la crise. La fédération yougoslave est morte, mais une éventuelle confédération d'Etats souverains semble loin d'être la solution de rechange idéale, à moins de redécouper les frontières, comme le propose M. Milosevic... A l'exception de la Slovénie, aucune des Républiques n'est homogène. Quel statut, par exemple, pour les 600 000 Serbes qui vivent en Croatie, où les affrontements sanglants sont quotidiens? La Serbie pourra-t-elle continuer à considérer indéfiniment les Albanais de souche (1,8 million de personnes) dans sa province du Kosovo comme des citoyens de second rang, les privant de journaux, de radio et de télévision dans leur langue?

La peur règne aujourd'hui dans la plupart des foyers en Yougoslavie. Car, malgré tous les massacres sanglants de la deuxième guerre mondiale, entre Serbes et Croates, les mariages mixtes se sont multipliés. Dans ces familles, on ne veut pas revivre les tragédies d'il y a cinquante ans mais, dans le climat passionné actuel, ce sont les extrémistes qui s'expriment. Les médias ne font rien pour arranger les choses: en Yougoslavie, aujourd'hui, il est impossible d'obtenir une information impartiale. La Slovénie donne «sa» version des événements, la Croatie et la Serbie la leur. Les journaux de Zagreb, et surtout de Belgrade - champions en la matière - ne cessent d'attiser la haine. Le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, a bien essayé de lancer une chaîne de télévision plus nuancée. Mais la portée de Yutel est limitée, et les autorités croates et serbes menacent, à intervalles réguliers, de lui couper les antennes...

ALAIN DEBOVE



La Yougoslavie est un Etat fédéral de six Républiques (Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Slovénie, Monténégro, Macédoine) et deux provinces autonomes (Voïvodine, Kosovo). Ces dernières jouissaient depuis 1974 d'une large autonomie qui a été fortement réduite en 1990 par la nouvelle Constitution de leur République de tutelle, la Serbie.

Le Parlement fédéral comprend deux Chambres, égales en droit, qui prennent leurs décisions, l'une à la majorité des voix, l'autre par consensus.

La présidence de la République socialiste fédérative de Yougoslavie est une direction collégiale composée de huit membres, représentant pour cinq ans chacune des Républiques et provinces autonomes. Elle a un président et un vice-président - élus pour un an - selon un principe de rotation. Ce fonctionnement est critiqué par la Croatie et la Slovénie qui reprochent à la Serbie de disposer en fait de trois voix: la sienne, plus celles du Kosovo et de la Voïvodine, les deux provinces dont Belgrade a repris le contrôle. Le président, dirigé depuis le début du mois par M. Slobodan Milosevic (Croatie), assure le commandement en chef des forces armées. Le président du conseil exécutif fédéral (chef du gouvernement), qui est élu en principe pour quatre ans par le Parlement, est depuis 1989 M. Ante Markovic.

Chaque République ou province autonome (à l'exception du Kosovo) a son propre Parlement, sa direction collégiale et sa Constitution. Après les élections libres de l'année dernière, la plupart se sont débarrassées de l'épithète «socialiste».

## Trois quarts de siècle d'une histoire mouvementée

- 28 juin 1914: en visite officielle à Sarajevo, l'archiduc autrichien François-Ferdinand est assassiné par Gavrilo Princip, attentat derrière lequel Vienna voit la main de la Serbie: c'est le début de la première guerre mondiale.

- 23 novembre 1918: un congrès national yougoslave, réuni à Zagreb, proclame l'union des territoires croate et slovène de l'empire austro-hongrois avec les royaumes de Serbie et du Monténégro. Le nouvel Etat prend le nom de «royaume des Serbes, Croates et Slovènes» dont le premier souverain est Pierre I<sup>er</sup>.

- 1919-1920: les frontières du nouvel Etat sont fixées par les traités de Neuilly (novembre 1919), de Saint-Germain (septembre 1919) et du Trianon (juin 1920).

- 14 août 1920: le traité de Belgrade, signé entre la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, et auquel la Roumanie se joint l'année suivante, donne naissance à la Petite-Entente, soutenue par la France.

- 1921: Alexandre I<sup>er</sup> remplace son père à la tête de l'Etat. Par la Constitution du 28 juin, le premier ministre serbe Pachtic tente d'imposer une politique centralisatrice, dénoncée par les Croates et les Slovènes.

- Novembre 1927: un traité d'amitié est signé avec la France.

- Juin 1928: le chef du Parti paysan croate, Radic, est assassiné au Parlement par un député monténégrin. Les tensions nationalistes montent.

- Janvier 1929: Alexandre I<sup>er</sup> proclame le «royaume de Yougoslavie» et instaure une dictature.

- 9 octobre 1934: assassinat d'Alexandre I<sup>er</sup> à Marseille par un membre du parti oustachiste d'Ante Pavelic, nationaliste croate. Le prince Paul assure la régence.

- Août 1939: le premier ministre Cvetkovic s'entend avec le Croate Macek sur la création de la province autonome de Croatie.

- 27 mars 1941: l'accord germano-yougoslave entraîne une révolution à Belgrade. Pierre II, porté au pouvoir, signe un traité avec l'Union soviétique. La réaction allemande est immédiate: deux semaines plus tard, la Yougoslavie est occupée puis démembrée.

- 10 avril 1941: la Croatie devient un «Etat indépendant», englobant la Bosnie-Herzégovine et soutenu par Hitler. Dirigé par Ante Pavelic, chef des Oustachis, le nouveau régime met en place une politique de «purgation raciale» persécutant les juifs et les Tziganes. Plusieurs centaines de milliers de Serbes - et aussi de Croates - trouvent la mort pendant la guerre.

- Novembre 1942: un comité antifasciste est constitué ainsi qu'un gouvernement provisoire, au sein desquels s'affrontent les partisans du colonel serbe royaliste Mihailovic et les communistes du Croate Tito.

- 20 octobre 1944: aidés par l'armée rouge, les partisans libèrent Belgrade, puis Trieste et Zagreb en mai 1945. La guerre a fait 1 700 000 morts dans tout le pays.

- 29 octobre 1945: la nouvelle Assemblée proclame la République, dont Tito devient le président. Elle élabore la Constitution de la République populaire et fédérative de Yougoslavie (31 janvier 1946).

- 1947: le traité de Paris permet le retour aux frontières de 1919, enlevant à l'Italie ses acquisitions de 1920 (Istrie). Le premier plan quinquennal prévoit un important développement de l'industrie lourde.

- 28 juin 1948: rupture avec Staline. Le Kominform, dont le siège est à Belgrade, condamne la politique «déviationniste» de Tito et se réinstalle à Prague. La Yougoslavie se tourne vers l'Ouest pour recevoir une aide économique.

- 1950: loi sur la gestion des entreprises par les collectivités de travailleurs.

- 1954: la Yougoslavie normalise ses rapports avec ses voisins, accepte l'appartenance de Trieste à l'Italie (accords de Londres) et conclut une alliance avec la Grèce et la Turquie (pacte balkanique de Bled).

- Mai 1955: visite de Boulguine et Krouchtchev à Belgrade: reprise des relations diplomatiques avec l'URSS.

- Septembre 1961: Tito préside à Belgrade la première conférence des pays non alignés, qui préconise le désarmement général et

la liquidation du colonialisme.

- 1965: début d'une importante vague d'émigration - qui se poursuivra jusqu'en 1972 - principalement en direction de la RFA. Une réforme économique introduit certains éléments de «libéralisation» des entreprises. Deux ans plus tard, les premiers investissements étrangers sont autorisés.

- 1971: après la réélection de Tito à la présidence, un mouvement nationaliste se développe en Croatie (le «printemps croate»). Il s'achève par le limogement des dirigeants de Zagreb.

- 4 mai 1980: mort de Tito. Sa succession s'organise selon les principes de la réforme constitutionnelle de 1974: la présidence collégiale est dirigée à tour de rôle, pendant un an, par les représentants de chacune des six Républiques et des deux provinces autonomes.

- Printemps 1981: l'état d'urgence est proclamé au Kosovo après des émeutes de la population de souche albanaise qui font 9 morts et 250 blessés.

- Mars 1989: nouvelles révoltes au Kosovo pour protester contre le renforcement du contrôle de la Serbie sur ses provinces autonomes.

- Décembre 1989: mise en œuvre, par le premier ministre fédéral Ante Markovic, d'un programme de réforme économique. La loi sur l'investissement étranger est assouplie, un taux de change fixe est introduit entre le dinar et le deutschemark.

- Janvier 1990: un congrès de la Ligue des communistes yougoslaves reconnaît le pluralisme politique. Les délégations slovène et croate quittent le congrès avant la fin des travaux.

- Avril-décembre 1990: premières élections parlementaires libres dans les six Républiques. Les partis d'opposition s'installent au pouvoir en Slovénie et en Croatie, le PC de Serbie se transforme en Parti socialiste. Des responsables de l'armée fédérale tentent de reconstruire l'ancienne LCY.

- 25 juin 1991: la Slovénie et la Croatie déclarent leur indépendance et leur «dissociation» de la Yougoslavie, entraînant l'intervention de l'armée fédérale.

## Des écarts économiques considérables entre les Républiques

Un système de transports et de communications incohérent. Des prix et des salaires variant au moins du simple au double entre les capitales des Républiques; des taux de chômage comparables, selon les régions, aux plus faibles ou aux plus élevés de la Communauté européenne. Quatre décennies de fédéralisme socialiste ont créé des écarts économiques régionaux qui ont avivé les tensions politiques et rendent extrêmement difficile la mise en œuvre d'une réforme nationale.

Contrairement à l'URSS, où le pouvoir communiste a tenté de façonner un niveau de vie relativement uniforme entre les régions, les six Républiques de Yougoslavie se sont généralement développées de manière autarcique, s'appuyant au besoin davantage sur l'étranger que sur les voisins de la fédération.

Les investisseurs étrangers paient d'ailleurs plus cher leurs «marchés yougoslaves» que d'un espace unique.

La rupture avec Moscou, consacrée par Tito en 1948, se traduit rapidement par un abandon de la planification centralisée, principe de base de développement économique des Etats d'Europe centrale et orientale. La notion de «propriété sociale» est introduite: les entreprises sont gérées suivant le principe de l'autogestion, dans lequel les conseils ouvriers deviennent l'organe de décision prépondérant. Les responsables locaux détiennent des pouvoirs importants. Résultat: aucune véritable politique industrielle n'a été conçue à l'échelle du pays, et certains secteurs que des Républiques ont choisis de développer se voient rapidement dotés de capacités de production excessives tandis que d'autres restent inexploités. L'Etat fédéral n'a jamais eu les moyens d'opérer une large redistribution de la richesse.

Aujourd'hui, les écarts de développement entre les régions sont parmi les plus élevés du continent; les échanges commerciaux intérieurs parmi les plus faibles. Selon

Belgrade, le chômage touchait, en 1989, 11 % de la population active du pays, mais il était de 16 % en Macédoine et de 25 % au Kosovo, contre 6 % en Croatie et 3 % en Slovénie. En raison du niveau inégal des subventions accordées par les Républiques et les provinces, les prix de détail peuvent être radicalement différents d'un côté ou de l'autre des frontières intérieures: celui du pain peut varier de plus de 100 % d'une capitale à l'autre. Quant au salaire mensuel moyen, il s'échelonne en 1990, selon des statistiques yougoslaves, de 2 250 dinars (1 franc français = 3,8 dinars environ) au Kosovo à 5 500 dinars en Slovénie, en passant par 3 100 dinars en Macédoine et au Monténégro, 3 300 dinars en Bosnie-Herzégovine, 4 000 en Serbie et 4 700 en Croatie.

## L'abandon de l'autogestion

La croissance de l'économie, relativement rapide dans les années 60 et 70, est devenue pratiquement nulle dans la décennie 80. L'accumulation d'énormes déficits publics, financés par l'émission de monnaie, a provoqué une inflation galopante, et le pays a contracté une dette extérieure importante (20 milliards de dollars environ). Une réforme du «modèle yougoslave» s'imposait, à laquelle le gouvernement de M. Ante Markovic s'est attaqué.

En décembre 1989, le Parlement vote un ensemble de mesures radicales. Elles visent non seulement à sortir le pays de la crise et de l'hyperinflation, mais également à lui faire prendre un tournant décisif vers l'économie de marché. Au bout de quelques mois, les succès sont évidents. Le gouvernement est parvenu à instaurer une parité fixe entre le cours du dinar et celui du mark allemand. L'inflation, qui avait atteint plus de 60 % par mois, retombe à moins de 5 %, tandis que les réserves de change augmentent. Les discussions s'engagent sur la privatisation et, en août 1990, le Parlement consacre l'abandon de l'autogestion. Certes, la production et le pouvoir d'achat chu-

tent, mais ces effets étaient prévus et l'on pensait qu'ils seraient brefs.

Mais la machine s'est emballée, notamment en raison des luttes politiques internes. Une telle stratégie de lutte contre l'inflation ne peut être couronnée de succès que si les rémunérations sont strictement contrôlées. Or 1990 est une année d'élections dans les Républiques, et les leaders régionaux résistent mal à la tentation de céder sur les salaires. Parallèlement, les principales Républiques votent leurs propres lois de privatisation, montrant qu'elles n'entendent pas disposer de la même manière de la «propriété sociale», dont le problème est qu'elle n'appartient ni aux ouvriers, ni aux Républiques, ni à l'Etat...

Finalement, la chute de la production est bien plus grave que prévu: selon l'OCDE, elle atteint 23 % entre mars 1990 et mars 1991. Une dévaluation devient inévitable: en janvier 1991, les dirigeants acceptent de fixer un nouveau cours du dinar, puis procèdent à une nouvelle dépréciation de 30 % en avril. Les Douze ayant décidé de geler leur aide financière en raison des événements de Slovénie, Belgrade aura bien du mal à mener ces réformes et à empêcher une nouvelle dégradation du niveau de vie de la population.

FRANÇOISE LAZARE

**Réussir la Fac**  
Droit ou Sciences-Eco  
ça se prépare

**IPEC** Quartier Latin  
Institut Privé  
Tél 46 33 81 23  
ou 43 29 03 71

محرم النحل



## EUROPE

### et la résurgence des nationalismes

Ante Markovic

« premier ministre raisonnable »

Elu en mars 1989, le premier ministre fédéral est un homme aux nerfs solides : le mois dernier, il était encore persuadé que les vagues nationalistes actuelles ne sont qu'un phénomène - inéluctable certes après l'effondrement du communisme - mais « passager ». A ses yeux, les différentes Républiques sont si étroitement liées économiquement qu'elles se rendraient compte rapidement qu'il serait préférable de continuer à vivre ensemble sous une forme ou sous une autre. Depuis sa nomination, M. Ante Markovic s'est concentré sur les réformes économiques et sur la mise au point d'un « programme minimum » susceptible de convenir à toutes les Républiques dans l'attente d'un accord politique sur l'avenir du pays. Tâche à combien ardue : la Yougoslavie n'a toujours pas de budget fédéral pour l'année en cours...

Agé de soixante-sept ans, croate d'origine, M. Markovic a passé vingt-cinq ans de sa vie à la tête de l'une des entreprises les plus performantes du pays - Rade Koncar - à Zagreb. Président de 1982 à 1988 du conseil exécutif de l'Assemblée de la Croatie socialiste, avant d'être élu président de cette République, ce réformiste convaincu a fondé, l'année dernière, son propre parti - le Parti des réformes démocratiques - qui est attaché aux principes « yougoslaves ». Ses résultats aux élections ont été très modestes.

Natif peut-être, M. Ante Markovic pense que la raison l'emportera. Plusieurs Républiques souhaitent sa mise à l'écart : le « programme minimum » est jugé trop « centralisateur » par les unes (Slovénie et Croatie) et trop « décentralisateur » par d'autres (Serbie et Monténégro). Cet homme modéré semble avoir été dépassé par les derniers événements et a reconnu que l'armée ne l'avait pas informé de ses opérations en Slovénie.

A. D.

### Le général Blagoje Adzic chef de file des « durs » de l'armée

Le chef d'état-major de l'armée yougoslave est l'homme qui, depuis le début de la crise slovène, a tenu les propos les plus « durs ». Il a menacé d'« écraser la sécession » et, mardi 3 juillet, il déclarait à la télévision : « Si nous voulons la Yougoslavie, nous devons combattre pour elle ; si nous voulons la paix, nous devons malheureusement la conquérir par la guerre. » Des phrases d'autant plus graves que les militaires évitent jusqu'à présent de s'exprimer publiquement.

Le général Blagoje Adzic, cinquante-huit ans, est actuellement l'homme fort de l'armée. Attaché à l'idée « fédérale », on le dit très proche du leader serbe, M. Slobodan Milosevic. Serbe lui-même, mais originaire de Bosnie-Herzégovine, plusieurs dizaines de membres de sa famille ont été massacrés en 1942, dans le village de Privorica, par les « oustachis », collaborateurs des nazis dans l'Etat indépendant croate mis en place par Hitler un an plus tôt. Ce drame, auquel il aurait échappé en se cachant dans un arbre, explique son attitude inflexible à l'égard des Croates. Au début de l'année, il avait estimé « inconcevable » qu'un nationaliste croate - M. Stipe Mesic -

puisse devenir président de la direction collégiale de la Yougoslavie. En dépit de l'aide de la Serbie, il n'a pu empêcher cette nomination mais les rapports entre les deux hommes sont détestables et le chef de l'Etat a essayé, en vain, de l'écarter du haut commandement militaire.

Le général Adzic n'appartenait pas au défunt Parti communiste. Il est actif, en revanche, au sein de cette nouvelle « Ligue des communistes-Mouvement pour la Yougoslavie » récemment créée par des anciens combattants serbes auxquels s'est jointe M. Milosevic, l'épouse du président serbe.

Chef d'état-major depuis 1989, le général Adzic s'est entouré de fidèles, parmi lesquels le général Zivota Avramovic, ancien chef des forces armées fédérales au Kosovo, qui a remplacé le général Kolsek - un Slovène - à la tête de la cinquième région militaire, englobant la Slovénie, la Croatie et une partie de la Bosnie.

A. D.

### Milan Kucan et le « printemps slovène »

Toujours considérée par les autres Républiques comme l'enfant terrible de la Fédération - car elle est relativement riche et a des revenus aux fonds de redistribution fédéraux -, la Slovénie a connu un processus de démocratisation depuis 1988. Le metteur en scène du « printemps slovène », M. Milan Kucan, croyait sincèrement qu'il était possible de réformer progressivement le socialisme autogestionnaire. Alors que la Croatie Franjo Tudjman était en prison pour « propagande nationaliste », M. Kucan entamait sa carrière dans les rangs de l'organisation de jeunesse de la Ligue des communistes avant d'entrer au comité central. Président du Parlement slovène, puis secrétaire général du Parti en 1986, il va développer ses idées sur le « socialisme à la dimension de l'homme », favoriser le multipartisme et la liberté de la presse. Toutes ces « audaces » lui valurent les réprimandes des autorités fédérales qui l'exhortèrent à mettre fin à la « contre-révolution slovène ».

Ces mises en garde, il ne les a jamais prises au sérieux. Pensant que l'exemple que donnait

la Slovénie démocratique pouvait servir de modèle à l'ensemble de la Yougoslavie, cet homme, âgé de cinquante ans et qui n'était absolument pas « sécessionniste », avait le sentiment d'être « incompris ».

En avril 1990, le Parti de la réforme démocratique (ex-communiste) perd les premières élections libres au profit de Demos, une coalition démocratique chrétienne plus favorable à l'indépendance. En dépit de son passé communiste, M. Milan Kucan (qui est resté très populaire dans les milieux intellectuels) sera élu président de la République. Quelques semaines avant la déclaration d'indépendance, le 25 juin, et l'intervention de l'armée fédérale, il estimait que la sécession serait une « grave erreur ». Depuis, ce modéré au visage constamment mélancolique a rejoint le camp des indépendantistes tout en n'excluant pas de nouvelles négociations avec Belgrade.

A. D.

## Ils se parlent, mais ne s'entendent pas...

Une certaine Yougoslavie est morte en juin 1991, lorsque les Républiques septentrionales ont proclamé l'indépendance : celle que Tito avait bâtie sur les débris du royaume, et que ses successeurs avaient jusqu'alors réussi à maintenir vaillante. L'événement, tant de fois annoncé et si souvent redouté, s'est donc produit : ces Slaves du Sud, qui avaient fait un mariage de raison après avoir rêvé de fiançailles un siècle durant, entament une fracassante procédure de divorce.

Faut-il rappeler les causes lointaines de cette brouille sanglante ? Redire combien il était difficile d'effacer en quelques décennies les effets d'une séparation quasi millénaire ? Non, mais d'avoir les uns retombés - les derniers ? - de la lutte entre les empires d'Occident et d'Occident. La Yougoslavie fut chétive dès sa conception parce que c'est chez elle que passait à la fois la frontière Nord-Sud qui sépare (encore faudrait-il nuancer) le monde d'aujourd'hui, et la frontière Est-Ouest, qui divise l'Europe d'hier et d'aujourd'hui.

Le nord et le nord-ouest du pays, naguère soumis à l'Empire austro-hongrois, sont imprégnés de catholicisme. Au Sud et à l'Est, longtemps sous le joug des Ottomans, c'est, selon les endroits, la Byzance orthodoxe ou la Turquie musulmane qui ont laissé leurs marques. Voilà pourquoi, entre autres raisons, Serbes et Croates, par exemple, ne s'entendent pas, même si, à défaut d'avoir le même alphabet, ils parlent la même langue.

Cette incompréhension prit un tour dramatique lorsque les peuples frères badigeonnés les uns d'Orient, les autres d'Occident partagèrent le même Etat. C'était immédiatement après la première guerre mondiale. Une seule des composantes du nouvel ensemble, le Monténégro, avait constamment préservé son indépendance. Une autre, la Serbie, l'avait retrouvée au dix-neuvième siècle, après quatre cents ans de servitude. Les Monténégrins ne contestaient guère la suprématie des Serbes.

Les autres peuples étaient résignés à occuper la place seconde que leur réservait le « roi des Serbes, des Croates et des Slaves ». Il y avait de l'agitation chez les Monténégrins qui avaient subi l'influence non seulement ottomane, mais bulgare. Les Bosniaques, conquis par l'Autriche en 1908, après avoir été subjugués par les musulmans, cherchaient

leur identité propre, partagée entre l'islam et le christianisme. Les Sloènes et les Croates se distinguaient entre eux, et pas seulement par la langue. Du temps de la double monarchie, les premiers dépendaient de l'administration autrichienne, les seconds, du moins une partie, étaient sous la coupe des Hongrois. Cependant, ils avaient hérité des mêmes couches de culture déposées par les civilisations vénitienne, germanique, hongroise qui s'étaient attardées dans leurs contrées sans atteindre le reste de la Yougoslavie.

Ils gardèrent néanmoins le sentiment d'être liés, par l'origine slave, aux Serbes, Macédoniens, Monténégrins et Bosniaques. Ce n'est évidemment pas le cas des Magyars, qui disposent de leur région autonome, la Voïvodine, à l'intérieur de la République serbe, ni des Albanais, qui possèdent eux aussi leur région autonome, le Kosovo, dans la même République.

#### L'agitation albanaise

Jusqu'à présent, la Voïvodine n'a pas posé trop de problèmes. Avec le Kosovo, c'est une autre histoire. Les Albanais veulent, pour le moins, que leur région soit élevée au rang de République, et souhaitent en chasser les Serbes. Ceux-ci n'entendent pas céder sur les principes, bien qu'en fait beaucoup quittent le pays pour trouver ailleurs la sécurité. Le Kosovo est à la fois la terre des Albanais et le berceau de la nation serbe.

Depuis les origines dans les années 20, l'histoire de la Yougoslavie est faite pour une bonne

part de conflits, parfois violents. Il y eut ce mouvement indépendantiste croate qui, après avoir comploté l'assassinat du roi Alexandre, dégénéra pendant la guerre dans l'Etat oustachi lié aux nazis et massacra des Serbes orthodoxes. Il y eut la riposte et la revanche des Serbes. Un moment, on crut, on espérait que la fédération mise en place par Tito apporterait la solution.

Certes, l'agitation était endémique au Kosovo. Certes, la particularité croate s'affirmait à tout propos et les nationalistes serbes guettaient le moment propice pour restaurer leur suprématie. Sans faire beaucoup de bruit, les Sloènes poursuivaient leur petit bonhomme de travail : au début des années 70, le Parlement de Ljubljana se paya le luxe démocratique, inconcevable dans les autres Républiques, de renverser son gouvernement.

Toutes ces crises étaient contenues parce qu'il y avait à la tête de l'Etat la personnalité puissante de Tito, parce que tout un chacun avait peur de la menace russe et que les cadres célébraient la liturgie communiste. Tito n'a pas été remplacé. La crainte de l'extérieur a disparu, et de plus en plus rares sont les dirigeants qui font encore semblant de croire au communisme. Le ciment est tombé, et le bâtiment s'effondre.

#### L'appel de l'Europe

Les Républiques du Nord les plus riches, les plus industrieuses ont toujours dit qu'il était inadmissible de dilapider au Sud en édifices de prestige, en usines sans utilité, le fruit de leur travail. Les

perspectives d'après-guerre froide les incitent à reprendre cette argumentation avec vigueur, et à agir vite. La Yougoslavie ne sera pas de sitôt en état de se joindre à la Communauté européenne. En revanche, Sloènes et Croates ont une chance de se mettre rapidement au niveau. Pour aller plus sûrement à l'Ouest, ils ont fort envie de larguer le boulet du Sud.

Les Albanais du Kosovo veulent leur République. Chez eux, les chantages d'une fusion avec l'Albanie indépendante n'ont guère persuadés lorsqu'ils n'avaient à offrir qu'Enver Hoxha et ses successeurs. La situation va changer si le régime établi à Tirana s'orientait vers la démocratie.

#### Divergences des Douze

Les Hongrois de Voïvodine n'ont pas dit grand-chose, mais se le cyclone se déclenche et si l'armée prend l'habitude de tirer sur ses anciens conscripts, ne seront-ils pas tentés de voir si le temps est beau du côté de Budapest ? Les Bulgares ont cessé depuis quelques temps de prétendre que la Macédoine a été à eux. Leur revendication ne reparait-elle pas si la Yougoslavie, ou ce qui en reste, s'effondre dans le chaos ?

La crise actuelle est également très révélatrice des préoccupations divergentes des Douze. L'histoire explique pourquoi le monde germanique marque une compréhension particulière pour les indépendantistes croates et sloènes. De leur côté, les Espagnols ou les Français ont leurs raisons de vouloir apaiser cette crise des nationalités qui pourrait allumer des incendies ailleurs sur le continent.

Une chose est sûre : la Yougoslavie ne peut renaitre telle qu'elle a existé. L'intervention de l'armée lui a sans doute donné le coup de grâce. Est-il encore temps d'inventer une autre Yougoslavie, qui donnerait enfin tout leur dû aux Sloènes, aux Croates ?

Le pays des Slaves du Sud n'a pas été créé de façon tout à fait artificielle. On peut trouver ses gènes dans les éphémères Provinces illyriennes créées par Napoléon sur des terres vénitennes et autrichiennes. L'union fut préchée au dix-neuvième par les théoriciens slovènes et croates au moins autant que par les Serbes qui, eux, avaient déjà conquis l'autonomie. L'idée n'était pas sotte, même si sa réalisation était, si la Yougoslavie se défait, il faudra peut-être remodeler toute la carte de l'Europe. Vaste programme et dangereuse entreprise !

BERNARD FÉRON

### Tourisme : un manque à gagner de 2 milliards de dollars

Les hôtels ferment les uns après les autres en Yougoslavie où les répercussions de la crise politique se font sentir très durement. Les Allemands, les Italiens et les Français avaient déjà commencé à se détourner d'une destination devenue inquiétante après les premiers incidents entre Belgrade, Ljubljana et Zagreb. Une estimation, faite le 12 juin dernier, laisse penser que la chute de la fréquentation sera de 60 % par rapport à une année normale. L'aggravation de la situation a réduit à une poignée de courageux le nombre des touristes dans les hôtels de la côte dalmate. Les stations balnéaires ont d'ailleurs décidé de ne

conservé ouvert qu'un seul établissement par site. Les deux villages du Club Méditerranée ont évacué leurs clients et leur personnel. L'ensemble des voyageurs français ont cessé de vendre séjours et circuits en Yougoslavie.

Selon M. Zarko Karaulic, directeur de l'Office du tourisme yougoslave à Paris, les prévisions étaient de 4 milliards de dollars de recettes en devises pour l'ensemble de la saison touristique ; on attend désormais à un manque à gagner de plus de 2 milliards de dollars.

AL. F.

### Franjo Tudjman et l'« Etat national » croate

« Si l'on n'avait pas eu Milosevic, il n'y aurait pas eu Tudjman... », avancent les rares observateurs yougoslaves qui tentent de garder la tête froide. La « renaissance » serbe et les ambitions hégémoniques de Belgrade auraient directement provoqué, à leurs yeux, la vague nationaliste croate qui s'est traduite, au printemps 90, par un triomphe de l'Union démocratique croate (HDZ) aux premières élections libres et la déroute totale des communistes rénovés.

L'homme qui incarne le réveil croate est M. Franjo Tudjman. Agé de soixante-neuf ans, c'est un ancien général de Tito qui s'est engagé, pendant la seconde guerre mondiale, dans les rangs du mouvement des partisans anti-fascistes puis dans la « révolution socialiste » en Croatie. Au lendemain de la guerre, il entre au ministère fédéral de la défense et à l'état-major de l'armée nationale yougoslave à Belgrade. Il en démissionne en 1961 pour poursuivre des études historiques et de théorie militaire, principalement à Zagreb où il devient, six ans plus tard, directeur de l'institut d'histoire du mouvement ouvrier. Les ennemis commencent : il est d'abord exclu de la Ligue des communistes. En 1972, il est condamné à deux ans d'emprisonnement pour avoir participé au mouvement démocratique et nationaliste, connu sous le nom de « printemps croate ». Révélé sévèrement par Tito, Nouvelle

condemnation à trois ans de détention en 1981 : l'ancien général Tudjman a critiqué le système socialiste de parti unique et une vision erronée de l'histoire de la Croatie et de son peuple. Il ne purge pas la totalité de sa peine, mais il lui est interdit de quitter le pays et de travailler dans l'administration.

Dans la campagne en vue des élections libres de 1990, M. Tudjman, leader de l'HDZ, avait tenu des discours franchement nationalistes et ses impairs du genre : « Mes adversaires n'ont qu'à quitter la Croatie », ont naturellement exaspéré les Serbes de Serbie et ceux de Croatie (11 % de la population). Ces derniers ont réagi depuis en organisant des référendums locaux et en demandant leur rattachement à Belgrade. Une fois président, il a modéré son langage, promettant la « souveraineté » et à terme l'« indépendance ». Tout en défendant les « aspirations séculaires des Croates à disposer de leur propre Etat », il a réussi jusqu'à présent à contenir les franges les plus extrémistes de ses troupes qui rêvent d'en découdre avec l'ennemi serbe. Pour le président Tudjman, dont les détracteurs dénoncent les méthodes autoritaires, « un monde sépare la Croatie catholique et européenne de la Serbie orthodoxe et byzantine ».

A. D.

### Slobodan Milosevic ou le réveil national de la Serbie

Président de la Serbie depuis mai 1989, cet ancien apparatchik de la Ligue des communistes (rebaptisée depuis Parti socialiste), âgé de cinquante ans bientôt, était il y a cinq ans encore pratiquement inconnu. Aujourd'hui, il suscite haine et crainte dans toutes les autres Républiques, à l'exception du Monténégro ami. A Ljubljana comme à Zagreb, on voit en lui le représentant d'une Serbie qui le souhaiterait, encore une fois, dominer une Yougoslavie fédérée et centralisée.

Fils d'un professeur de théologie orthodoxe, il fait d'abord carrière dans l'industrie et la banque. C'est en mai 1987 qu'il apparaît sur la scène politique en prenant la défense de la minorité serbe et monténégrine du Kosovo (environ 180 000 habitants contre 1,7 million d'Albanais de souche), victime, affirme-t-il, d'un « génocide ». Il devient immédiatement l'homme « providentiel », le héros national d'une Serbie humiliée par Tito. Pour le maréchal, l'équilibre de la Yougoslavie supposait une Serbie affaiblie. Il avait donc décidé en 1974 d'accorder l'autonomie à ses deux provinces - la Voïvodine et le Kosovo (son berceau culturel médiéval).

M. Slobodan Milosevic saisit alors sa chance : il s'empare du parti, il prend le contrôle des médias et organise ces fameux « meetings de solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo » (500 000 personnes à Belgrade en novembre 1988) ; il encourage le renouveau de l'Eglise orthodoxe et prône une « révolution anti-bureaucratique ».

résolument populiste. En mai 1989, il supprime l'autonomie des deux provinces après des affrontements sanglants. Avec la nouvelle Constitution qui suivra, il deviendra le grand « réunificateur » de la Serbie.

La popularité du président de la Serbie s'est dégradée ces deux dernières années car les réformes économiques tardent et la contestation d'une opposition démocratique mal organisée s'amplifie. Le 9 mars 1991 à Belgrade, voilà que « Sloba le libérateur » devient subitement « Sloba Saddam ». Ce jour-là, la milice serbe intervient brutalement (deux morts) dans les rues de Belgrade pour réprimer une manifestation pacifique qui demandait la libéralisation des médias. Deux mois plus tard, il empêche l'élection du Croate Stipe Mesic à la tête de la présidence collégiale et tourmente de l'Etat. Il encourage de plus en plus les Serbes de Croatie à s'organiser et se voit accusé par les autres Républiques de « jouer avec le feu » en voulant ressusciter la « Grande Serbie ».

Slobodan Milosevic, « socialiste », nationaliste, proche de l'armée, est un homme peu prolixe. Ce n'est que le 6 juillet qu'il s'est exprimé publiquement à la télévision sur la crise actuelle pour dire que les Serbes devaient « se tenir prêts à défendre leur pays ».

A. D.

# PROCHE-ORIENT

En dépit des révélations irakiennes à l'ONU

## Washington accuse Bagdad de dissimuler des installations nucléaires

L'Irak continue de dissimuler des informations concernant son programme nucléaire, a déclaré, mardi 9 juillet, le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler, qui a estimé que la liste de 29 pages remise par l'Irak lundi aux Nations unies comporte « d'importantes omissions et des informations contradictoires ». De son côté, M. Pete Williams, porte-parole du Pentagone, a affirmé que les Irakiens étaient proches de la production d'armements

nucléaires, mais « manquent aujourd'hui de pièces, qu'ils ne peuvent pas obtenir sans aide extérieure ».

Selon Washington, les Irakiens disposaient de plus d'uranium enrichi qu'ils n'ont bien voulu l'admettre. L'Irak n'a pas avoué avoir produit qu'environ 500 grammes d'uranium faiblement enrichi. Mais, d'après des responsables américains cités par le *New York Times*, au moins 25 kilos d'uranium enrichi ont été produits. Selon un scientifique ira-

kien qui a quitté l'Irak, les autorités en dissimulent plus de 40 kilos. Sur place, en Irak, les experts de l'ONU ont pu inspecter des équipements servant à l'enrichissement de l'uranium.

Mais, pour M. Dimitri Pericos, qui mène le groupe des experts de l'AIEA, il est encore trop tôt pour dire si l'uranium enrichi pourrait servir à la fabrication d'une bombe atomique.

secret qui a entouré ces travaux.

En annexe, l'Irak a fourni le détail des matériels et des équipements relatifs à ce programme nucléaire, ainsi que leur état après les bombardements que le pays a subis. Il a également communiqué un tableau complet des différentes méthodes utilisées dans le cadre de ces travaux « pour conduire le pays sur la voie du progrès scientifique ».

Autant d'indications qui, vérifiées auprès des experts de l'AIEA actuellement présents sur les sites où ils doivent procéder à la destruction des installations condamnées par la résolution 687, permettront au Conseil de sécurité de confirmer la véracité des assertions du régime irakien. Or, dans le cas contraire, d'appliquer de nouvelles sanctions à Bagdad. En attendant une levée de l'embargo de plus en plus hypothétique.

SERGE MARTI

Les ratés de la normalisation entre Paris et Téhéran

## La visite de M. Mitterrand en Iran est liée au règlement du contentieux

La phase actuelle du processus de normalisation entre Paris et Téhéran, présentée il y a quelques jours encore comme l'ultime étape avant la réconciliation pleine et entière, s'est finalement enlisée dans un psychodrame devenu presque routinier des relations franco-iraniennes - après l'enthousiasme, le coup de théâtre puis la déconvenue.

M. Ali Akbar Velayati, le ministre iranien des affaires étrangères, était venu à Paris la semaine dernière pour signer l'accord censé régler le contentieux financier opposant les deux capitales. Il avait quitté la France jeudi dernier, après deux jours de vaines discussions, sans accord. Il n'est toutefois pas reparti les mains totalement vides puisque l'Elysée avait officiellement annoncé que M. Mitterrand se rendrait à l'autonomie à Téhéran.

Des informations obtenues à Paris ayant permis de connaître le point de friction empêchant le règlement du contentieux - le refus de Paris d'accepter une demande iranienne de dernière minute de fourniture d'uranium enrichi dans le cadre du programme Eurodif (le *Monde* du 5 juillet), - la réponse iranienne ne s'est pas fait attendre : Téhéran a réitéré sur la France la responsabilité de ce nouvel échec (le *Monde* du 10 juillet). Et les Iraniens d'accuser les Français d'avoir « soulevé de nouveaux problèmes », affirmant que Paris devait « payer immédiatement ». On était, alors, loin du ton optimiste affiché la semaine dernière à Téhéran, où l'on donnait pour acquiesce la conclusion d'un accord.

Mardi 9 juillet, ce sont les autorités françaises qui ont, à leur tour, ouvertement marqué leur irritation. Une source proche de l'Elysée a - contrairement à ce qu'a toujours dit le Quai d'Orsay - subordonné la visite de M. Mitterrand en Iran au règlement définitif du contentieux. Or M. Roland Dumas avait, lors de sa visite à Téhéran en mai dernier, pris soin de dissocier les deux questions, soulignant que le règlement du différend financier entre les deux pays ne constituait pas un préalable à un sommet franco-iranien. Une position dont le Quai n'a jamais varié depuis. Restait à accélérer les négociations pour éviter que ne capote un processus de normalisation engagé depuis 1988 et auquel on semble beaucoup tenir de part et d'autre en dépit de toutes les embûches propres à des tractations « persanes ». C'est chose faite avec le départ mardi pour Téhéran de M. François Schœr, secrétaire général du Quai d'Orsay, chargé, côté français, des pourparlers sur le contentieux depuis 1989.

On peut toutefois se demander ce qu'il y a encore à négocier si les Iraniens persistent à exiger de l'uranium enrichi - alors qu'ils ne disposent pas de centrale en état de marche. On voit mal la France, en effet, accepter une telle exigence au moment même où, réunis à Paris, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité se préoccupent, avec une mention spéciale pour le Proche-Orient, des « menaces à la paix et à la stabilité » que constitue la prolifération des armes nucléaires.

Y. H.

NEW-YORK

de notre correspondant

Dans une longue lettre de vingt-neuf pages adressée au Conseil de sécurité des Nations unies et comportant un préambule de son ministre des affaires étrangères, M. Ahmad Hussein, l'Irak a communiqué pour la première fois le détail d'un programme nucléaire, qualifié de « pacifique » dont il a récemment admis l'existence (le *Monde* du 10 juillet). Ce document comporte aussi une liste qui se veut très précise - sous réserve d'inventaire par la mission onusienne dépechée sur place - des équipements répartis sur huit sites différents et dont la plupart, affirme Bagdad, ont été détruits lors de l'offensive allée.

Rappelant que ce programme est conforme au traité de non-prolifération des armes nucléaires et aux directives de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Irak indique qu'il a été lancé dès

1956 « après que le président Eisenhower eut annoncé que les Etats-Unis allaient démarrer un programme nucléaire pacifique ».

Dans un premier temps, Bagdad a fait appel « à certains pays occidentaux » et, à partir de 1960, plus spécialement à l'Union soviétique. L'objectif de l'Irak était de construire un réacteur et des laboratoires pour la production d'isotopes radioactifs à des fins « médicales et industrielles ».

« Matières premières fournies par la France »

Dans une seconde étape, toujours d'après ce document, l'Irak qui avait signé le traité de non-prolifération nucléaire et manifesté ainsi « ses intentions pacifiques », avait trouvé auprès de la France, de l'Italie et « d'autres pays » la technologie nucléaire que ces derniers avaient déjà développée. Et ce au moyen d'une série d'accords qui lui avaient permis de se fournir notamment en installations

permettant de produire du combustible nucléaire, et en procédés d'extraction d'uranium « à partir de matières premières fournies par la France ». Au passage, Bagdad rappelle que ces expériences, pourtant « portées à la connaissance du public », n'ont pu être menées à terme en raison de la destruction par la chasse israélienne de la centrale de Tammouz, le 7 juin 1981.

C'est ensuite que l'Irak s'est attaqué à la troisième phase - confidentielle - de son programme destiné « à acquérir le savoir-faire relatif à la maîtrise du cycle nucléaire » : extraction d'uranium à partir de minerais ; enrichissement d'isotopes d'uranium par séparation électromagnétique, par ultracentrifugation ou par voie chimique. Ces réacteurs, et ces installations de recherche, ajoute Bagdad, ont été bombardés durant la guerre du Golfe « alors qu'ils étaient en opération... sans égard pour la population ni pour l'environnement », une « agression sans précédent » qui justifie, après coup, le

IRAQ : selon l'opposition chiite

## M. Saddam Hussein aurait échappé à un attentat à Kerbala

Le président Saddam Hussein a récemment échappé à un attentat à Kerbala, ville sainte chiite située au sud de Bagdad, a affirmé, mardi 9 juillet, l'une des principales composantes de l'opposition islamique irakienne, l'Organisation de l'action islamique (OAI).

Selon un communiqué diffusé à Damas, les « forces populaires » du soulèvement chiite ont attaqué, il y a quelques jours, un convoi où se trouvait M. Saddam Hussein. « Le responsable des services de renseignements à Kerbala, Hamed Hassan, un officier de sécurité, Salah Ali El Khayyat, et un responsable du parti Baas [au pouvoir], Ali Majid, ont été tués, alors que le gouverneur militaire, le général Abdel Khalek El Samurrai, ainsi que son adjoint, le colonel Jalal El Obeidi, ont été blessés », précise le communiqué. - (AFP.)

KOWEÏT

## Nouvelle vague d'expulsions

Le Koweït a recommencé à expulser des centaines de résidents irakiens soupçonnés d'avoir collaboré avec Bagdad pendant la crise du Golfe, a-t-on appris, mardi 9 juillet, de source officielle koweïtienne. Le Koweït a autorisé la Croix-Rouge à rencontrer les expulsés, contrairement à ce qui s'était passé le mois dernier.

Une douzaine d'autocars transportant environ 300 Irakiens sont partis mardi d'un centre de détention koweïtien vers la frontière, ont rapporté des témoins et des responsables. Il y avait déjà eu 41 expulsions samedi.

D'autre part, l'émir du Koweït, Cheikh Jaber El Ahmad El Sabah, a ouvert mardi la première session d'après-guerre du Conseil national, organe consultatif sans pouvoir législatif, dénoncé par l'opposition comme un simulacre de démocratie (le *Monde* du 10 juillet). Cheikh Jaber a estimé que le Conseil avait un rôle vital à jouer avant des élections démocratiques promises pour octobre 1992 et le retour à une Assemblée nationale jouissant de prérogatives législatives. - (Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
DES LIVRES

AFRIQUE DU SUD : alors que le pays réintègre le giron olympique

## Les Etats-Unis s'appêtent à annoncer la levée de la plupart des sanctions économiques

L'état se desserre peu à peu autour de l'Afrique du Sud. La politique de réformes en faveur de l'abrogation du système d'apartheid devrait prochainement conduire les Etats-Unis à assouplir leur position vis-à-vis de Pretoria. Selon des sources proches du département d'Etat, la Maison Blanche devrait annoncer, mercredi 10 ou jeudi 11 juillet, la levée de la plupart des sanctions économiques. Dans le domaine sportif, le retour de l'Afrique du Sud dans le giron olympique, dont elle était exclue depuis plus de vingt ans (le *Monde* du 9 juillet), a été officiellement annoncé, mardi, par le Comité international olympique.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'Afrique du Sud fait de nouveau partie de la famille olympique. Le président du Comité international olympique (CIO), M. Juan Antonio Samaranch, l'a annoncé officiellement, mardi 9 juillet, à Lausanne. Il invitera formellement les Sud-africains à participer aux prochains Jeux de Barcelone, en 1992, mettant ainsi un terme à vingt et un ans de mise à l'écart. Les Sud-africains pourraient également participer aux Jeux d'hiver d'Albertville en février prochain.

La décision a été prise après d'ultimes entretiens avec une délé-

gation sud-africaine, dirigée par M. Sam Ramsamy, le président du Comité national olympique intérimaire d'Afrique du Sud (INOCOSA). Du même coup, l'INOCOSA a gagné ses gons définitifs de Comité national olympique (NOC). M. Ramsamy, qui fut l'un des artisans du boycott international des sportifs sud-africains, s'est réjoui de la nouvelle, mais il a tenu à préciser que la participation aux Jeux de Barcelone ne serait décidée qu'après consultation des responsables politiques sud-africains. Il a demandé « aux supporters et aux sportifs de montrer encore un peu de patience », car « il reste beaucoup à faire ».

Une délégation du CIO, au terme d'une visite de cinq jours en Afrique du Sud, en mars (le *Monde* du 30 mars), avait exigé, en préalable à toute réintégration, que cinq conditions soient satisfaites : l'abrogation de l'apartheid ; l'obligation pour l'INOCOSA de se conformer à la charte olympique et à la création d'un Comité national ; l'établissement de relations entre les diverses fédérations sud-africaines et les fédérations internationales correspondantes ; la poursuite de l'unification des fédérations sportives sur des bases non-raciales ; la normalisation avec les autres organisations sportives africaines, plus particulièrement avec l'Association des comités olympiques nationaux d'Afrique (ANOCA).

Interdictions tournées

Le CIO a jugé que le contrat était rempli. Il n'en a pas moins demandé, par écrit, au NOCOSA d'obtenir des autorités sud-africaines que « les installations sportives soient dorénavant ouvertes à tous, sans distinction de race ». Le souvenir des camoufflets infligés par le régime de Pretoria au joueur de cricket britannique Basil de Oliveira et au tennismen américain Arthur Ashe - qui s'étaient vu refuser l'entrée du territoire sud-africain en 1969 et 1970 sous prétexte que l'un était métis et l'autre noir - est encore viv dans bien des mémoires.

Les mesures de rétorsion prises, au fil des années, pour faire pression sur Pretoria avaient abouti au bannissement des athlètes sud-africains de toutes les arènes sportives.

L'Afrique du Sud avait été officiellement expulsée du mouvement olympique en 1970. Six ans plus tard, les pays africains avaient boycotté les Jeux de Montréal parce que la Nouvelle-Zélande avait envoyé son équipe de rugby en tournée au pays des Springboks. C'est également en 1976 que les fédérations internationales d'athlétisme et de football avaient exclu l'Afrique du Sud de leurs tablettes.

« Déni de justice »

Profondément choqués de se retrouver au ban des nations, les sportifs sud-africains ont essayé par tous les moyens de tourner les interdictions. Le joueur de tennis Kevin Curren, finaliste du tournoi de Wimbledon en 1985, et le nageur Jonty Skinner ont choisi l'exil aux Etats-Unis. Zola Budd, la jeune athlète « aux pieds nus », avait opté pour la nationalité britannique afin de participer aux Jeux de Los Angeles, en 1984. Son dramatique accrocage avec l'Américaine Mary Decker, dans la finale du 1 500 mètres, avait sensibilisé l'opinion mondiale au problème sud-africain.

Zola Budd, qui n'avait pas été sélectionnée pour les Jeux de Séoul, en 1988, est rentrée au pays. Si son nom n'apparaît plus dans les rubriques sportives, c'est simplement parce qu'elle a convolé en justes noces avec M. Pieterse. A vingt-cinq ans, Zola Pieterse court toujours pieds nus. Elle a repris la compétition et ses chances sont prometteuses, même si elle est encore à sept secondes de son record du monde du 3 000 mètres (8 min. 28 s. 83). Elle a toutes les chances de retrouver sa place dans l'équipe nationale et de participer aux Jeux de 1992, sous les couleurs sud-africaines.

La décision du CIO a été bien accueillie par les milieux sportifs et le gouvernement sud-africain. Le ministre de l'éducation nationale, M. Louis Pienaar, y a vu « une preuve supplémentaire de la reconnaissance des efforts sincères du gouvernement et des progrès accomplis vers une Afrique du Sud démocratique ». Le patron des athlètes sud-africains, M. Stan Valentine, est certain que « la Fédération internationale d'athlétisme va suivre le mouvement ».

Il espère « fermement » qu'il pourra envoyer une équipe participer aux championnats du monde, qui se dérouleront à Tokyo, en août.

En revanche, le président du Conseil sud-africain des sports (SACOS), M. Joe Ibrahim, estime qu'il s'agit d'« un déni de justice ». Le SACOS, qui représente principalement les sportifs indiens et métis, s'est opposé, à plusieurs reprises, aux autres grandes organisations sud-africaines, plus souples sur la question des sanctions. Le SACOS a ainsi refusé d'envoyer un représentant à Lausanne avec la délégation de l'INOCOSA. « Le CIO contredit la charte olympique », affirme M. Ibrahim, pour qui « l'olympisme est humanisme, justice et égalité ». Or « nous sommes dans une situation où les trois quarts des Sud-africains n'ont toujours pas le droit de vote », rappelle-t-il, regrettant que « le CIO ait oublié si vite les raisons pour lesquelles il avait exclu l'Afrique du Sud ».

M. Ibrahim a fait savoir que le SACOS s'opposerait à la venue d'équipes étrangères et à la participation d'équipes sud-africaines à des compétitions à l'étranger. « Derrière quel drapeau nos sportifs marcheront-ils ? Pour quel hymne national se mettront-ils au garde-à-vous ? » s'interroge-t-il, campant sur des positions plus radicales que celles du Congrès national africain (ANC). En effet, le président de l'ANC, M. Nelson Mandela, a laissé entendre qu'il était disposé à accepter une levée progressive et conditionnelle des sanctions (le *Monde* du 9 juillet). L'un des membres du comité national exécutif (NEC) de l'ANC, M. Steve Tshwete, responsable des sports avait, du reste, abandonné précipitamment le congrès du mouvement pour aller plaider, à Londres, le retour de l'Afrique du Sud au sein du Conseil international de cricket (ICC).

FREDERIC FRITSCHER

Rencontre à Paris entre M. De Klerk et Mme Mitterrand. - M. Marike De Klerk, l'épouse du président sud-africain, actuellement en visite privée en France, a rencontré, mardi 9 juillet, à Paris, M. Danielle Mitterrand, présidente de l'association humanitaire France-Libertés.

EN BREF

□ CENTRAFRIQUE : arrestation d'une dirigeante syndicale. - Responsable des questions féminines de l'Union des syndicats de travailleurs centrafricains (USTC), M. Céleste Guenet a été appréhendée, mardi 9 juillet, à Bangui. Son interpellation porte à dix le nombre de syndicalistes arrêtés dans la capitale en moins de huit jours. Par ailleurs, les fonctionnaires et les salariés du secteur privé, en grève depuis plusieurs semaines, ont pratiquement tous repris le travail, a-t-on estimé de source officielle. Les grévistes avaient été menacés de perdre leur emploi s'ils ne cessaient pas leur mouvement. - (AFP.)

□ CONGO : demande d'aide financière à la France. - Le Premier ministre, M. André Milongo, en visite officielle à Paris, s'est plaint, mardi 9 juillet, de ce que « les caisses de l'Etat » congolaises soient « vides », et il a demandé, en conséquence, une aide accrue de la France. M. Milongo, qui doit assister aux cérémonies du 14-Juillet, devrait rencontrer le premier ministre, M. Edith Cresson, le ministre de la coopération, M. Edwige Avice, ainsi que des représentants de l'Elysée, du ministère des finances et des compagnies pétrolières.

□ COTE-D'IVOIRE : nouvelle manifestation d'étudiants. - Un millier de jeunes gens, selon les journalistes sur place (seulement six cents, selon les autorités), ont manifesté dans le calme, mardi 9 juillet, à Abidjan, à l'appel de l'opposition. Les manifestants, qui protestaient contre l'arrestation d'étudiants et la dissolution de la Fédération scolaire et étudiante de Côte-d'Ivoire (FESCI), ont remis une motion à ce sujet au chef de cabinet du premier ministre. - (AFP.)

Jacques Collard et Alain Rey  
DICTIONNAIRE  
DU FRANÇAIS  
**NON**  
CONVENTIONNEL  
H. LACROIX

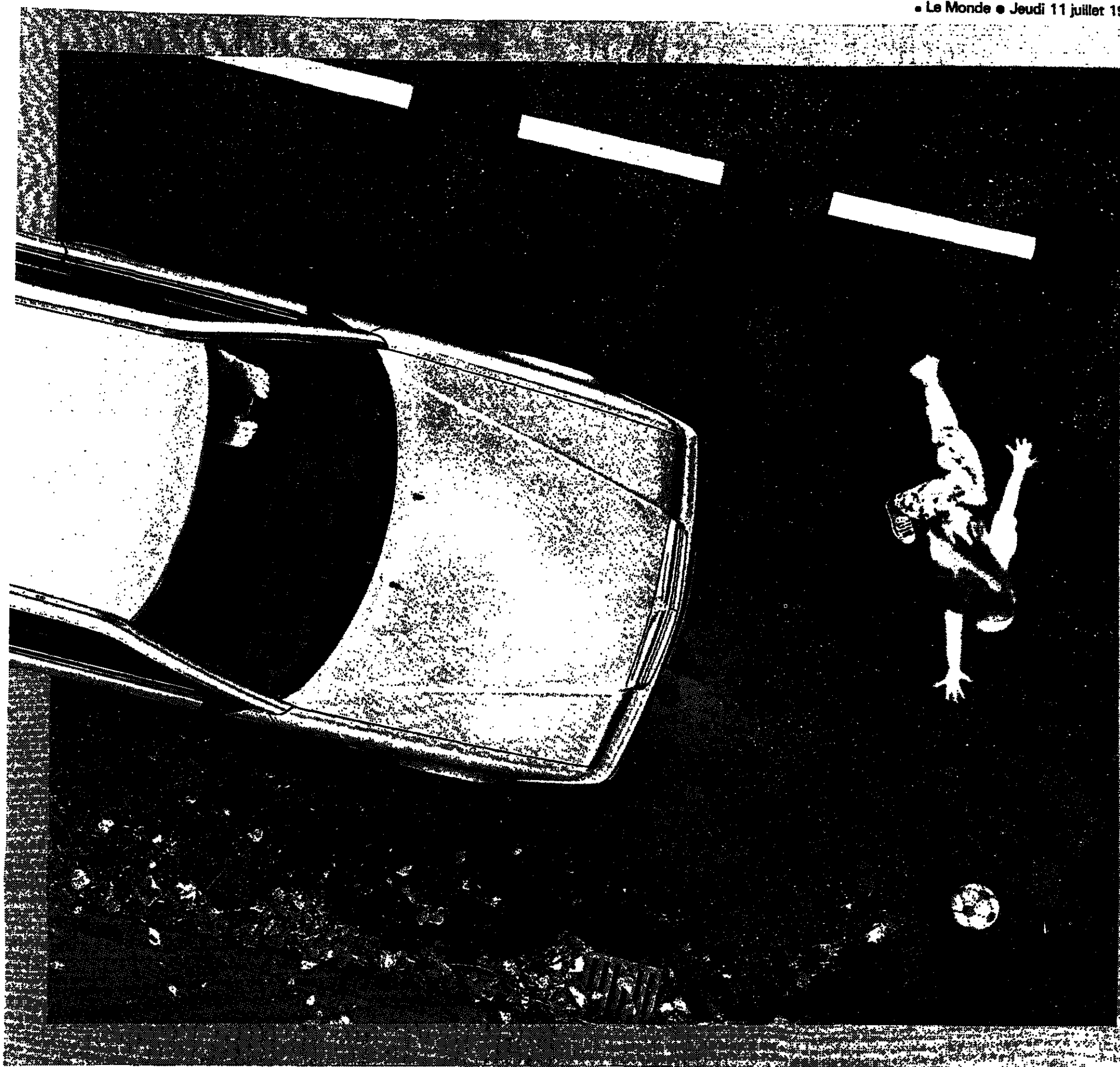
مكتبة الأنجلو



مكبر من الأهل

• Le Monde • Mercredi 31 juillet 1991 3

• Le Monde • Jeudi 11 juillet 1991 7



## Notre avance vous permet de stopper net.

**I**ci, pouvoir freiner à mort signifie préserver la vie. Ce qui implique des freins efficaces. Et c'est là que Du Pont de Nemours intervient. Car, si nous ne sommes pas constructeur automobile, nos produits contribuent à la réalisation des modèles les plus sûrs. Avec notamment l'invention d'une fibre cinq fois plus résistante que l'acier\*: le KEVLAR\*\*. Un matériau qui

entre dans la composition des garnitures de freins parmi les plus fiables du marché.

Mais, Du Pont de Nemours participe aussi à l'élaboration des circuits électriques, des réservoirs de liquide de frein, des capteurs ABS, des circuits hydrauliques et des flexibles.

Et il ne s'agit là que du domaine du freinage!

### Du Pont et votre voiture

Beaucoup de chemin a été parcouru depuis notre première collaboration avec Henry Ford sur son fameux modèle T.

Depuis quelques années, avec l'arrivée des matériaux modernes, les petites cylindrées n'ont plus rien à envier aux berlines de luxe. Aujourd'hui, en effet, grâce à l'apport technique des fibres, des

polymères et de l'électronique développés par Du Pont de Nemours, la voiture n'est plus seulement synonyme de liberté mais aussi de confort, de sécurité et de fiabilité.

Et une amélioration en entraînant une autre, la contribution de Du Pont de Nemours au progrès automobile se concrétise de façon multiple: des pare-

chocs à haute résistance, des peintures moins agressives pour l'environnement, un démarrage sans problème chaque matin... et mieux encore: le pouvoir de stopper net.

Pour plus d'informations, contacter Du Pont de Nemours (France) S.A.; 137 rue de l'Université, 75334 Paris Cedex 07 - Tél: (1) 45.50.63.81.

\* Pour un poids égal. \*\* Marque déposée de Du Pont de Nemours.

De meilleurs produits pour une vie meilleure.

**DU PONT**

## DROITS DE L'HOMME

Dans son rapport annuel

# Amnesty international dénonce «l'opportunisme politique» des gouvernements

Les bouleversements politiques majeurs qui ont fait resurgir au premier plan ces dernières années la notion de respect des droits fondamentaux de l'homme, n'ont pas empêché qu'en 1990 des dizaines de milliers de personnes ont été victimes d'exécutions arbitraires, de tortures et de mauvais traitements. Dans cette phase de renouveau pour les libertés individuelles, Amnesty International s'élève, dans son rapport annuel rendu public mercredi 10 juillet — contre le choix hypocrite des gouvernements qui laissent un certain «opportunisme politique» commander leur attitude vis-à-vis des droits de l'homme.

## Condamnation de l'Irak impunité pour la Chine

L'organisation humanitaire fonde ce constat sur la mobilisation de l'opinion internationale contre les graves violations perpétrées par les forces irakiennes au Koweït alors même que les droits de l'homme étaient bafoués en toute impunité en Chine, en Colombie, au Mali, en Turquie et ailleurs. Des gouvernements qui condamnent le recours à des pratiques répressives «uniquement lorsque cela sert leurs intérêts», écrit encore l'organisation humanitaire. «Le risque de saboter l'espoir de voir enfin une ère nouvelle s'ouvrir pour les droits de l'homme».

Amnesty dévoile aussi, dans ce

dernier rapport, la persistance, et souvent l'aggravation, des violations des libertés fondamentales dans 141 pays : emprisonnements pour délit d'opinion dans près de la moitié des pays du globe, tortures et sévices infligés aux prisonniers dans plus de cent pays, «disparitions» ou exécutions sommaires par milliers dans 29 pays, et enfin condamnations à mort prononcées ou appliquées dans 90 pays.

En Afrique, l'optimisme né de la libération des prisonniers politiques en Afrique du Sud et de l'abolition de la peine de mort en Namibie, a été largement atténué par les violations des droits de l'homme qui continuent d'être commises à grande échelle «par plusieurs gouvernements», écrit l'organisation humanitaire : violations «massives» des droits de l'homme au Libéria, persécution des noirs dans le Sud de la Mauritanie ou exécutions de prisonniers politiques environ 300 au Tchad peu avant le renversement du gouvernement. Des cas de torture sont également rapportés dans plusieurs pays dont le Cameroun, le Congo, la Guinée et les Comores. Enfin Amnesty estime qu'il y a eu l'année dernière sur le continent africain «probablement des milliers» d'exécutions sans jugement.

L'Asie est, elle aussi, durement frappée par les répressions gouvernementales contre les opposants ou contre les personnes ayant sim-

plement utilisé leur droit à la liberté d'expression, comme au Bangladesh et en Chine. Pékin a notamment enregistré un record d'exécutions en faisant fusiller 750 personnes tandis que des milliers de manifestants arrêtés lors du mouvement étudiant de 1989 étaient toujours détenus sans inculpation.

Deux cas particulièrement inquiétants sont signalés : le Sri Lanka — où des milliers de personnes ont «disparu» ou ont été exécutées — et l'Inde où, aux atrocités des groupes séparatistes, les troupes gouvernementales ont répondu par plusieurs centaines d'exécutions.

L'organisation signale une amélioration de la situation en Iran malgré les exécutions massives, en majorité pour de prétendus trafics de drogue, tandis qu'en Syrie, en Israël et dans les territoires occupés, les arrestations sans motif se multiplient. Des condamnations à mort ont été prononcées en Algérie, en Arabie Saoudite, en Égypte, en Jordanie et en Tunisie.

## Des centaines de victimes des «escadrons de la mort»

En Amérique, les «escadrons de la mort» ont assassiné des centaines de personnes au Brésil, au Guatemala et au Salvador. Ainsi, à Rio de Janeiro, cinq cents mineurs ont été tués par ces groupes com-

posés de policiers agissant en service ou non. Par ailleurs, disparitions et exécutions sommaires ont continué en Colombie et au Pérou, où plus de 300 personnes ont disparu après avoir été arrêtées par les forces de sécurité. Amnesty, qui fait campagne contre la peine de mort, indique également qu'en 1990, 2 300 détenus ont été condamnés à mort et 23 exécutés aux États-Unis.

En Europe de l'Est, si, comme l'année dernière, les réformes en faveur d'une plus grande liberté d'expression, de mouvement et d'association ont mis un terme à l'emprisonnement politique, les conflits ethniques et les revendications nationalistes sont encore source de violence, notamment en Yougoslavie et en URSS. Au moins 30 Arméniens ont été assassinés par les forces locales d'Azerbaïdjan sans que l'armée rouge n'intervienne. En Albanie, 600 prisonniers politiques sont encore détenus.

Enfin, la France est encore présente dans ce rapport annuel, au chapitre des brutalités policières et de l'emprisonnement des objecteurs de conscience, aux côtés de pays comme l'Autriche, l'Espagne et la Grèce.

Amnesty International : Rapport 1991. En vente par correspondance (120 F) ou à la section française (95 F), rue de la Pierre Levée, 75011 Paris.

## DIPLOMATIE

Au terme de leur réunion à Paris

# Les «cinq» souhaitent une «zone libre d'armes de destruction massive au Moyen-Orient»

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, (États-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne et France) réunis depuis deux jours à Paris pour discuter de la moralisation des ventes d'armements, se sont prononcés mardi 9 juillet pour l'établissement d'une «zone libre d'armes de destruction massive au Moyen-Orient», et ont exprimé l'intention d'observer des «règles de retenue» dans leurs exportations d'armes, en particulier vers cette région.

Voici les principaux points du communiqué final de cette réunion :

■ Les Cinq ont «confirmé qu'ils ne transféreront pas d'armes conventionnelles lorsque ces transferts, compte-tenu des circonstances, seraient de nature à porter atteinte à la stabilité».

■ Ils se sont «prononcés fermement en faveur de l'objectif qui vise à établir une zone libre d'armes de destruction massive au Moyen-Orient». Les étapes essentielles pour atteindre cet objectif passent, selon eux, par la mise en œuvre intégrale de la résolution 687 (sur les conditions imposées à l'Irak pour le cessez-le-feu) et l'adoption par les pays de la région d'un programme global de contrôle des armements pour la région incluant : les points suivants :

— «Le gel et, à titre d'objectif final, l'élimination des missiles sol-sol dans la région».

— «La soumission par tous les pays de la région de l'ensemble de leurs activités nucléaires aux contrôles de l'AIEA» (Agence

internationale de l'énergie atomique).

— «L'interdiction d'importation et de production de matières utilisables à des fins de fabrication d'armes nucléaires».

— «L'engagement de tout les États de la région à devenir parties à la convention sur les armes chimiques dès que celle-ci sera conclue en 1992».

■ «Conscients du rôle qu'ils doivent exercer pour promouvoir une plus grande responsabilité, une plus grande confiance et une plus grande transparence en ce domaine», les Cinq ont à ce propos «exprimé l'intention» :

— «d'observer des règles de retenue lorsqu'ils se prononcent dans le cadre de leurs procédures nationales de contrôle, sur des transferts d'armements. Sur cette base, ils chercheront à s'entendre pour mettre au point des principes directeurs...» d'entreprendre de mettre au point, en prenant en considération la situation particulière du Moyen-Orient, en tant que zone première de tension, et s'agissant en priorité de cette région du monde, des modalités de consultation et d'échange d'informations concernant les transferts d'armes».

— «de réunir un groupe d'experts au mois de septembre en vue de rechercher un accord sur cette approche».

— «de tenir une nouvelle réunion plénière au mois d'octobre à Londres».

— «d'organiser périodiquement de nouvelles rencontres afin d'examiner ces questions».

Dans un entretien avec plusieurs journaux étrangers

# M. Bush affirme qu'il «aimerait sentir que l'URSS est engagée sur la voie des réformes»

Dans un entretien accordé à Washington aux correspondants de neuf journaux étrangers (dont la Pravda de Moscou et, pour la France, le Figaro), M. Bush dit espérer du sommet de Londres et de la visite qu'y fera M. Gorbatchev une meilleure compréhension de la politique économique soviétique : «J'aimerais sentir, dit-il, que l'Union soviétique est décidée à s'engager sur la voie des réformes aussi fermement que j'en suis sûr, le président Gorbatchev le souhaite. Nous venons au G7 avec l'esprit ouvert, mais (...) nos actions concrètes seront limitées tant que les réformes ne seront pas appliquées», ajoute le président américain.

A propos de la situation en Yougoslavie, M. Bush «salue le travail diplomatique difficile» accompli par la Communauté européenne, qui «a agi comme il le fallait». Il précise sur l'avenir de la fédération yougoslave : «S'il y a tout à la fois règlement pacifi-

que des différends et volonté d'aboutir à la dissolution, je ne crois pas que les États-Unis y fassent objection». Le président américain établit toutefois une distinction avec le problème des Républiques baltes, dont «l'incorporation à l'URSS n'a jamais été reconnue par les États-Unis» et qui «devraient être libres».

Après avoir minimisé ses différends avec la France sur l'OTAN et rappelé la rencontre qu'il aura à Paris avec M. Mitterrand le 14 juillet, M. Bush justifie sa politique dans la crise du Golfe et dénonce vivement M. Saddam Hussein, qui est un «menteur» et avec lequel il n'y aura pas de relations «normales». «Les sanctions [contre l'Irak] seront-elles levées alors que le président irakien continue d'infliger à ses concitoyens les traitements les plus brutaux, alors qu'il continue de violer la loi internationale ? La réponse est non», a précisé le président américain.

## ASIE

BIRMANIE : assignée à résidence par la junte

# La principale figure de l'opposition a reçu le prix Sakharov du Parlement européen

Après Nelson Mandela, Alexandre Dubcek et le dissident soviétique Anatoli Marchenko, M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi, principale figure de l'opposition à la junte birmane, est, cette année, lauréate du prix Sakharov pour la liberté de la pensée, décerné par le Parlement européen. Mais, comme elle est assignée à résidence, depuis juillet 1989, à Rangoon, le prix a été remis, mercredi 10 juillet, à Strasbourg, à son fils, âgé de treize ans, qui vit en Grande-Bretagne.

L'attribution du prix Sakharov à M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi aura été l'occasion de rappeler à la fois l'impasse politique qui persiste en Birmanie et le combat non violent de celle qui incarne les aspirations de ce pays à la démocratie, exprimées durant les manifestations populaires contre le régime militaire en 1988 et, plus clairement encore, lors des élections de mai 1990, remportées haut la main par l'opposition. Mais les militaires s'accrochent au pouvoir et n'ont cessé de réduire leurs adversaires au silence, durcissant la répression et isolant de plus en plus l'un des pays les plus secrets de la

planète. Le rôle de M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi s'inscrit dans la tradition birmane. Fille du père de l'indépendance, assassiné à la veille de sa proclamation, en 1947, la jeune femme s'est retrouvée investie de la vénération populaire dont le général Aung San jouit toujours dans la conscience nationale. Partie, au début des années 60, faire des études de science politique et de philosophie, d'abord à New-Delhi, puis à Oxford, elle était de retour à Rangoon, en avril 1988, pour trouver un pays en pleine effervescence. Devant la débâcle du parti unique du Programme socialiste birman, elle est amenée à prendre la tête d'une nouvelle formation, la Ligue nationale pour la démocratie. Elle parcourt le pays et draine les foules, ce qui lui vaudra d'être assignée à résidence dès le 20 juillet 1989.

Aujourd'hui, à quarante-six ans, M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi continue de manifester sa détermination en déclarant notamment : «Il ne suffit pas simplement de réclamer la liberté, la démocratie et les droits de

l'homme, il faut être unis dans la volonté de persévérer dans le combat, de faire des sacrifices, de résister aux influences éternelles, de résister aux influences corruptrices de la cupidité, de l'hostilité, de l'ignorance et de la peur».

Menacée par la junte d'être traduite en justice si elle refusait de choisir l'exil, elle a fait savoir qu'elle accepterait éventuellement de quitter le pays, à quatre conditions : libération de tous les prisonniers politiques ; transfert du pouvoir aux civils ; une allocation personnelle non censurée de cinquante minutes à la radio et à la télévision, ainsi que l'autorisation de se rendre à pied de son domicile à l'aéroport. Jusqu'ici, les militaires ont préféré ne pas répondre, quitte à devoir supporter cette encombrante présence à Rangoon. Sans doute n'ont-ils pas encore fini d'entendre parler de celle à qui son père avait donné le surnom, peut-être prémoniteur, de «brillante collection d'étranges victoires».

JEAN-CLAUDE BUHRER

## JAPON

M<sup>me</sup> Cresson  
symboliquement guillochée  
le 14 juillet ?

Trois mouvements d'extrême droite japonais ont annoncé, mardi 9 juillet, leur intention de «guillocher», le jour de la fête nationale française, un mannequin à l'effigie de M<sup>me</sup> Edith Cresson. «Nous protestons contre les rumeurs de M<sup>me</sup> Cresson qui a insulté le Japon et exigé des excuses. Nous irons à l'ambassade pour perturber la fête nationale», ont affirmé les membres des groupes Issai-Kai, Heiwa-Nakai et Koran-Sha. L'«exécution» aura lieu lors d'une manifestation organisée dans un parc du centre de Tokyo et pour l'occasion le Katana, le sabre traditionnel, remplacera la machine à coudre. Depuis le mois dernier, la police japonaise a renforcé la surveillance des bâtiments abritant des sociétés françaises pour prévenir d'éventuelles actions de l'extrême droite. — (AFP, Reuters).

## A TRAVERS LE MONDE

## ALGÉRIE

## Le gouvernement a reçu l'investiture de l'Assemblée

Le gouvernement de M. Sid Ahmed Ghozali a été investi, à une écrasante majorité, mardi 9 juillet, par l'Assemblée nationale. Sur les deux cent soixante-cinq députés votants, six seulement se sont abstenus et cinq ont voté contre le programme de M. Ghozali. Le président de l'Assemblée, M. Abdelaziz Boukhedem, a rappelé que le gouvernement de M. Ghozali était un «gouvernement de transition», «indépendant de toute appartenance partisane».

## CUBA

## Deux procès pour complot anticastriste

Un procureur a requis, mardi 9 juillet, à La Havane, des peines de vingt ans de prison pour deux exilés cubains habitant à Miami,

Gustavo Rodriguez Sousa, quarante-trois ans, et Tomas Ramos Rodriguez, quarante-sept ans, accusés officiellement d'être venus clandestinement à Cuba préparer le renversement du régime de Fidel Castro avec le soutien de la CIA.

Tomas Ramos Rodriguez a déclaré avoir été recruté à Miami, avec Gustavo Rodriguez Sousa, par des dirigeants de la libération cubaine et par un ressortissant américain, Frank Sturgis, selon lui colonel de la CIA. Sturgis leur aurait offert à chacun un demi-million de dollars pour effectuer leur mission. Sturgis est l'un des quatre «combinateurs du Watergate», arrêtés le 17 juin 1972 pour être entrés par effraction dans les bureaux du Comité national démocrate à Washington — scandale qui entraîna la démission du président Richard Nixon.

Dans un autre procès, deux médecins cubains, accusés d'avoir voulu assassiner le président Fidel Castro, ont également été condamnés à de lourdes peines. Le Dr Julio Bientz Saab, quarante-deux ans, a été condamné à douze années de détention, un de ses collègues, le docteur Julian Arana Rossainz, trente-cinq ans, à

huit années de détention. Les deux médecins travaillaient à l'institut de neurologie et de neurochirurgie de La Havane. Ils avaient paré de «faire sauter Castro» lors d'une visite à l'institut en septembre 1990. — (Reuters).

## EL SALVADOR

## Des affrontements mettent en péril les négociations

Alors que le gouvernement salvadorien entamait, mardi 9 juillet, à Mexico, un nouveau round de négociations avec le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), des affrontements violents ont éclaté entre l'armée et la guérilla à Nueva-Concepcion, à 68 kilomètres au nord de San-Salvador. Les guérilleros ont estimé les pertes humaines dans les rangs de l'armée et de la police au nombre de soixante-dix-huit. Les journalistes présents n'ont aperçu que deux victimes appartenant aux forces armées, à l'issue de l'incursion rebelle, qui a paralysé Nueva-Concepcion durant quatorze heures. — (AFP).

## LIBAN

## Accrochages dans le Sud

Un civil libanais a été tué et sept autres ont été blessés, mardi 9 juillet, lorsque la milice pro-iradienne de l'Armée du Liban-Sud (ALS) a bombardé un village, Ain Qans, contrôlé depuis avril par l'armée libanaise. Ce bombardement est intervenu une demi-heure après une attaque menée dans cette région par le Hezbollah pro-iranien. Selon un communiqué de l'organisation chiite, cette attaque a visé une perouille israélienne et de l'ALS dans la région de Jezzine, située dans le prolongement de la «zone de sécurité» créée par l'Etat hébreu au Liban. Selon la police libanaise, en revanche, l'attaque du Hezbollah a visé une unité de l'armée et a fait huit blessés.

D'autre part, l'armée libanaise a étendu mardi sa présence dans la région de Tyr, jusqu'aux limites des secteurs contrôlés par la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL), a-t-on appris de source militaire. — (AFP).

## MADAGASCAR

## Accord pour une «concertation nationale»

Le pouvoir et l'opposition se sont mis d'accord, mardi 9 juillet, pour organiser ensemble une «concertation nationale», afin d'établir une nouvelle Constitution. La date de cette concertation, qui répond à l'une des principales revendications de l'opposition, n'a pas été précisée. Selon l'un des chefs de file de la majorité présidentielle, M. Rakoto-va Razakabaoana, cette décision a été prise pour «éviter tout débordement social et tribal».

Un comité tripartite, composé du Conseil des Églises chrétiennes (FFKM), du Mouvement militant pour le socialisme malgache (MMSM, majorité) et du Comité des forces vives (opposition), a été chargé d'organiser cette future réunion. Mardi, la grève générale a continué de paralyser Antananarivo, où trois cent mille personnes ont manifesté, dans le calme, leur hostilité au régime du président Ratsiraka. — (Reuters).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES

مكتبة النجف



# POLITIQUE

Approuvé par le conseil des ministres

## Le dispositif gouvernemental sur l'immigration pâtit de la polémique sur les propos de M<sup>me</sup> Cresson

Le dispositif gouvernemental sur la maîtrise de l'immigration, développé par le premier ministre devant le gouvernement, était prêt lorsque M<sup>me</sup> Cresson s'est entretenue de ce sujet avec M. Mitterrand, mercredi matin 10 juillet, avant la réunion du conseil des ministres. Il contenait aussi bien la délivrance des visas dans les pays de départ, les contrôles d'identité en France, le travail clandestin, que les demandes d'asile. En revanche, il n'est pas question de quotas par profession, système préconisé par l'Office des migrations internationales dont le président, M. Jean-Claude Barreau, avait exposé le détail dans le Monde du 21 mai - et par nationalité, que proposent des dirigeants politiques d'origines diverses, comme M<sup>me</sup> Pasqua, Chevènement ou Stasi. Ni, bien entendu, de « charters ».

Dès lors, ce débat sérieux a tourné en un combat confus contre les « charters » d'immigrés envoyés dans leur pays, selon les méthodes utilisées en 1986 par M. Pasqua, ministre de l'intérieur du gouvernement Chirac de cohabitation, et qui est devenu depuis le symbole de ce qu'il ne faut pas faire. Bien que l'hypothèse évoquée par M<sup>me</sup> Cresson n'ait rien à voir avec le système Pasqua, puisqu'il ne s'agit pas d'expulsions administratives mais plutôt de « reconduire des gens dans leur pays lorsque la justice aura établi qu'ils n'ont pas le droit d'être chez nous », la tonalité des propos du

premier ministre et leur ambiguïté ont permis à la polémique de se développer. M<sup>me</sup> Cresson n'a trouvé pour la défendre personne d'autre ou presque que M. Bruno Mégret, délégué général du Front national. M. Pasqua lui-même affirme aujourd'hui que les « charters » ne servent à rien sinon décourager les candidats à l'immigration. Quant à M. Le Pen, il s'est contenté de souligner que cette affaire n'est qu'un « bluff médiatique et électoraliste » destiné à faire oublier que le gouvernement s'apprête à « régulariser la situation de cinquante à cent mille clandestins ». On peut donc compter sur M. Le Pen pour nourrir la polémique si tôt le dispositif gouvernemental publié.

Le ministre se défend pourtant d'avoir commis une gaffe et son entourage en veut pour preuve un sondage réalisé par CSA, le 8 juillet, à la demande des services du premier ministre, auprès de trois cents témoins, selon lequel 66 % des personnes interrogées se déclarent « plutôt d'accord » avec l'ensemble des propos tenus par M<sup>me</sup> Cresson ce soir-là à la télévision. Les socialistes, eux, ne le sont pas, du moins sur la dérive du vocabulaire. M. Pierre Mauroy, qui a rencontré le premier ministre mardi 9 juillet, après la réunion d'un comité interministériel consacré à ce sujet, est sorti de cet entretien fort en colère. Quelques heures plus tard, à son initiative, le Parti socialiste a diffusé un texte dans lequel il rappelle, en termes diplomatiques, que « seuls les tribunaux judiciaires ont compétence pour prononcer des reconduites à la frontière » et que « celles-ci doivent s'effectuer dans le respect du droit et de la tradition de la France ». Seuls les tribunaux... pas les sondages.

JEAN-YVES LHOMEAU

### La colère de M. Mauroy

La vague de protestations soulevées par les propos de M<sup>me</sup> Cresson risque donc de submerger un plan sur lequel le gouvernement compte beaucoup non seulement pour maîtriser les flux migratoires, mais aussi pour endiguer la désaffection dont il souffre, électoralement, parmi les Français. Le pre-

## Les réactions

□ Parti socialiste : « Respect du droit ». - Quelques heures après l'entretien, à Matignon, entre M<sup>me</sup> Cresson et M. Mauroy sur la politique d'immigration, le Parti socialiste a diffusé, mardi 9 juillet en fin de journée, un communiqué dans lequel il déclare : « A la différence de la droite qui n'hésite pas à pratiquer les expulsions sur simple décision administrative, les socialistes attachent la plus grande importance à l'application de la loi qu'ils ont modifiée en 1989. Seuls les tribunaux judiciaires ont compétence pour prononcer des reconduites à la frontière, et celles-ci doivent s'effectuer dans le respect du droit et de la tradition de la France. » Le PS insiste sur le fait que « les mesures contre l'immigration clandestine doivent être renforcées » et affirme : « Il faut s'attaquer avant tout à ses causes profondes et poursuivre, avec des sanctions plus sévères, ceux qui organisent les filières ainsi que ceux qui emploient des travailleurs clandestins. »

□ M. Barre : « Par train, par bateau ou par avion ». - Interrogé par TF1, mardi 9 juillet, M. Raymond Barre a affirmé que le dossier de l'immigration doit être « abordé en faisant tout électoralisme ». M. Barre, favorable à la reconduite aux frontières des immigrés en situation irrégulière, « que ce soit par train, par bateau ou par avion, c'est au gouvernement de choisir », a ajouté : « Ces gens-là sont venus en France parce qu'ils étaient malheureux... S'il faut les reconduire chez eux, faisons-le dignement, faisons-le proprement. » M. Barre s'est prononcé pour des quotas par profession et par nationalité.

□ M. Bernard Stasi : « La surenchère doit s'arrêter ». - M. Bernard Stasi (UDC, Marne) s'est déclaré « irrité », mercredi 10 juillet, sur RMC, de la dérive du débat sur l'immigration. « Le seul vainqueur sera Jean-Marie Le Pen », a-t-il souligné. M. Stasi, « choqué » par les déclarations de M<sup>me</sup> Edith Cresson, a estimé que le premier ministre avait certainement essayé de « se mettre au goût du jour pour satisfaire une partie de l'électorat ». Il a ajouté que « la surenchère doit s'arrêter entre la droite et la gauche », propos du dossier de l'immigration. M. Stasi a enfin assuré qu'il préférerait « des quotas » pour l'immigration, comme le propose M. Charles Pasqua, même s'il trouve ce dispositif « un peu humiliant », « plutôt que dire n'importe quoi avec l'expression d'immigration ».

□ M. La Pen : « Poudre aux yeux ». - C'est de la poudre aux yeux, a déclaré M. Jean-Marie Le Pen, mardi 9 juillet. On est en train de se préparer à régulariser la situation de cinquante mille à cent mille clandestins, et c'est pour masquer cette mesure que l'on fait un certain bruit... qui va détourner l'attention des Français. L'affaire des charters est, à son avis, « un bluff médiatique et électoraliste ». Invité de RTL, mercredi, le président du Front national s'est prononcé contre le système des quotas, car la France accueille déjà « beaucoup trop d'immigrés ».

□ France-Plus : « Pour les quotas ». - M. Araki Dahmani, président de l'association France-Plus, s'est dit favorable, mardi 9 juillet sur Antenne 2, à des quotas par profession et par nationalité, à condition que « cela se fasse dans la clarté et le respect des règles de la République ».

□ Les Verts : « La France renie ses principes ». - « Penser régler le problème de l'immigration clandestine et le mal-être des banlieues en renvoyant les clandestins par avion et en instaurant des quotas est un non-sens », déclarent les Verts. Selon eux, « la France renie ses principes de terre de liberté et d'asile ».

### A Narbonne

## Les fils de harkis accusent l'hôtel Matignon de « manipulation »

L'un des quatre jeunes gens incarcérés à Carcassonne après les incidents provoqués les 23 et 24 juin à Narbonne par les enfants d'anciens harkis de la cité des Oliviers a été remis en liberté, mardi soir 9 juillet. Il s'agit de Jean Hamzaoui, vingt-trois ans, qui avait été inculpé de participation à manifestation armée, coups et blessures, avec armes sur agent de la force publique et rébellion. Le juge d'instruction, M. Roland Schmitt, a jusqu'à vendredi pour décider de la mise en liberté des trois autres inculpés qui lui a été demandée, une deuxième fois, par leurs avocats.

Les porte-parole des enfants d'anciens harkis de Narbonne, qui ont refusé de répondre aux invitations au dialogue lancées par le premier ministre tant que leurs camarades restent emprisonnés, ont qualifié de « manipulation » la séance de travail qui a eu lieu, lundi 8 juillet, à l'hôtel Matignon, en présence de M<sup>me</sup> Edith Cresson, avec des délégués des communautés du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône.

Interrogés mardi par l'AFP, plusieurs membres de la « coordination » narbonnaise ont contesté la représentativité de ces délégués en estimant que le gouvernement tentait d'« acheter » les enfants de harkis. Ils ont rappelé leurs deux véritables à toute discussion avec le gouvernement - la libération de leurs camarades et la démission du délégué aux rapatriés, M. Maurice Bernassay - en soulignant que les fils de harkis « ne demandent pas de l'argent, mais des emplois et des logements ».

Le conseiller social du premier ministre, M. Pierre-Louis Rémy, a également reçu, mardi après-midi 9 juillet, une quinzaine de dirigeants de plusieurs associations de Français musulmans, parmi lesquels plusieurs élus locaux de différentes tendances politiques. Le président du Conseil national des Français musulmans, M. Hamlaoui Metakach, qui a appelé à une manifestation nationale le 13 juillet à Paris, s'est montré très laconique au terme de cette entrevue : « Nous attendons les mesures gouvernementales, nous ne pouvons rien dire de plus ».

M. Enbarek Kari, président de la Confédération des Français musulmans, conseiller régional RPR d'Ile-de-France, plus disert, a affirmé que les délégués n'avaient rien obtenu « de concret » au cours de cette réunion. « Il y a de bonnes intentions mais on juge le bonnet au pied du mur, alors on va voir », a-t-il ajouté en soulignant toutefois : « Les services du premier ministre sont à l'écoute de nos critiques et de nos propositions ».

La Conférence des élus socialistes originaires du Maghreb a délégué cinq de ses membres, MM. Bouhrouou, Bouffal, Hocine Chabaga, adjoint au maire de Villeurbanne (Rhône), Saïd Merabli, adjoint au maire de Vitrolles (Bouches-du-Rhône) et Mme Fatima Tenguout, conseillère municipale de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime) auprès de M. Bernassay « pour secourir les efforts du gouvernement ». « Nous adjurons le gouvernement et tous les élus nationaux et locaux qui soutiennent l'action du président de la République de tout mettre en œuvre, dans un esprit de solidarité nationale, pour venir à bout, dans un délai rapide, des injustices les plus criantes qui assègent nos compatriotes de souche musulmane », indique la Conférence

## Les mesures contre les clandestins

Suite de la première page

avis sur la question de la polygamie, assez marginale mais à laquelle l'opinion est très sensible. A l'heure actuelle, la polygamie constitue un motif de refus de naturalisation, mais n'empêche pas le regroupement familial, le Conseil d'Etat ayant jugé qu'il n'y avait pas trouble à l'ordre public. Le gouvernement, tirant les conclusions de l'accroissement des procédures à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), qui instruit désormais les dossiers de demande d'asile dans un délai de deux à six mois, va supprimer le droit au travail accordé aux demandeurs, bien que cette mesure ait été jugée contraire aux droits de l'homme par la Commission nationale consultative des droits de l'homme. D'autre part, va être publiée incessamment la circulaire permettant la régularisation exceptionnelle « pour raisons humanitaires » des demandeurs d'asile déboutés après deux ou trois années d'instruction de leur dossier, et insérés professionnellement. Enfin, des programmes d'aide à la réinsertion vont être proposés aux personnes définitivement déboutées et volontaires pour le retour. Les organisations d'aide au tiers-monde et les attachés humanitaires des consulats seront mobilisés pour accompagner des projets de développement et d'insertion professionnelle.

Toute la question est de savoir quelles seront les modalités concrètes de mise en œuvre de ces mesures après le traumatisme du débat sur les expulsions par avions spéciaux. PHILIPPE BERNARD

### POINT DE VUE

## L'accordéon du premier ministre

par Max Gallo

JUSQU'OU iront-ils nos « gouvernementaux », pour conserver le pouvoir ? Après les déclarations de M<sup>me</sup> le premier ministre, c'est la question qu'il faut poser. En dix ans, certes, nous avons connu bien des abandons, des reniements, des volte-face, des habiletés, de la « France unie » au dialogue fracassant, de la condamnation de l'argent gagné en dormant sur « mettre de l'argent à gauche, c'est adroit », de l'éloge de la Bourse au « j'en ai rien à cirer ». Un palier de plus vers d'être franchi. M<sup>me</sup> Cresson approuvée par le Front national, tire le Monde... C'est une unanimité plus large que pour la guerre du Golfe ! Chirac a gagné 5 points dans les sondages en renflant les odeurs. Combien de points va rapporter le mot « charter » ?

Nous en sommes là du discours d'un premier ministre issu du Parti socialiste. Ou une politique répressive face à l'immigration clandestine - et à ceux qui utilisent cette main-d'œuvre surexploitée - soit insupportable, c'est l'évidence. Ou il faille expulser des clandestins dans le cadre de la loi, certainement. Ou une politique d'immigration articulée sur des quotas, comme le dit M. Pasqua, soit nécessaire, en effet.

Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Ce qui est détestable, scandaleux, en rupture avec toute la tradition de la gauche républicaine, c'est la réduction d'un problème à un symbole qui n'a comme fonction que de flatter les réactions simplistes d'une opinion, en fin de compte méprisée. La gauche, la République, se sont toujours voulues pédagogues. On fait appel à l'intelligence du citoyen. On décortique les problèmes. On parle à l'individu, que l'homme du peuple porte en lui. Parler dignement de l'immigration, en républicain, c'est évoquer l'intégration dans notre histoire, ce que superbement Morin appelle la « francisation ». C'est évoquer la répression, l'expulsion, les problèmes, mais en démontant les causes, sociales, nationales, internationales. Et non jouer en populisme de mots miracles, charter, ou clandestin. Mais M<sup>me</sup> Cresson n'en a « rien à cirer » des « intellectuels », des « grands discours », des « grandes théories », des « projets de société ». A la trappe ces intellectuels que furent Jaurès, Clemenceau, Blum, Mendès France. Action, action, d'elle de sa voix inextinguible.

La modestie de M. Michel Rocard, théorisé par un premier ministre qui avait sa vision historique du moment, prend tout à coup l'allure d'une politique empreinte d'une grande dignité. Et par les

On se sent le noble et méprisant de qui ne mange pas de ce pain-là. Mais qui espère-t-on tromper ? Si le charter est le mot-clé - médiatique - d'une politique, d'autres sont propriétaires du label.

On se sent le noble et méprisant de qui ne mange pas de ce pain-là. Mais qui espère-t-on tromper ? Si le charter est le mot-clé - médiatique - d'une politique, d'autres sont propriétaires du label.

Il suffit d'ailleurs de suivre, élection après élection, les résultats pour mesurer que ces citoyens qu'on flatte comme on peut savent à quoi s'en tenir.

Jusqu'où ira-t-on demain pour tenter de les séduire ? On range déjà les socialistes en file derrière M. Bernard Tapie, pour qu'il préside une région. Faudra-t-il bientôt le choisir comme candidat à la présidence de la République parce qu'il est l'autre face du populisme... le meilleur démagogue, après Le Pen, de ce pays.

A-t-on oublié que pas une seule fois dans l'histoire, la gauche et les républicains n'ont gagné quand ils ont choisi le terrain qui n'était pas le leur ? On se renie pour gagner parce qu'on reçoit des tomates et que la foule crie « Algérie française », et on est cependant battu, renvoyé.

On a tout perdu : le pouvoir et la dignité. Et on a désespéré une génération, vidée pour des années la gauche de tout ressort. Le 8 juillet, le jour où M<sup>me</sup> Cresson parlait de « charter », les mineurs de Carmaux, emportés par la rage du désespoir, commettaient des actes de violence. Carmaux : la circonscription de Jaurès. Symbolique rapprochement. Nous ne laisserons pas mettre dans un charter sans réagir ce qui a fait l'âme républicaine de ce pays.

Parions qu'il n'y a pas qu'un intellectuel pour penser cela.

► Max Gallo est membre du comité directeur du P.S.

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE

SCIENTES PO PARIS

• Stages intensifs d'été du 25 juillet au 29 août

• Sessions annuelles et semestrielles

SUCCÈS CONFIRMÉS

Centre Italie 45 85 59 35

Centre Autel 42 24 10 72

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

VILLE DE CAEN  
REGION BASSE NORMANDIE  
MINISTÈRE DE LA CULTURE

# Les Arts Florissants

WILLIAM CHRISTIE

FESTIVAL D'AIX-EN-PROVENCE 1991

OPERA  
THEATRE DE L'ARCHEVECHE

## CASTOR ET POLLUX de RAMEAU

Direction musicale: William CHRISTIE  
Mise-en-scène, décors & costumes: Pier-Luigi PIZZI  
Chorégraphie: Béatrice MASSIN  
Assistant musical: Kenneth WEISS

Agnès MELLON - Véronique GENS - Claron MCFADDEN  
Sandrine PIAU - Howard CROOK  
François LE ROUX - Bernard DELETRÉ - Mark PADMORE  
Brian PARSONS - Jean-Claude SARRAGOSSE

Compagnie RIS ET DANCERIES  
les 11, 13, 20, 24 & 28 Juillet 1991 à 21 H 15

CONCERTS  
CATHEDRALE ST-SAUVEUR

## MOZART KYRIE CONCERTO POUR VIOLON N°3 EXSULTATE JUBILATE DAVIDDE PENITENTE

Rachel YAKAR - Véronique GENS  
Sandrine PIAU - Howard CROOK  
Ryo TERAKADO

les 17 et 25 Juillet 1991 à 21 H 00

## GRANDS MOTETS DE DELALANDE

CONFITEBOR TIBI DOMINE  
SUPER FLUMINA BABILONIS  
TE DEUM

Véronique GENS - Sandrine PIAU  
Ariette STEYER - Jean-Paul FOUHECOURT  
François PIOLINO - Jérôme CORREAS

le 21 Juillet 1991 à 17 H 00

RECITAL A DEUX CLAVECINS  
COUR D'HONNEUR DE L'HOTEL DE VILLE

William CHRISTIE - Christophe ROUSSET

LEROUX-COUPERIN  
BOCCHERINI-RAMEAU

le 22 Juillet 1991 à 21 H 30

## PECHINEY

LES INDES GALANTES-CASTOR ET POLLUX  
Juillet 1990 Juillet 1991

Premier anniversaire du parrainage  
des Arts Florissants par

PECHINEY

# SOCIÉTÉ

## DÉFENSE

Trois projets de loi en conseil des ministres

## La durée du service militaire sera réduite à dix mois et des recrues seront affectées à la sécurité civile

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a présenté, mercredi 10 juillet, en conseil des ministres, trois projets de loi dont le plus important consiste à fixer à dix mois (au lieu de douze) la durée du service militaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain et à prévoir d'affecter des recrues à la sécurité civile. Les deux autres textes, de nature plus technique, ont trait à la modification des limites d'âge des sous-officiers ou de certains hauts gradés dans l'armée de l'air, et à l'application du plan « Armées 2000 » de réorganisation du dispositif militaire en France.

1. - La durée et la diversification des formes du service. Par son projet de loi sur le service national, M. Joxe met en application la promesse de M. François Mitterrand - il y a un an presque jour pour jour - de réduire à dix mois (au lieu de douze) la durée du service militaire actif. Ce texte, qui sera soumis au Parlement, devrait être effectif à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992, mais les contingents appelés sous les drapeaux durant le dernier trimestre de 1991 devraient pouvoir profiter de cette réduction du temps de leur service. De sorte que les recrues incorporées à partir d'octobre prochain seraient libérées à la fin de juillet 1992.

Cette réduction à dix mois du service militaire actif a pour conséquence que la durée des autres formes (souvent civiles) du service national sera elle aussi modifiée dans des proportions variables selon les différentes formules propres à ce service.

Ainsi le service national dans la police, qui a été créé par une loi



corporation et d'exercer leur spécialité pendant le service.

Le même projet de loi innove dans ce qu'il est convenu d'appeler la diversification des formes civiles du service national. Il sera ainsi instauré un service actif dans la sécurité civile et dans le corps des sapeurs-pompiers, ce qui est en quelque sorte une officialisation de ce qui se pratiquait déjà, de façon expérimentale, sur le terrain. Ce nouveau service est analogue à celui dans la police. Une particularité est prévue: celle de pouvoir affecter des recrues dans des organismes qui contribuent directement à la protection des populations et qui relèvent d'une administration autre que le seul ministère de l'intérieur. M. Joxe donne donc, par ce biais, le moyen à ses collègues de l'environnement (M. Brice Lalonde) et de l'action humanitaire (M. Bernard Kouchner) de pouvoir disposer du concours de certains appelés volontaires.

Des textes d'application ultérieurs préciseront les modalités de ces deux nouveaux services. Le ministre de la défense tient, en particulier, au fait que les recrues qui en bénéficieront suivent une période militaire initiale (d'une durée envisagée de six semaines) et que leur encadrement, leurs conditions de vie et de travail soient à la charge des administrations « clientes ».

## Silence sur les VSNE

Le projet de loi n'évoque pas le cas de certains services à vocation civile, dont l'existence avait été dénoncée en 1989 par un député en mission, M. Guy-Michel Chauveau (PS-Sartre), qui les avait jugés particulièrement injustes, voire scandaleux, dès lors qu'ils portaient atteinte au principe de l'égalité des Français devant la loi. C'est notamment le cas des volontaires du service national en entreprise (VSNE), qui permet à de jeunes « pistonnés » de faire en quelque sorte des stages assimilés à une préembauche dans des sociétés ayant des représentations commerciales à l'étranger.

M. Chauveau n'a pas réussi à véritablement recenser le nombre de ces VSNE depuis que ce système a été institué en 1978, relancé une première fois en 1983 et pratiqué à une plus grande échelle après 1986. Dans son rapport, il a estimé une telle formule « choquante en termes moraux parce qu'elle favorise une minorité déjà privilégiée » et il a rappelé que le régime des VSNE ne reposait sur aucun fondement juridique. Nul n'ignore l'opposition du ministre de la défense à l'extension de ce système de « passe-droits ». M. Joxe a préféré, à son tour, n'en pas codifier l'existence. En dépit d'un premier ministre, M<sup>me</sup> Edith Cresson, qui pourrait se souvenir qu'elle a été ministre du commerce extérieur, le ministre de la défense a sans doute dans l'idée de vouloir discrètement éliminer le corps des VSNE.

2. - Les limites d'âge dans la carrière de certains militaires. Le deuxième projet de loi examine les limites d'âge de certains militaires non officiers et celles des colonels ou des généraux navigants de l'armée de l'air. Il s'agit d'uniformiser par grade, d'harmoniser entre les armées et d'allonger la carrière des personnels parmi les plus qualifiés.

Concernant les militaires non officiers, M. Joxe a en effet l'intention de leur offrir trois types de carrière: d'abord, des carrières

courtes (une dizaine d'années), pour ceux qui tiennent des postes pénibles; ensuite, des carrières dites intermédiaires (une vingtaine d'années), pour permettre aux armées de garder ceux des spécialistes qui leur sont plus utiles dans des domaines spécifiques; enfin, des carrières longues, pour des sous-officiers de carrière (par opposition aux sous-officiers engagés sous contrat) qui ont l'espoir de rester jusqu'aux grades équivalents à ceux d'adjudant-chef ou de major.

Dans ces conditions, trois séries de mesures sont prévues. La première allonge la limite d'âge des adjudants-chefs (ou des maîtres principaux dans la marine) et celle des majors. La deuxième instaura, comme pour les officiers, une

limite d'âge unique par grade, alors qu'il existe jusqu'à présent des limites d'âge inférieures et supérieures. La dernière harmonise les limites d'âge qui sont, actuellement, très diversifiées par grades et selon les armées.

Concernant les colonels et les généraux qui appartiennent au personnel navigant de l'armée de l'air, leurs limites d'âge, qui sont particulièrement basses, sont relevées d'un an. Il s'agit, selon le projet de loi de M. Joxe, de tirer un meilleur parti de l'expérience de ces officiers et de maintenir plus longtemps des officiers de grade moins élevé dans les unités opérationnelles. Avec, néanmoins, le risque de laisser progressivement vieillir les armées françaises.

L'ensemble de ces mesures avait été préalablement examiné par le Conseil supérieur de la fonction militaire, qui en a modifié certaines. Devant cette instance, le ministre de la défense a donné des assurances sur deux points: il n'est pas question de revenir sur le droit des sous-officiers (après quinze ans de service) de partir en retraite avec la jouissance immédiate de la pension, ni d'interdire aux militaires une seconde carrière (de reconversion) dans le civil.

3. - L'application du plan de réorganisation « Armées 2000 ».

M. Joxe a élaboré une série de textes d'application qui ont pour but de continuer concrètement le plan « Armées 2000 » de réorganisation que son prédécesseur, M. Jean-Pierre Chevènement, avait lancé en 1989 et qui doit être exécuté d'ici à 1993. Ce plan, qui concerne quelque 3 % des effectifs, donne la priorité aux missions opérationnelles sur la chaîne du commandement territorial et il entend développer davantage la coopération interarmées.

JACQUES ISNARD

## Jeunes d'Amérique

## Le bal de la « prom »

FREEPORT, ILLINOIS

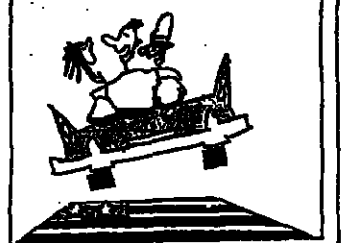
de notre envoyée spéciale

L'été chaud aux États-Unis ouvre la porte à la saison des fêtes. Le bal de la « prom », ou « promenade », est l'un des événements les plus importants de la vie sociale des jeunes. C'est une occasion pour les adolescents de se rencontrer, de se faire des amis, de se faire une idée de leur avenir. Le bal de la « prom » est une tradition qui remonte à plus d'un siècle. À l'origine, c'était une simple fête de fin d'année, mais elle a évolué au fil du temps. Aujourd'hui, c'est un événement majeur pour les jeunes américains. Ils se préparent pendant des semaines à ce bal, choisissant leurs vêtements, leurs invitations, et leur partenaire. Le bal de la « prom » est une occasion pour les jeunes de se faire une idée de leur avenir, de se faire des amis, et de se faire une idée de leur vie d'adulte.

La nuit de mai est devenue noire sur Freeport, petite ville du Midwest, quand Jerry et Maggie ressortent sous le ciel. Dans la rue, ils manient le corège, suivis de quatre-vingts couples, les cent soixante élèves de terminale. De la place bondée monte une énorme ovation. Riches et pauvres, vieux et jeunes insouciants, beaucoup de Blancs et quelques Noirs, la ville entière n'entend pas perdre une miette du spectacle.

## « Un coup de vieux »

L'apparence est reine. Jerry, dix-sept ans, un physique de vainqueur à Roland-Garros, porte un costume queue-de-pie d'un beige clair qui flatte son teint de roux. Maggie, dix-huit ans, est vêtue d'une robe longue de taffetas vert tendue à craquer sur ses rondeurs. Derrière eux, en habit de shantung noir, le nœud papillon serré sur son maigre cou, défile Wu, d'une famille originaire de Hongkong, le major de la terminale. Il se cramponne au bras de sa haute cavalière,



Diane, portant de longs cheveux et une mini-robe bruisante de perles.

En la circonstance, tous ont pris un coup de vieux. De ces couples au sourire figé qui se succèdent à un pas savamment mesuré, le long de la rue principale de Freeport, seul le regard trahit la jeunesse de l'adolescence face au jugement populaire. Les jeunes filles portent bracelet et bouquet de fleurs fraîches que, rite obligé, leur ont offerts leur cavalier d'un soir. L'unique couple « domino », un Noir et une Blanche de la classe - c'est le corège. Encore dernier, comme s'il fallait satisfaire à la loi des « red-neck », les ruraux conservateurs. La ville religieuse en effet ses minorités de l'autre côté du pont, loin des confortables demeures de la majorité « américano-américaine ».

A Freeport, Illinois, la « prom » satisfait à la tradition de « promenade » qui lui confère son qualificatif. Le père de Jerry, chef des sapeurs-pompiers, et sa mère, employée aux assurances, n'en finissent pas de serrer les mains des voisins qui les congratulent, sur le passage du défilé. Tous deux espèrent un avenir radieux pour leur fils. Celui-ci, faute de moyens financiers pour payer la coûteuse Université, s'entraînera dans l'U.S. Air Force pour devenir pilote et voler loin de Freeport.

Déjà, grâce à son emploi à mi-temps à la Pizzeria Gino pendant cette dernière année de lycée, il s'est acheté une voiture. Et il a payé les frais de sa « prom »: trois mille francs, pour la location de la limousine et du queue-de-pie, l'achat des fleurs et le repas offert à sa partenaire dans un restaurant chic. A la « party post-prom » qui prolonge jusqu'au breakfast la nuit d'exception, Jerry a troqué le costume pour le jean et retrouve d'autres camarades d'école qui, eux, ont choisi de renoncer à la cérémonie de la « prom », trop dispendieuse à leur goût.

DANIELLE ROUARD



## SOCIÉTÉ

A Aulnay-sous-Bois

### Nouveaux incidents dans la cité des Trois-Mille

Une autre voiture a été incendiée, dans la nuit du mardi 9 au mercredi 10 juillet, dans la cité des Trois-Mille à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où des échauffourées opposent, depuis samedi 6 juillet, des groupes rivaux des Trois-Mille et de la cité voisine d'Emmâüs.

La « guerre » avait été déclarée à l'issue d'un concert organisé, samedi dernier, par l'association locale ABC. Deux jeunes des Trois-Mille s'étaient fait « éclater » par d'autres adolescents du quartier d'Emmâüs. L'affront à l'honneur des Trois-Mille ne pouvait rester impuni : par solidarité, plusieurs dizaines de jeunes gens ont franchi, dimanche 7, la frontière séparant les deux cités.

« On est arrivé avec des cocktails Molotov et des fusils à pompe. On n'a vu personne, on a tout cassé », racontent fièrement les protagonistes de cette expédition punitive. La descente a surpris ceux d'Emmâüs : « On croyait que c'était fini. Ils sont venus à une quarantaine. Ils voulaient frapper les petits. Ils s'en sont pris aux voitures de nos pères ». Quatorze véhicules, au total, seront endommagés, vitres et pare-brise volant en éclats.

De nouveaux incidents surviennent lundi, circonscrits cette fois au quartier des Trois-Mille : un cordon policier empêchait tout passage entre les deux cités. Des jeunes ont lancé des cocktails Molotov dans un parking voisin d'une station-service. Deux véhi-

cules ont brûlé ce soir-là. Pourtant, dans l'après-midi, une réunion de conciliation avait rassemblé les représentants du commissariat, de l'organisme gérant des HLM et ceux des jeunes de la cité.

Ceux-ci débattaient pêle-mêle leurs faits de « guerre » et leurs revendications à l'adresse des pouvoirs publics. Révélant à la prochaine soirée qu'il espère agitée, l'un de ces jeunes lâche : « C'est pour qu'ils réfléchissent ». Ils ? La mairie, l'État, accusés de les oublier. « On veut un local pour nous, des centres sociaux, des compétitions... et de l'argent », répètent à l'envi ces adolescents. « On ne fait rien pour nous ». Les associations ? Elles existent, mais « elles n'ont pas les moyens ». Ils montrent la fresque réalisée sur le mur d'un immeuble à la gloire de leurs héros, Marilyn, Elvis ou Carl Lewis : « Elle n'est même pas finie. Ils ne nous ont pas donné le fic pour continuer ».

#### Des cadets désabusés

La commune s'est engagée à remettre en état des terrains de sport et elle a déjà embauché six jeunes, pour juillet, à l'entretien des espaces verts. A travers l'Association pour une meilleure citoyenneté des jeunes, le commissariat a offert des leçons de conduite accompagnées, une sortie pour trente jeunes au parc des Princes mercredi, une autre pour cinquante adolescents à la plage. Ces propositions laissent sceptiques des jeunes de plus en plus critiques à

l'égard de la municipalité de droite. « Toute l'année, plaide pourtant Didier Morel, responsable des antennes jeunes de la commune, nous proposons des activités, comme le vélo tout terrain, le tir à l'arc, la boxe thaï. Aujourd'hui vingt-six jeunes font du kayak au parc Béranger ».

Les plus inquiets quant à l'avenir sont les grands frères, qui constatent, un peu effarés, la dégradation de la situation et regrettent le déclin, au fil des années, des activités et des centres de loisirs. « Avant 1983, avec l'ancienne municipalité et les PIRA (points d'information et de rencontre des adolescents), tous les jours, nous étions occupés, raconte Naguib, vingt-trois ans. Mais les petits, tout ce qu'ils ont connu, c'est la rue ». Le fossé s'est creusé entre les aînés qui ont participé aux marches de l'intégration avec SOS Racisme, créé leurs associations, et les cadets désabusés.

« Même nous, disent les plus âgés, nous ne sommes plus crédibles. Les mêmes de quinze-seize ans nous reprochent d'avoir attendu dix ans la réalisation des promesses. Eux n'attendent pas, ils n'y croient plus ». Pessimistes, les « grands » s'alarment : « Les adolescents ont compris que, pour obtenir ce qu'ils demandent, il faut casser ». Ils veulent encore croire qu'il est possible de « tirer les petits de la galère » et souhaitent qu'on leur donne la possibilité, à eux qui connaissent la cité et la « zone », de prendre en charge une partie du travail social.

SYLVIE DERAIME

Dans une lettre aux préfets

### M<sup>me</sup> Cresson souhaite une « relance vigoureuse » de la prévention de la délinquance

« La France est pleinement engagée dans une lutte pour la prévention de la délinquance », a déclaré M<sup>me</sup> Edith Cresson, mardi 9 juillet, à l'hôtel Marignol. Elle entend conserver à ses villes un développement social harmonieux sans lequel toutes les réponses répressives ne sont qu'apparence ».

S'inscrivant dans la droite ligne de « la politique française de prévention de la délinquance », le premier ministre a salué l'action entreprise depuis près de dix ans par M. Gilbert Bonnemaison, député (PS) de Seine-Saint-Denis, aujourd'hui reprise en accord avec le ministre de la ville, M. Michel Delebarre.

Aussi le premier ministre vient-il d'adresser une circulaire à tous les préfets qui indique, en préambule, que « la politique de prévention de la délinquance doit être vigoureusement relancée ». Cette note du 8 juillet préconise la réactivation des conseils départementaux et communaux de prévention et demande aux préfets de mieux organiser le dialogue entre les habitants des quartiers en difficulté et les institutions policière et judiciaire.

Enfin, le premier ministre a annoncé la tenue à Paris, du 18 au 20 novembre, de la Conférence internationale sur la sécurité, les drogues et la prévention de la délinquance en milieu urbain, organisée sous le patronage de M. Mitterrand. Cette conférence sera immédiatement suivie, toujours dans la capitale, par un sommet des Nations unies consacré, du 21 au 23 novembre, à la prévention du crime et à la justice pénale.

## SPORTS

CYCLISME : le 78<sup>e</sup> Tour de France

### Le « beau visage » du sprint

La plus longue étape du 78<sup>e</sup> Tour de France a conduit, mardi 9 juillet, les coureurs de Dijon à Reims. Près de huit heures de course et de nombreuses échappées n'ont pourtant pas modifié le classement général. Le Danois Rolf Sørensen conserve le maillot jaune. Le sprint final a simplement consacré, pour la deuxième fois en trois jours, le Sovyétique Djamil Abdoujaparov.

#### REIMS

de notre envoyé spécial

Est-il possible de dire à des coureurs qu'ils ont pédalé pendant 286 kilomètres pour rien ? Ce propos de spectateur risqué de provoquer la colère d'athlètes qui n'ont pas ménagé leurs efforts. Les tentatives pour casser le bel ordonnancement du peloton ont été nombreuses, même si elles se sont soldées par des échecs.

Fait de coups de poker et de provocations, le round d'observation s'est donc prolongé. Le parcours est pluvieux, le favori, la volonté de certaines équipes de maintenir leurs avantages ou leurs positions dominantes le renforce. Alors le peloton reste une masse compacte. Il ne musarde pas, la moyenne de 36,5 kilomètres à l'heure en tête, le rouleur, animé par des hommes qui pensent plus à surveiller la couleur du maillot de leur voisin que les vignes qui couvrent les coteaux.

#### « Fermeture de porte »

La Route touristique du champagne est une appellation pour touristes. Les professionnels qui l'empruntent en ce début d'été ont d'autres soucis en tête que celui de lire le nom des caves gravé dans le cuivre. Epernay se résume à une côte qu'il faut gravir en empêchant un coureur italien ou espagnol de « jouer les bordures » pour fausser compagnie à la caravane. Reims est un terminus qu'il faut atteindre au plus vite, quitte à laisser les sprinters jouer des coudes pour franchir les premiers la ligne salivatrice.

Ces sprinters sont les hommes de l'ultime effort. Des magiciens qui peuvent encore relancer leur machine à quelques mètres de l'arrivée. La tête « dans le guidon », ils oublient ceux qui les entourent pour jeter leurs épaules en avant, pour parvenir, dos rond et mâchoires serrées, à arracher ces quelques centimètres qui feront la différence. Dans cet art du balan-

cement du vélo des bordures au centre, afin de contrarier les adversaires, les coureurs belges semblent les maîtres. Depuis le départ de cette édition du Tour, leur réputation a été contestée.

A Lyon, le premier jour, comme à Reims mardi, un Sovyétique est venu chasser sur leurs terres. Djamil Abdoujaparov s'est montré le plus rapide dans la capitale des Gaules. Il a récidivé, avec moins de panache et plus de tactique de « fermeture de porte », à l'ombre de la cathédrale. Le Belge

Johan Museeuw a beau affirmer que le garçon qui l'a poussé vers les bordures « n'est pas régulier », les commissaires en ont décidé autrement. Le salaire de l'équipe italienne Carrera offre une deuxième victoire d'étape à ses employeurs, une manière de les faire patienter avant les exploits annoncés, même programmés pour la fin de la semaine, du leader Claudio Chiappucci.

« Il m'a contraint à freiner », explique Museeuw. « Je cherchais la voie la plus courte, sans regarder

### Mollets

#### REIMS

de notre envoyé spécial

Le meilleur moment pour passer les mollets en revue est le matin, quand les coureurs montent sur le podium pour signer la feuille de présence. Tout concurrent qui ne se soumet pas à cette obligation s'expose à une petite amende, comme Chiappucci l'auteur. Le beau Claudio était sans doute pressé d'aller en décade : depuis le contre-la-montre de Lyon, c'est un forçeur qui ronge son frein. Les mollets, donc, défilent, et pour une fois au ralenti. Cent quatre-vingt-dix-sept paires de jambes qui vont ensuite remettre le pied au pédalier dans un bruit de fixation de ski.

Les mollets, faut-il le rappeler, sont des triceps qui servent de bielles aux coureurs. Les grimpeurs les portent fuselés, sur des chevilles fines comme des allumettes, et on jurerait, à voir celles de Clavetrolat ou du Norvégien Kvalsvoll, que la poutre et l'index suffisent à en faire le tour. D'ailleurs, pour jambes, les coureurs disent « crayons ». Les mollets des sprinters, eux, sont en général plus épais. Lorsqu'ils luisent sur la ligne de départ, c'est qu'ils risquent de pleuvoir. Et que les masseurs, qui disposent de toutes sortes de pommades, ont sorti l'anti-rouille.

Pas un poil dans le peloton, tous les mollets sont rasés, au moins une fois par semaine. Et même parfois épilés à la cire, entre deux courses, pour espérer la corvée. Il s'agit moins de gagner des secondes que d'éviter le risque d'infection des plaies. Et aussi de mettre les jambes en valeur. D'être beau.

CORINE LESNES

ce qui se passait derrière moi », répond le Sovyétique. Quelle de spécialistes en fait, comme le dit des juges. Certes, le coureur venu de l'est n'a rien d'un enfant de chœur, même lorsqu'il prétend que son nom signifie « celui qui a un beau visage ». Formé à l'école du sport soviétique, l'enfant d'Ouzbékistan a eu le temps d'apprendre les recettes qui permettent de gagner, quitte à forcer légèrement le sort. Quelques aventures lors de sprints dans la Course de la paix en portent le témoignage.

La chevelure noire d'Abdoujaparov s'agitte lorsque ces incidents sont évoqués. Ses yeux noirs se font tendres pour implorer l'indulgence, pour gommer sa suspension de trois mois pour usage d'éphédrine en 1989. Tout cela est du passé... Ce fils d'un camionneur de Tachkent n'est plus un « amateur » soviétique, il est aujourd'hui un professionnel italien. Comme nombre de ses compatriotes, il a fait le choix, l'an passé, de venir « travailler » en Occident. D'abord au sein de la formation Alfa-Lumi, où il a côtoyé Dimitri Koniashev, vainqueur de l'étape Lourdes-Pau dans le Tour 1990, puis, après la disparition de cette équipe, sous le maillot Carrera.

Selon l'un de ses managers, cet homme de vingt-sept ans « sait tout faire dans un sprint, de loin ou de près, il arrive toujours à se placer ». Une victoire en avril, lors de la course Gand-Wevelgem, lui a donné l'assurance. Le coureur ouzbek souhaite ramener d'autres trophées dans son pays, lorsqu'il abandonnera sa maison au bord du lac de Garde pour retrouver, le temps de quelques vacances, sa famille.

Abdoujaparov, l'un des rares coureurs musulmans dans les compétitions internationales, espère simplement que les résidents de la télévision soviétique souligneront son exploit. Comme sur d'autres sujets, le personnage sait se faire discret lorsqu'il est question des rapports entre les Républiques d'URSS.


SERGE BOLLOCH

#### QUATRIÈME ÉTAPE

Dijon-Reims (286 km)

Classement de l'étape. - 1. Djamil Abdoujaparov (URSS), en 7 h 49 min 14 s ; 2. Olaf Ludwig (ALL) ; 3. Sean Kelly (IRL) ; 4. Jan Schur (ALL) ; 5. Uwe Raab (ALL) ; 6. Rolf Sørensen (DAN) ; 16 h 21 min 21 s ; 2. Greg LeMond (E-U) ; à 10 s ; 3. Erik Breukink (P-B) ; à 12 s ; 4. Sean Kelly (IRL) ; à 14 s ; 5. Djamil Abdoujaparov (URSS), à 23 s.

# NINE MOATI



Rose d'Alger  
Nine Moati

250 p.  
95 F

Qu'elle était belle, Alger, avec ses maisons blanches en escalier. Marie Enriquez, petite juive tunisienne, y trouve un asile. Devient amie avec Perla, Rose et les autres, qui lui ouvrent leurs maisons et leurs secrets. A travers elles, et sur vingt ans, c'est l'histoire de l'Algérie, de la guerre à l'indépendance, qui se dessine.

Gilles Pudlowski, Le Point

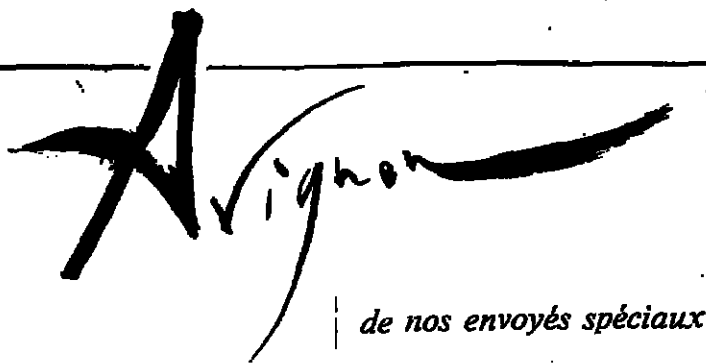
L'agrément du roman provient de la description attentive des lieux et d'une douceur de vivre aujourd'hui abolie. Comme si une chanson d'autrefois nous était murmurée à l'oreille, faisant résonner des cordes inconnues.

Annette Colin-Simard, Le Journal du Dimanche

La fresque historique est prestement brossée, toujours juste... Nine Moati nous suggère un portrait attachant et inspiré d'Alger, la plus belle ville de la Méditerranée... Un beau roman.

Albert Bensoussan, Information Juive

## FAYARD



Malfrats, seigneurs cruels, fils indignes, femmes pieuses, luxure, meurtres et miracles... Le monde délirant de Valle-Inclán inaugure le quarante-quatrième Festival : c'est dans la grande tradition. A côté, un autre type de travail s'installe : à la chartreuse de Villeneuve, qui change de statut, viennent des musiciens, des écrivains. Plus insolite, la première étape d'une expérience menée par Armand Gatti pendant six mois avec des stagiaires, enfants des « banlieues chaudes ». Ils ne parlent pas de leurs conditions de vie, mais d'un vaste sujet : la guerre, la paix, et Dieu pourquoi pas ?

## Dieu tombé dans le temps

Suite de la première page

Les ambiguïtés, Armand Gatti les démontre avant qu'on ait le temps d'y réfléchir, il les assume. Mais il ne veut pas exhiber les « jeunes des banlieues chaudes » comme des bêtes curieuses, des êtres féroces, pour un moment apprivoisés. C'est toujours le danger des films censés dénoncer la drogue et la violence, des émissions consacrées à ces fameux « problèmes », où l'on voit ces fameux « jeunes » cacher plus ou moins bien leur gêne, où on les entend emprunter le vocabulaire des aides sociaux. Ici, les mots, les sons, les chants — Moïse et Aaron en play-back sur six

écrans de télévision — roulent des images somptueuses, des insolences, des naïvetés chatoyantes, proferées avec une force joyeuse par les comédiens. Ils sont, manifestement, en état de sincérité. Ils « font tomber Dieu dans le temps », donnent aux interrogations un poids de chair. Tout au moins dans cette partie du spectacle, car Gatti a annoncé une suite royale, une plongée dans le souffrance. On voit mal ce que ça peut donner, mais qui sait.

Pour l'heure, garçons et filles s'accompagnent avec leurs corps, mimant des bagarres, font des sauts périlleux, des figures de karaté, et le bruit de leurs pieds retombant sur le plancher

de bois scande leur texte — et la jeune fille bloquée dans sa chaise d'infirme paraît vivre au même rythme que les autres. Le spectacle est magnifique, dans ce Musée lapidaire aux voûtes hautes, décoré de bas-reliefs, d'anges potelés, de sarcophages de pierre surchargés de sculptures, de statues religieuses que Gatti a emmaillottées comme si elles devaient être transportées ailleurs, de panneaux de toiles comme des papyrus égyptiens déroulés, avec une double scène, et, sur les gradins, des fauteuils recouverts de housses couleur linéol.

Tout semble provisoire, et c'est vrai que le spectacle représente une simple étape — mais essentielle — de l'expérience, un passage dans l'existence de ces jeunes gens ni arrogants ni humbles, superbement à l'aise, malgré un trac de comédien. Le travail de théâtre leur ouvre une porte, et ils ne seront pas abandonnés à eux-mêmes. Seulement, avec Armand

Gatti, ce sera terminé. Sans doute ira-t-il ailleurs poursuivre ce travail unique. Qui d'autre parviendrait à convaincre des garçons et des filles qui, concrètement, matériellement, n'ont rien à attendre du théâtre ? Qui d'autre serait capable de préparer un terrain commun pour eux et pour lui, terrain d'attente, de conflits, de générosité, en tout cas terrain d'échanges. Sans paternalisme, sans démagogie, sans esprit missionnaire.

Le chef-d'œuvre de Gatti, c'est Gatti lui-même. Que voudrait dire ses écrits pour ceux qui ne l'auront pas connu ?

COLETTE GODARD

► Ces empereurs aux ombrelles trouées, au Musée lapidaire, jusqu'au 19 juillet à 21 h 30. Du 15 au 20 juillet, les films d'Armand Gatti au cinéma le Palace.

### GRENOBLE

## Odyssée slovène

Une troupe de Ljubljana fait sensation au Festival de théâtre européen

Faut-il revenir à Ithaque ? Faut-il cultiver ses racines en Slo-  
vénie ? Le Théâtre Mladinsko, de Ljubljana, pose cette double question dans *Ulysse et fils* au septième Festival de théâtre européen de Grenoble.

Cette étonnante *Odyssée* slovène, qui prend une résonance nouvelle à la lumière des événements de Yougoslavie, est aussi l'histoire contemporaine d'une famille d'artistes. L'auteur de la pièce est Vito Taufer, ex-présentateur de radio « corrigé », ex-fondateur d'une revue de cinéma interdite et représentant éminent du « théâtre poétique » slovène. Le metteur en scène, Vito Taufer, son fils, a suivi une carrière plus officielle, collectionnant les lauriers d'or dans les festivals du théâtre yougoslave, à Sarajevo.

### Un haletant récit d'initiation

Célébré par certains critiques comme « maître du théâtre catholique », il applique les principes du postmodernisme en juxtaposant des références stylistiques empruntées aux peintres, cinéastes et hommes de théâtre qui l'ont précédé. *Ulysse et fils* mélange le drame wagnérien et l'opéra parodique brechtien, les oncs de Velasquez et les fleurs de Botticelli, les pastorales de Lulli et le chant populaire slovène. Il pourrait en résulter un patchwork sans âme : Vito Taufer en fait un haletant récit d'initiation, où les problèmes du présent s'inscrivent dans l'éternité du mythe, où le constat de la réalité triviale nourrit la réflexion philosophique.

C'est bien l'*Odyssée* qu'on y raconte, sans trahir l'imagerie de nos mémoires — de l'appel érotique de Cirée aux parades des prétendants malfaisants — et c'est autre chose : l'histoire d'une double méditation d'un père et d'un fils sur sagesse et folie. Face aux tentations de la vie, Ulysse et Télémaque, ou Vito et Vito, apportent leurs deux réponses.

Des réponses politiques ? S'il s'agit bien de choisir entre « le monde et le foyer », comme le suggère le sous-titre du spectacle, donc entre le dépassement des

identités nationales et le repli sur la culture du terroir, ce spectacle se démarque néanmoins des théâtres « de résistance » qu'ont connus les pays de l'Est. La forme postmoderne favorise, d'ailleurs, une pluralité de lectures.

### Sous des pluies de fusées

Depuis sept ans, l'animatrice du festival, la comédienne Renata Scant, se montre sensible à de telles recherches formelles dans sa programmation, avec une prédilection pour les audaces scénographiques. Parmi ses trouvailles les plus intéressantes, cette année, figurent le groupe Koneja, venu d'Aradeo, dans le sud de l'Italie, qui associe rituel et violence corporelle dans un *Wozzeck* paroxystique, et le Théâtre Witkiewicz de Zakopane, en Pologne, qui injecte du délire dadaïste dans les modèles de « forme pure » de son maître Witkacy.

Les Grenoblois friands de théâtre expérimental y trouvent leur compte. Pour les autres, le grand public, le festival propose des divertissements de qualité, depuis le remarquable *Ubu* (français) du NADA Théâtre jusqu'au spectacle de cape et d'épée des Rebels, des breuteurs-cascadeurs tchèques, en passant par la *Nuit magique* pyrotechnique du groupe Xansa.

Pour l'ouverture du festival, cette troupe espagnole de Valencia a embrassé le grand ensemble « sensible » de la Villeneuve, à Grenoble, avec la bénédiction du développement social des quartiers (DSQ). Quatre mille enfants et adultes fascinés ont affronté les tableaux de feu, sous des pluies de fusées : un exutoire, peut-être, aux pulsions incendiaires d'un été chaud.

BERNADETTE BOST

► Festival de théâtre européen, jusqu'au 12 juillet à Grenoble. Parallèlement ont lieu des rencontres européennes de troupes lycéennes et universitaires, et une université d'été propose des ateliers sur « Théâtre et résistances », d'Antigone à Vaclav Havel. Tél. : 78-44-74-04.

## « La Princesse de Milan » : Michel Dubois répond à Karine Saporta

A la suite de l'interview de Karine Saporta (paru dans le supplément consacré au Festival d'Avignon — le Monde du 4 juillet) à propos de son spectacle *La Princesse de Milan* d'après *La Tempête* de Shakespeare, qu'elle devait créer en collaboration avec la Comédie de Caen, interview qui mettait en cause le directeur Michel Dubois, celui-ci nous transmet sa mise au point :

« ... J'aurais préféré garder le silence sur cette collaboration impossible. Je ne me prononcerais pas sur le spectacle lui-même. Il est très loin de *La Tempête*, ce qui ne me gêne pas, contrairement à ce que voudrait faire croire Karine Saporta. Mais peut-être ses attaques ne sont-elles que des tentatives pour masquer les problèmes d'un spectacle qui ne la satisfait pas entièrement ? ... Le vieux débat qui pousse les « dramatiques » dans le cul-de-sac du sens rejetant l'imaginaire et fantasmes est décidément bien ringard et réducteur ; et il est curieux de le voir agité ici au nom d'une modernité qui, dans le cas de Karine Saporta, peut être discutée.

Si l'épilogue que j'ai conçu à partir du texte de Kleist sur le *Théâtre des marionnettes* (et non des « automates », lapus curieux face aux conflits qui opposent les acteurs à cette chorégraphie) est ressenti comme un « meurtre », c'est qu'elle ne peut l'écouter, le tolérer pour ce qu'il dit. Je le trouve pour ma part très généreux, très fin pour évoquer ce spectacle, une invitation à l'humour. C'est ainsi que je l'ai voulu avec Vladimir Yordanoff qui devait le jouer

□ Marseille : les métiers du cinéma en stages d'été. — L'Atelier Cinéma de Marseille propose d'aider de jeunes amateurs désireux de parfaire leur technique, en mettant sur pied une quinzaine d'otoliers (payants) dirigés par des professionnels, comédiens, scénaristes, maquilleurs, réalisateurs et producteurs.

► Jusqu'au 20 juillet, 24, rue Senac-de-Meilhan, 13001 Marseille. Tél. : 91-92-30-39.

(mais qui m'a demandé de se retirer faute de pouvoir engager le moindre dialogue avec elle), c'est ainsi que je le joue avec Jean-Marie Frin. « Les Mots de la colère de Karine Saporta », titre le Monde. Les miens seraient plutôt ceux de l'humiliation.

Mais Karine Saporta n'est pas la danse à elle seule ; dans le même article, je lis de très beaux propos de Baguette. Je pourrais dire ce qu'il évoque à propos de Pina Bausch, de Gallotta, de Cunningham, de Maguy Marin. Echanges entre danse et théâtre dramatique, c'est d'abord acte d'amitié et désir de découverte. C'est le sens de mon engagement...

### PARIS

## Haïti qui bouge

EMELINE MICHEL ET ZÉLÉ ou New-Morning

Tout mon temps, le second album d'Emeline Michel, a été enregistré en Floride, à part deux chansons enregistrées en Haïti. Mais dans les derniers temps de la présidence de M<sup>me</sup> Pascal-Trouillot, les coupures d'électricité étaient devenues si longues, si nombreuses, qu'il était impossible de travailler en studio.

Emeline Michel s'est imposée en quelques années au sommet de la musique populaire haïtienne. Alors que, au milieu des années 60, l'île faisait danser toute la Caraïbe créole, la crise économique et politique a considérablement réduit l'influence haïtienne. Face à cet état de fait, deux mouvements se sont dessinés.

Le premier est revenu vers les racines de la musique, avant même la naissance du kompa, la danse reine depuis presque trente ans. Le groupe Boukman Eksperyans est allé chercher son inspiration dans les percussions vaudoues. En face, mais sans hostilité,

### MONTREUX

de notre envoyé spécial

Ça aurait pu tourner court. A l'improvise (à quel bon refrain ?), à l'échec (finisso total). A la comtesse de l'âme (la mort même) : du pareil au même. Quelle idée aussi chez Quincy Jones, ce génie roublard de l'air du temps (Michael Jackson, Sting), cet artiste moderne pour imaginer des frivoles, ce sculpteur d'âmes en polystyrène expansé, de convaincre Miles Davis de

### MONTREUX

le mouvement dit nouvelle génération pratique une musique urbaine sophistiquée, nourrie de jazz.

Emeline Michel, les frères Widmer, réunis au sein du groupe Zélé, qui accompagnera la chanteuse au New-Morning en sont les représentants. « Nous n'allons pas jouer de la musique folklorique parce que nous sommes haïtiens », dit Emeline Michel. Elle chante avec une technique éblouissante qui masque par moment l'intensité de ses propos, toujours en prise directe sur la réalité haïtienne.

Mais comme l'explique Barbara Prezeau, peintre, qui exposera mercredi soir des toiles aussi nourries de tradition vaudou que d'art des rues américaines, « en Haïti, nous n'avons pas besoin de revenir à nos racines. Personne ne nous menace. Notre identité est établie, et Duvalier s'en est même servi contre nous. Il nous faut aussi apprendre à bouger, à évoluer ».

THOMAS SOTINEL

► Le 10 juillet, à 21 heures, au New-Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>.

## Le troisième homme

Quincy, Miles et Gil au Festival de jazz : un événement

rejoindre les solos des parties les plus fines, les plus acrobatiques, les plus audacieuses du jazz moderne. Celles qu'on : rangera avec Stockhausen, Joyce ou Picasso : les arrangements de Gil Evans ?

Miles déteste le passé comme la mort. La mort est toujours derrière. En jazz, on ne rejoue pas. Le jeu est comme l'amour, déjà passé. Régulièrement le jazz agonise avec volupté de se rejouer. A chaque époque on l'oblige au miroir, cet étouffement mortel. Le public en veut. Toujours plus. C'est comme s'il lui en voulait. Le public, comme la famille, exige que l'on recommence toujours, la répétition, l'ignoble nostalgie, l'infatigable néo-ordination du jazz. C'est qu'il a besoin de repères, de pères. Ou peut-être veut-il, comme dans l'amour malade, la mort de son objet. Miles hait ça. Tout les musiciens qui s'en tiennent à la vie haïssent ça.

Quand Miles accepte l'invitation de Quincy (Jones), c'est Montreux, c'est une histoire d'amour. Un magicien nommé Claude Noble, la baguette magique : les dollars. La raison : l'amitié, la confiance, le défi. L'occasion : une scène parfaite, un public qui sait et un public qui croit même que Noble est le seul à traiter sans contrainte. La bonne blague.

Servant et crédule, ce qui va de pair, mais sachant se tenir. Devant ses quarante-sept musiciens réunis par Quincy sur une scène qui ne peut en loger quarante-huit (regroupement du Gil Evans Orchestra dirigé par Miles Evans et du George Gruntz Concert Jazz Band), devant Miles que double Wallace Roney (trompette) et Kenny Garrett, la nouvelle idole de son groupe actuel, en temps réel, en son quatuor acoustique, en pleine communion, le public de Montreux tient son souffle.

L'histoire commence en 1949. Miles, Nègre parmi les Noirs, enregistre une séance (Cerry Mulligan,

Leo Konitz, etc.) dont beaucoup de participants sont blancs, et les arrangements de Gil Evans, plus blancs que les blés. Cette histoire de blancs et de noirs comme la couleur de nos jours et de nos nuits a son importance. Par son architecture, sa suave complexité, son insaisissable finesse rythmique, cette musique est un miracle, un avenir, une naissance. *Birth of the Cool* est son titre générique. L'échec fut homérique, planétaire, cosmique. Plusieurs années à s'en remettre.

C'est que le public, voyez-vous, ne veut pas de complications : le public ou ses porte-paroles (enregistreurs, organisateurs, discoteurs, marchands...). Pas de finasseries, non : s'éclater d'abord, se distraire, passer un bon moment : allez passer un bon moment avec *Birth of the Cool*, autant lire *Molloy* en disco. C'est que nous finissons un siècle où même le mot d'intellectuel inventé pendant l'affaire Dreyfus a fini par prendre un sens péjoratif. C'est dire...

*Miles Ahead*, *Porgy and Bess*, *Sketches of Spain* : l'amoureuse collaboration de Miles et Gil Evans est semée de chefs-d'œuvre et des succès. Personne comme Gil à le faire sonner avec tant de délicatesse, à saisir son idée du jeu comme un instantané, à le mettre au bord de lui-même, à changer tout musicien, à réinventer tout espace sonore. Gil Evans n'était ni un gourou ni un leader : simplement un homme dont la nonchalance finissait par faire oublier le génie. Seul quand il déboulait en scène. Avec sa silhouette d'adonis blanc, avec cet air de bonté malicieuse. Avec son bandeau dans les cheveux et sa cohorte anarchique. On savait alors qu'il aurait pu faire n'importe quoi : faire chanter juste un groupe de touristes français, faire swinguer les sons Labèque, transfigurer la fanfare du Front national, diriger l'Opéra Bastille... Tout.

Miles a joué pour lui. Non :

mieux, il a joué Gil Evans, cette idée heureuse, complexe, délicate de la musique. Quincy Jones, en version simple mais très honnête et particulièrement élevée, fait sonner ses quarante-sept musiciens à la perfection (de vraies pointures, d'ailleurs : Howard Johnson, David Bergeron, Jerry Bergonzi, Larry Schneider, Lew Soloff, Jack Walrath, Tom Malone, Mike Richmond, Gil Goldstein, Grady Tate, George Adams, etc.).

Miles se détache sur les masses, les souffles, les abîmes, les cimes, avec une énorme humilité. Comme intimidé devant la vérité. N. Finis les recours et la machine infernale du binaire et des décibels. Place au jazz. Il se met bien en face de la musique, la jambe en avant, toujours en danger, sachant qu'il n'a plus la sécurité ni l'aisance de cette musique-là. Qu'il n'a plus la souveraineté de ces notes-là. Il ne triche pas : pas plus avec la partition qu'avec ses propres moyens. Encore moins avec l'amplification. Ça passe ou ça casse.

Il peut arriver que la note soit en-dessous (oh, à peine). Que la phrase ne suive pas exactement l'idée (d'un rien...) ; jamais l'attaquer ni le phrasé. La musique est là. Il s'économise. Il termine, ébloui, sans sourdine, sur le dernier *Sketch of Spain*. Il en a gardé en réserve, laissant cette trace d'unicité du risque pris où s'incruste le beau, et ces trois moments, trois fois huit mesures, qui font monter les larmes, comme un trait, un élanement, un égarement du cœur, comme une flèche, une *sacra* lancée dans la nuit de l'esprit.

FRANÇOIS MARMANDE

► Hailé Thot Jazz : Miles Davis avec John McLaughlin, Joe Zawinul, Jackie McLean, Shirley Horn, Dave Holland, Bill Evans, Steve Grossman, Chick Corea, John Scofield, Herbie Hancock, Wayne Shorter, Al Foster. Le 10 juillet à la Grande Halle de La Villette, 75019 Paris.





# ÉCONOMIE

La construction européenne et les négociations commerciales internationales

BILLET

## Epargner et débattre

« Un accroissement de la dette publique en France a peu de chance d'induire une hausse significative des taux d'intérêt, étant donné la taille et le degré d'intégration internationale du marché français des capitaux. » Cette phrase, tirée d'un rapport du Plan sur l'évolution mondiale de l'épargne rendu public le mardi 9 juillet, amusera.

Le jour même en effet, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, répondant à M. Jacques Méraud, du Conseil économique et social (le Monde du 10 juillet), affirmait que le gouvernement ne peut pas accroître, même temporairement, le déficit public, sous peine de provoquer « des taux d'intérêt plus élevés et une inflation plus forte ». Le débat- serpent de mer sur la politique économique française et ses vertus, ou ses impasses, de la rigueur budgétaire n'est décidément jamais clos. On peut parier qu'il rebondira cet été lors de la préparation du budget 1992.

Le rapport du Plan a cette vertu de secouer nombre d'idées trop vite reçues. Le constat général est que la boulimie mondiale de déréglementation et de globalisation financière des années 80 n'a pas eu les effets bénéfiques tant attendus. La planète risque de buter aujourd'hui sur un obstacle lourd : le manque d'épargne. L'expansion des années 80 et en particulier la croissance réaganienne aux Etats-Unis ont été en effet des années « d'épargne ». Le taux d'épargne désormais réduit, l'argent pour investir va manquer et la croissance mondiale risque de s'en trouver ralentie. En outre, les transferts mondiaux s'effectuent mal. Les pays de l'OCDE tirent désormais de l'épargne des pays du Sud, contrairement à la logique et à la justice économiques. Le FMI fait mal son travail. Les banques aussi.

Que faire pour accroître les taux d'épargne ? On ne sait pas ! Avec d'impasse des économistes, qui soulignent que mieux rémunérer l'épargne n'augmente pas l'épargne. Ou que les impôts supplémentaires ne « ponctionnent » pas forcément l'épargne. Décidément les idées reçues...

Malgré leur ignorance reconnue, les auteurs préconisent néanmoins « une politique active » de l'épargne en France où la situation est « encore plus préoccupante » qu'ailleurs. Le taux d'épargne n'est pas plus faible qu'en Allemagne, mais la France doit investir plus pour rattraper un retard accumulé. De surcroît, l'épargne nationale n'est pas assez « longue » et pas assez tournée vers les actions des sociétés. A partir de ce constat, le rapport se veut un « plaidoyer marqué » pour les retraites par capitalisation confiées aux investisseurs institutionnels. Autre débat, lui aussi délicat, politique et plein d'idées reçues... sur les vertus de ces fameux investisseurs institutionnels.

ÉRIC LE BOUCHER

## INSOLITE

### M. Hashimoto réduit son salaire

La ministre japonaise des finances, M. Ryutaro Hashimoto a annoncé, mercredi 10 juillet, qu'il assumerait ses responsabilités dans les semaines suivantes de ces dernières semaines (le Monde du 10 juillet) en réduisant son salaire de 10 % pendant trois mois. « C'est la punition que je m'inflige, je suis désolé... Nous avons pris cette mesure parce que la ministre n'a été capable de comprendre les tenants et les aboutissants de ce scandale que récemment. Nous n'avons pas pu exercer pleinement notre surveillance. »

Le ministre a ajouté qu'un sévère avertissement avait été adressé à quatre membres de son cabinet et que deux d'entre eux avaient aussi accepté une réduction de salaire de trois mois.

## La Commission de Bruxelles a arrêté son plan pour la réforme de la politique agricole

La Commission de Bruxelles, organisant sa réunion hebdomadaire en marge de la session du Parlement européen, a arrêté, mardi 9 juillet, son projet de plan quinquennal (1993/1997) pour une nouvelle réforme de la politique agricole commune (PAC). Le programme de l'exécutif communautaire sera examiné, lundi 15, par les ministres de l'Agriculture des Douze.

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Malgré plusieurs heures de discussion, les propositions finales de la Commission ne s'écartent pas pour l'essentiel du document présenté par M. Ray Mac Sharry (le Monde du 3 juillet). Le commissaire chargé de l'Agriculture et du Développement rural a même tenu à préciser que les actions préconisées suivraient « grosso modo la politique déjà exposée en février dernier » qui avait été rejetée à une large majorité par les gouvernements membres. Pour lui, son plan constitue « le remodelage le plus radical de la PAC depuis sa création, il y a trente ans ».

Dans sa présentation, M. Mac Sharry a relevé trois avantages de cette « réforme fondamentale » : elle placera la CEE dans une meilleure position pour négocier dans la cadre de l'Uruguay Round ; elle permettra de stopper la chute des revenus des agriculteurs ; elle réduira sensiblement le rythme de croissance des dépenses agricoles du budget européen. Sur ce dernier point, Bruxelles explique que le coût de « l'Europe verte » atteindra 38,8 milliards d'euros (1 écu = 7 francs) en 1997 au lieu de 42 milliards si les Douze n'acceptaient pas ses orientations.

### « Compensations substantielles »

Sur ce total, 1,5 milliard d'euros seront consacrés à un programme « agri-environnemental » favorisant les méthodes de production extensive et visant à réduire les dommages causés aux paysages, à la faune et à la flore. C'est là, avec le boisement des terres agricoles et un accès plus aisé à la prétraite, une des propositions les plus nouvelles de la Commission. Car, pour le reste, celle-ci continue simplement à accélérer la restructuration de l'agriculture européenne en réduisant la production et les prix garantis.

En échange de l'abandon progressif des systèmes de corresponsabilité et des « stabilisateurs agricoles » (mécanismes pénalisant les producteurs excédentaires), l'exécutif communautaire propose dans ce dernier domaine des mesures très sévères. Au terme de la période concernée, les prix

devront baisser dans les proportions suivantes : céréales, - 35 % ; viande bovine, - 15 % ; lait, - 10 %.

Afin de parvenir à une meilleure maîtrise de la production, Bruxelles recommande aux Douze notamment un gel des terres consacrées aux céréales, une réduction de 4 % des quotas laitiers et un plafonnement des primes à l'élevage ovin. En contrepartie, la Commission prévoit des « compensations substantielles » sous forme d'aides aux revenus en faveur des agriculteurs pratiquant l'élevage extensif de bovins et des petits et moyens producteurs laitiers et céréaliers.

MARCEL SCOTTO

Appel des pays du groupe de Cairns aux pays industrialisés avant le G7. - Le groupe de Cairns, fondé en 1986, qui réunit douze pays exportateurs de produits agricoles, a lancé le 9 juillet, à Manaus (Amazonie brésilienne), un appel aux leaders des pays industrialisés avant le sommet des Sept de Londres en les invitant à « réformer de manière fondamentale le commerce et la production agricoles mondiaux ». Les ministres ont relevé que depuis la conférence de Bruxelles de décembre dernier, « les tensions commerciales dans le secteur agricole se sont encore accentuées, en particulier à la suite d'une utilisation incontrôlée et agressive des subventions aux exportations ». - (AFP)

Bruxelles veut inclure les voitures construites en Europe dans les quotas d'importation consentis aux Japonais. - Bruxelles entend prendre en compte les voitures japonaises produites en Europe (« transplantées ») dans le contrôle des ventes automobiles japonaises dans les pays de la Communauté après 1993. C'est, en tout cas, ce qu'a réaffirmé le vice-président de la Commission européenne, M. Martin Ballestracci, mardi 9 juillet. Ces « transplantées » ne subiraient aucune « discrimination » quand la CEE mettra en place le système de limitation des ventes japonaises. Ils seront néanmoins pris en compte dans le calcul global du nombre de voitures japonaises qui seront autorisées à entrer dans la CEE pendant une période de transition d'un mois six ans après 1993.

## M. Strauss-Kahn préconise une politique commune de l'électronique

L'entrée du japonais NEC dans le capital de Bull, l'alliance conclue par l'allemand Siemens avec l'américain IBM dans les composants, n'ont pas signé l'acte de décès d'une politique européenne autonome dans l'électronique et l'informatique. C'est ce qu'a voulu faire savoir le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, en présentant, mardi 10 juillet, le mémorandum qu'il a remis le 20 juin à la Commission de Bruxelles.

« Des enjeux à la fois économiques et stratégiques exigent en Europe la maîtrise et le maintien de l'indépendance technologique dans le domaine des semi-conducteurs et de ses principaux débouchés que sont l'informatique, l'électronique grand public et les télécommunications », réaffirme le document, qui livre ensuite une série de propositions pouvant servir de base à une véritable politique industrielle européenne.

Le mémorandum distingue deux interventions : l'aménagement de l'environnement concurrentiel et

le renforcement des coopérations européennes. « Les marchés publics européens sont plus ouverts que ceux des pays tiers », constate le rapport. La Communauté doit donc redoubler d'efforts pour exiger de ses principaux partenaires, dans le cadre des négociations du GATT, une réelle ouverture de leurs marchés publics. M. Strauss-Kahn, qui a prévu de se rendre au Japon avec une délégation d'industriels en septembre, pourrait s'en ouvrir à ses interlocuteurs nippons.

En matière d'alliances, la priorité doit être affectée aux composants. Le mémorandum invite les principaux utilisateurs européens de puces (constructeurs informatiques, fabricants de matériel électronique grand public) à soutenir les producteurs communautaires de composants (Philips, SGS-Thomson et Siemens) en créant des centres de recherche communs, en définissant de manière concertée leurs besoins, voire en prenant une participation dans leur capital.

C.M.

Les mesures en faveur des jeunes en difficulté

## Le développement des entreprises d'insertion va être encouragé

M<sup>me</sup> Edith Cresson a clôturé, mardi 9 juillet, la réunion d'installation du Conseil national de l'insertion par l'activité économique, présidée par M. Claude Alphonse. Le premier ministre a précisé le contenu des mesures en faveur des entreprises d'insertion par l'activité économique, arrêtées la semaine dernière en conseil des ministres, dans le cadre du plan proposé par M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail.

Pour les associations intermédiaires, au nombre de 800, qui emploient 30 000 chômeurs de longue durée pour une durée moyenne de 48 heures, le mécanisme d'exonération de charges sociales est assoupli (750 heures par salarié et par an). Les associations pourront utiliser la formation en alternance pour faire progresser vers un emploi durable.

Pour les entreprises d'insertion proprement dites, au nombre de 300, qui ont procédé l'an dernier à

6 500 embauches, dont 1 500 qui ont donné lieu à une aide de 36 000 francs par poste créé, l'effort sera encore plus important.

Le volume des postes aidés sera porté à 2 200 en 1991 et à 4 000 en 1992 (un effort financier supplémentaire de 65 millions de francs). Il est également prévu un doublement du nombre de ces entreprises d'accueil, le plus souvent dirigées par d'anciens éducateurs, convaincus que l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté passe par le retour progressif à l'emploi.

Une structure locale unique d'intervention sera mise en place, regroupant tous les services intéressés par leur développement. « Vous leur offrez une sortie des difficultés par le travail, et c'est la seule sortie qui vaille », a déclaré M<sup>me</sup> Cresson, à l'adresse des membres du Conseil national d'insertion.

A. Le.

Alors que les experts internationaux accentuent leur pression

## La Bulgarie conditionne l'arrêt de sa centrale nucléaire de Kozlodouï à l'octroi d'une aide financière de l'Europe

La Bulgarie s'est déclarée prête à accepter le principe d'un arrêt de la centrale nucléaire de Kozlodouï à condition de recevoir une aide financière de la CEE, a déclaré M. Klaus Toepfer, ministre allemand de l'environnement, qui présidait, mardi 9 juillet à Vienne, une réunion d'experts internationaux au siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

KOZLODOUÏ (Bulgarie)

de notre envoyé spécial

Tous ceux qui partent d'ici jurent de ne jamais y revenir. C'est aussi pour cela que Kozlodouï, gigantesque centrale nucléaire exilée dans la campagne bulgare, à plus de 150 kilomètres de mauvaises routes de Sofia, sur les rives du Danube dont l'eau refroidit les six réacteurs, est devenue dangereuse. Peut-être plus qu'on ne le dit afin d'éviter la fermeture de cette centrale absolument vitale pour l'économie bulgare enfoncée dans la crise.

Peut-être moins dangereuse qu'on ne l'a fait croire, pour qu'en fin des mesures de sécurité soient prises ou que soient débloqués les fonds internationaux pour assurer sa sécurité. Kozlodouï, qui produit près de 40 % de l'électricité de Bulgarie, pourrait provoquer une catastrophe si des mesures de sécurité ne sont prises immédiatement. C'est ce que dit en substance l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), basée à Vienne, peu habituée à dénoncer avec fracas les dangers du nucléaire.

A l'entrée, les panneaux à la

gloire du Parti communiste bulgare et de l'atome pacifique commencent à rouiller. Kozlodouï n'est plus un secret de l'Etat socialiste, des experts occidentaux de l'AIEA sont venus et ont rendu leur verdict : les deux plus anciennes tranches de Kozlodouï, les blocs 1 et 2, deux réacteurs soviétiques de 440 mégawatts chacun, mis en service en 1974 et en 1977, sont en « très mauvais état » ; l'entretien est insuffisant, le personnel peu préparé à un accident majeur.

### La productivité avant la sécurité

« J'espère que s'il y a un accident, c'est mon successeur qui sera puni », plaisante amèrement dans sa modeste villa de Sofia M. Anton Markov, pionnier de l'énergie atomique en Bulgarie et inspecteur général de la sécurité nucléaire jusqu'en avril. « Depuis deux ans, je conseille d'arrêter les vieux blocs pour des contrôles et des travaux. La conclusion de cette mission va peut-être dévaler 50 % des déficits que nous connaissons. » Depuis des années, la productivité passe avant la sécurité, et l'on n'écoute pas M. Markov.

Avec ses vieux cadavres à aiguille, ses gros interrupteurs en plastique, son pupitre de commande aux inscriptions parfois presque effacées par l'usage, le centre de commande et de contrôle du réacteur n°2 semble sorti d'un film de science-fiction des années 50. Comme toutes les parties non directement productives, ce système d'origine soviétique a été mal entretenu depuis son montage. Il indique que le réacteur n°2 fonctionne à 100 %. Comme le réacteur n°1. Les réacteurs 3 et 4 - eux aussi de 440 mégawatts, - un

peu moins anciens, sont arrêtés pour le rechargement du combustible. Les réacteurs 5 et 6, de 1 000 mégawatts chacun, qui sont équipés d'une enceinte générale de confinement, n'ont pas encore été inspectés.

Dans la salle de commande du réacteur n°2, l'ambiance est plutôt déprimée. « Ce n'est pas un problème. Ce type de réacteur VVR (eau pressurisée), contrairement aux réacteurs au graphite comme celui de Tchernobyl, n'est pas d'accident », affirme M. Vasil Manolov, ingénieur de service. « Ce n'est pas dangereux. Nous ne serions pas là, avec nos femmes et nos enfants à quelques kilomètres », explique-t-il.

Ceux de Tchernobyl ne pensent-ils pas la même chose ? « Ce n'est pas le même type de réacteur », réplique-t-il. L'ingénieur Manolov se préoccupe, comme tout le monde ici, des conditions de vie - de survie - à Kozlodouï. « Mon salaire de base est de 800 leva (400 francs) », raconte-t-il, à peine plus que le salaire moyen. « A Kozlodouï, il n'y a pas d'hôpital, la ville est délabrée, je résiste encore car je suis jeune, mais combien de temps ? », conclut-il en soupirant devant l'infinie repas de la cantine crasseuse, aux toilettes impraticables.

Dévoré par les moustiques qui infestent les immeubles de béton lépreux de Kozlodouï-Ville, à quelques kilomètres de la centrale, un ingénieur réclame aussi l'amélioration d'urgence des conditions de vie. « Il faut au moins arrêter les réacteurs 1 et 2 pour les équiper de systèmes de sécurité », dit-il.

Le fondateur de Kozlodouï, M. Anton Markov, reprend : « J'ai trompé ceux qui sont venus bâtir

Kozlodouï en disant que ce serait une ville de science, avec un aéroport. C'était notre rêve qui est devenu des le premier jour une tragédie. » Si la centrale est si mal entretenue, c'est parce que beaucoup des meilleurs spécialistes ne veulent pas aller à Kozlodouï, où l'on peut manquer de pain, de chauffage, où même l'électricité peut être rationnée...

### Requalifier le personnel

M. Dimitar Novakov, vice-président du Comité d'Etat bulgare pour l'énergie, dont dépend la centrale, se veut rassurant. « Il n'y a pas de danger, un accident nucléaire n'est pratiquement pas possible. Les probabilités sont d'une chance sur 100 000 », affirme-t-il. « Certes la centrale ne répond pas aux normes de sécurité internationale. Nous avons besoin de l'aide financière étrangère pour l'équiper et requalifier le personnel », explique-t-il. La remise au niveau des 4 réacteurs coûtera près de 2 milliards de deutschemarks (environ 6,8 milliards de francs). « Les constatations des experts de l'AIEA ne sont pas fatales, explique-t-il. Par exemple, des tableaux électriques ne sont pas fermés, des installations sont rouillées, des indicateurs manquent. Sur la partie active, il n'y a pas de remarque », conclut M. Novakov. Il ne dit pas que l'AIEA n'a pas expertisé les circuits primaires de la centrale.

Parce que la centrale de conception soviétique a des marges de sécurité importantes et parce que la poursuite de l'exploitation est vitale, tout le monde semble considérer d'emblée les réacteurs de Kozlodouï comme bons pour le

service - après la mise aux normes de leurs systèmes de sécurité et de commande. « Je soupçonne - c'est presque certain - que les cuves d'acier des réacteurs 1 et 2 sont dans un état si grave que même un traitement thermique n'est pas possible », explique M. Ivan Uzunov, professeur de physique nucléaire à l'université de Sofia. « Il faut fermer ces deux réacteurs. Quand aux 3 et 4, après un examen approfondi, on pourra dire si on peut encore les exploiter. »

Le professeur de physique nucléaire, M. Tsvetan Bonchev, chef de la commission formée par le président Jeliov Jeleov, demande lui aussi à connaître « dans un très court délai, l'état des circuits primaires de la centrale », se commission ayant dénoncé depuis janvier, sans que personne ne réagisse, l'état pitoyable des systèmes de commande et de sécurité des réacteurs.

Pour l'instant, à part des « radicaux » du mouvement Ecologues, personne ne demande l'arrêt définitif de Kozlodouï. « En principe nous sommes contre le nucléaire », explique Gueorgui Avramov, président du groupe parlementaire d'Ecologues. Mais nous devons choisir entre une catastrophe nucléaire potentielle en exploitant la centrale - après réparation - et une catastrophe économique certaine si on l'arrête. Même si les véritables responsables (le dernier ministre de l'énergie de Todor Jivkov, par exemple) siègent dans la commission chargée d'identifier les coupables... M. Anton Markov, dont la signature est au bas des autorisations d'ouverture des blocs, a dû se jurer de toujours retourner à Kozlodouï.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

## ÉCONOMIE

La réunion du conseil national

## La loi sur la montagne est peu appliquée

Pour la troisième fois depuis 1986, le premier ministre réunit à Paris, jeudi 11 juillet, le conseil national de la montagne. Il pourra ainsi entendre M. Patrick Ollier, maire de Serre-Chevalier et député (RPR) des Hautes-Alpes, présenter son rapport sur l'application - très partielle - de la loi du 9 janvier 1985 « relative au développement et à la protection de la montagne ».

Le maire de Serre-Chevalier n'apprécie pas la désinvolture avec laquelle les différents gouvernements, y compris celui de ses amis politiques entre 1986 et 1988, ont traité la loi sur la montagne, pourtant votée comme un seul homme par l'Assemblée nationale. « Le comité national n'est qu'une tribune pour les ministres et, du coup, les comités de massif sont impuissants », a expliqué M. Ollier au cours d'une conférence de presse, le 10 juillet.

Mais ce qu'il reproche surtout aux gouvernements successifs, c'est de n'avoir pas publié les décrets d'application prévus par la loi. Il a fait ses comptes : « Vingt-trois articles sur cent deux ne sont pas appliqués ». Parmi eux, plusieurs sont prioritaires à ses yeux, comme la réglementation de la pluriactivité des ruraux et celle régissant le commerce et l'artisanat. « Sans les décrets sur la pluriactivité, on ne peut maintenir les agriculteurs dans les hautes vallées ni en installer de nouveaux. Il y a urgence », M. Ollier regrette qu'on ait fixé à 1 000 mètres carrés la surface maximale des commerces autorisés avec le seul permis de construire. Il propose de ramener cette surface à 600 mètres carrés pour épargner le petit commerce subsistant en montagne.

« Le processus de dévitalisation se poursuit », observe le rapporteur, qui souhaiterait que l'Etat aide réellement les montagnes à survivre. Par exemple en appliquant la péréquation des prix pour la vente des carburants, ou en autorisant un conseil général à payer un instituteur pour maintenir une classe unique. « Je ne demande pas la lune », insiste M. Ollier. Que l'Etat respecte ses engagements et applique la loi. Il faut renouer avec la grande tradition de l'aménagement du territoire, sinon nous allons vers une France à deux vitesses ».

R. C.

## INDUSTRIE

## Le laboratoire Delagrangé de nouveau sans président

Le laboratoire pharmaceutique Delagrangé est une fois de plus sans président. M. Olivier Chevillon vient de démissionner de ses fonctions de PDG. Il avait succédé en juin 1990 à M. Alain Besançon, qui lui-même avait pris la tête de l'entreprise après le décès de son père quelques mois auparavant. M. Chevillon n'a pas donné les raisons de son départ. Mais des luttes sourdes opposeraient les membres de la famille propriétaire, les Justin-Besançon. De plus, la firme éprouve de sérieuses difficultés. Pour un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs, ses comptes ont été déficitaires de 49 millions pour 1990, en raison, dit-on, « d'importantes dépenses d'investissement ». La direction a confirmé l'existence d'un plan de licenciements. Le personnel, qui craint une vente de l'entreprise, se rassemblera jeudi devant son siège à Paris.

Un nouvel amendement préserve le monopole de Gaz de France. Selon le secrétariat d'Etat chargé des collectivités locales, un nouvel amendement relatif à la distribution du gaz sera déposé par le gouvernement lors de la session parlementaire. Cette décision a été prise après que les sénateurs eurent repoussé, le vendredi 6 juillet, l'amendement Derosier favorisant la création ou le développement de services locaux du gaz pour assurer la distribution dans les communes non desservies par EDF-GDF. L'objet du nouvel amendement sera seulement de légaliser la situation de plusieurs communes déjà dotées d'un réseau de distribution indépendant, comme les villes d'Aire-sur-l'Adour (Landes) ou La Réole (Gironde).

## SOCIAL

Suspension du mouvement de grève  
M. Brenas médiateur  
dans le conflit de Carmaux

ALBI

de notre correspondant

Dans le conflit qui oppose les mineurs de Carmaux à Charbonnages de France et au gouvernement (le Monde du 10 juillet), la nomination d'un médiateur, M. Jean Brenas, par le ministre de l'Industrie, a été confirmée mardi 9 juillet. Ancien préfet de Lorraine de 1978 à 1982, et président des Houillères de Lorraine jusqu'au mois de mai dernier, M. Brenas était attendu dans le Tarn dès ce jeudi. Il aura pour mission d'entendre les responsables syndicaux et les élus sur le plan de réduction d'activités de Charbonnages de France qui sera

suspendu pendant la durée de sa mission.

Les mineurs devaient décider alors de la suite à donner au mouvement déclenché le lundi 24 juin avec l'arrivée des premières lettres de convocation concernant certaines des 344 suppressions d'emplois annoncées par les Houillères du bassin Centre-Midi d'ici la fin de 1991. Dans une atmosphère tendue et au cours d'une réunion à huis clos décidée après certains débordements des éléments les plus déterminés, les organisations syndicales obtenaient une décision de reprise du travail pour ce mercredi matin par acclamation. Une suspension du mouvement qualifiée de « momentané ».

JEAN-PIERRE BARJOU

Contribuant à la réduction du déficit de la Sécurité sociale

## La CNAF devrait être excédentaire de 11 milliards de francs en 1992

Un excédent de 4,5 milliards de francs en 1990, de 6 milliards en 1991 et probablement de 11 milliards l'an prochain. Contrairement à l'assurance-maladie et à l'assurance-vieillesse, la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) collectionne les excédents. Et c'est bien ce que déplorent ses gestionnaires, qui supportent de moins en moins que la « branche famille » soit mise à contribution pour atténuer le déficit global de la Sécurité sociale.

« Il faut davantage de clarté. Cette situation est assez malsaine. Soit le gouvernement utilise ces excédents au profit des familles, soit il en tire les conséquences pour parvenir à un meilleur équilibre entre les dépenses et les recettes », a estimé mardi 9 juillet, lors d'une conférence de presse, M. Christian Marie, directeur de la CNAF. Alors que l'Etat, a-t-il rappelé, n'a pas tenu certains de ses engagements (notamment lors du déflonnement des cotisations), le

conseil d'administration de la CNAF est hostile à la proposition contenue dans le « livre blanc » tendant à lui faire prendre en charge des avantages de retraite liés à la situation familiale (mères de famille, parents ayant élevé trois enfants et plus) qui s'élevaient à 24 milliards de francs par an.

Alors que leurs prestations - allocations familiales, allocations logement, allocations aux handicapés, RMI - sont de plus en plus complexes, les 125 caisses locales ont réduit de 10 % en trois ans leur coût de gestion, qui atteint désormais 3,5 % des dépenses, soit 624 francs par allocataire et par an. L'objectif est de parvenir, en francs constants, à un ratio de 620 francs en 1993. Enfin, la CNAF a lancé dans une quinzaine de caisses des opérations de contrôle de la qualité du service en réalisant régulièrement des sondages auprès des usagers.

J.-M. N.

## COMMUNICATION

Un an après le plan de restructuration

## Le trop lent redressement de la Société française de production

Il y a un an, la Société française de production (SFP) subissait un plan de restructuration draconien et supprimait cinq cents emplois. Aujourd'hui, elle est encore loin du rétablissement. Son chiffre d'affaires devrait stagner en 1991 autour de 900 millions de francs et son déficit dépasser les 200 millions. Une situation inquiétante alors qu'Antenne 2 et FR 3 s'engagent à leur tour dans des plans de redressement.

La SFP n'est pas tirée d'affaires. L'an dernier, pourtant, son président, M. Jean-Pierre Hoss, avait engagé la société publique dans une restructuration d'une ampleur exceptionnelle en supprimant cinq cents emplois, le quart de ses effectifs. Cette restructuration devait s'accompagner d'un « recentrage » de la SFP sur ses principaux « métiers », d'une stratégie de reconquête commerciale, d'une amélioration de la gestion et d'une ambitieuse politique de modernisation.

Aucun de ses efforts n'a été délaissé. Pourtant, 1990 - année déjà présentée comme particulièrement difficile à passer - s'est achevée sur un bilan encore plus défavorable que prévu. M. Hoss tablait sur un chiffre d'affaires de 1 085 millions de francs, celui-ci a tout juste dépassé 900 millions. Le déficit attendu était de 425 millions (200 étant imputables au coût des départs), il se monte à 479 millions. Un dérapage de 54 millions que la direction de la communication impute principalement au coût des jours de grève. « Chacun d'entre eux nous a fait perdre 5 millions de francs », explique-t-on.

Plus inquiétant, 1991 se présente sous des auspices tout aussi sombres. Le « projet de plan d'entreprise » élaboré au plus fort de la crise et sans doute, enragement volontariste, parait pour cette année sur un chiffre d'affaires dépassant le milliard de francs et des pertes très légères (-8 millions). Un récent conseil d'administration s'est résigné à voter un budget prévisionnel très en-deça de ces deux objectifs. Le chiffre

Quant à Antenne 2, le changement de ses dirigeants fin décembre 1990, a eu pour conséquence de geler pendant plusieurs mois la politique de commande. « Après un premier semestre très difficile, nous devions connaître un fort avancement de notre activité », se félicite M. Etienne Combet, le directeur commercial de la SFP. Les chaînes n'ont pas encore définitivement arrêté leurs programmes de rentrée, mais nous avons d'ores et déjà engrangé de nombreuses et sérieuses options ».

La survie de la SFP n'est donc pas en cause. Les rumeurs insistantes - de dépôt de bilan sont catégoriquement démenties ; le ministère des Finances souligne que M. Hoss « a la confiance de tout le monde » et assure que « contrairement à ce qu'affirment des rumeurs malveillantes, les salaires seront payés ». Mais il n'empêche, le redressement durable de la société constitue encore une redoutable gageure.

PIERRE-ANGEL GAY

Lancement d'un nouveau quotidien

## « La Truffe » sortira de terre le 30 septembre

Le nouveau quotidien *La Truffe* sera en kiosque le 30 septembre. L'appel public à l'épargne lancé en mai pour récolter 10 millions de francs auprès des futurs lecteurs a suscité plus de 24 000 demandes d'information, et 5 000 actions de la société des lecteurs ont été souscrites (le Monde du 4 mai). « Satisfait, ce mouvement doit être accéléré », note le fondateur du journal, Jean Schalit, en rappelant qu'au moment où Jean-François Kahn lançait l'événement du jeudi, il n'avait encore recueilli que 3 000 actions.

Sans attendre, *La Truffe* présentait, mardi 9 juillet, dans ses nouveaux locaux du 9, rue Dareau, à Paris, l'équipe de ce quotidien sans publicité, qui ambitionne de séduire 50 000 acheteurs la première année en étant « impertinent et indépendant ».

## « Réveiller la presse »

Le directeur de la rédaction, James Sarazin, jusqu'alors grand reporter à *L'Express*, compte bien refaire avec des professionnels expérimentés « le journal que nous aimerions lire ». Son adjoint, Jean-François Lacan, qui dirigeait le département communication du Monde, espère, avec ce quotidien d'un nouveau genre, « restaurer le lien un peu distendu entre le lecteur et le journal », grâce à des investigations et des informations dépassant le discours officiel.

L'équipe, qui sera complétée ultérieurement, mêle des compétences variées avec Michel Honorin, vieux routier du grand repor-

Cette ex-rédactrice en chef de « Droit de réponse » retrouvera d'ailleurs Michel Polac : celui-ci ne voulait surtout pas « manquer une occasion de réveiller la presse ». Il jouera le rôle de « médiateur » d'« emmerdeur public », préférera-t-il dire - en répercutant les critiques des lecteurs auprès d'une rédaction qui s'affirme prête à reconnaître ses erreurs, contrepartie inévitable des risques pris pour dénicher l'information. L'autre « joker » du journal est l'humoriste Karl Zéro, dont les interventions iconoclastes paraseront les huit pages quotidiennes.

Premier quotidien en couleurs sans salle de montage - textes, graphiques et photos sortiront directement des ordinateurs - *La Truffe* sera diffusé à plus de 80 000 exemplaires, dont 40 % seulement en région parisienne. Une bonne part des demandes d'information vient en effet de province, ce qui, selon Jean Schalit, obligera *La Truffe* à « aller fouiner partout ».

M.-C. I.

## CE SIMPLE NUMÉRO



VOUS PERMET DE CONNAÎTRE  
LE BILAN DE VOS CLIENTS,  
LE REGISTRE DU COMMERCE  
DE VOS FOURNISSEURS,  
LE CHIFFRE D'AFFAIRES  
ET LE RÉSULTAT NET DE  
VOS CONCURRENTS.



Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances

d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.

**INFOGREFFE**  
La Source de l'Information sur les Entreprises  
1, quai de Corse - 75181 PARIS CEDEX 04  
Tél. (1) 43 29 06 75

**MEDIASPOUVOIRS**  
POLITIQUES, ÉCONOMIES ET STRATÉGIES DES MÉDIAS

**Sommaire du n° 23**  
JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE 1991  
**DOSSIER : LES MÉDIAS DANS LA GUERRE**

Jean-Marie CHARON  
1914-1918 : la presse française dans la grande guerre  
Jean-Claude SERGEANT  
Les médias britanniques pendant la Seconde guerre mondiale  
Michael PALMER  
L'information de guerre agencée  
Emmanuel GIROUD  
Journalistes et militaires  
Olivier TOSCHER  
L'information en continu  
Michel MATHIEU  
Sortir de la crise : télévision et pouvoirs  
François MARIET  
Guerre de l'audience et audience de la guerre  
Laurence CHARTIER  
Très chère guerre  
Et les rubriques régulières : Analyses, Baromètre, Bibliothèque  
En vente en librairie et directement au (1) 47.23.61.88  
100 F l'exemplaire



REPRODUCTION INTERDITE



## CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung  
BERLINGSKE TIDENDE • THE IRISH TIMES  
CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

One of the major worldwide telecommunications companies developing a highly successful business in Europe.

## Information Systems Manager

Paris

400 000 French Francs +

Based at the division's European Headquarters, the position will have responsibility for the preparation and implementation of a MIS strategy for Europe consistent with group policies and guidelines. The role will focus on directing and co-ordinating MIS policy and projects through Europe and the Eurocentre, ensuring agreed objectives are achieved within specified timescales.

Having contact at all levels within the organisation, there will be a significant internal marketing role, ensuring that MIS is used to the full throughout Europe.

Candidates, ambitious professionals, must be able to demonstrate a real potential for career advancement.

Aged at least in their mid thirties, they will combine consultancy expertise, line management responsibility and experience of providing MIS for large multi-site operations. Good communication skills, combined with maturity and business awareness are essential keys of success in this position. Fluency in French and another continental European language is desirable.

If you meet the requirements of the role, please contact Stéphane Calmes in Paris on (1)45.53.26.26 or write to him enclosing a comprehensive CV and quoting reference SC7199MO to Michael Page International 30 bis rue Spontini 75116 PARIS.



Michael Page International

Le Monde

## International



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise un concours général sur épreuves pour la constitution d'une liste de réserve de

## ADMINISTRATEURS (A7/A6)

douane / fiscalité indirecte (m/f)

Principales conditions d'admission:

- avoir fait des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme;
- avoir 2 ans d'expérience professionnelle postuniversitaire dans un des domaines du concours: douane ou fiscalité indirecte;
- être ressortissant d'un des états membres des Communautés;
- être né après le 06.09.55;
- avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés et une connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

La Commission met en œuvre une politique d'égalité des chances entre femmes et hommes et encourage vivement les candidatures féminines.

L'avis de concours et le formulaire d'acte de candidature obligatoire encartés dans le J.O. n° C 172A du 03.07.91 peuvent être obtenus en expédiant une demande écrite, de préférence sur carte postale, avec la référence «CONCOURS COM / A / 730» à une des adresses suivantes:

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Unité Recrutement, rue de la Loi 200, SC41, B-1049 Bruxelles.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Bureau de Représentation en France, rue des Belles-Feuilles 61, 75782 Paris Cedex 16.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Bureau à Marseille, C.M.C.I., rue Henri Barbusse 2, 13241 Marseille Cedex 01.

DATE LIMITE POUR L'ENVOI DES CANDIDATURES: 06.09.91.

CABINET DE CONSEIL INTERNATIONAL recherche le

## RESPONSABLE

de l'une de ses implantations à l'étranger.

MINIMUM 10 ANS D'EXPÉRIENCE RÉUSSIE DANS LE DOMAINE DU CONSEIL AU NIVEAU MANAGER OU ASSOCIÉ.

Merci d'envoyer votre candidature à: Madame PARANT 122 bd Malesherbes 75017 PARIS.

Depuis plus de dix ans, nous vendons avec succès des actions canadiennes (immeubles, high tech, informatique, recyclage, matières industrielles - telles que gypse, pierres de granits, etc. - mines d'or) et nous possédons des succursales en Suisse et en Allemagne.

Nous cherchons un(e)

vendeur(euse) de titres ou conseiller(ère) de placement

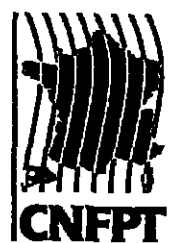
organisation de vente dans la région de Paris Renseignements à

OMNITRA SA Bismarckplatz 73 CH-4600 Olten

Tél.: 19-4162 26-47-71 - Fax: 19-4162 26-74-87

Le Monde

## Cadres



## Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale

organise pour le compte des collectivités locales

## UN CONCOURS DE RECRUTEMENT DE 307 INGÉNIEURS SUBDIVISIONNAIRES TERRITORIAUX

152 postes au concours externe  
155 postes au concours interne

### 6 OPTIONS

	Concours externe	Concours interne
Généraliste	50 postes	50 postes
Environnement - Aménagement - Urbanisme	37 postes	37 postes
Infrastructures	50 postes	51 postes
Architecture - Bâtiment	39 postes	40 postes
Traitement automatisé de l'information et réseaux	4 postes	5 postes
Centre technique - Usines	2 postes	2 postes

Cadres supérieurs techniques de la fonction publique territoriale, les ingénieurs subdivisionnaires exercent leurs fonctions, selon leur spécialité, dans les communes, les départements, les régions, les offices publics d'habitation à loyer modéré, et tous les autres établissements publics territoriaux.

### Conditions de candidature:

#### CONCOURS EXTERNE

Les candidats doivent être titulaires:  
- d'un diplôme d'ingénieur;  
- d'un diplôme d'architecte;  
- d'un autre diplôme à caractère technique national ou reconnu ou visé par l'Etat homologué au niveau I - II (voir décret n° 90-722 paru au J.O. du 12 août 1990).

#### CONCOURS INTERNE

Il s'adresse aux fonctionnaires, agents publics ou agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale pouvant justifier au 1<sup>er</sup> janvier 1991 de quatre ans au moins de services effectifs.

Retrait des notices d'inscription: jusqu'au 19 juillet 1991.

Par courrier: C.N.F.P.T.  
Direction des Carrières Territoriales  
3, villa Thorvén, 75738 PARIS CEDEX 15.

Par téléphone au: 40-60-48-51.

## Quelque part dans le monde il y a sûrement une équipe ETPM sur le pont.

### INGÉNIEUR SOUS-TRAITANCE

Depuis 25 ans, les hommes ETPM développent des techniques toujours plus sophistiquées pour concevoir, construire et mettre en place des plates-formes et des pipelines destinés à l'exploitation pétrolière. ETPM compte aujourd'hui un effectif de 500 personnes et affiche un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs.

Nous renforçons notre Direction commerciale et vous proposons d'intégrer notre service "Subcontracting Department". En collaboration avec les services techniques et commerciaux, vous prendrez en charge l'analyse des appels d'offres de travaux, off-shore, l'évaluation des besoins, la consultation des sous-traitants (plongée, positionnement, enrouillage,

dragage, assistance navire) et les recommandations. Dès l'obtention du contrat principal, vous serez responsable des appels d'offres aux sous-traitants, de leur négociation sur les plans technique, contractuel et financier, et de leur suivi. A 28/30 ans, ingénieur diplômé (ENSAE, ENSI, ENSM, HEL...), fort d'une expérience de 3 à 5 ans au sein d'une équipe projets, vous souhaitez réaliser vos talents de négociateur. Votre parfaite maîtrise de l'anglais vous permettra d'être opérationnel rapidement.

Cette mission vous intéresse: adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous n° 21719, à Media-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex, qui nous la transmettra.



VIVRE FORT DES MOMENTS FORTS

## La Poste

### DIRECTION DU COURRIER

recherche pour son service marketing/commercial

### \* UN CHEF DE PRODUIT MARKETING DIRECT

### \* UN CHEF DE PRODUIT NOUVEAUX SERVICES COURRIER AUX ENTREPRISES

### \* UN CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING

### \* SON RESPONSABLE DU SUIVI DES VENTES (expérience indispensable)

Les candidats devront posséder: un diplôme d'études supérieures, ESCAE ou DESS marketing ou équivalent.

Prérez d'envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions sous n° 8351 LE MONDE PUBLICITE 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75015 Paris en indiquant quel emploi est recherché.

845 000 LECTEURS CADRES, le Monde est le premier titre d'information des cadres.

(PSOS 90)

VILLE DE CHAMPELLE 20 000 habitants MARAIS-VALLEE Recrute 1 CADRE

POUR LA DIRECTION DU SERVICE JEUNESSE ET SUIVI DU C.C.P.O.

Profil:

Formation: à l'animation «DEFA» - Expérience de plusieurs années des milieux communaux et intercommunaux.

à la gestion et à l'administration.

Mission: Études et actions en faveur de la jeunesse, dont opérations Ést-Jeunes.

Suivi du conseil communal de prévention de la délinquance.

Gestion d'un relais socioculturel et de L.C.R.

Administration du service municipal.

2 ANIMATEURS POUR LE SERVICE JEUNESSE.

Formation DEFA, BEATEP.

Chargés, en relation avec les personnes susceptibles de la commune, des activités de prévention et de l'accueil des jeunes.

Adresser candidature et CV à: M. le Maire

Conseiller général Champele-sur-Marne 77427 MARAIS-VALLEE CEDEX 2.

### ECOLE D'INFIRMIERES

recherche

### CADRE FORMATEUR

Adresser courrier: CV 25, avenue Paul-Doumer 92500 RUEIL-MALMAISON.

URGENT recherche

### INGÉNIEUR

ou niveau - comp. DPSS

GEOS 6 - DFT DGA.

Possède, déplacements provinciaux. Téléphonez pour RV 46-78-29-29





REPRODUCTION INTERDITE

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>75 PARIS</b>			<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>		
<b>4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>93 - SEINE-SAINT-DENIS</b>		
2 PIÈCES 50 m², 1 <sup>er</sup> étage	43-45, rue Vieille-du-Temple CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	4 950 + 515 3 834	4 PIÈCES 89 m², 7 <sup>e</sup> étage 2 balcons, 2 parkings	15, rue Flatau LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	10 400 + 790 7 830	3 PIÈCES 83 m², 5 <sup>e</sup> étage parking	ASNIÈRES 25 bis, av. d'Argenteuil SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	6 500 + 1 115 4 752
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			5 PIÈCES Imm. neuf, DUPLEX 178 m², 4 <sup>e</sup> et 5 <sup>e</sup> étage terrasse 75 m²	33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	28 000 + 1 440 19 525	3 PIÈCES 82 m², cave parking	BOULOGNE 33-35, rue Anna-Jacquelin AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	9 120 + 1 590 6 489
5 PIÈCES 196 m², 2 <sup>e</sup> étage Possib. parking	12, rue Paul-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	28 400 + 3 454 20 448	<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES Immeuble neuf 69 m², 3 <sup>e</sup> étage balcon 6 m²	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 500 + 507 6 781
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES 87 m², 1 <sup>er</sup> étage Parking	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	10 760 + 969 8 470	3 PIÈCES 82 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	BOULOGNE 197, rue Gallieni LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	8 500 + 550 4 950
3 PIÈCES 75 m², 3 <sup>e</sup> étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 890 + 780 5 673	5 PIÈCES DUPLEX 132 m², 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> ét. parking	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	19 553 + 1 600 15 065	2 PIÈCES 60 m², 4 <sup>e</sup> étage parking	BOULOGNE 813, av. du Général-Lederc SAGGEL - 46-08-90-36 Frais de commission	4 450 + 800 3 204
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>78 - YVELINES</b>			4 PIÈCES 86 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	BOULOGNE 743, av. du Général-Lederc SAGGEL - 46-08-90-36 Frais de commission	6 300 + 800 4 536
STUDIO MEUBLÉ 20 m², sur jardin	HOME PLAZZA HOME PLAZZA - 40-09-40-00	5 500 + 825	5 PIÈCES 111 m², cave 2 parkings	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40 quai, rue des Ursulines AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	8 289 + 1 400 5 888	4 PIÈCES 91 m², 5 <sup>e</sup> étage	COURBEVOIE 5, passage de Seine SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 400 + 1 541 3 888
2 PIÈCES MEUBLÉ 50 m², sur jardin	HOME PLAZZA HOME PLAZZA - 40-21-22-23	8 500 + 1 275	2 PIÈCES 46 m² cave	10 bis, av. de la Grande-Armée AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	3 670 + 990 2 934	5 PIÈCES 109 m², 2 <sup>e</sup> étage	COURBEVOIE 82, galerie des Damiens SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	6 000 + 1 798 4 320
4 PIÈCES 78 m², 5 <sup>e</sup> étage terrasse, parking	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-15-85 Frais de commission	7 489 + 681 5 670	<b>91 - ESSONNE</b>			4 PIÈCES 96 m², 1 <sup>er</sup> étage balcon possib. parking	GARCHES 8, rue du Regard CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	6 970 + 950 5 288
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES Imm. neuf, 78 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 350 + 700 3 402	4 PIÈCES 90 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	SAINT-CLOUD 6, place du Moustier SAGGEL - 48-08-95-70 Frais de commission	7 650 + 980 5 508
2 PIÈCES 46 m², 1 <sup>er</sup> étage balcon	67, bd Auguste-Blanqui CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 890 + 1 020 2 919	4 PIÈCES Imm. neuf, 86 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 400 + 1 046 5 328	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4-5 PIÈCES Imm. neuf, 87 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	VERSAILLES 8, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 900 + 1 148 5 688	3 PIÈCES 65 m², 5 <sup>e</sup> étage parking	SPINAY-SUR-SEINE 2, avenue Gallieni SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	4 000 + 850 2 880
2 PIÈCES 51 m², 8 <sup>e</sup> étage cave, parking	Rés. «Le Plaisance» 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	6 200 + 509 4 412	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			2 PIÈCES 52 m², 2 <sup>e</sup> étage balcon, parking	SAINT-MANDÉ 25, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	4 879 + 591 3 798
4 PIÈCES 88 m², rez-de-ch. cave, parking	Rés. «Le Plaisance» 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	8 400 + 885 5 977	3 PIÈCES Imm. neuf, 78 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 400 + 1 046 5 328	4 PIÈCES 84 m², 7 <sup>e</sup> étage balcon 2 parkings	VINCENNES 83-85, rue Dufrenoy LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	7 270 + 897 5 526
4 PIÈCES 89 m², 7 <sup>e</sup> étage cave, parking	Rés. «Le Plaisance» 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	9 600 + 891 6 831	<b>93 - SEINE-SAINT-DENIS</b>			<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
4 PIÈCES DUPLEX 103 m², 8 <sup>e</sup> et 10 <sup>e</sup> ét. cave, box, balcon	Rés. «Le Plaisance» 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	13 500 + 1 031 9 608	4 PIÈCES Imm. neuf, 86 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 900 + 1 148 5 688	2 PIÈCES 52 m², 2 <sup>e</sup> étage balcon, parking	SAINT-MANDÉ 25, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	4 879 + 591 3 798
4 PIÈCES DUPLEX 116 m², 9 <sup>e</sup> et 10 <sup>e</sup> ét. cave, box	Rés. «Le Plaisance» 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	17 000 + 1 162 12 097	<b>91 - ESSONNE</b>			4 PIÈCES Imm. neuf, 87 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	VERSAILLES 8, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 900 + 1 148 5 688
STUDIO 35 m², rez-de-ch. parking	199-201, av. du Maine LOC INTER - 47-45-15-85 Frais de commission	3 897 + 295 3 078	3 PIÈCES 55 m², 2 <sup>e</sup> étage	DRAVEIL 10, rue François-d'Orbay LOC INTER - 47-45-15-85 Frais de commission	2 150 + 534 1 818	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
4 PIÈCES 87 m², 4 <sup>e</sup> étage 2 parkings	199-201, av. du Maine LOC INTER - 47-45-15-85 Frais de commission	9 780 + 703 7 326	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			2 PIÈCES 52 m², 2 <sup>e</sup> étage balcon, parking	SAINT-MANDÉ 25, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	4 879 + 591 3 798

**Le Monde**

CHACQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

VOS  
RENDEZ-VOUS

**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 806 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements  
Professionnels 46-62-73-43  
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



## MARCHÉS FINANCIERS

Alors que les discussions continuent  
entre la Banque d'Angleterre et Abou-Dhabi

## Les pertes résultant de la faillite de la BCCI s'élèveraient à plusieurs milliards de dollars

La fermeture brutale et simultanée dans une trentaine de pays de toutes les agences de la BCCI représente une première dans l'action de surveillance coordonnée de grands groupes financiers internationaux.

## LONDRES

## correspondance

La Banque d'Angleterre et la Banque centrale du Luxembourg ont été les principaux animateurs d'un groupe de surveillance interbancaire. Monté de manière informelle voici dix-huit mois, ce groupe composé des représentants des dix principaux pays industrialisés (Japon non compris) a progressivement intensifié sa surveillance au fur et à mesure que le rôle de la BCCI dans le blanchiment de l'argent se précisait.

Avant sa surveillance uniquement sur la régularité des opérations financières, le comité de surveillance a été convaincu, à partir du début de 1991, que la BCCI souffrait d'une «insuffisance d'actifs». Mais l'opacité des structures (un noyau juridique au Luxembourg, un noyau économique à Londres et depuis quelques mois une direction opérant à Abou-Dhabi) rendait tout chiffrage difficile. Une dénonciation en provenance de l'intérieur de la BCCI (non-enregistrement des opérations bancaires, double comptabilité...) confirmée par une enquête prétendument de routine du cabinet d'audit Price Waterhouse a amené la Banque d'Angleterre à passer à l'action.

Le chiffrage des pertes est encore impossible à établir. Il s'agit, selon la Banque de France, de «plusieurs milliards de dollars». L'enquête en cours établit, outre le montant du passif, la part qui revient à la fraude et celle qui doit être attribuée à la mauvaise gestion.

Les négociations devaient se poursuivre, mercredi 10 juillet, entre la Banque d'Angleterre et les émissaires du cheikh Zayed Ben Sultan Al Nahyane, dirigeant d'Abou-Dhabi et principal actionnaire de la Bank of Commerce and Credit International (BCCI) dont les activités ont été suspendues le 5 juillet.

Derrière les fenêtres aveugles de la Banque d'Angleterre devait donc se tenir mercredi une nouvelle réunion entre la cellule spéciale de l'institut d'émission chargé de la coordination internationale du dossier et les représentants de la très secrète Abu Dhabi Investment

Authority (AIA) qui gère la participation majoritaire (77 %) du président des Emirats arabes unis dans cette banque.

Lors de la rencontre du 9 juillet, la Banque d'Angleterre a demandé aux représentants du cheikh Zayed de participer au remboursement des 120 000 clients que la banque compte au Royaume-Uni. Les représentants des Emirats arabes unis (EAU) n'ont pas caché leur amertume de ne pas avoir été prévenus de l'opération internationale du gel des avoirs. Selon eux, le cheikh Zayed, qui venait d'injecter fin juin 600 millions de dollars supplémentaires dans la BCCI, était prêt à fournir immédiatement 4 milliards de plus.

### «Fausse comptabilité et dissimulation de pertes»

La mise en liquidation aurait été ordonnée alors que l'AIA avait finalisé un plan de restructuration. Dans ce contexte et selon certaines indiscrétions, l'actionnaire principal de la BCCI aurait refusé de participer à l'indemnisation des déposants.

Les centaines d'employés de la BCCI qui manifestent tous les jours contre leur mise à pied devant le siège de la «vieille dame de Threadneedle Street» et les nombreuses interpellations au Parlement de Westminster n'impressionnent pas la direction générale de la Banque d'Angleterre. Le gouverneur adjoint, M. Eddie George, se contente de répéter que le dossier est désormais entre les mains du Bureau des grandes fraudes (Serious Fraud Office) qui examine les preuves de «fausseté comptable et dissimulation de pertes» accumulées par la firme d'experts Price Waterhouse.

Une vingtaine de collectivités locales où vivent de fortes communautés indo-pakistanaïses sont au nombre des victimes de l'affaire. Les pertes pourraient s'élever à 50 millions de livres. Malgré le parfum de scandale qui l'entourait, la BCCI figurait encore, début juillet, sur la liste officielle des établissements bancaires agréés. Les syndicats de la banque étudient la possibilité d'obtenir des compensations de l'assurance anti-fraudes qui tout établissement financier doit souscrire. L'assurance avait été souscrite auprès du groupe pakistanaïse Adaraj Insurance. La réassurance avait été fournie par les compagnies Generali et Commercial Union après le refus des Lloyds (numéro mondial de l'assurance) de couvrir un tel risque.

MARC ROCHE

## Moins 33 milliards de francs en 1992

## Le projet de budget allemand prévoit d'importantes économies

Quelques heures seulement avant la présentation en conseil des ministres du projet de budget pour 1992, la coalition du chancelier Helmut Kohl est parvenue à un accord visant à réduire de 33 milliards de francs (112 milliards de francs) sur trois ans le montant des subventions à l'économie et des avantages fiscaux.

Le ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann, a annoncé cet accord mardi 9 juillet lors d'une conférence de presse, rappelant qu'il avait menacé de démissionner si une diminution des subventions publiques n'intervenait pas rapidement.

En 1992, l'Etat allemand devrait

économiser 9,75 milliards de francs (33 milliards de francs), notamment grâce à la diminution des subventions à la ville de Berlin (moins 1,3 milliard), et à la suppression de divers avantages fiscaux, pour un montant de 5,45 milliards. En 1993 et 1994, ces économies atteindront 11,67 puis 11,91 milliards de francs.

Les ministres devaient donc étudier mercredi le projet de budget élaboré par le ministre des finances, M. Theo Waigel, qui fixe un déficit budgétaire de 30 milliards de francs pour 1992, contre 66 milliards cette année, et le nouveau programme d'économies.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SAINT LOUIS

La société IFIL Holding du groupe AGNELLI, vient de prendre une participation de 6,5 % dans le capital de SAINT LOUIS. Les actions acquises proviennent de l'autocontrôle de la Société.

Un représentant d'IFIL sera prochainement appelé à entrer au conseil d'administration de SAINT LOUIS.

Rappelons que l'IFIL détient 7,4 % du capital de WORKIS & CIE, maison mère de SAINT LOUIS. Cette prise de participation qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de partenariat entre les deux groupes constitue un atout supplémentaire pour la poursuite du développement en Europe du groupe industriel SAINT LOUIS.

## NEW-YORK, 9 juillet ↓

## Ventes bénéficiaires

Des ventes bénéficiaires se sont produites mardi à Wall Street, après la hausse survenue en début de semaine. Relativement bien absorbées durant la majeure partie de la séance, elles ont quand même fini par peser sur les cours et, à la clôture, l'indice Dow Jones enregistrait une baisse de 14,75 points (-0,50 %) pour s'établir à 2 947,23. A l'inverse, le bilan de la journée a été presque équilibré. Sur 2 052 valeurs traitées, 797 ont progressé, 744 ont baissé tandis que 511 reproduisaient leurs cours précédents.

«Programmes de ventes sur ordonnance», se bornait à répondre laconiquement M. Dennis Jarratt, directeur de la stratégie de marché chez Kidder, Peabody & Co., à qui l'on demandait d'expliquer sur ce revirement de tendance. En fait, une fois de plus, les investisseurs ont joué la prudence. C'est l'opinion de M. Alan Ackerman, vice-président de Rich and Co. Autour du «Big Board», tout le monde attend la publication des résultats trimestriels des entreprises américaines, dont il s'avère déjà, selon les experts, que beaucoup seront mauvais. Pour cette raison, personne ne croit possible le déclenchement dans l'immédiat d'un véritable mouvement de hausse.

L'activité a continué à augmenter tout en restant assez modérée avec 151,43 millions de titres échangés contre 139,10 millions la veille.

VALEURS	Cours du 8 juillet	Cours du 9 juillet
Alcoa	59 1/4	57 7/8
AT&T	39 1/8	39
Bearing	47 1/2	44 3/8
Chemical Bank	17 5/8	17 1/2
Deere	47 1/8	45 3/4
Eastman Kodak	40 5/8	39 1/2
Exxon	58 1/2	57 1/8
Ford	38	35
General Electric	34 1/4	33 1/4
General Motors	34 3/8	34 3/8
IBM	100 1/2	99 1/2
ITT	56 1/2	56 1/2
McDonald	64 1/2	63 1/2
Pepsi	52 1/4	51 1/4
Schlumberger	57 3/4	56 3/4
Texas	61 1/2	61 1/4
Union Carbide	107 3/4	106 1/2
US Steel	26 7/8	26 1/2
Westinghouse	55	54 3/4

## LONDRES, 9 juillet ↑

## Sensible progression

La Bourse de Londres a nettement progressé mardi dans le sillage des autres places boursières. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 21,1 points, soit 0,8 % à 2 487,9. Le volume des échanges a atteint 429,5 millions de titres contre 306,9 millions lundi.

Cette reprise s'est effectuée après les fortes pertes de la veille. La tendance a aussi été stimulée par de nouveaux espoirs de baisse des taux d'intérêt. La publication de l'inflation des prix de gros pour le mois de juin inchangé par rapport à mai et au plus bas, en rythme annuel depuis mars 1990.

VALEURS	Cours du 8 juillet	Cours du 9 juillet
Alfa	1 000	1 000
Banque Paribas	1 030	1 030
BP	1 500	1 500
BNP	2 350	2 430
Comptoir d'Escompte	1 500	1 500
Crédit Lyonnais	1 700	1 700
Crédit Suisse	710	722
Crédit Agricole	6 410	6 510
Société Générale	1 870	1 880

## FAITS ET RÉSULTATS

La Banque Natiosorierie (BNP) a enregistré 127,3 millions de francs de pertes en 1990. La Banque Natiosorierie, filiale de la Banque Nationale de Paris, a enregistré en 1990 127,3 millions de francs de pertes, soit deux fois plus que lors de l'exercice précédent. Ces pertes ont été réalisées dans les derniers mois de 1989 et les premiers de 1990. Elles correspondent à des positions très importantes et aventureuses du portefeuille obligataire de Natiosorierie, prises par son directeur général de l'époque, qui a démissionné en mars 1990. Natiosorierie a opté pour une provision pour risques généraux de 270,3 millions de francs destinée à couvrir les conséquences de ces opérations.

L'UBS reprend la banque française Finance plus, l'Union de banques suisses (UBS) a annoncé le 9 juillet, la «reprise des activités des cadres et du personnel» de la banque Finance plus, basée à Paris et spécialisée dans le négoce des titres de l'Etat français et les produits financiers dérivés. Cette reprise, qui «représente une étape importante dans le développement en France» de l'UBS, doit encore être approuvée par les autorités françaises, a précisé la première banque helvétique. UBS France SA poursuivra les activités dans lesquelles Finance plus s'est spécialisée. La banque française emploie quelque trente collaborateurs et le total du bilan a atteint 600 millions de francs en 1990, tandis que les opérations en cours sur instruments financiers (options, futures...) étaient de 3 milliards de francs à la fin de l'année 1990.

Accord entre Anisomont et Hoechst. Un accord de collaboration vient d'être conclu entre Anisomont, filiale du groupe Montedison (Ferruzzi-Montedison), et Hoechst, le géant allemand de la chimie, pour construire à Busci (Pescara), en Italie, la première unité mondiale où sera produit un nouvel additif pour détergent.

## PARIS, 10 juillet ↑

## Nouvelle progression

Pour la deuxième fois consécutive, la hausse a été au rendez-vous mercredi à la Bourse de Paris. Mais d'un jour à l'autre, le mouvement s'est notablement ralenti. Soutenu à l'ouverture (+0,11 %), la tendance devait se raffermir ensuite, pas suffisamment quand même pour refaire le même bond que la veille. Dans l'après-midi, l'indice CAC 40 avait pris une avance de 0,87 %. Les mêmes causes ont produit les mêmes effets. D'abord, le facteur technique a joué. Les professionnels étaient catégoriques sur ce point. Puis, la bonne mine encore affichée par Tokyo a momentanément rassuré les investisseurs, qui avaient pu craindre que les retombées du scandale boursier n'entraînent des ventes de titres occidentaux. Mais cela étant, les courants d'échanges n'ont pas été beaucoup plus étoffés que la veille. A l'exception des investisseurs (filiales) qui ont acheté 1 milliard de francs. Le marché monte donc sans précipitation. Pourquoi y en a-t-il ? Les investisseurs attendent des corrections, mais vu la situation, personne ne veut prendre le moindre risque. La direction des études du Crédit lyonnais vient de réviser à la baisse ses prévisions de croissance pour 1991 avec un taux de 1,3 %. Certes, les augures de la première des trois années apparaissent légèrement plus optimistes que d'autres en affirmant que le déficit commercial pourrait se limiter à 45 milliards de francs, grâce à la faiblesse du franc vis-à-vis du DM et du dollar, mais - cela semble se confirmer - le ne prévoient pas un début de reprise économique avant 1992.

## TOKYO, 10 juillet ↑

## Nouvelle et forte hausse

Pour la deuxième journée consécutive, les cours ont monté mercredi à Kanto-Chu. Le terme bien monté puisque à la clôture l'indice Nikkei enregistrerait un gain de 512,34 points (+2,7 %) pour s'établir à la cote 23 121,30.

Les spécialistes étaient formels : «Les investisseurs, pour partie étrangers, sont à la recherche d'affaires à bon compte». En contrepartie, les ventes ont été relativement peu nombreuses. La réalité est que d'une façon générale l'activité a été faible. De fait, cette séance était la première des quatre durant lesquelles les grandes maisons de titres (Nikko, Yamachi, Daiwa) ont enregistré un volume de transactions par des opérations jugées fructueuses.

A Abou-Dhabi, 180 millions de titres ont été échangés contre 300 millions la veille. C'est le niveau d'affaires le plus bas depuis le 7 janvier. Un agent de change se console en affirmant que «le marché réalise qu'il peut néanmoins vivre sans les quatre grands».

VALEURS	Cours du 9 juillet	Cours du 10 juillet
Alfa	1 000	1 000
Banque Paribas	1 030	1 030
BP	1 500	1 500
BNP	2 350	2 430
Comptoir d'Escompte	1 500	1 500
Crédit Lyonnais	1 700	1 700
Crédit Suisse	710	722
Crédit Agricole	6 410	6 510
Société Générale	1 870	1 880

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3230	3237	Idenore	130 50	128 80
Amatel Associes	300	285	Immo. Hémisphère	833	833
B.A.C.	139	139	Immo. Compuser	102	101 80
Bouygues	785	785	J.P.B.M.	102	102
Bouygues Lyoni	250	251	Loca Invest	249	245
C.A.I.-de-F. (C.I.)	574	545	Locamc	78	80
Calson	378	385	Metra Comm.	122 70	120
Cardif	650	668	Molier	150	150
CEGEF	158	159	Publ. Filippich	375	375 10
CFPI	277	271	Reital	706	725
C.N.I.M.	901	900	Rhone-Alp. Eco. (A.)	329	329
Codetour	296 50	288	S.H.M.	160	162 10
Conforama	1100	102	Saint Invest (A.)	103	94 50
Crestis	285	289	Sarbo	400	400
Dalson	1134	1134	S.M.T. Group	130	130
Danachy Worms Co.	499	499	Soyas	270	264
Develup	917	944	T.F.I.	327	327 10
Déville	345	348	Thermador H. (A.)	280	278
Dolans	125 20	122	Unilog	194 10	194 20
Editions Belfond	216	220	Viel et Co.	90	88 40
Europ. Propulsion	260	256	Y. St-Laurent Group	705	770
Finacor	128	125			
Frankopolis	123	125			
Griff Group (Int'l)	224 90	225 70			
Grand Luv	389	389			
Groupe Origny	680	670			
Guinell	935	930			
L.C.C.	227	233			
RIA	320	330			

LA BOURSE SUR MINTEL  
**36-15** TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Nordomel 10 % - Cotation en pourcentage du 9 juillet 1991

Nombre de contrats : 53 188

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	104,44	104,48	104,66
Précédent	104,50	104,46	104,12

Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
104	1.16	-	0.61	1.07

## CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	juillet	août	septembre
Dernier	1 741,5	1 752,5	1 761
Précédent	1 722	1 735,5	1 736,5

## CHANGES

## Dollar : 6,1770 F ↑

Le dollar continuait sa progression, mercredi 10 juillet, dans l'attente de la dernière réunion avant l'été de la Bundesbank prévue pour jeudi. Le dollar s'échangeait à 6,1770 F au fixing, contre 6,1590 F la veille, à la cotation officielle.

FRANCFORT 9 juillet 10 juillet  
Dollar (en DM) 1,8138 1,8214  
TOKYO 9 juillet 10 juillet  
Dollar (en yen) 138,60 138,66

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (10 juillet) 9 3/8-1/2 %  
New-York (9 juillet) 5 1/16 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

8 juillet 9 juillet  
Valeurs françaises 111,50 112,40  
Valeurs étrangères 122,78 124  
(SBF, base 100 : 31-12-81)  
Indice général CAC 438,79 462,12  
(SBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 1714,30 1734,45

NEW-YORK (indice Dow Jones)

8 juillet 9 juillet  
Industrielles 2 961,99 2 947,23

LONDRES (indice Financial Times)

8 juillet 9 juillet  
100 valeurs 2 466,50 2 487,50  
30 valeurs 1 891,30 1 905,40  
Mines d'or 215  
Fonds d'Etat 84,66

FRANCFORT 8 juillet 9 juillet

Dax 1 605,04 1 627,63

TOKYO 9 juillet 10 juillet

Nikkei Dow Jones 22 608,96 23 121,30  
Indice général 1 752,96 1 736,05

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN ANNO		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ int	Rep. +	sur dep.	Rep. +	sur dep.	Rep. +	sur dep.
E.-U.	6,1755	6,1770	+ 190	+200	+375	+395	+970	+1030
S. Can.	5,7880	5,8816	+ 48	+ 62	+ 97	+123	+247	+313
Yen (100)	4,4945	4,5424	+ 82	+ 93	+170	+188	+491	+538
DM	3,3928	3,3945	+ 15	+30	+27	+47	+33	+84
Florin	3,0119	3,0133	+ 11	+18	+24	+38	+42	+82
FB (100)	16,4770	16,4850	+ 90	+140	+160	+260	+190	+480
RS	3,9123	3,9157	+ 56	+67	+108	+131	+137	+367
L. (1 000)	4,5567	4,5595	+ 68	+54	+132	+108	+492	+433
£	9,9889	9,9944	+157	+129	+245	+200	+551	+425

## TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	6 1/8	5 1/2	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 3/8
Yen	7 7/16	7 7/16	7 9/16	7 7/16	7 9/16	7 9/16	7 11/16
DM	8 1/16	8 1/16	8 3/4	8 7/8	8 7/8	8 7/8	8 1/2
Florin	8 1/2	9 1/4	8 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 5/16
FB (100)	8 3/4	9 1/4	8 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/2
RS	7 3/8	8 1/8	7 3/4	7 13/16	7 13/16	7 13/16	7 15/16
L. (1 000)	11 5/8	11 1/4	11 5/8	11 1/4	11 5/8	11 5/8	12
£	12 7/8	13 1/8	11 1/8	11 5/8	11 3/16	10 5/8	10 13/16
Rme	9 7/16	9 9/16	9 1/2	9 5/8	9 9/16	9 11/16	9 11/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde  
**L'ÉDUCATION**

JUILLET/AOÛT  
1991

## UNIVERSITÉS

## LES INSCRIPTIONS EN PREMIÈRE ANNÉE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الامم المتحدة



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 10 JUILLET

**Cours relevés à 13 h 48**

[illegible]**COMPTANT** (selection)

**(selection)**

**SICAV** (sélection)

**(sélection)**

**9/7**

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
Obligations																							
Emp. Etat 8.9/87...	121 55	1 15	C.I.T.M. (R)	894	1020	Alcatraz	815	.....	A.A.A.	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Emp. Etat 9.9/87...	100 70	9 74	C.I.T.R.A.M. (R)	2800	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Emp. Etat 12.4/82...	100 70	9 74	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Emp. Etat 11.6/85...	100 70	9 74	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.25% sans res...	100 70	9 74	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
OAT 10.5/82...	100 70	9 74	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
OAT 9.5/82 12/1987	100 85	6 68	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
OAT 9.5/81 1/1986	102 28	4 32	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
OAT 10.35/85	100 70	9 74	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
PTT 11.25/85	100 55	6 26	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.5/85	100 70	9 74	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
OAT 10.25/85	100 50	3 27	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.5/85	100 50	3 27	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.5/85	89 30	0 22	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.5/85	89 30	0 22	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.5/85	99 05	0 22	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.5/85	101 35	1 04	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.5/85	99 32	0 22	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.5/85	95 50	2 08	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.5/85	100 50	5 16	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.5/85	961	.....	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.5/85	2080	.....	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.5/85	561	.....	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.5/85	760	.....	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
10.5/85	775	.....	Compt. Ind.	265	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Actions																							
Agropar Int. Ind.	1148	1185	G.M. Muller Paris	1460	1460	Alcatraz	815	.....	A.A.A.	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Agropar Int. Ind.	1470	.....	Groupe Victoria	1115	.....	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Artel	480	490	G.T. (Transport)	477	480	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Banq. C. Monaco	1280	1270	Immo. Ind.	329	320	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
B.N.P. Monaco	359	350	Immo. Ind.	329	320	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
B.N.P. Monaco	363	293 50	Immo. Ind.	329	320	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Banq. Soc. F. C. I.	465	.....	Immo. Ind.	329	320	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Banq. Soc. F. C. I.	510	3180	Immo. Ind.	329	320	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Banq. Soc. F. C. I.	3175	.....	Immo. Ind.	329	320	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
B.T.P.	59	70	Immo. Ind.	329	320	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Cambridge	530	530	Immo. Ind.	329	320	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Carbone Lorraine	651	.....	Immo. Ind.	329	320	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Carac Pechen	11	11	Immo. Ind.	329	320	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
C.E.G. Fin. Ind.	402 30	.....	Immo. Ind.	329	320	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Compt. Ind.	50	89 30	Immo. Ind.	329	320	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Compt. Ind.	120 10	.....	Immo. Ind.	329	320	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Compt. Ind.	172 50	174	Immo. Ind.	329	320	Alcatraz	815	.....	América	1033	998 85	First Union	827 93	1007 74	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25	Procter & Gamble	8044 25	10044 25
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							
Marché libre de l'or																							
Cote des Changes																							

**a : amann dānabā - b : āfār - c : āmīr dānabā - d : āmīrānā - e : āmīrānānā - f : āmīrānānānā**

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
**46-62-72-67**

## MÉDECINE

La mort du docteur Léon Chertok

## De la Résistance à l'hypnose

Le psychanalyste Léon Chertok est décédé le 6 juillet à Deauville (Calvados). Il avait contribué à réhabiliter la pratique de l'hypnose en France.

Bien des hommes ne sont jamais tout à fait adultes. Ils conservent toute leur vie, pour le meilleur et le pire, quelque chose de gamin : un goût du défi, une jubilation à perturber les gens trop sérieux. Une telle attitude ne va pas sans quelques inconvénients : l'adolescence à ses limites. Mais elle n'est pas sans avantages : les sciences ont toujours bien besoin de ceux qui aiment les questions dérangeantes et rappellent leur existence en jouant les empêcheurs de penser en rond. Il y avait chez Léon Chertok, en dépit des ans, ce côté frondeur. Quelques-unes de ses provocations lui ont valu d'être mis à l'écart et controversé. Enfant terrible de la psychanalyse, il a eu pourtant le mérite, qui n'est pas mince, de rappeler que la réalité de l'hypnose demeure un défi majeur pour la connaissance scientifique du psychisme.

Mémoires d'un hétéroclite (1), dernier en date de sa dizaine d'ouvrages, fait découvrir une vie singulière et mouvementée. Né en 1911 à Lida, en Lituanie, région de Białystok plus tard rattachée à la Pologne, Léon Chertok grandit dans un vrai puzzle linguistique. « Moi, je parlais russe, mais mes parents parlaient yiddish et avec moi, on parlait polonais. Voilà qui prépare, évidemment, à faire sa médecine à Prague et à se fixer ensuite à Paris en 1939, mais pas forcément à la Résistance.

## Démêlés avec les psy

Or, durant toute la guerre, Léon Chertok sauve des enfants, transmet des documents, utilise ses relations mondaines pour truffer les beaux quartiers de planques clandestines. Militant à la section juive de la MOI, il est un des piliers du MNCR (Mouvement national contre le racisme) où sa débrouillardise mène un jeu plus qu'utile.

Après avoir complété sa formation de psychiatre aux États-Unis, Léon Chertok rencontre la réalité de l'hypnose en 1949 à l'hôpital de Villejuif, tout en poursuivant une psychanalyse avec Jacques

Lacan. Commencement alors ses longs démêlés avec les psychanalystes qui refusent de l'admettre parmi eux et le poursuivent de leur vindicte. Cet hétéroclite leur rend volontiers la monnaie de leur pièce, notamment dans le *Non-Savoir des pays : l'hypnose entre la psychanalyse et la biologie* (Payot, 1979) et dans de nombreuses interventions.

Ces querelles ont moins d'intérêt que leur motif. Ce n'est pas Chertok qui dérange, c'est l'hypnose et les questions sans réponse qu'elle soulève. Connue avant Freud, utilisée par lui, puis abandonnée, la réalité du phénomène hypnotique avait été laissée de côté après l'âge d'or des travaux de Charcot, de Bernheim et de Janet dans la décennie 1880. En pratiquant l'hypnose avec ses patients, en exposant les méthodes de son travail (2) et en travaillant à la *Réurgence de l'hypnose : une bataille de deux cents ans* (Desclée De Brouwer, 1984), Léon Chertok a su faire saisir qu'il s'agit d'un problème-carrefour d'où doivent partir des interrogations multiples concernant les relations du biologique et du psychique, l'histoire des savoirs, le statut de la psychanalyse — entre autres, Isabelle Singers, en écrivant avec Léon Chertok *Le Cœur et la Raison : l'hypnose en question de Lavoisier à Lacan* (Payot, 1989), a bien montré en quoi l'hypnose, si on la prend en considération, complique la vie de pas mal de disciplines.

Généreux et emporté, grand seigneur et tête brûlée, Léon Chertok suscitait la sympathie aussi bien que l'agacement. Fidèle à son origine russe, il organisa en 1979, à Tbilissi, les premières rencontres psychanalytiques en URSS, et en 1986, à Paris, les premiers séminaires entre philosophes soviétiques et français. Il demeurera principalement comme celui qui, durant une quarantaine d'années, se battit pour que les savoirs constitués soient enfin... de la résistance à l'hypnose.

ROGER-POL DROIT

(1) Léon Chertok, *Mémoires d'un hétéroclite*, en collaboration avec Isabelle Singers et Didier Gille. Éditions La Découverte, 1990 (344 p., 155 F).

(2) En particulier dans *Hypnose, théorie, pratique et technique*. Éditions Masson (1959), réédité chez Payot (1989).

## PARIS EN VISITES

JEUDI 11 JUILLET

« La Seine et ses vieux ponts, les neiges, la batellerie », 14 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autoprof).

« De Saint-Philippe du Roule au quartier François-1<sup>er</sup> », 14 h 30, métro Saint-Philippe (Paris pittoresque et insolite).

« Sur les pas du moine chinois Xuan Zang, voyageur intarissable au 7<sup>e</sup> siècle : l'art bouddhiste en Afghanistan et au Pakistan », 14 h 30, hall du musée Guimet (Le Cavalier bleu).

« Hôtels, églises et ruines du Marais sud », 14 h 30, métro Saint-Paul-Marais (Luncheon-Viaires).

« Versailles : le quartier Saint-Louis », 14 h 30, à la cathédrale Saint-Louis (Office de tourisme).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles, jardins, plafonds et escaliers inconnus. L'intérieur du Parisien curieux qui découvre l'intérieur des demeures de personnages illustres », 14 h 30, métro Saint-Paul (Hautefort).

« L'Opéra-Bastille, la salle, le sceau et les coulisses » (places limitées), 14 h 30, à l'extérieur, au pied de l'escalier (Connaissance de Paris).

« De la Bastille aux hôtels du Marais. La place des Vosges », 14 h 30, métro Bastille, grand escalier de l'Opéra (Art et Histoire).

« Les jardins du Palais-Royal et ses passages couverts, en compagnie de

l'architecte, du Régent, de Philippe-Egalité », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (C. Merle).

« Le vieux quartier des Halles », 14 h 30, métro Châtelet, sortie Saint-Opportune (Paris historique).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Du lion Brutus au cascar d'Yves : la sculpture animalière au Parc-Lacaille », 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Visite exceptionnelle de l'hôtel de Rohan en musique », 15 h, 87, rue Vieille-du-Temple (P.-Y. Jaslet).

« Le musée d'Enfermery et son jardin », 15 h 55, avenue Foch (Gustave Courbet).

« L'Opéra Garnier et les fastes de la vie mondaine au 19<sup>e</sup> siècle », 15 heures, hall d'entrée (M. Poirier).

« De Corot aux impressionnistes, la collection Marmottan », 16 h 30, Grand Palais, devant l'entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'identité de l'objet. Paul Robert, 20 heures. Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

« Hôtels célèbres du Marais illuminés », 21 heures, métro Saint-Paul-Marais (Luncheon-Viaires).

**Semaine ?**  
**Week-end d'été ?**  
**Vacances 91 ? Année sabbatique ?**  
**Profitez**  
**de votre nouvelle BMW.**

365 BMW

## CARNET DU Monde

## Naissances

— M. Olivier BOUZY et M<sup>me</sup> Irène SCHÄFER, ont la joie d'annoncer la naissance de  
Esther Katharina Sophie,  
le 25 juin 1991.  
45000 Orléans.

— M. et M<sup>me</sup> Tams MARTINEZ, M. et M<sup>me</sup> Gilbert DERRIEN, Josée et Eric DERRIEN, sont heureux de faire part de la naissance de leur petite-fille et fille,  
Mathilde,  
le 8 juillet 1991, à Montmorency.

## Mariages

— Danièle SIMON et François RAGUIN sont heureux d'annoncer leur mariage qui a eu lieu, dans l'intimité, à Paris, le 6 juillet 1991.

— Le procureur général et M<sup>me</sup> ROBERT, Le comte de MAQUEVILLE de SOUCHET, Philippe ROBERT, directeur de recherches au CNRS, et M<sup>me</sup> de MAQUEVILLE de SOUCHET-ROBERT, font part du mariage de leur petit-fils et fils,  
Frédéric ROBERT,  
avec  
Ophélie HOLLANDE-BOYER,  
27, avenue Louvois,  
92190 Neuilly-sur-Seine.

## Décès

— M<sup>me</sup> Germaine Boisset, née Bonnet, M. et M<sup>me</sup> Yves Boisset, M. et M<sup>me</sup> Jacques Boisset, M. et M<sup>me</sup> François Baumann, M<sup>me</sup> Charlotte Schouboe, ses enfants,  
Christophe, Anne-Sophie, Mathias, Eva, Raphaël, Jérémie, Olivier, Marine, ses petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Alice Bonnet, M<sup>me</sup> Odette Bonnet, M<sup>me</sup> André Boisset, et leurs enfants,  
Ses amis du PUC et de l'UFOLEP, Ses amis de l'Ecole normale supérieure, Ses amis du 54<sup>e</sup> BMM, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond BOISSET, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique, officier de la Légion d'honneur, sportif universitaire, survenu à Paris le 6 juillet 1991, dans sa quatre-vingtième année.

La levée de corps aura lieu le jeudi 11 juillet, à 9 h 30, à l'Amphithéâtre de l'Hôpital Saint-Ansoine, 23, rue de Chaligny, Paris-12<sup>e</sup>.

La cérémonie religieuse sera célébrée le même jour à 17 heures, en l'église de Saint-André-d'Apchon (Loire), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

12, rue Emile-Faguet, 75014 Paris.

— Paris.

Les amis de

Georges CAUBET

ont la tristesse de faire part de son décès survenu le 8 juillet 1991.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le jeudi 11 juillet, à 16 heures.

On se réunira à la porte principale.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Robert Clavel, leurs filles Sophie et Françoise, Et leurs petits-enfants Emmanuel et Camille, ont la douleur de faire part du décès de  
Victoria ACHÈRES,  
née Goldmann,  
journaliste,  
survenu le 1<sup>er</sup> juillet 1991, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
20-24, rue Emile-Dubois, 75014 Paris.

— M<sup>me</sup> Léon Chertok, Pascale, Claudine et Grégoire Chertok, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
docteur Léon CHERTOK, croix de guerre 1939-1945, médaille de combattant volontaire de la Résistance, médecin-chef du centre de médecine psychosomatique Dégénère (1972-1981), directeur du laboratoire d'hypnose de l'Institut de psychiatrie La Rochefoucauld, directeur de l'enseignement organisé par le Groupement pour l'étude et les applications médicales de l'hypnose, survenu le 6 juillet 1991, à Deauville.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.  
— L'Amicale de liaison des anciens résistants juifs (AMILAR), à la tristesse de faire part du décès de  
docteur Léon CHERTOK, croix de guerre 1939-1945, médaille de combattant volontaire de la Résistance, ancien responsable du Mouvement national contre le racisme (MNCR) et du groupe « Combat médical » des FTP-MOI, survenu le samedi 6 juillet 1991.

Ses camarades de combat présentent à sa femme et à ses enfants leurs condoléances très émus.  
(Lire ci-contre)

— L'ensemble du personnel de la société SOPREMA, à la tristesse de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Pierre GEISEN.

Elle fut pour nous une femme qui a toujours su rester dévouée et digne.  
Nous garderons d'elle un très bon souvenir.

La cérémonie religieuse aura lieu le 12 juillet 1991, à 14 h 30, en l'église réformée Saint-Paul, place du Général-Eisenhower, à Strasbourg.

— M<sup>me</sup> le docteur Hélène Haas, son épouse, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, La famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Raoul HAAS, ingénieur des arts et manufactures (31), survenu en son domicile à Avon, le 29 juin 1991.

Selon son désir, l'inhumation, suivie du dépôt des cendres dans le caveau de famille, a eu lieu dans l'intimité.  
51, rue du Souvenir, 77210 Avon.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Lesaffre, M<sup>me</sup> Caroline Lesaffre, M<sup>me</sup> Eric et Patrick Robert, M. Jacques Martin, Et tous les descendants de M. et M<sup>me</sup> Etienne Lesaffre Vernaghe, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean LESAFFRE, chevalier de la Légion d'honneur, le 6 juillet 1991, à Paris, muni des sacrements de l'Eglise.

Une messe sera dite ultérieurement à Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris.  
1, rue de Lille, 75007 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Paul Maubec, Solène et Nicolas, M. et M<sup>me</sup> Jacques Maubec, Delphine, Le docteur et M<sup>me</sup> Thierry Benardou, Alexandra, Gilles et Maud, ont la douleur de faire part du décès de  
Louise MAUBEC, née Bédovins, survenue à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Blois, le 3 juillet 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.  
11, rue Pichon, 75011 Paris, rue des Lilas, 75019 Paris, La Pigeonnière, 41120 Chailles.

— M. Claude Monfray, son épouse, Catherine, Philippe et Jacques, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Jacqueline MONFRAY, survenue à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 12 juillet, à 14 h 30, à Virey-sous-Bar.

21, rue Jean-Monnet, 10260 Virey-sous-Bar.

— M. Jacques Robinet, M. et M<sup>me</sup> Louis Robinet et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Charles de Tissot et leurs enfants, M<sup>me</sup> Anne-Marie Barria et ses enfants, Christophe Robinet, Sandrine Robinet, Olivier Robinet, Patrice Robinet, Marie-Françoise Robinet, ont la profonde tristesse de faire part du décès de leur mère et grand-mère,  
M<sup>me</sup> Antoine ROBINET, née Carmen Agudo, survenue le 7 juillet 1991, à Madrid.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité familiale, le jeudi 11 juillet, en l'église d'Urrugne (Pyrénées-Atlantiques).

— On nous prie d'annoncer le décès de  
M<sup>me</sup> Toussaint STOFATI, née Hélène Schneider, survenue le 1<sup>er</sup> juillet 1991, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation dans le caveau familial ont eu lieu le jeudi 4 juillet, dans l'intimité.

De la part de  
Pierre Stofati,  
Jean Stofati,  
Thérèse Padovani,  
50, rue Maurice-Guesbroug, 91200 Athis-Mons.

— M. et M<sup>me</sup> Paul Maubec, Solène et Nicolas, M. et M<sup>me</sup> Jacques Maubec, Delphine, Le docteur et M<sup>me</sup> Thierry Benardou, Alexandra, Gilles et Maud, ont la douleur de faire part du décès de  
Louise MAUBEC, née Bédovins, survenue à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Blois, le 3 juillet 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.  
11, rue Pichon, 75011 Paris, rue des Lilas, 75019 Paris, La Pigeonnière, 41120 Chailles.

— M. Claude Monfray, son épouse, Catherine, Philippe et Jacques, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Jacqueline MONFRAY, survenue à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 12 juillet, à 14 h 30, à Virey-sous-Bar.

21, rue Jean-Monnet, 10260 Virey-sous-Bar.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Lesaffre, M<sup>me</sup> Caroline Lesaffre, M<sup>me</sup> Eric et Patrick Robert, M. Jacques Martin, Et tous les descendants de M. et M<sup>me</sup> Etienne Lesaffre Vernaghe, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean LESAFFRE, chevalier de la Légion d'honneur, le 6 juillet 1991, à Paris, muni des sacrements de l'Eglise.

Une messe sera dite ultérieurement à Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris.  
1, rue de Lille, 75007 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Paul Maubec, Solène et Nicolas, M. et M<sup>me</sup> Jacques Maubec, Delphine, Le docteur et M<sup>me</sup> Thierry Benardou, Alexandra, Gilles et Maud, ont la douleur de faire part du décès de  
Louise MAUBEC, née Bédovins, survenue à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Blois, le 3 juillet 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.  
11, rue Pichon, 75011 Paris, rue des Lilas, 75019 Paris, La Pigeonnière, 41120 Chailles.

— M. Claude Monfray, son épouse, Catherine, Philippe et Jacques, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Jacqueline MONFRAY, survenue à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 12 juillet, à 14 h 30, à Virey-sous-Bar.

21, rue Jean-Monnet, 10260 Virey-sous-Bar.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Lesaffre, M<sup>me</sup> Caroline Lesaffre, M<sup>me</sup> Eric et Patrick Robert, M. Jacques Martin, Et tous les descendants de M. et M<sup>me</sup> Etienne Lesaffre Vernaghe, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean LESAFFRE, chevalier de la Légion d'honneur, le 6 juillet 1991, à Paris, muni des sacrements de l'Eglise.

Une messe sera dite ultérieurement à Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris.  
1, rue de Lille, 75007 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Paul Maubec, Solène et Nicolas, M. et M<sup>me</sup> Jacques Maubec, Delphine, Le docteur et M<sup>me</sup> Thierry Benardou, Alexandra, Gilles et Maud, ont la douleur de faire part du décès de  
Louise MAUBEC, née Bédovins, survenue à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Blois, le 3 juillet 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.  
11, rue Pichon, 75011 Paris, rue des Lilas, 75019 Paris, La Pigeonnière, 41120 Chailles.

— M. Claude Monfray, son épouse, Catherine, Philippe et Jacques, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Jacqueline MONFRAY, survenue à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 12 juillet, à 14 h 30, à Virey-sous-Bar.

21, rue Jean-Monnet, 10260 Virey-sous-Bar.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Lesaffre, M<sup>me</sup> Caroline Lesaffre, M<sup>me</sup> Eric et Patrick Robert, M. Jacques Martin, Et tous les descendants de M. et M<sup>me</sup> Etienne Lesaffre Vernaghe, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean LESAFFRE, chevalier de la Légion d'honneur, le 6 juillet 1991, à Paris, muni des sacrements de l'Eglise.

Une messe sera dite ultérieurement à Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris.  
1, rue de Lille, 75007 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Paul Maubec, Solène et Nicolas, M. et M<sup>me</sup> Jacques Maubec, Delphine, Le docteur et M<sup>me</sup> Thierry Benardou, Alexandra, Gilles et Maud, ont la douleur de faire part du décès de  
Louise MAUBEC, née Bédovins, survenue à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Blois, le 3 juillet 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.  
11, rue Pichon, 75011 Paris, rue des Lilas, 75019 Paris, La Pigeonnière, 41120 Chailles.

— M. Claude Monfray, son épouse, Catherine, Philippe et Jacques, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Jacqueline MONFRAY, survenue à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 12 juillet, à 14 h 30, à Virey-sous-Bar.

21, rue Jean-Monnet, 10260 Virey-sous-Bar.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Lesaffre, M<sup>me</sup> Caroline Lesaffre, M<sup>me</sup> Eric et Patrick Robert, M. Jacques Martin, Et tous les descendants de M. et M<sup>me</sup> Etienne Lesaffre Vernaghe, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean LESAFFRE, chevalier de la Légion d'honneur, le 6 juillet 1991, à Paris, muni des sacrements de l'Eglise.

Une messe sera dite ultérieurement à Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris.  
1, rue de Lille, 75007 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Paul Maubec, Solène et Nicolas, M. et M<sup>me</sup> Jacques Maubec, Delphine, Le docteur et M<sup>me</sup> Thierry Benardou, Alexandra, Gilles et Maud, ont la douleur de faire part du décès de  
Louise MAUBEC, née Bédovins, survenue à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Blois, le 3 juillet 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.  
11, rue Pichon, 75011 Paris, rue des Lilas, 75019 Paris, La Pigeonnière, 41120 Chailles.

— M. Claude Monfray, son épouse, Catherine, Philippe et Jacques, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Jacqueline MONFRAY, survenue à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 12 juillet, à 14 h 30, à Virey-sous-Bar.

21, rue Jean-Monnet, 10260 Virey-sous-Bar.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Lesaffre, M<sup>me</sup> Caroline Lesaffre, M<sup>me</sup> Eric et Patrick Robert, M. Jacques Martin, Et tous les descendants de M. et M<sup>me</sup> Etienne Lesaffre Vernaghe, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean LESAFFRE, chevalier de la Légion d'honneur, le 6 juillet 1991, à Paris, muni des sacrements de l'Eglise.

Une messe sera dite ultérieurement à Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris.  
1, rue de Lille, 75007 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Paul Maubec, Solène et Nicolas, M. et M<sup>me</sup> Jacques Maubec, Delphine, Le docteur et M<sup>me</sup> Thierry Benardou, Alexandra, Gilles et Maud, ont la douleur de faire part du décès de  
Louise MAUBEC, née Bédovins, survenue à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Blois, le 3 juillet 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.  
11, rue Pichon, 75011 Paris, rue des Lilas, 75019 Paris, La Pigeonnière, 41120 Chailles.

— M. Claude Monfray, son épouse, Catherine, Philippe et Jacques, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Jacqueline MONFRAY, survenue à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 12 juillet, à 14 h 30, à Virey-sous-Bar.

21, rue Jean-Monnet, 10260 Virey-sous-Bar.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Lesaffre, M<sup>me</sup> Caroline Lesaffre, M<sup>me</sup> Eric et Patrick Robert, M. Jacques Martin, Et tous les descendants de M. et M<sup>me</sup> Etienne Lesaffre Vernaghe, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean LESAFFRE, chevalier de la Légion d'honneur, le 6 juillet 1991, à Paris, muni des sacrements de l'Eglise.

Une messe sera dite ultérieurement à Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris.  
1, rue de Lille, 75007 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Paul Maubec, Solène et Nicolas, M. et M<sup>me</sup> Jacques Maubec, Delphine, Le docteur et M<sup>me</sup> Thierry Benardou, Alexandra, Gilles et Maud, ont la douleur de faire part du décès de  
Louise MAUBEC, née Bédovins, survenue à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Blois, le 3 juillet 1991.

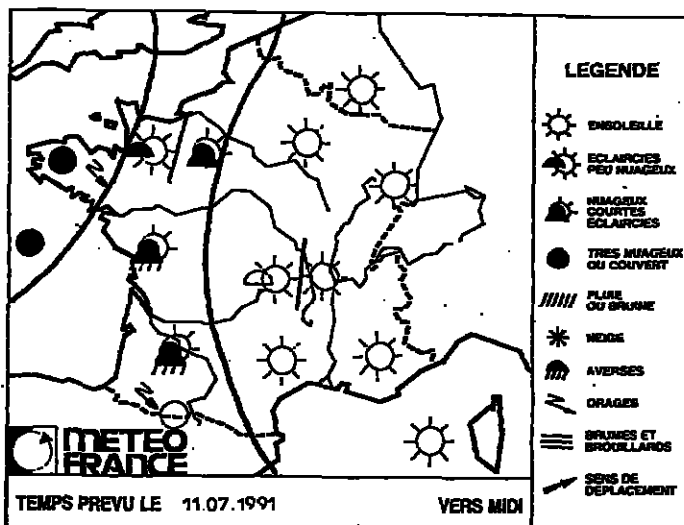
Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.  
11, rue Pichon, 75011 Paris, rue des Lilas, 75019 Paris, La Pigeonnière, 41120 Chailles.

— M. Claude Monfray, son épouse, Catherine, Philippe et Jacques, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Jacqueline MONFRAY, survenue à l'âge de

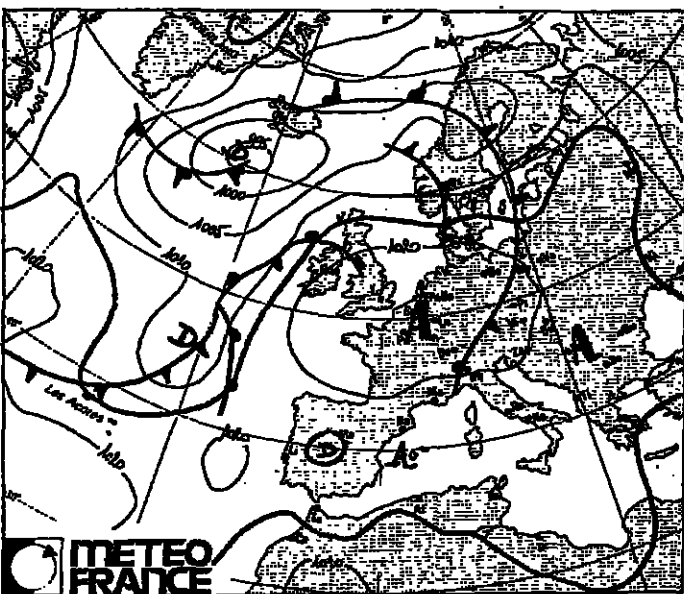


# MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 11 juillet 1991  
Beaucoup de nuages sur la côte atlantique,  
quelques pluies ou ondées orageuses.



SITUATION LE 10 JUILLET 1991 A 0 HEURE TU



Vendredi : amélioration sur l'Ouest - De l'Aquitaine et Midi-Pyrénées au Nord et à la Champagne, le ciel sera couvert le matin avec de l'humidité. Mais le soleil percera dans la matinée, et l'après-midi sera bien ensoleillé.

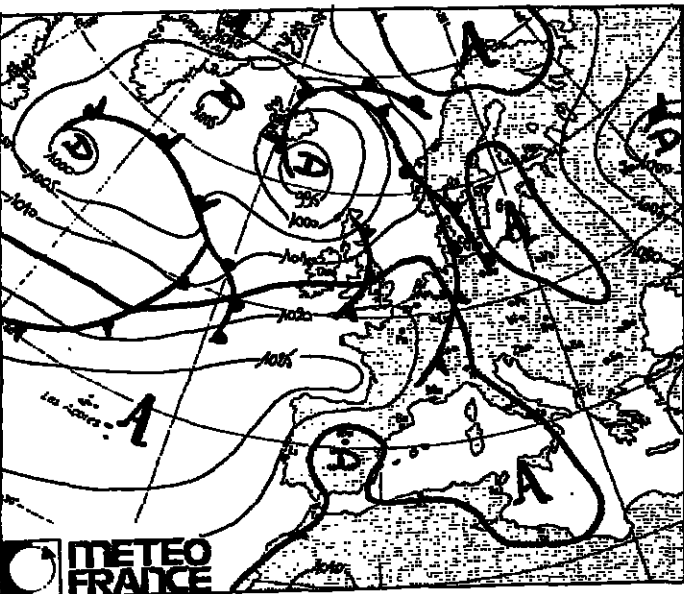
Sur la Bretagne, les pays de Loire et la Normandie, les rares nuages qui voilent le soleil le matin se dissipent vite, et le soleil sera généreux également.

De la Méditerranée à l'Alsace, la journée sera belle et la chaleur toujours présente.

Les températures minimales seront de l'ordre de 13 degrés à 15 degrés de la Bretagne au Nord, de 18 degrés en Ile-de-France. Ailleurs, elles s'éleveront de 17 degrés dans le Sud-Ouest à 20 degrés du Nord-Est à la Méditerranée.

Les températures maximales, un peu basses dans l'extrême Ouest (21 degrés) varieront de 28 degrés à 30 degrés ailleurs, atteignant encore 35 degrés du Nord-Est à la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 12 JUILLET 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 9-7-1991 à 18 heures TU et le 10-7-1991 à 6 heures TU											
FRANCE				TOULOUSE				LUXEMBOURG			
ALACIO	27	17	D	TOURS	28	16	D	MADRID	37	18	D
BARCELONE	24	16	D	POINTE-AITRE	32	25	A	MARRAKECH	44	24	D
BORDEAUX	26	18	D	ÉTRANGER				MEXICO	25	18	D
BOURGES	26	18	D	ALGER	29	16	N	MILAN	31	18	D
CAEN	21	9	N	AMSTERDAM	19	11	N	MONTREAL	23	13	D
CLERMONT-FERRAND	27	11	D	ATHINES	32	26	N	MOSCOW	22	9	D
DIJON	25	15	D	BANGKOK	32	26	N	NEW DELHI	40	25	D
GRENOBLE	30	18	D	BANGKONG	32	26	N	NEW YORK	34	22	D
LYON	24	14	D	BERGAMO	32	19	D	OSLO	23	13	A
MARSEILLE	33	21	D	BERLIN	26	14	D	PALMA-DE-MAJ	34	17	D
NANCY	24	15	D	BRUXELLES	21	12	N	PEKIN	28	19	D
NANTES	24	15	D	COPENHAGUE	24	14	N	RIO-DE-JANEIRO	25	17	D
NICE	34	22	D	DALAS	30	22	D	ROME	33	19	D
PARIS-MONTS	24	14	D	GENEVE	28	17	N	STOCKHOLM	27	16	C
PERPIGNAN	31	19	D	HONGKONG	33	23	D	SYDNEY	15	15	P
RENNES	22	13	D	ISTANBUL	28	19	D	TOKYO	31	22	C
STRASBOURG	28	17	D	JERUSALEM	28	16	D	TUNIS	32	16	D
				LE CAIRE	32	21	D	VARSOVIE	32	19	N
				LISBONNE	32	18	D	VENISE	31	21	N
				LONDRES	23	12	C	VIEINNE	31	20	N
				LOS ANGELES	24	17	C				

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

## L'argent-roi

Le procédé, la provocation, est breveté Dechavanne, il a fait ses preuves à «Ciel mon mardi». Il fera ses preuves dans l'émission qu'il a conçue, présentée par Jean-Pierre Pernaut, et qui a pour titre un très existentiel «Combien ça coûte?»

Voilà, dit le défunt Coluche, une idée qu'elle est bonne. Enfin une télévision qui parle d'argent! Comme si TF1 ne faisait pas que cela du matin au soir, du «Juste prix» à «La roue de la fortune», de l'«H.A. au Tiers-Carré d'as-Lo-to-Quarté». Comme si l'argent-roi devait, un peu plus encore, asservir les esprits dans une imagerie subliminale.

Combien ça coûte? C'est simple, il suffit de faire un pseudo-reportage. Un enterrement? 15 000 francs en moyenne, mais, comme le suggère le PFG des PFG - Pompes funèbres généralisées - il convient de ne pas mourir au-dessus de ses moyens. En somme, de ne pas imposer à ses proches des regrets tels qu'ils se croient obligés de choisir une pierre tombale en granit de Norvège, 800 000 francs en single.

Combien ça coûte, on cite, une pute? Reportage. C'est selon, mon bon, avec carte de crédit ou au bois? Combien ça coûte un grand restaurant? Reportage. Bof, l'un dans l'autre, Maxm's, Les-sarres, 800 francs à 1 100 francs le couvert. Et ainsi de suite.

Il n'y a pas à dire, voilà de la belle et bonne télévision. Par exemple, cette rubrique «L'argent-roi» par les fenêtres, 100 millions de francs dépensés entre 1964 et 1974 pour le projet Bertin d'aérotrain, hein! tout de même. Ou cette autre rubrique «Système D». Comment faire en sorte de masquer son découvert. Simple, il suffit de deux comptes dans deux banques différentes. Quand le banquier A râle, on prend l'argent sur l'autre compte pour combler le trou. Et quand l'autre compte, de ce fait à découvert, provoque l'angoisse du banquier B, il suffit de faire la manœuvre inverse. Et ainsi de suite. Une idée aussi lumineuse méritait bien que l'on gâche un peu de pellicule.

Mais parler d'argent ne serait rien sans les points de vue, a priori inconciliables, de deux personnalités. C'est là l'ingrédient même du système Dechavanne : que les téléspectateurs aient pour leur argent. Mardi, cette recherche des extrêmes fit qu'Arlette Laguiller, de lutte ouvrière, et Paul-Loup Sulitzer, des grands châtiments littéraires, se trouvèrent sur le plateau. Ils auraient dû normalement s'échapper et, si l'on ose dire, pour pas un rond. Hélas! trois fois hélas! la salarée légère et le contribuable lourd avaient égaré le piège. Et là se firent, gratuitement, mille grâces...

Signification des symboles : ► A voir ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 10 juillet

TF 1			CANAL PLUS			LA SEPT		
20.45	► Série : Mammie by Night.	Marathon gél, de Bernard Dumont.	20.30	Sport : Football.	Tournoi de Paris : Marseille-Sparting de Lisbonne.	20.40	Documentaire : Portocarrero.	
22.20	Sport : Football.	Tournoi de Paris : Marseille-Sparting de Lisbonne, en différé du Parc des Princes.	22.35	Flash d'informations.		21.00	Documentaire : Le Mauvais Bout de la corde.	
0.05	Journal, Météo et Bourse.		22.40	Cinéma : Tous les coups sont permis.	Film américain de Nevit Arnold (1987).	22.25	Cinéma : La Salamandre.	Film suisse d'Alain Tanner (1971).
A 2			LA 5			FRANCE-CULTURE		
20.45	Jeux sans frontières.	Thème : Mollars.	20.50	Téléfilm : Le Prix d'une trahison.		20.30	Antipodes. Spécial Adonis.	Avec Adonis, poète; Mohamed Kacimi, écrivain; Charviki Abdelamir, écrivain; Laila Sebbar.
22.10	Spécial Immigration clandestine.	Présenté par Christine Colrent.	22.40	Spectacle : Muriel Robin.	Tout m'énervé. Enregistré à l'Olympie en 1990.	21.30	Correspondances.	Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
23.10	Magazine : C'était Dim Dam Dom.	Les meilleurs moments d'une émission qui fut, entre 1965 et 1971, l'une des réussites de la télévision française.	23.55	Journal de la nuit.		22.00	Communauté des radios publiques de langue française.	Sur le fil, de José Dessert et André François (prix Paul-Gilson 1991).
0.05	Les Arts au soleil.		0.05	Demain se décide aujourd'hui.		22.40	Les nuits magnétiques.	Les frontières (2).
0.10	Journal et Météo.					0.05	Du jour au lendemain.	
						0.50	Musique : Coda. Critiques et musiques.	
FR 3			M 6			FRANCE-MUSIQUE		
20.45	Téléfilm : Kennedy contre Hoffa	(1 <sup>re</sup> partie).	20.35	Téléfilm : La Mort douce.		20.00	Opéra (donné le 28 juin lors du Festival de Saint-Denis) : Moltke en Egypte, opéra en quatre actes, de Rossini, par l'Orchestre national de France, le Chœur du Festival, le Chœur du Concert spirituel.	
22.25	Journal et Météo.		22.10	Téléfilm : Scoop à la une.		23.07	Nuits chaudes.	
22.45	Téléfilm : Kennedy contre Hoffa	(2 <sup>e</sup> partie).	23.45	Six minutes d'informations.				
0.25	Magazine : 52 <sup>e</sup> Rue.		23.50	Sexy Clip.				
0.50	Musique : Carnet de notes.		2.00	Rediffusions.				

## Jeudi 11 juillet

TF 1			CANAL PLUS			LA SEPT		
14.25	Feuilleton : Côte Ouest.		13.30	Cinéma : Les 1001 Nuits.	Film franco-italien de Philippe de Broca (1989). Avec Thierry Lhermitte, Gérard Jugnot, Stéphane Freiss (1 <sup>re</sup> partie).	14.05	Série : Les Saintes Chéries.	
15.15	Série : Tribunal.		14.55	Cinéma : Les 1001 Nuits.	(2 <sup>e</sup> partie).	14.30	Série : Les Passions de Céline.	
15.45	Club Dorothea vacances.		16.45	Documentaire : La Saison du guépard.	De Hugo Van Lawick.	15.40	Variétés : Bleu, blanc, clip.	
17.10	Série : Les Rues de San-Francisco.		17.35	Série : Sois prof et tais-toi.		16.40	Jeu : Hit hit hit hurra!	
18.05	Feuilleton : Riviera (9 <sup>e</sup> épisode).		18.00	Canaille peluche.		16.45	Jeu : Zygomusic.	
18.30	Jeu : Une famille en or.					17.15	Série : L'Homme de fer.	
19.00	Feuilleton : Santa Barbara.		18.30	Dessins animés : Tiny Toons.		18.05	Série : Mission impossible.	
19.20	Jeu : La Roue de la fortune.		18.50	Top 50.		19.00	Série : La Petite Maison dans la prairie.	
19.45	Diversitément : Le Bébé Show.		19.30	Flash d'informations.		19.54	Six minutes d'informations.	
19.55	Tirage du Tac-O-Tac.		19.35	Dessin animé : Les Simpson.		20.00	Série : Cosby Show.	
20.00	Journal, Météo, Trafic Infos et Tapis vert.		20.00	Les Nuits... l'émission.		20.35	Cinéma : Une semaine de vacances.	Film français de Bertrand Tavernier (1980).
20.40	Feuilleton : La Vengeance aux deux visages.	(9 <sup>e</sup> épisode).	20.30	Cinéma : Getting it Right.	Film américain de Randal Kleiser (1989).	22.30	Cinéma : Le téléphone sonne toujours deux fois.	Film français de Jean-Pierre Vergne (1985).
22.15	Variétés : Bonjour les 70.	Année 1972.	22.05	Flash d'informations.		0.05	Six minutes d'informations.	
23.25	► Documentaire : Histoires naturelles.	Behemes : la mer et les enfants.	22.15	Sport : Football.	Tournoi de Paris : un match de la deuxième journée.	0.10	Série : Câlins d'abord!	
0.20	Journal, Météo et Bourse.		0.05	Cinéma : Le Provincial.	Film français de Christian Gion (1990).	2.00	Rediffusions.	
A 2			LA 5			FRANCE-CULTURE		
14.25	Téléfilm : Faucons de glace.		14.25	Série : Sur les lieux du crime.		20.30	Dramatique, Jeanne 1919, d'après Tolstoï de Arpad Goncz, adaptation de Roger Richard.	
15.20	Sport : Cyclisme.	Tour de France : 6 <sup>e</sup> étape, Arras-Le Havre.	15.50	Diversitément : Spécial drôles d'histoires.		21.30	Profil perdu. Eric Weil.	
17.40	Magazine : Vive le vélo.		16.25	Tiercé à Evry.		22.40	Les nuits magnétiques.	Les frontières (3).
18.10	Jeu : Des chiffres et des lettres.		16.45	Yop! Les vacances.		0.05	Du jour au lendemain.	
18.30	Série : Mac Gyver.		17.45	Série : Superkid.		0.50	Musique : Coda. Critiques et musiques.	
19.25	Sport : Le Journal du Tour (et à 1.10).		18.10	Série : Shérif, fais-moi peur.				
20.00	Journal et Météo.		19.00	Série : Kojak.				
20.45	Documentaire : La Planète miracle.	Australie, mère primitive.	20.00	Journal et Météo.				
21.40	Cinéma : La Grande Attaque du train d'or.	Film américain de Michael Crichton (1979).	20.40	Journal des courses.				
23.25	Les Arts au soleil.		20.50	A nous le Ciné.				
23.55	Concert : Jean-Michel Jarre.	Spectacle du 14 juillet 1990. Rediffusion.	22.40	Feuilleton : Le Barreau (4 <sup>e</sup> épisode).				
FR 3			M 6			FRANCE-MUSIQUE		
14.40	Série : Justiciers et hors-la-loi.		14.25	Série : Les Saintes Chéries.		20.30	Concert donné le 23 mai à l'Auditorium [OS] : musique citadine du Maghreb, par l'ensemble de Mohamed Tahar Fergani.	
15.30	Feuilleton : La Conquête de l'Ouest (8 <sup>e</sup> épisode).		15.50	Série : Shérif, fais-moi peur.		23.07	Nuits chaudes.	
16.20	Magazine : 40 <sup>e</sup> à l'ombre.		16.25	Tiercé à Evry.				
18.30	Jeu : Questions pour un champion.		16.45	Yop! Les vacances.				
19.00	Le 19-20 de l'information.	De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	17.45	Série : Superkid.				
20.05	Diversitément : La Classe.		18.10	Série : Shérif, fais-moi peur.				
20.45	Cinéma : Les Dents de la mer 3.	Film américain de Joe Alves (1983).	19.00	Série : Kojak.				
22.25	Journal et Météo.		20.00	Journal et Météo.				

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER  
«ZAPPING»  
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration de «Le Monde».

Répondant à un appel d'offres

## Les industriels européens tentent d'entrer sur le marché nippon des satellites commerciaux

Le Japon s'apprête à acheter cinq satellites commerciaux de communication, et les industriels européens, qui s'estiment très compétitifs par rapport à leurs concurrents américains, espèrent obtenir une part de cet important marché.

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

La Communauté ne demande aucun passe-droit, mais simplement l'égalité d'accès au marché japonais. Tel est le sens d'une démarche que vient d'effectuer M. Jean-Pierre Leng, le délégué de la Commission européenne à Tokyo, auprès de M. Mitsuo Igarashi, le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Politique : « Repenser le socialisme », par Michel Pezet ; « Le consensus quand même », par Monique Pelletier... 2

## Les réductions budgétaires en Grande-Bretagne

L'armée va perdre 20 % de ses effectifs en trois ans... 3

## Le premier ministre américain à Paris

Un entretien avec M. Manoukian... 3

## La colère des harkis

Les délégués du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône accusent Matignon de « manipulation »... 9

## Jazz à Montreux

Quincy Jones, Gil Evans Orchestra et Miles Davis se sont retrouvés en Suisse. Miles Davis est mercredi soir à Paris... 12

## Centrale dangereuse en Bulgarie

Sofia serait prêt à arrêter Kozlovski sous condition d'une aide de la CEE... 13

## Politique agricole commune

Baisse des prix et des productions... 13

## Communication

Le quotidien La Truffe sortira le 30 septembre... 14

## Psychanalyse

La mort du docteur Léon Chertok... 20

## SECTION B

## ARTS • SPECTACLES

• Paris quartier d'été, un nouveau festival pour la capitale  
• Meredith Monk revient en France avec un opéra : *Attes*  
• Rencontre avec André Serban, metteur en scène d'une *Trilogie grecque*  
• Giorgio Strehler et ses enfants  
• La sélection de la semaine... 23 à 30

## Services

Abonnements... 2  
Annonces classées... 15 à 17  
Automobile... 20  
Carnet... 20  
Marchés financiers... 18-19  
Météorologie... 21  
Mots croisés... 20  
Radio-Télévision... 21

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 10 juillet 1991 a été tiré à 473 955 exemplaires.

A l'occasion du 14 Juillet

## M. François Mitterrand accorde une grâce collective

A l'occasion de la fête nationale, M. François Mitterrand a décidé d'accorder une grâce collective aux détenus des prisons françaises. Il ne s'agit pas cette année de grâces individuelles, comme en 1990, mais d'une mesure collective de libération anticipée : elle permettra à tous les détenus, à l'exception de ceux qui ont commis des actes de terrorisme, de bénéficier d'une remise de peine de dix jours pour chacun des mois de prison qu'il leur reste à purger, cette remise étant plafonnée à neuf mois. Les détenus qui devaient être libérés dans moins d'un mois pourront donc quitter leur prison dix jours plus tôt.

Les autres verront leur peine réduite de dix jours par mois, dans la limite des neuf mois prévus par le décret.

Les premières libérations anticipées, qui auront lieu le 12 juillet, concerneront mille deux cents détenus. Selon la chancellerie, ces mesures devraient faciliter « la mise en œuvre des mesures d'éloignement du territoire » : parmi ces mille deux cents détenus, plusieurs centaines d'étrangers devraient quitter le territoire français en vertu d'une mesure administrative de reconduite à la

frontière ou d'une décision judiciaire d'interdiction du territoire.

Cette grâce collective est proche de celle de 1989, qui expérimentait pour la première fois un système de remise de peine fondé sur le reliquat de peine à accomplir. Ce type de mesure présente un grand avantage : il permet d'éviter les libérations brutales et massives de détenus au mois de juillet. Submergés par ces sorties, les services d'aide à la réinsertion avaient alors bien du mal à faire leur travail. Cette année, comme en 1989, les sorties de prison seront échelonnées dans le temps et se poursuivront dans les années à venir. La réinsertion devrait en être facilitée. Ces grâces, qui sont une prérogative du chef de l'Etat, ne sont pas accordées tous les ans : depuis son arrivée à l'Elysée, M. Mitterrand en a fait usage à six reprises, en 1981, 1985, 1988, 1989, 1990, et 1991 (nos dernières éditions du 10 juillet).

A. C.

■ Précision. — Dans les dernières éditions du Monde daté 10 juillet, nous écrivions que la grâce présidentielle concernait les « détenus français ». Il s'agissait des détenus des prisons françaises.

## EN BREF

■ La droite majoritaire en cas d'élections législatives, selon la SOFRES. — Selon une enquête de la SOFRES, effectuée du 22 au 25 juin auprès de 1 000 personnes et publiée dans le *Figaro* du 10 juillet, la droite (RPR et UDF) obtiendrait 38 % des suffrages contre 35 % à la gauche (dont 26 % pour le PS), en cas d'élections législatives anticipées. Le Front national et les Verts recueilleraient tous les deux 13 % des voix. Ces résultats, qui postulent des « primaires » systématiques entre le RPR et l'UDF, assureraient 349 sièges à la coalition RPR-UDF, contre 176 aux PS (7 FN et aucun Vert) avec un scrutin majoritaire à deux tours, et 268 sièges RPR-UDF contre 166 PS (46 FN, 49 Verts) avec un scrutin proportionnel départemental. Avec 8 % des suffrages, le PC obtiendrait, selon le mode de scrutin, 23 ou 26 sièges.

■ M. Bochkov Givadinovitch nommé vice-président de TF1 chargé des affaires internationales. — M. Bochkov Givadinovitch, vice-PDG de TF1-Publicité, est nommé au poste de vice-président de TF1 SA, chargé des affaires internationales. Il cessera ses fonctions à TF1-Publicité le 1<sup>er</sup> septembre, mais restera administrateur de cette filiale. Présidée par le PDG de TF1, M. Patrick Le Lay, TF1-Publicité s'organise autour de deux directions générales : une direction générale fonctionnelle dirigée par Corinne Bouyguet, et une direction générale commerciale dirigée par Claude Cohen, qui regroupe les directions commerciale, marketing et programmation de la publicité.

PHILIPPE LEMAÎTRE

## La CEE va enquêter sur les dotations publiques au groupe Bull

La Commission européenne a décidé, mercredi 10 juillet, d'ouvrir une enquête sur le projet du gouvernement français d'accorder au groupe informatique nationalisé Bull une importante dotation en capital (4 milliards de francs) et aide à la recherche (2,6 milliards) sur plusieurs années. Dans un communiqué, la Commission indique qu'elle « est arrivée à la conclusion provisoire que l'opération comporte une aide d'Etat » et laisse entendre qu'elle soupçonne cette « aide » d'être contraire aux règles de la concurrence dans le Marché commun. En principe, Paris dispose d'un mois pour se défendre.

Le gouvernement français a toujours plaidé que les dotations en capital ne sont pas des aides mais un devoir « normal » d'actionnaire. Quant aux aides à la recherche, elles sont une forme acceptée, jusqu'ici, par Bruxelles. Après celle, tranchée l'an passé, concernant Renault, une nouvelle partie de bras de fer va opposer Paris et le commissaire européen M. Leon Brittan sur les groupes nationalisés.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Amabotte

T'EN rates pas une, dis donc. Edith ! A-t-on idée d'aller gueuler ouvertement contre la façon dont on te traite au « Bébête Show » ? C'est d'une maladresse qui confine au grotesque. Ça ne rappelle Fabius et son fameux : Vous oubliez, M. le ministre de la France ? La gaffe amenant la baffa, tu vas finir par avoir la tête en compote. Une tête de Turc, complètement ratée, alors là, d'accord, par l'ami Amadou et ses complices en crime de lèse-majesté.

Moi, je les adore, je les admire, ils font œuvre de salubrité publique. Mais faut bien reconnaître que cette panthère en peluche feulant, chéri chéri, à plat ventre devant son Mimi ne correspond absolument pas à ton personnage de Madame Sans-Gêne adepte du franc-parler et du faux pas. Ça, pour faire des salades, tu t'y entends, hein, le Cresson !

Bien qu'ignorant tout de vos rapports, j'imagine mal le Mimi te repoussant du pied, agacé par tes câlineries de femme en chaleur. Si tant est que th'exaspères, ce

serait plutôt par tes bourdes du charretier en fureur ne sachant quoi inventer pour se distinguer de la discrète distinction de ton prédécesseur à Matignon.

Moi, c'est là-dessus que j'aurais insisté à la place de ces trois virtuoses de la carcature, cet art qui consiste à grossir le trait dominant d'une personnalité. Ils ont préféré insister sur le comique de situation. Et ça, faut bien reconnaître que la tienne, celle d'une femme prise dans le sordid pour faire la polémique du Prince, est particulièrement vulnérable aux lois du genre. Un genre dont l'efficacité à la brutale ne s'embarrasse guère de galanterie.

Sixième, eux ? Non, toi ! En prétendant qu'ils ont dépassé les limites et en exigeant des égards refusés aux mecs, tu apportes de l'eau à leur moulin. S'ils te surmontent Amabotte, crois-moi, c'est pas pour que tu les siffles comme des chiens : Au pied, les humoristes ! Couchés !

Après l'article sur le « génie » du virus

## Les responsables de la lutte anti-sida dénoncent les propos du président de l'Académie nationale de pharmacie

Dans un communiqué publié mardi 9 juillet, M<sup>me</sup> Françoise Héritier-Augué, présidente du Conseil national du sida, le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida, et M. Dominique Charver, directeur de l'Agence française de lutte contre le sida, critiquent violemment le contenu d'un article publié par le professeur Albert German, président de l'Académie nationale de pharmacie, dans les colonnes du *Bulletin de la Société des pharmaciens* (n° 333, avril/mai/juin).

Dans cet article, le professeur German explique que « le virus du sida est sorti de la clandestinité en s'adressant à une population qui utilise une muqueuse fine, fragile et très perméable, à des fins qui ne sont pas les siennes. On les appelle personnes à risque pour les rassembler avec ceux qui utilisent la voie injectable à des fins non thérapeutiques et couvrir ainsi publiquement toutes ces dépravations ». Il ajoute que le virus « a eu le génie de s'attaquer à ceux qui ont transformé la physiologie de la reproduction en plaisirs freudés, à ceux qui utilisent les techniques variées comme sources de rêves ou d'abus, par peur de la réalité, et qui ont transmis le virus aux autres. Ils sont responsables de la mort d'hémophiles ou de transfusés, avant que l'on sache surveiller les sangs, et des millions de morts ».

Pour finir, le professeur German conclut que « maintenant qu'il est présent partout, ce n'est pas en relançant l'industrie japonaise du contraceptif que l'on peut s'estimer satisfait. Les virus ont toujours joué leur rôle de tueurs, mais cessons d'être leurs complices ».

« On peut s'étonner, écrivent les

signataires du communiqué, que des propos d'une telle ignominie, véritable injure aux personnes touchées par le VIH, comme à tous ceux qui mènent la lutte contre l'épidémie, incitation particulièrement insidieuse à la malveillance et à la discrimination face à une maladie qui appelle au contraire raison et solidarité, puissent être tenus par le président d'une congrégation aussi prestigieuse que l'Académie nationale des pharmaciens (par ailleurs reconnue d'utilité publique) et ce, de surcroît, dans une publication qui est l'organe officiel de cette profession ». Ils concluent en espérant que le professeur German « prenne toute la mesure de l'énormité de ses propos et s'en excuse publiquement ».

F. N.

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ses fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

## La campagne anti-crise poursuivie jusqu'au samedi 13 Juillet

Costumes SUPER 100'S valeur 5500<sup>f</sup> 1790<sup>f</sup>  
VESTES EN LAINE OU LIN 3500<sup>f</sup> 990<sup>f</sup>  
Robes en soie valeur 4900<sup>f</sup> 1590<sup>f</sup>  
ROBES ET ENSEMBLES à 790<sup>f</sup> - JUPES ET CHEMISIERS à 190<sup>f</sup> et des milliers d'autres articles en solde  
du lundi au samedi de 10h à 12h30 et de 13h30 à 18h

DAVID SHIFF  
Club des Dix13 RUE ROYALE PARIS 8<sup>e</sup> (hôtel particulier dans la cour)  
OU LES RUE DE PARIS 75002 SAINT-GERMAIN EN LAYE - 5<sup>e</sup> PORTE DES ARCHES LYON 2

Voire plaisir grimpe quand nos prix baissent, alors

**JE VOUS OFFRE "CARREMENT" LES MEILLEURS**

**SOLDES DE LA MODE!**

► LE DÉLIRE : la beauté et la qualité des articles, les stocks fabuleux, le chic des dessins et des coloris. ► LA MAGIE : des prix souvent dérisoires et combien de merveilleuses surprises ! ► AMOUREUX : effectivement, il faut être fou de la mode, pour oser de telles performances. ► DES SPLENDUEURS DE TISSUS... DEPUIS 15 F LE MÈTRE!

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS



هكنا من الأجل

Le Monde • Mercredi 31 juillet 1991 3

Le Monde • Jeudi 11 juillet 1991 23

Le Monde

SECTION B

# ARTS • SPECTACLES



Giorgio Strehler met en scène *Arléquin serviteur de deux maîtres* à l'Opéra-Garnier.

PARIS QUARTIER D'ÉTÉ, UN NOUVEAU FESTIVAL POUR LA CAPITALE

## Pendant les vacances, le spectacle continue

**P**ARIS s'apprête à retrouver dans le cadre de l'Opéra-Garnier le spectacle historique du metteur en scène italien Giorgio Strehler, *Arléquin serviteur de deux maîtres*, dans une septième version servie par ses élèves du Piccolo Teatro de Milan. Cette mise en scène est de celles qu'il faut avoir vues, un peu comme *Sur la grand-route*, de Klaus Michael Grüber, ou *le Soulier de satin*, d'Antoine Vitez, car elles marquent leur temps et le temps du théâtre.

Si Paris Quartier d'été nous en offre l'ultime occasion, nous le devons à un homme. Patrice Martinet, le plus Lombard des Français, qui entretient avec Milan des liens d'affection et de travail. Il est le directeur du dernier-né des festivals importants qui, dès sa deuxième édition, paraît avoir les moyens de tordre le

cou au vieux cliché du désert culturel de la capitale à la saison chaude. Ce quadragénaire barbu, sérieux et pourtant passionné, est aussi l'ancien directeur de l'Institut culturel français de Milan et a créé là-bas une structure d'accueil et de création, le Centre de recherches pour le théâtre, qui lui a permis de tisser un lien personnel avec la plupart des créateurs importants.

Giorgio Strehler donc, son voisin du centre historique milanais, mais aussi le Roumain André Serban, qu'il invite à Paris avec sa *Trilogie grecque*. Ce spectacle a marqué le retour du metteur en scène dans son pays après qu'il se fut libéré de la dictature et a résonné à Bucarest comme un hymne à la liberté. Le festival sera aussi l'occasion du retour en Europe de

Meredith Monk avec son tout nouvel opéra, *Atlas*, pour ne citer que les poids lourds d'un rendez-vous théâtral, musical, chorégraphique qui s'annonce passionnant, même si Patrice Martinet dit qu'il en est encore « au stade de la préfiguration ».

Comment ne pas rêver, comme lui, d'une manifestation estivale à laquelle seraient associées les grandes institutions culturelles de la capitale dont on espère qu'elles suivront bientôt l'exemple donné par le Théâtre Renaud-Barrault et l'Opéra-Garnier ? Et la meilleure incitation ne viendra-t-elle pas de la qualité de cette deuxième édition riche de promesses ? En août, les théâtres font relâche – on lit presque « lâchement » ou « lâcheté ». Seuls quelques franc-tireurs, quelques compagnies indépendantes et coura-

geuses s'installent çà et là, sur des scènes privées, pour des représentations au mois d'août. C'est dommage.

Paris Quartier d'été a surgi l'an passé dans le paysage culturel par la seule volonté du ministère de la culture, qui s'inquiétait enfin de mettre un terme à cette anomalie. Au même moment, la Mairie de Paris relançait, elle, le Festival estival – de musique – en le confiant à Renaud Machart. Si les bailleurs de fonds de ces deux manifestations voulaient bien réfléchir ensemble à l'avenir respectif de ces deux rendez-vous, Paris proposerait alors à un public – très divers et très disponible en été – un rendez-vous à la hauteur de sa réputation et de ses équipements culturels (*lire nos articles pages 24 à 27*).

OLIVIER SCHMITT

## PARIS/QUARTIER D'ÉTÉ

MEREDITH MONK REVIENT EN FRANCE AVEC UN OPÉRA, « ATLAS »

## La liberté guide ses pas

Danseuse, musicienne, chanteuse, « performer » et américaine, Meredith Monk a fait les beaux soirs du Festival de Nancy et du Festival d'Automne à Paris, puis elle est venue en Europe et en France de manière ponctuelle. Elle présente sa dernière création, un opéra sans paroles ou presque.

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

ELLE louche, elle est un peu courte sur pattes, elle déborde de charme et de vraie gentillesse. Compositeur, chanteuse, danseuse, actrice, cinéaste, metteur en scène et chorégraphe, Meredith Monk est, depuis plus de vingt-cinq ans, l'une des reines américaines de ce qu'on appelait dans les années 70 les « performances multi-médias », combinant toutes ces disciplines. Bardée de prix, médailles et titres honorifiques, elle a créé à ce jour plus de soixante œuvres et enregistré huit albums.

En France, elle est venue pour la première fois au Festival de Nancy, en 1972, où Jack Lang et Francoise Kourilski l'avaient invitée après avoir vu son travail dans son studio de New-York. Le Festival d'Automne a pris le relais dès 1974. On a pu voir au fil des ans, parmi ses spectacles inclassables, à la séduction mystérieuse, *Education of the Girlchild* (Bouffes du Nord, 1975), *Recent Ruins* (Nanterre, 1980), *Specimens Days* (Bobigny, 1982) ... Sa dernière apparition en France remonte à 1986, c'était un concert à Gennevilliers. Elle revient aujourd'hui avec *Atlas*, un opéra en trois parties que lui a commandé le Grand Opéra de Houston — où il a été créé le 22 février dernier, au Cullen Theater. *Atlas* parle « de l'émerveillement, du mystère et de la fraîcheur perdus dans notre société contemporaine, et de la tentative faite pour les redécouvrir ». Pour le critique du *Financial Times*, c'est « un travail d'un charme musical extraordinaire, d'une grande beauté visuelle, d'une fraîcheur des origines et d'une dimension d'émerveillement qui ne devient jamais farouche ou bizarre ». Pour le *Süddeutsche Zeitung*, « Meredith Monk offre des rêves, des contes pour adultes... [Atlas est] un spectacle parfait et profondément humain ». Meredith Monk se souvient ici de la naissance d'*Atlas* et de sa carrière :

« Pouvez-vous raconter *Atlas* ?

— Le thème en est une quête spirituelle, après constat de la perte des valeurs spirituelles dans notre monde. Le voyage est la métaphore de cette quête. C'est aussi le cycle de la vie d'une femme...

— Êtes-vous optimiste ?

— (Rires) Il faut l'être. Avant, je pensais que l'artiste devait parler des problèmes du monde ; maintenant, je crois qu'il doit offrir une alternative émotionnelle, spirituelle, une solution positive. Mes pièces précédentes, comme *Recent Ruins*, *Specimen Days* ou *Turtle Dreams*, étaient un peu apocalyptiques. Il y a encore un peu de ça ici — dans la scène intitulée « Pos-

sibility of destruction » — mais *Atlas* dit qu'autre chose est possible.

— Vous cherchez, vous expérimentez sans cesse. Qu'y a-t-il de nouveau dans la forme d'*Atlas*, par rapport à vos pièces précédentes ?

— La forme est plus narrative. Mais pas avec du texte : il n'y a pas plus d'une trentaine de mots, parlés ou projetés par diapositives. Les chanteurs chantent des phonèmes : ce sont les lignes vocales et la gestuelle qui sont narratives. *Atlas* est une pièce très simple, très accessible, on peut comprendre et en même temps recevoir des impressions du chant, de la musique, des images. Pas besoin de se poser de questions :

disons que c'est davantage de l'ordre du poétique, du mythique, de l'archétype... Avec pas mal d'humour.

— Vous interprétez vous-même le rôle central ?

— Oui, parce qu'après une audition de quatre cents personnes — auxquelles j'ai fait faire pendant six heures des exercices physiques, vocaux, théâtraux — je n'ai pas trouvé une fille qui puisse à la fois chanter, jouer, danser, alors je le fais moi-même. Ce rôle de l'exploratrice Alexandra Daniels s'inspire légèrement de la vie d'Alexandra David-Neel, mais en diffère beaucoup.

— Votre musique est-elle entièrement fixée, ou y a-t-il des plages d'improvisation ?

— (Montrant une énorme partition imprimée) Voici deux heures et demie de musique entièrement fixée ! Pour deux claviers, deux violons, deux violoncelles, un alto, une clarinette, une clarinette basse, un cor anglais et une percussion. Le chant est également fixé, mais il y a cependant quelques endroits où l'on peut « jouer » un peu... Pour la danse, c'est le contraire : je commence avec quelques idées ou structures dans ma tête, puis nous répétons, et c'est seulement à la fin que je note la chorégraphie, dans une notation personnelle.

— Il y a une autre nouveauté dans *Atlas*, c'est la présence, à côté de membres de votre propre troupe, de chanteurs d'opéra classiques ?

— Oui, une dizaine. Il nous a fallu trois mois de répétitions. Ce n'est pas facile pour des artistes de formation classique d'assimiler mon travail, qui combine la discipline classique avec la liberté du jazz et du folklore, l'esprit et l'énergie du rock n'roll... J'espère faire également, un jour, quelque chose de « différent » avec des danseurs classiques.

— Vous possédez une technique vocale très personnelle. Avez-vous pris des leçons de chant ?

— Bien sûr ! J'ai étudié le chant classique au collège, et je continue, c'est indispensable pour garder la forme. J'ai un très bon professeur, dont le regard n'est pas trop rigide et qui aime ce que je fais. Je continue aussi à pratiquer la danse classique et moderne, je fais tous les jours ma barre.

— Voyez-vous les spectacles d'autres créateurs ?

— C'est difficile, parce que je suis très souvent en tournée. C'est dommage.

— Quelle est votre « famille » artistique ?

— Pendant longtemps, j'ai aimé beaucoup d'artistes, mais je ne peux pas dire... En fait, je me sens assez seule.

— Vous souvenez-vous de vos premières émotions artistiques ?

— Pour mon dixième anniversaire, on m'a emmenée voir le New York City Ballet. Je me souviens surtout de Maria Tallchief, et d'un ballet appelé, je crois, *Cake-walk*. J'ai été enthousiasmée — mais j'étais déjà la danse : j'ai débuté vers dix ans en Prince de Condillon. J'avais aussi vu le film *Le Grand Caruso*, et je voulais être ténor... J'ai commencé le piano à l'âge de trois ans, on dit que j'ai su lire les notes avant les lettres de l'alphabet. Ma mère et mon grand-père étaient chanteurs, la musique était une chose très naturelle dans ma famille. On m'a poussée vers la danse parce que j'avais des problèmes de coordination à cause de mes yeux : ma mère pensait que le rythme dactylographique pouvait m'aider. C'est pourquoi je pense aujourd'hui que musique et mouvement sont une seule et même chose : le mouvement est présent même dans un concert, et il y a une ambiance musicale dans le mouvement. Je dis souvent : « *Nas voix dansent, nos corps chantent*. »

Propos recueillis par

SYLVIE DE NUSSAC

\* Opéra-Théâtre de l'Europe, du 17 au 20 juillet, 20 h 30. Tél. : 40-28-40-33.



Meredith Monk et Wilbur Pauley

**VOTRE TABLE CE SOIR**

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. ; prix moyen du repas - J.M. ; ouvert jusqu'à... heures.

**DINERS**

<b>L'ALSACE AUX HALLES</b> 16, rue Coquillière, 1 <sup>er</sup> 42-36-74-24	<b>DE NUIT COMME DE JOUR</b> : Chevreuil, poisson, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 <sup>er</sup> étage.
<b>TV COZ</b> 35, rue Saint-Georges, 9 <sup>e</sup> 48-78-42/93/44	<b>ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS, CRUSTACÉS, FRUITS DE MER, CÂRTE 300 F. LE SOIR</b> • Menu de la Mer • 130 F TTC. J. 22 h 30. Cuisinier. OUV. TOUT L'ÉTÉ.
<b>LE GOURMAND CANDIDE</b> 43-90-01-41 6, pl. Marché-Juin, 17 <sup>e</sup> Fermé sam. midi et dim.	Cette maison a du succès et elle le mérite : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.
<b>RIVE GAUCHE</b>	
<b>NORANCES LES CAULOTS</b> 29, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 <sup>e</sup> 46-33-66-07 et 66-12	Unique au monde. Cadre fin 17 <sup>e</sup> . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.
<b>LE MAHARAJAH</b> GRILLE D'OR 36 de la gastro. indienne 43-54-26-07	<b>L'INDE SUCCULENTE</b> 72, bd St-Germain, 5 <sup>e</sup> . M <sup>re</sup> Mathert, T.L.J. NON-STOP de 12 h à 23 h 30, ven., sam., accueil jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX. Cuisinier aux fourneaux.
<b>SRI RAM</b> 15, rue Jules-Chartain (6 <sup>e</sup> ) 43-25-12-84	J. 23 h 30. TANDOORI, CURRY, BIRYANI. Menu midi 49 F. Soir 99 F. Samedi soir : ambiance et musique indienne. M <sup>re</sup> Vavris, N-D-des-Champs. Carte 120 F env.
<b>YUGARAJ</b> 14, rue Dauphine, 6 <sup>e</sup> 43-26-44-91	<b>SPECIALITÉS INDIENNES</b> • De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique • Christian Millan (Gault-Millan).
<b>POLIDOR</b> 41, rue Monsieur-le-Prince, 6 <sup>e</sup>	Cuisine traditionnelle et grillades son bar-glacier, cocktail au 39 • POLYNOR •
<b>RESTAURANT THOUVIEUX</b> 47-03-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup>	Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. serv. continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

**TERRASSES PLEIN AIR**

**LES GRANDES MARCHES**  
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE  
La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'ANNÉE. POISSON DU MARCHÉ. Plats traditionnels. Vin à découvrir.  
TERRASSE ENSOLEILLÉE  
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.  
6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

## Programme

## THÉÂTRE

— *Sexteur banquet* : une pièce d'Armando Llamas, spécialement écrite pour de jeunes comédiens et mise en scène par Max Danes. Elle décrit, dans un décor de coulisses de restaurant, les difficiles relations de six garçons et filles venus officier à un banquet. (Petite salle du Théâtre Renault-Barraut, du 16 au 27 juillet, du mardi au samedi à 20 h 30 et les samedis à 14 h 30.)

— *Une petite entaille* : une pièce écrite et interprétée par Xavier Durringer. Slim, garçon simple, vivrait avec sa mère, ses amis et ses problèmes, tomberait amoureux et irait à l'église, une vie de routine qui parle principalement d'argent, d'amour et d'ambition. (Petite salle du Théâtre Renault-Barraut, du 30 juillet au 8 août, du mardi au samedi à 20 h 30.)

— *Mamie Quete en Papodèle* : une pièce de Josi Jouanneau. Face-à-face entre une filippinienne entomologiste et un géant noir, le roi Kadourna, au cœur de l'île déserte de Bhuphup. (Grande salle du Théâtre Renault-Barraut, du 16 au 27 juillet, du mardi au samedi à 20 heures, les mercredis et samedis à 14 h 30.)

— *Vers le Sud en novembre* : un spectacle de Christiane Verceil. Le spectacle réunit une vingtaine d'enfants de toutes les origines et de tous les milieux. (Grande salle du Théâtre Renault-Barraut, du 31 juillet au 3 août, du mercredi au samedi à 20 h et le vendredi 2 août à 14 h 30.)

## DANSE

— *La danse contemporaine rend hommage à Mozart* : le Théâtre contemporain de la danse a décidé de demander à deux équipes, l'une française, l'autre européenne, des projets qui vont permettre de donner une coloration chorégraphique à l'œuvre de Mozart. Côté français, on retrouve Hélène Fatiou et Eric Lamoureux. Jean-Marc Colet, Corinne Perrin et Thierry Nang. Côté européen, présentation des chorégraphes de William Petit (France), Rui Horta (Portugal), Mark Murphy (Grande-Bretagne) et Micha Puckner (Allemagne). (Chorégraphes français : le 26 et 27 juillet à 20 h 30. Chorégraphes européens : les 30 et 31 juillet à

20 h 30. Salle d'art lyrique du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de La Villette.)

## MARIONNETTES

— *Une nuit je suis allé chez ma belle* : histoire de maîtres et de valets, qui met en lumière danses et coutumes des peuples ouzbèques, héritées de leurs ancêtres nomades venus des steppes. (Grande salle du Théâtre Renault-Barraut, du 5 au 19 août, du lundi au vendredi à 20 heures.)

— *Ubu* : par les Meccanos de Massimo Schuster. (Maison Internationale du théâtre, du 16 au 27 juillet, du mardi au samedi à 21 heures et les samedis à 15 heures.)

— *Iran* : contes et légendes de Kheimeh Shah Badi. (Du 31 juillet au 8 août à 21 heures et le samedi à 15 heures.)

## A CIEL OUVERT

— *La Véritable Histoire de France* : le hit de la compagnie Royal de Luxe. Depuis son triomphe l'an dernier à Avignon, ce livre d'images flambant et particulier ne cesse de parcourir le monde. Avec le 10 août, un concert de l'Mano Negra et, jusqu'au 13 août, un son et lumière d'Eric Le Collen, *Parvis d'étoiles*. (Grande Arche de la Défense, 9 et 10 août à 19 h 30, la Mano Negra à 21 heures ; parvis d'étoiles à 22 h 30.)

— *Kiosque à musique du Luxembourg* : des orchestres européens, comme le Chœur sarda, du 26 au 28 juillet, et Ragtime, du 23 au 25 juillet, mais aussi les chants des derviches du Kurdistan, du 2 au 4 août, retraçant les exhortations amoureuses qui constituent le rite du zikir, les chants d'Azerbaïdjan par lesquels les Menestrels ressuscitent la tradition persane des musiciens de cour, du 6 au 8 août, ainsi que les danseurs masqués du pays Dogon, du 30 juillet au 1<sup>er</sup> août. (Concerts gratuits tous les jours à 18 heures.)

## DÉCOUVERTE DE PARIS

— *Les Nouveaux Mystères de Paris* : jeu littéraire au cours duquel le joueur avance dans l'intrigue par des indices littéraires interprétés par des comédiens. Un carnet d'enquêteur — qu'il sera possible de se procurer dans les points de vente Hachette — comporte des questions, dont les réponses permettront d'avancer dans l'intrigue (du 5 au 10 août).

\* Paris/Quartiers d'été, du 16 juillet au 13 août, 43, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 40-28-40-33.

هكمان الأحم



## PARIS/QUARTIER D'ÉTÉ

RENCONTRE AVEC LE ROUMAIN ANDRÉ SERBAN, METTEUR EN SCÈNE D'UNE « TRILOGIE GRECQUE »

### La tragédie du doute

Il y a vingt ans, André Serban s'exilait de son pays, la Roumanie. Il y a un an, il y revenait diriger le Théâtre national à Bucarest après une carrière new-yorkaise et internationale qui, dans les années 70, l'a conduit en France. Il y avait donné avec sa troupe américaine une trilogie grecque, les *Troyennes*, *Médée*, *Electre*. C'est avec ce triple spectacle, joué cette fois par des comédiens roumains, qu'il retrouve Paris.

DANS le milieu des années 70, arrivait à Paris un jeune metteur en scène roumain qui, après un stage au Centre de recherche international de Peter Brook, était parti pour New-York où Ellen Stewart lui avait confié plusieurs spectacles dans son théâtre de la Mama : André Serban. Entre autres, il avait présenté le *Song d'une nuit d'été* et surtout, plusieurs années de suite, des tragédies — *Médée*, les *Troyennes*, *Electre* — jouées en grec ancien par des comédiens américains. Le théâtre, à la recherche d'un langage universel, avait expérimenté l'expression corporelle, et plongé dans les racines communes de notre civilisation. Peter Brook avait construit un spectacle à partir d'une langue inventée par un poète, *Orghast*.

Si jamais Peter Brook a eu un disciple, c'est André Serban, qui lui voue une admiration fascinée, qui a su apprendre de lui le sens de l'espace et de sa théâtralisation, les raffinements de la simplicité. Il a donné les *Troyennes* dans des paysages immenses et insolites, sur la plage de La Rochelle, en Iran, en Italie, et *Médée* dans de petites salles enfermées — à l'Espace Cardin, à Avignon, c'était toute une époque. Ce qui en reste est le souvenir d'une sorte de dépouillement flamboyant, et l'énergie vitale de comédiens très physiques, puissants — une étonnante *Médée* plus louve qu'enchanteresse.

Il y a environ douze ans, André Serban a quitté la Mama pour aller enseigner à Boston et y monter des spectacles. Il a également mis en scène des opéras — l'un des métiers les plus internationaux qui soit. A la chute des Ceausescu, il a été appelé en Roumanie pour diriger



Maia Morgenstern dans *Médée*

le Théâtre national. Aujourd'hui, il se demande s'il doit rester, partir. Il symbolise le fossé qui sépare l'Ouest de l'Est, il porte en lui les déchirements de ces pays qui ont rêvé. Et le rêve, qui semble à portée de main, n'a jamais été aussi inaccessible. « J'étais venu à plusieurs reprises en Roumanie voir ma famille, dit André Serban, mais pour la première fois, j'y suis resté un an. J'ai monté quatre spectacles, et travaillé quinze heures par jour. Comme metteur en scène et bureaucrate. Le Théâtre national dispose de trois salles, c'est énorme, impressionnant. La structure est entièrement à repenser, mais comme dans ce pays rien n'a vraiment changé, on ne sait pas où se tourner. D'autant qu'il n'y a pas d'argent. Le budget de la culture a été diminué, c'est pire que dans toutes les périodes précédentes. Chaque mois, je dois négocier avec les banques pour qu'elles me prêtent de quoi payer les salaires. En même temps, les spectateurs qui, comme dans les autres pays socialistes, avaient déserté les salles commencent à revenir. La raison en est

peut-être un peu triste : la désillusion est telle qu'ils préfèrent retourner à l'illusion théâtrale.

« J'ai monté la *Nuit des rois*, qui a rencontré un magnifique succès, bien que le spectacle soit d'une grande liberté, mélangeant toutes sortes de styles et d'allusions, ce qui est là-bas tout à fait inhabituel. Pour les acteurs, ça représente un bouleversement radical. Ils ne manquent pas de technique, mais il y a des questions qu'ils ne se sont jamais posées, sur le théâtre. Sur Shakespeare, j'ai passé des centaines d'auditions pour la Trilogie, sélectionné les personnalités les plus enthousiastes — il y a quatre-vingts comédiens, à la Mama, nous étions trente. Je leur ai fait faire des exercices qu'ils avaient abandonnés depuis le Conservatoire... Leur blocage tient à une certaine passivité ; mais ils sont doués d'une belle force émotionnelle qui n'est pas sentimentale : une intelligence de l'émotion. Ils sont forts, ils sont intenses, présents. Et le public est formidablement attentif.

« Comme les Américains, les spectateurs roumains sont naïfs. Contrairement aux Américains, ils captent les moindres nuances, réagissent sur l'instant avec chaleur. Jouer pour eux, en définitive, est facile. Ils ont faim, ils sont avides de ce qu'ils n'ont pas connu. Ils ont été terriblement isolés. Bucarest n'est pas Prague, où l'influence occidentale s'est toujours fait plus ou moins sentir. Chez moi, le terrain est vierge, il est en rien contaminé. On peut y développer quelque chose d'authentique.

« Il faut alors retrouver des racines anciennes, sans rapport avec le folklore artificiel de l'ère Ceausescu. On écrit les pièces écrites pendant cette période, et je n'en ai pas trouvé de cachées dans les tiroirs. Nous en sommes au point zéro, avec l'impossibilité de vivre sur les succès passés : les mentalités ont changé, mais où aller ? D'un côté vous vous heurtez à une force d'inertie bureaucratique qui tient aux structures administratives et mentales, de l'autre au danger des mouvements nationalistes. Et en plus, au manque d'argent. Je suis perplexe. J'ai été attaqué comme « agent de l'étranger » et soutenu par le public et les acteurs. Ils attendent tellement...

« La Trilogie était comme un cadeau que j'offrais aux Roumains : c'est un de mes meilleurs spectacles, alors j'ai voulu vivre avec eux cette expérience, même si, de mon côté, je l'ai dépassée. On doit toujours trouver ce qui peut déclencher le désir des acteurs. Quand j'ai monté le spectacle en 1973 aux États-Unis, il y avait le sexe — la libération sexuelle, etc. Cette fois, c'est la liberté. Je me suis senti un Roumain parmi les Roumains. Il y a eu

adéquation. La place de l'Université où, quelques mois auparavant, les mineurs se sont battus contre les manifestants, se trouve devant le Théâtre national. D'un coup, la situation enfermée de la pièce, les agissements des Grecs, devenaient le miroir de la rue. Pour la première fois et sans le vouloir, j'avais fait du théâtre politique. Peter Brook dit qu'une mise en scène meurt en cinq ou six ans. Pourtant celle-ci, qui date de quinze ans, ne semblait pas vieillir, parce qu'elle retrouvait sa chair, une force organique, une énergie, sa vitalité.

« Je ne sais pas si je peux continuer. J'ai ouvert des portes, je me suis investi ; par moments, j'ai envie de lâcher ma carrière internationale et de poursuivre ce que j'ai commencé. Par exemple, j'ai appelé de jeunes metteurs en scène. Je leur ai demandé de me proposer des projets. Il y a bien longtemps qu'un jeune n'avait pas eu l'occasion de monter un spectacle au Théâtre national. Seulement je ne sais pas si je disposerai de moyens suffisants pour les aider à réaliser leurs projets, je ne sais même pas si les subventions seront reportées l'an prochain. Je ne me vois pas allant réclamer de l'argent au premier ministre, alors qu'il doit faire face aux grèves d'ouvriers qui ne sont pas payés depuis des mois. Le gouvernement n'a jamais annoncé ses intentions pour la culture, il a trop de problèmes ailleurs...

« J'ai été nommé par un homme qui a su faire front ; s'il s'en va, je pense que je dois m'en aller, je ne peux pas m'en sortir seul. Mais si je m'en vais, l'espoir que j'ai fait naître en tant que personne extérieure capable de vivre leur vie, cet espoir, toute cette énergie, tombent. La vieille garde revient, la vieille mentalité passive reprend. Es-ce que je peux laisser tomber au moment où tous ont tellement envie d'agir ?

« Les intellectuels ne sont pas solidaires, ils n'ont pas eu un Vaclav Havel autour de qui se réunir. Chacun reste muré dans sa confusion, dans sa vanité. Et moi... Moi, je ne sais pas non plus quoi faire ni comment. A la dernière représentation de la *Nuit des rois*, comme j'avais confié mes doutes à un journal, spontanément les spectateurs ont scandé « Ne pars pas ». J'étais bouleversé. Je suis très lié à tout ça... Si seulement je savais pouvoir, concrètement, me montrer utile... »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

★ Grande Halle de La Villette. Du 25 au 29 juillet à 20 heures. Tél. 40-28-40-33.

#### LA VOLIÈRE DROMESKO

### Au commencement était le corbeau

La Volière Dromesko s'installe à la Grande Halle de La Villette. Cette étrange troupe d'oiseaux et d'humains est née à Lausanne, mais n'est pas suisse. A vrai dire, la Volière est « enfant de Bohême », s'est proménée partout, en France, à la périphérie de Paris, et pour la première fois arrive dans les murs de la capitale.

LA Volière Dromesko est un décor, une grande cage avec un arbre, qui enferme le spectacle et les spectateurs. La Volière Dromesko est une troupe composée de funambules, d'acrobates et, bien entendu, d'oiseaux. Le chef s'appelle Igor : un nom de théâtre, familier déjà, car-avec son frère, dresseur de rats, et Bartabas, Igor a fondé le Cirque Alligre, puis Zingaro. Il raconte : « J'ai quitté Zingaro depuis trois ans. C'était bon de s'arrêter un peu sans avoir d'échéance. Ma fille est née, je l'ai regardée grandir. Et puis j'ai eu envie de bouger. J'ai bricolé, attrapé des corbeaux. Je les ai toujours bien aimés. C'est comme les rats. J'aime bien les animaux maudits, ils sont plus malins que les autres. En Europe, les corbeaux représentent le noir, la sorcellerie, la mort. Ce sont des charognards, ils sont mal vus à cause des gibets et des champs de bataille. Mais au Japon, puisqu'ils sont monogames, ils symbolisent la famille. Pour les attraper, je les prends petits. Je leur donne la becquée toutes les deux heures, deux heures et demie. Après ils sont attachés à moi. Je ne les dresse pas, je me comporte avec eux comme avec les chevaux. Je joue avec. Il s'agit d'être avec eux.

« J'habitais en banlieue, dans ma caravane au fond du jardin, chez mes parents qui étaient plutôt contents parce que, au moins, je n'étais pas sur les routes. Habituellement, je les vois très peu. Au début, j'avais donc des corbeaux, ils ont donné le point de départ. Puis sont venus les pies, les cornettes, les oiseaux exotiques de ma femme. Quand elle était enceinte, à chaque fois qu'elle partait faire des courses, elle en ramenait un. On ne peut pas les laisser avec les corbeaux, ils les mangeraient. A Rennes, une fois, un chien a mangé les corbeaux. Nous avons un marabout, qui ressemble à une cigogne punk, mais pas de rapaces, pas d'oiseaux nocturnes.

« Je me suis retrouvé avec tout ça dans ma caravane, sur un terrain vague de Chantilly. Nous avons commencé à travailler. J'avais rencontré des gens, sans vraiment les chercher. Au hasard. Un jour, par exemple, j'étais dans un village de la Drôme chez des amis, il y avait la fête, j'ai vu un funambule, on s'est parlé, il est venu. Je ne choisis pas à proprement parler. La première condition est que les gens acceptent notre façon de vivre et ne refusent pas le

contact avec les oiseaux, supportent leur présence... Progressivement, l'ensemble s'est formé. Nous sommes une quinzaine, avec quelques anciens de Zingaro. Chacun essaie de trouver sa place en compagnie des oiseaux. Je ne donne pas de directives. Je lance la pierre, c'est tout. Je suis un instigateur.

« Nous avions des oiseaux. J'ai dû construire une volière, et par la force des choses j'ai pensé à faire le lieu du spectacle. Le nom de Dromesko est venu comme ça. Je ne sais plus, le goût de l'Europe centrale sans doute, mais il pourrait être allemand, ou autre chose, ce n'est pas important. Il est inclassable, comme le spectacle.

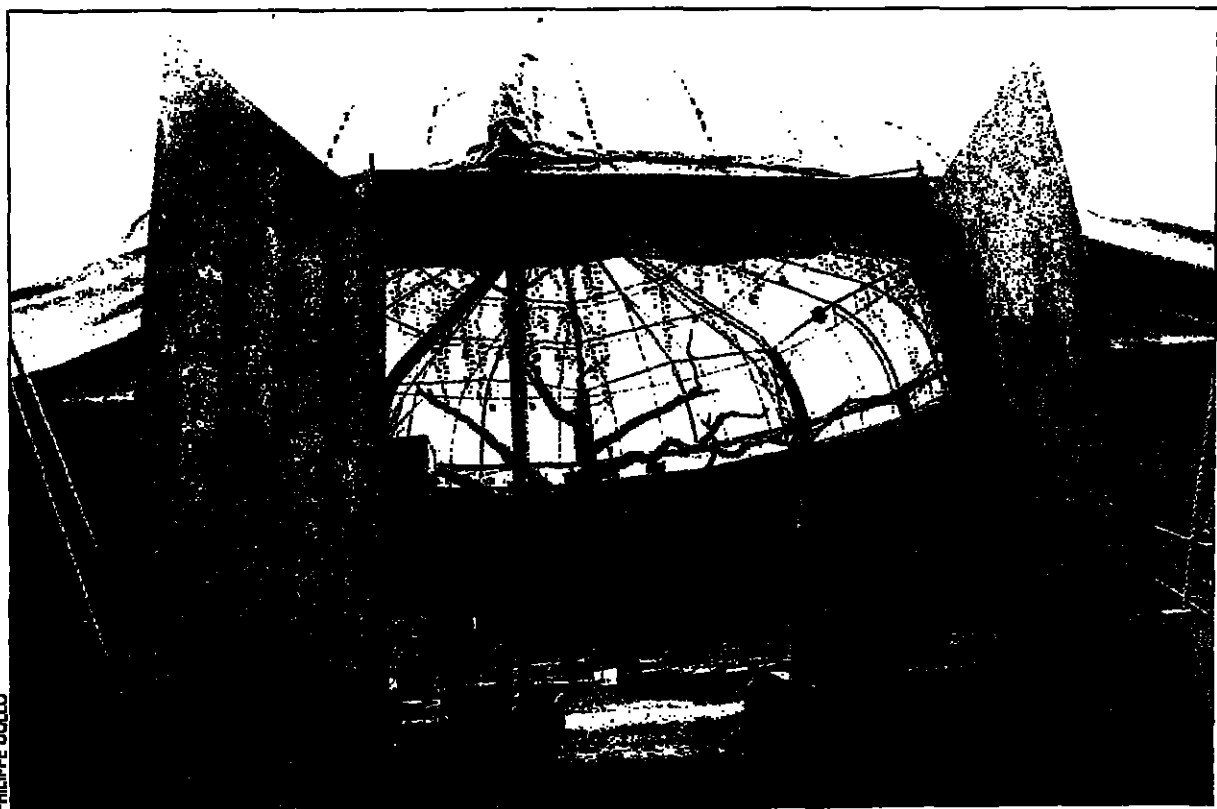
« Dans les cirques, vous pouvez voir des perruches qui tirent de petites charrettes, mais nous ne cherchons pas ce genre d'exploit. Nous faisons de l'anthropomorphisme à l'envers, nous essayons de voler. Le vieux rêve d'Icare. Un jeu, un défi. Nous nous présentons devant trois cent cinquante personnes, avec des oiseaux dont on ne sait jamais ce qu'ils vont faire, finalement. Ils sont plus imprévisibles que les chevaux. Plus simples à vivre aussi que ces grandes

bêtes toujours blessées. De toute façon, ils ne font pas le spectacle à eux seuls. Je sais ce que je veux et je me sers de mon expérience.

« Avant Zingaro, avant Alligre même, mon frère et moi nous avons pratiqué le théâtre de rue. J'aimais ça : voler aux passants une heure de leur temps. Nous avons beaucoup travaillé, joué de l'accordéon aux terrasses, et nous avons gagné notre vie. Après, les gens nous voyaient, sapés, dans le restaurant chic de la ville, ils n'en revenaient pas. Pour eux, la rue, c'est la mendicité. Mais moi, ce qui me plaît avant tout, c'est la polyvalence. Le passage d'un truc à un autre, d'un numéro très fin à un exercice très musculaire. Je peux paniquer, mais une chose est certaine : le spectacle ne peut pas être faux. »

C. G.

★ Grande Halle de La Villette, du 16 juillet au 3 août, du mardi au samedi à l'heure du coucher du soleil, autour de 22 heures. Tél. 40-28-40-33.



## PARIS/QUARTIER D'ÉTÉ

LES ÉLÈVES DU PICCOLO TEATRO PRÉSENTENT

## Giorgio Strehler

Il y a deux ans, Giorgio Strehler, directeur du Piccolo Teatro de Milan, avait présenté en Italie et à Paris la version dite de l'adieu de son chef-d'œuvre historique : *Arlequin serviteur de deux maîtres*. De l'adieu, cette version est devenue celle dite « du bonjour », car elle est servie aujourd'hui par la première promotion d'acteurs que le maestro a formée dans son théâtre. Une école difficile, exigeante, dont les vingt-neuf élèves font très forte impression. Autour des jeunes d'*Arlequin* viennent d'autres Italiens, marionnettes et musiciens portant les magnifiques traditions populaires que l'on ne peut jamais surprendre quand on voyage en touriste. En particulier, les fanfares de la région des Pouilles, les voix sardes, et les séculaires chants siciliens si proches encore des rites païens.



Giorgio Strehler, au centre, parmi ses élèves.

MILAN

de notre envoyé spécial

DANS la confiance relative d'un bureau étriqué du Piccolo Teatro déboulé, tout sourire un jeune noble en habit et perruque déjà prêt pour une nouvelle répétition d'*Arlequin serviteur de deux maîtres*, dans lequel il sera tout à l'heure l'archétype de l'amoureux impétueux, Florindo. Umberto Carmignani est l'un des vingt-neuf « élèves » de l'école du Piccolo Teatro, dirigée par Giorgio Strehler et Enrico d'Amato, qui achève sa formation avec la présentation de la nouvelle version du chef-d'œuvre mondialement célèbre du maestro italien. (lire notre encadré page ci-contre.)

Enthousiasmé par trois ans d'expérience aux côtés d'une équipe qu'il estime « formidable », ce Génois de vingt-quatre ans savoure la joie d'être acteur et se souvient, non sans effroi, de son entrée à l'école du Piccolo recréée par Strehler il y a cinq ans : « L'examen a com-

mencé en novembre 1986. Pour la première sélection, nous étions plus de mille candidats. Nous avons dû dire un monologue, présenter un dialogue avec un copain, faire une lecture et une improvisation. Pour la deuxième sélection, en janvier 1987, nous n'étions plus que quatre cents. Nous avons fait un mime, chanté une chanson, dit un poème et travaillé sur un monologue avec les enseignants de l'école. Nous étions encore cinquante-quatre pour la troisième sélection, en juin 1988. Elle consistait en une semaine de travail avec les enseignants, la présentation d'une scène devant Strehler que l'on voyait pour la première fois, comme la scène, les lumières, les accessoires... »

« Il n'y a qu'une sélection tous les trois ans. La limite d'âge est de dix-huit à vingt-cinq ans. Après un échec, on peut se présenter une deuxième fois trois ans plus tard si on est encore dans cette stricte limite. On a le droit de ne rien savoir en arrivant, c'était mon cas. »

Enrico d'Amato, bras droit du maître des lieux, expli-

que pourquoi Giorgio Strehler a voulu relancer une école d'acteurs : « Après avoir joué lui-même Elvire/Jouvet 40 un peu plus tôt et décidé de monter Faust, Strehler a centré son intérêt sur le travail d'acteur. Il y a par ailleurs un vrai problème de formation en Italie. Le niveau du jeu est très médiocre. Les écoles liées à un centre de production sont de plus en plus rares. Une vraie école a besoin de la pratique théâtrale et d'une pratique directe de la scène. Aucune génération d'acteurs en Italie n'a jamais disposé d'une telle formation. »

Les seuls critères de sélection pour l'entrée à l'école du Piccolo sont capacité et disponibilité. D'Amato : « Il n'existe plus de jeunes gens « vierges ». Avec la télé et le cinéma, ils ont tous une idée préconçue et complètement fautive de ce métier. On commence impérativement par leur faire retrouver le degré zéro de l'expression. Sans penser à des « qualités d'acteur » mais à la possibilité de les acquérir. Lors de la sélection, on se méfie de l'imitation ou de l'imitation, surtout pour ceux qui viennent

## MUSIQUES SACRÉES, MUSIQUES PROFANES

## La Sicile chante

par Girolamo Garofalo

UN stéréotype abusif attribue à la Sicile le chant monodique, seul. La musique de l'île n'est pourtant pas dépourvue de formes polyvocales, liées le plus souvent aux célébrations de la semaine sainte. Dans de nombreuses villes, pendant les processions du jeudi et du vendredi, on entend les laments, complaintes des groupes de chanteurs-poètes qui narrent – et souvent en latin – la mort et la résurrection de Notre Seigneur. Arborant d'élégants uniformes, les musiciens des fanfares entonnent des marches funèbres, déchirantes, derrière les figures du Christ et de la Madone. Voix et instruments tissent la trame d'un rituel poignant.

Les solistes et les chœurs des laments appartiennent généralement à des confréries religieuses, à des associations de travailleurs – maraîchers, maçons, ouvriers des souffrères... Avec conscience, ils recherchent la plus grande rigueur d'interprétation. Chaque année, bien avant la date de la célébration, ils répètent dans les églises ou les sièges des congrégations. Le soliste est le maestro : celui qui guide et discipline le groupe, assure le respect de la tradition que le temps lui a donnée en héritage. Depuis des siècles, les chants sont transmis oralement. Le contrôle attentif et scrupuleux du maestro est essentiel pour ne pas trahir le modèle original. Dans le cas des laments, comme pour l'ensemble des répertoires sacrés, le respect de la mélodie et du texte dans leur intégrité représente, pour les interprètes comme pour le public, une absolue nécessité culturelle. C'est pourquoi il n'est pas rare que l'histoire sacrée soit écrite.

► Ethnomusicologue. Archives ethnographiques siciliennes. CIMS.

On rencontre également des références rituelles précises chez les ménestrels aveugles, les *orbi*. Vers la moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, à Palerme, ils se réunissaient en une congrégation dirigée par les jésuites. Leurs activités étaient réglementées : ils devaient ne pas jouer dans les lupanars et se consacrer uniquement au répertoire religieux. Contraintes qui n'ont jamais été totalement respectées. Récemment encore, chansons sacrées et musiques profanes coexistaient lors des *novene* et des *trionfi* – célébrations d'un saint, en remerciement d'une grâce accordée. La clientèle dévote s'adressait aux *orbi* pour avoir le plaisir d'écouter le long récit de la vie des saints et de leurs miracles, devant un autel richement orné de fleurs, de plantes, et de fruits, sur lequel on déposait l'image sacrée.

Il est impensable, dans un *trionfo*, de séparer le sacré du profane, la piété populaire du rituel profane. Le *trionfo* était avant tout une fête, une occasion de se rencontrer, de ne pas travailler. Entre deux chants, on offrait des boissons aux musiciens. Entre deux épisodes du récit, pendant les pauses, les *orbi* interprétaient toutes sortes de musiques de danse. Et à la fin de la cérémonie on chantait l'*Abballu di li virgini*, qui décrit un grand bal organisé devant Dieu Notre Père. Marie elle-même quittait son trône pour se joindre aux danses des vierges, toutes nommées au cours d'une curieuse litanie rapide et interminable. Cette chorégraphie céleste se transformait en bal très humain, au rythme de la musique qui marquait la fin des festivités.

Jadis, plus encore qu'aujourd'hui, le répertoire était vaste. La *pisatura* – le battage des céréales à l'aide d'un mulet – et plus souvent encore la *mattanza* – une certaine forme de pêche au thon – s'accomplissaient comme des manifestations rituelles, et le chant

y remplissait des fonctions fondamentales. A Favignana, près de Trapani, les *calamò*, aujourd'hui encore, accompagnent la *mattanza*. Le soliste lance vers Dieu et ses saints des prières pour que la pêche soit bonne et rappelle les moments, passés ou présents, de la *tonnara* – la pêche au thon. Sur un rythme très scandé, le chœur des *tonnarotti* chante à l'unisson. Pendant la *pisatura*, on chantait également les louanges du Seigneur et des saints pour encourager le mulet. Une modulation archaïque marquait ces chants, plus proches du cri que de la mélodie, proches aussi des *abbinate*, ces appels des vendeurs ambulants. Dans les deux cas, le style varie d'un minimum à un maximum d'intonation mélodique. Il faut classer à part les appels des charretiers, dont le style hautement raffiné s'exprime surtout dans les *canzuni a la carrizera*, qu'ils interprétaient pendant le transport des marchandises, et lors des haltes dans les entrepôts, après de longs et pénibles voyages.

Il arrivait aux charretiers de chanter en d'autres occasions, pendant les foires au bétail par exemple, et ils procédaient alors à des sortes de concours, de véritables épreuves. Plus que partout ailleurs, leur façon de chanter représente un modèle typiquement archaïque de chant traditionnel sicilien, élevé au plus haut niveau de virtuosité vocale. Leur répertoire, à la différence des autres, n'est plus confié à la seule mémoire des anciens. Les modes de vie anciens n'ont pratiquement pas changé, et les rythmes d'autrefois ont à peine été bouleversés. Chez la plupart des charretiers, les fils exercent encore le métier de leur père, d'autres sont devenus camionneurs. Quoi qu'il en soit, ils gardent intacte la passion de leur art.

★ Du 19 au 21 juillet à l'Opéra de Paris-Garnier, à 16 h sur le grand escalier. Renseignements : 01 40-26-40-33.

## L'HISTOIRE

## Tous

par Roberto Leydi

D'ABORD il y a eu les guerres napoléoniennes, et leurs cuivres qui scandaient les marches martiales. Comme toute réunion était alors interdite, les hommes libres se sont regroupés malgré tout dans des fanfares qui tenaient autant de la musique que de la résistance. Quand la paix est revenue, en Italie plus que partout ailleurs, sont restées les fanfares, devenues civiles. De nombreuses villes possèdent déjà des petits orchestres qui relevaient de l'administration locale ou du pouvoir seigneurial – notamment à Bologne – et qui, sous la pression de l'Histoire, de la Révolution française, sont remplacés par les fanfares municipales.

Les fanfares civiles, pour la plupart, sont d'abord des ensembles musicaux attachés à la garde municipale, aux mouvements laïques, puis républicains, puis socialistes. La permanence de cet esprit « politique » désormais implicite amènera les fascistes à combattre celles qui se sont constituées hors de sa tutelle. Elles sont considérées comme hostiles au régime.

Pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, elles prolifèrent à un rythme soutenu. Dans chaque grande ville et jusque dans les plus petits villages, les municipalités se font un devoir d'en entretenir une ou plusieurs. Leur existence est considérée comme primordiale : une sorte de service public indispensable à la communauté, et qui répond aux aspirations de la société. La fanfare est donc nécessaire, à plus d'un titre. Elle symbolise une ascension sociale, exprime l'orgueil civique des citoyens et des paysans, elle est un élément *sine qua non* de la fête et le véhicule souvent unique de l'information musicale. Elle a

► Professeur d'ethnomusicologie à l'université de Bologne.

مكتبة الأصيل



## PARIS/QUARTIER D'ÉTÉ

« ARLEQUIN SERVITEUR DE DEUX MAÎTRES » À GARNIER

### et ses enfants

ailleurs. Après, on essaie de leur faire apprendre un langage commun sur des bases techniques très sûres, sans rien nier de leur créativité individuelle.

Si la sélection d'entrée ressemble à un parcours d'obstacles, les enseignements requièrent une disponibilité totale des élèves, un véritable don de soi : « À l'école, on travaille huit heures par jour du lundi au samedi, explique d'Amato. L'enseignement emprunte quatre voies. La première est l'interprétation (théâtre, vers et prose, dialectes, commedia dell'arte) ; la seconde est la voix (chant, musique, phonétique, phonologie) ; la troisième est le corps (gymnastique, mime, danse, acrobatie) ; la dernière est la culture générale. Tout cela est fait avec la même approche qu'un travail de théâtre réel. L'école est gratuite et les élèves reçoivent une bourse de la Communauté européenne (fonds social) complétée par un écot de la région lombarde. Pour les représentations, ils perçoivent le salaire minimal syndical de 54 000 lires (270 francs) par jour.

Pour parler de cette initiative unanimement saluée par les professionnels italiens, Giorgio Strehler paraît retrouver les accents enflammés – et très émouvants – qui font de cet homme l'un des personnages les plus attachants et passionnants de l'histoire contemporaine du théâtre : « Aujourd'hui, ces jeunes gens n'ont plus peur du théâtre. Être acteur les amuse. Rien n'est plus important. Ils sont avec leurs rôles. C'est la vraie discipline, la discipline formelle, intérieure. » Cet acquis distingue la nouvelle école de celle que Strehler avait créée presque en même temps que le Piccolo : « Cette école-ci, dit-il, a bien derrière elle l'école que j'avais créée avec Grassi en 1951. Elle a existé sept ou huit ans et continue d'exister par ailleurs, mais elle n'a plus rien à voir avec le Piccolo. Elle était très sérieuse mais très primitive : aucun d'entre nous n'avait l'expérience que nous avons aujourd'hui. Cette première aventure s'est éteinte car nous n'avions pas le temps de faire nos spectacles et en plus de donner des cours.

« Ce problème de temps demeure aujourd'hui mais, à soixante-dix ans, j'ai la chance d'avoir autour de moi des gens formidables comme Enrico d'Amato. Cela m'a permis de reprendre sur des fondements et des enseignements plus solides. Les élèves sont dès la première année fermement attachés au Piccolo même si la première promotion a attendu la deuxième année pour participer physiquement à l'élaboration du spectacle que je prépare et joue depuis deux ans, Faust.

Le choix de présenter ses élèves dans une nouvelle mise en scène d'Arlequin lui est venu très spontanément : « Ce spectacle nous appartient totalement. Nous venons de terminer les représentations de la sixième version. Il y avait une sorte de mélancolie. Pendant tout le spectacle, il y avait des gens qui essayaient d'être jeunes mais qui ne l'étaient pas, alors... C'était une fête très tragique. À la fin, tous enlevaient le masque, on voyait les cheveux blancs et

c'était le grand frisson. Vous voyez comme c'est la vie... Cette version de l'adieu a finalement servi pour l'examen final public des élèves de l'école. L'édition de l'adieu est devenue l'édition du bonjour.

« On a d'abord imaginé de constituer deux troupes, mais il y avait encore des élèves dans la salle à mes côtés qui ne faisaient rien. Alors nous en avons réuni une seule, dans laquelle tous se voient la joie d'être interprètes. On avait décidé de jouer trois ou quatre fois. Et les gens sont venus ; ils ont été très emballés, nous avons alors décidé de faire un vrai spectacle, le premier spectacle d'une jeune troupe.

Elle ne devrait pas se désagréger aussitôt, comme dans la plupart des écoles de théâtre. « Les comédiens appartiennent à un ensemble qui sera évidemment ses propres expériences, avec d'autres metteurs en scène, dit Strehler. Mais ils s'appellent les « jeunes du Piccolo ». On me reproche de les garder dans un cocon, je ne veux pas que cet esprit de troupe se perde aux quatre coins des théâtres « normaux ». Deux ou trois sont déjà partis : un Espagnol est rentré dans son pays, un autre est allé en Angleterre, un autre ne fait plus de théâtre parce qu'il s'est marié en Amérique. D'autres partiront encore. Après avoir participé à une telle expérience, mieux vaut s'éloigner avec douceur. Ce n'est pas du paritarat, seulement l'envie de continuer quelque chose.

« J'ai déjà décidé que je ferais un autre spectacle avec eux, je ne sais pas encore lequel. Ils font déjà partie du Faust II. L'année prochaine, je monterai sûrement un autre Goldoni et deux ou trois d'entre eux feront partie de l'aventure pendant que d'autres travailleront ailleurs. Ils forment une espèce de réservoir. Ils doivent pourtant rester autonomes. Ils sont tous engagés dans une action culturelle importante. Le matin, ils vont jouer dans les écoles, ils sont même allés dans les prisons, dans les cachots : il ne suffit pas que l'on parle de théâtre, il faut qu'on le montre. Ils ont réalisé un spectacle sur le nazisme. Nuit et brouillard, pour des gens qui ne savaient plus très bien qui était Hitler.

Tous les ex-élèves rencontrés au Piccolo ont la même envie de continuer ensemble : « Nous sommes aujourd'hui un seul groupe, en vraie symbiose. Pour Arlequin par exemple, tous les acteurs connaissent parfaitement les rôles de leurs partenaires. On est quand on nous la chance de retrouver cet esprit-là ? », conclut Umberto Carmignani, sûr désormais d'être bientôt ce que Strehler appelle une « troisième personne », cette personne imaginée par Brecht et Copeau – dont la première promotion du Piccolo porte le nom – qui sait se dépasser et raconter une histoire, qui sait surmonter ses propres tensions pour devenir, de manière consciente, un personnage. Un acteur.

OLIVIER SCHMITT

À U coin de la rue Dante et de la rue des Angeli, en plein cœur de la capitale lombarde, l'illustre théâtre, le Piccolo Teatro. À l'affiche, Arlequin, serviteur de deux maîtres, de Carlo Goldoni, dans la mise en scène de Giorgio Strehler autour des élèves de son école.

Arlequin, dont Strehler nous avait présenté il y a deux ans l'édition dite « de l'adieu », a trouvé une nouvelle jeunesse, une incroyable vivacité, dans le corps et la voix de la première promotion des élèves formés au Piccolo par le maestro italien. Pour qui n'a pas vu les versions précédentes – la première date du 24 juillet... 1947 – juste quelques mots pour dire ce qui est très justement tenu pour l'un des joyaux les plus étincelants de l'histoire du théâtre européen.

Personne – ou presque – ne connaissait Arlequin quand le Piccolo l'a rendu célèbre non seulement en Italie, mais dans de très nombreux pays. Il a été ressorti désormais de l'épure la plus radicale et le plus belle qui soit. L'Arlequin que nous redécouvrons aujourd'hui n'a de commun avec ceux qui l'ont précédé qu'un homme, un interprète, un acteur exceptionnel, Ferruccio Soleri – qui joue, qui est le personnage-titre depuis le début des années 60, – les décors simplissimes d'Ezio Frige-

d'héroïsme amoureux pour des jeunes gens épris, fait de respectabilité et de gain pour des bourgeois étiés.

Un velum greige barre la scène à quelques mètres à peine du proscenium sur lequel se réfléchissent les ombres des comédiens projetées par quelques bougeoirs et, plus tard, par deux chandeliers. Ombres tremblées, fugaces, transparentes, irréelles. Sous la scène, une musicienne, trois musiciens. Tous vont très tôt s'animer pour une sarabande joyeuse qui, si elle paie son tribut à la commedia dell'arte, se méfie toujours du vernaculaire pour préférer la munificence d'un jeu très moderne. Tout pour l'acteur, marionnette, mime, diseur, chanteur, à visage découvert ou masqué. Une profusion d'acteurs.

Jusque-là, Strehler avait articulé sa mise en scène autour des onze personnages écrits par Goldoni. Cet Arlequin étant le spectacle de sortie des vingt-neuf élèves de son école, il a dédoublé, triplé, quadruplé les tenants de chacun des rôles. Chaque réplique n'est bien sûr dite qu'une fois mais, de l'une à l'autre, les acteurs sont différents. Cela crée un vertigineux effet de double, de masque, d'identité, un effet esthétique aussi car la plupart des acteurs qui ne jouent pas directement se rassemblent et s'assoient au pied du plateau, leurs

## Un bonheur simple

rio et les costumes d'un classicisme irréprochable de Franca Squarciapino.

La scène est à Venise où l'on célèbre les fiançailles de Clarisse, fille de Pantalon, avec Silvio, fils de Lombardi. Sméralda, servante de Clarisse, introduit bientôt Arlequin. Il annonce que Federigo Rasponi – que l'on croyait mort et qui avait demandé la main de Clarisse – est bien vivant et arrivé à Venise. Il s'est mis à son service. Les fiançailles sont donc rompues. Mais on découvre que le prétendu Federigo n'est autre que la sœur de celui-ci, Béatrice, déguisée en homme, et amante de Florindo qui a bel et bien tué Federigo lors d'un duel à Turin. Il est venu chercher refuge à Venise. Ayant besoin d'un serviteur, il engage lui aussi Arlequin. Brighella, aubergiste turinois qui a reconnu Béatrice, révèle la supercherie à Pantalon qui achète son silence.

Huit personnages principaux s'animent alors pour une pièce dans le plus pur style de la commedia dell'arte et qui, au-delà, met en jeu un contenu social évident. Le moteur de l'œuvre est la faim, de celle qui autorise toutes les audaces, faim d'un Arlequin masqué, que deux salaires ne parviennent pas à rassasier, faim de sensualité, de bravoure,

silhouettes se découpant devant les spectateurs qu'ils ont rejoints. Un effet sonore encore car la pièce devient miraculeusement symphonique. Un effet comique enfin puisque Strehler n'hésite pas à convoquer dans la même scène un ou plusieurs personnages rigoureusement identiques.

On ne savait pas très bien comment Giorgio Strehler allait se sortir d'une septième version d'Arlequin. La réponse est venue, cinglante : la jeunesse. En trois ans, il a formé une troupe d'acteurs cohérente, solide, à faire pâlir les élèves du Conservatoire de Paris. Il leur a offert le plus beau des cadeaux en les faisant travailler au final sur un spectacle historique d'une grande beauté et, surtout, d'une grande difficulté technique. Comme si c'était facile, la quasi-totalité des désormais ex-élèves s'en sont sortis avec panache. Dans l'œil du maître, peu après la représentation, on a cru apercevoir une lueur de bonheur simple. Peut-être était-il déjà en train de dessiner la prochaine version de son Arlequin, façon grande magie...

O. S.

★ Opéra-Garnier. Du 19 au 21 juillet à 19 h 30. Durée : 3 heures. Tél. : 40-28-40-33.

ITALIENNE RYTHMÉE PAR SES FANFARES

## les instruments de la libre parole

joué en Italie un rôle déterminant dans la diffusion de la musique, classique ou légère, de toutes les musiques, y compris l'opéra. Elle a aidé à l'évolution du goût, en particulier dans les régions rurales, qui n'avaient pas l'occasion d'accéder aux nouveautés.

L'importance de la fanfare ne se limite pourtant pas aux seules zones musicalement déshéritées, privées de divertissements. Elle s'est étendue jusque dans les villes de grande activité culturelle. Là, dans ce contexte urbain, dans une société industrielle en plein développement, en plein bouleversement, la fanfare ne se contente pas de diffuser les nouveautés, elle fait fonction de « caisse de résonance » pour des œuvres déjà connues. Son public s'élargit à des couches de population qui jusqu'à présent ignoraient tout ou presque de la musique. Elle se modifie, se transforme en orchestre populaire dont le répertoire va s'enrichissant jusqu'à inclure pratiquement toute la production de l'époque : marches, marches symphoniques, hymnes, airs de danse, chansons, romances, sélections d'opérettes et d'opéras.

Aux populations confinées à la périphérie de la culture, la fanfare apporte « la musique », à l'instar d'instruments tels que les orgues de barbarie dont jouent dans les rues les musiciens ambulants, les pianos mécaniques installés dans les cercles et les cafés, ou comme les groupes itinérants introduisant dans les bals les danses « modernes » – valse, polka, mazurka – qui, tout au moins dans le nord de l'Italie, vont supplanter les anciennes danses folkloriques.

Jusque dans les années 30, le rôle informateur de la fanfare a été capital, surtout dans les campagnes, car en Italie le disque et la radio se sont implantés très tard, si l'on fait la comparaison avec la France, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne. C'est seulement à la



La fanfare civile d'Acquafredda-Forti (1934).

fin de la seconde guerre mondiale qu'ils deviendront réellement populaires.

Dans la grande histoire de la musique, la petite histoire de la fanfare tient une position centrale, malheureusement sous-estimée, mal connue, déformée, négligée dans les recherches universitaires, notamment dans le domaine du mélodrame.

Il en va de même sur le plan sociologique. Très peu d'études ont été entreprises sur ce sujet pourtant essentiel : la représentation symbolique du corps

orphonique. Ainsi, les répertoires des fanfares et groupes d'instruments à vent de l'ancien royaume des Deux-Siciles n'ont fait l'objet d'examen systématique que tout récemment. Or il serait inconcevable que les monarchies pré-unitaires n'aient pas passé de commandes au service de leurs fêtes, de leurs parades, de leurs célébrations dynastiques, de leurs guerres.

Le royaume de Naples, celui de Sardaigne, l'État pontifical, le grand-duché de Toscane, pouvaient paraître modestes comparés à la France napoléo-

nienne, ou à l'Autriche impériale, mais ils possédaient des armées, et la vie de cour était loin d'y être austère. Les occasions de fêtes et de célébrations ne manquaient pas, elles nécessitaient un important « dispositif musical », souvent confié à des chefs diligents, et aussi à de grands musiciens qui avaient acquis leur renommée dans les théâtres de cour.

La relative marginalité des anciens États italiens pose la question des influences étrangères. Nous savons qu'il existait plusieurs modèles de fanfares – dont certains encore en activité – venus de France, d'Angleterre, d'Autriche, pour ne citer que les trois principales écoles. Quel a été leur impact ? Le Piémont se tournait-il vers la France ? Et Naples ? Et la Toscane ? Et les petits duchés de la plaine du Pô dont les cours rivalisaient de brillant avec les États plus importants ? Le royaume lombard-vénitien adopta-t-il le modèle impérial de Vienne ? Les fanfares des régimes impériaux, formées de soldats originaires de Lombardie, de Vénétie, du Trentin, de Trieste, à quel modèle se conformaient-elles ? Vienne a-t-elle imposé ses directives unitaires ? Les pratiques du passé ont-elles survécu dans l'Italie unie ?

Si la fanfare civile a su affirmer son identité face à la fanfare militaire, les structures, les styles, les modèles leur sont communs à toutes les deux. Connaître précisément l'évolution de la fanfare militaire permettrait de jeter une lumière nouvelle sur son équivalent civil, et d'inscrire un chapitre fondamental de cette « histoire des musiques de fanfare et des fanfares en Italie » qu'un avenir proche, nous l'espérons, nous donnera.

★ Du 19 au 21 juillet, à l'Opéra de Paris-Garnier, à 17 h 30, au grand foyer. Renseignements : tél. 40-28-40-33.

## CINEMA

## Tous les films nouveaux

## Les Anges de la nuit

de Phil Jeanou, avec Sean Penn, Ed Harris, Robin Wright, Gary Oldman, John Turturro, John C. Reilly, Américain (2 h 14).

Dans le quartier chaud new-yorkais de Hell Kitchen, un fils naît du lieu vient mettre son nez dans la guerre des gangs qui oppose les Irlandais dont c'est le fief à la mafia italo-américaine. Rues glauques, bagarres et interrogations identitaires.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (43-25-55-83) ; Publicis Champs-Élysées, dolby, 8<sup>e</sup> (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Gaumont Opéra, dolby, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79).

VF : Gaumont Opéra, dolby, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Miramax, 14<sup>e</sup> (43-20-88-52) ; Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (46-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).

## Danny le champion du monde

de Gavin Miller, avec Jeremy Irons, Samuel Irons, Robbie Coltrane, Jimmy Nail, William Armstrong, Cyril Cusack, Britannique (1 h 30).

Un gros machin plein de sous veut prendre le garage d'un gentil garagiste anglais, braconnier à ses heures. Mais heureusement, le fils du garagiste, nul autre que le courageux petit Danny, va régler son compte au mafieux. Pour les inconditionnels de Jeremy Irons, qui découvriront le fils de leur acteur favori.

VF : Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-27-82-37).

## Envoyé spécial

de Manny Coto, avec David Lindgren, Lou Gossett Jr., John Finn, Lisa Berkley, Américain (1 h 30).

Un journaliste musclé découvre au cours d'une enquête en Israël les dessous de l'assassinat de huit soldats américains, bien loin de la thèse officielle. Le point de départ d'aventures palpitantes.

VO : U.G.C. Biarritz, 8<sup>e</sup> (45-62-20-40) ; VF : U.G.C. Montparnasse, handi-caps, 8<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, handi-caps, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; Miramax, handi-caps, 14<sup>e</sup> (45-59-52-43) ; U.G.C. Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84).

## La Guerre des nerfs

de John Irvin, avec Donald Sutherland, Anne Archer, John May, Paul Freeman, Anthony Bates, Pip Torrens, Américain (1 h 40).

Une évocation de la carrière d'un important dirigeant communiste dans la Pologne des années 70, son ascension, ses compromissions une fois parvenu au faîte du pouvoir puis sa chute ordonnée par ceux-là mêmes qui l'avaient porté au pouvoir.

VO : George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; Sept Parassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-82-20) ; VF : Pathé Impérial, 2<sup>e</sup> (47-42-72-52) ; Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).

## La Malédiction 4

de Jorge Montiel, Dominique Othenin-Gerard, avec Faye Grant, Michael Woods, Michael Garner, Madison Mason, Ann Heam, Jim Byrnes, Américain (1 h 38).

Cela commence comme un drame de société sur la vie d'un couple qui se morfond de ne pas pouvoir avoir d'enfant. Erreur, c'était un film d'épouvante, comme les prétendants à la parenté s'en apercevront après avoir adopté un bébé obéissantement fourni par les religieux d'un couvent voisin.

VO : Forum Orient Express, handi-caps, 1<sup>er</sup> (42-33-42-28) ; George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; VF : Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 8<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

## La Manière forte

de John Badham, avec Michael J. Fox, James Woods, Stephen Lang, Annabella Sciorra, Delroy Lindo, Luis Guzman, Américain (1 h 50).

Sur le modèle éprouvé du duo de flics aussi différents que possible, les tribulations d'un policier dur à cuire et d'une vedette hollywoodienne en stage dans un commissariat, lancés aux trousses d'un tueur fou. Un cocktail à base de clin d'œil et de bagarres, secoué sur un rythme trépidant.

VO : Forum Horizon, handi-caps, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (43-25-55-83) ; George V, dolby, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; Pathé Montparnasse-Concordia, 14<sup>e</sup> (43-59-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79).

VF : Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93) ; Pathé Français, dolby, 8<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; Les Nations, dolby, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; Fauvette, handi-caps, 13<sup>e</sup> (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (43-20-82-06) ; Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, dolby, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).

## New Jack City

de Mario van Peebles, avec Wesley Snipes, Ice-T, Allen Payne, Chris Rock, Mario van Peebles, Michael Michele, Américain (1 h 41).

L'impitoyable affrontement entre une bande de dealers noirs qui a mis Harlem en coupe réglée et deux flics qui tentent de s'infiltrer dans cette bande très organisée. Un thriller sociologique dont les projections aux États-Unis ont déclenché de violentes bagarres.

VO : Forum Horizon, handi-caps, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; U.G.C. Normandie, dolby, 8<sup>e</sup> (45-63-16-18) ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 8<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; Fauvette, 13<sup>e</sup> (47-07-55-88) ; Miramax, 14<sup>e</sup> (43-20-82-06) ; U.G.C. Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Pathé Clichy, handi-caps, 18<sup>e</sup> (45-22-47-34).

## Rien à perdre

de Gary Sinise, avec Richard Gere, Kevin Anderson, Penelope Ann Miller, Brian Dennehy, John Malkovich, Terry Kinney, Américain (1 h 45).

Sur fond de crise de l'agriculture américaine, les mésaventures dramatiques de deux frères poussés à désespérer par la ruine de leur ferme. Leur folle cavale de pitres héros de la mière paysanne ont les honneurs de la sélection officielle à Cannes en 1988.

VO : Pathé Hauteville, handi-caps, 6<sup>e</sup> (46-33-79-38) ; George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; Sept Parassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-82-20) ; VF : Pathé Impérial, handi-caps, 2<sup>e</sup> (47-42-52-52) ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59).

## Le Secret de Sarah Tomblaine

de Daniel Lacoste, Marc de Jonghe, Harry Cleven, François Caron, Jean-Paul Roussillon, Jenny Alpha, Française (1 h 32).

La légende veut que lorsque saint Michel vainquit le dragon, il l'enferma sous une énorme roche (le Mont-Saint-Michel). Victime d'une malédiction dont elle ignore tout, Sarah se transforme chaque nuit en une étrange créature qui nourrit le dragon des rêves des hommes endormis.

Forum Orient Express, handi-caps, 1<sup>er</sup> (42-33-42-28) ; George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; Sept Parassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-82-20).

## Les Vies de Loulou

de Bipes Luna, avec Francesca Neri, Oscar Ladoire, Maria Barranco, Espagnol (1 h 42).

La révélation du plaisir conduit une adolescente à des ébats passionnés dans les bras de son initiateur qui l'a épousée, puis, après leur séparation, dans une dangereuse spirale de perversion. On s'ignore rien de la superbe plastique de Francesca Neri dans ce film érotique espagnol, d'après un roman érotique espagnol.

VO : Ciné Beaubourg, handi-caps, 8<sup>e</sup> (42-71-52-38) ; U.G.C. Rotonde, dolby, 8<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; U.G.C. Danton, dolby, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8<sup>e</sup> (45-62-20-40) ; VF : Rex, handi-caps, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93) ; Saint-Lezard-Pasquier, handi-caps, 8<sup>e</sup> (43-57-35-43) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; Miramax, handi-caps, 14<sup>e</sup> (43-59-52-43) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

## Sélection Paris

## All the King's Men

de King Hu, avec T'ien Fong, Li K'ouen, T'ang Pei-Yun, Ts'ao Kien, Li Ying, Lei Ming, Chinois de Taiwan (1 h 33).

Au tour de l'empereur fou complétement, se battent, s'allient et se trahissent une bonne vingtaine de personnages, héros de cette fresque picturale et colorée, à la fois grand film d'aventures historiques et comédie onirique aux étranges pouvoirs.

VO : Utopia, 6<sup>e</sup> (42-26-84-68) ; République Cinéma, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33).

## La Double Vie de Véronique

de Krzysztof Kieslowski, avec Irina Jacob, Halina Gryglaszewska, Aleksander Bardini, Franco-polonais (1 h 38).

L'histoire de Veronika, la jolie polonaise à la voix d'or et au cœur malade, puis de Véronique, son sosie française lancée dans un curieux jeu de piste sentimentale offre au cinéaste du *Déclic* l'occasion d'une tendre et belle variation sur les liens secrets qui unissent les humains. Et révèle la comédienne Irina Jacob.

VO : Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> (43-25-48-18) ; La Pagode, 7<sup>e</sup> (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, handi-caps, 11<sup>e</sup> (43-57-48-60) ; Escurial, 13<sup>e</sup> (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, handi-caps, 14<sup>e</sup> (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, handi-caps, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; U.G.C. Mollat, handi-caps, 17<sup>e</sup> (40-60-50-18) ; Pathé Wexler II, 18<sup>e</sup> (45-22-47-34).

## Box-office Paris

Une époque formidable ? Malgré le film de Gérard Jugnot ainsi tiré et qui poursuit une belle carrière avec encore 50 000 entrées (plus de 250 000 en trois semaines), ce serait d'un optimisme très exagéré : aucun autre film n'atteint ce score en cette semaine assombrie, pour les exploitants parisiens, par les départs en vacances. La principale victime est la *Relève*, qui perd 88 % de ses spectateurs par rapport à sa sortie. Vient ensuite *Dans le peau d'une blonde* qui atteint le total de 180 000 en trois semaines. Tandis que seul *Revenge* tire son épingle du jeu parmi des nouveautés il est vrai peu alléchantes — il valait mieux retourner voir *Lifeboat*, ou découvrir le *Cid* trente ans après (8 000 entrées dans cinq salles). Le cinéma est ainsi entré dans sa période d'assoupissement.

## Jungle Fever

de Spike Lee, avec Wesley Snipes, Annabella Sciorra, Spike Lee, Ossie Davis, Ruby Dee, Samuel L. Jackson, Américain (2 h 01).

A travers la liaison orageuse entre un bourgeois noir et une secrétaire blanche, Spike Lee trace un portrait sans complaisance des stéréotypes qui dressent leurs murs entre les communautés ethniques américaines, sur fond de catastrophe urbaine et de ravages de la drogue.

VO : Gaumont Les Halles, handi-caps, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-55-83) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-28-04) ; Escurial, dolby, 13<sup>e</sup> (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Biennale Montparnasse, dolby, 15<sup>e</sup> (45-44-25-02).

## Junior le terrible

de Dennis Dugan, avec John Ritter, Michael Richards, Gilbert Gottfried, Jack Warden, Américain (1 h 21).

Un film pour enfant avec un enfant en vedette pour une fois ni gauguin ni complaisant. Il faut dire que Junior est un sacré gamin.

VF : U.G.C. Montparnasse, 8<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31).

## Rhapsodie en août

de Aleks Kurovova, avec Sachiko Murase, Hidetaka Yoshioka, Richard Gere, Tomoko Otakara, Mifé Suzuki, Japonais (1 h 38).

Entre des adolescents et une très vieille dame, Kurovova allume les feux de la mémoire, pour une fable cruelle sur les ravages de la bombe et de la défaite, arrive par un sens des images d'une stupéfiante splendeur.

VO : Lucernette, 6<sup>e</sup> (45-44-57-34) ; Grand Pavée, dolby, 15<sup>e</sup> (45-44-58-85).

## Toto le héros

de Jaco van Dormael, avec Michel Bouquet, Mireille Perrier, Jo de Becker, Thomas Godet, Belgo-français-allemand (1 h 30).

Au kaléidoscope de ses souvenirs et de ses frustrations, les événements de la vie d'un vieillard construisent cette comédie chaleureuse et ironique, bourrée de chausson-zappes et de sourires. L'une des meilleures révélations du dernier Festival de Cannes.

Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Pathé Hauteville, dolby, 6<sup>e</sup> (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6<sup>e</sup> (42-22-72-80) ; La Pagode, 7<sup>e</sup> (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, handi-caps, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; La Bastille, handi-caps, 11<sup>e</sup> (43-57-48-60) ; Escurial, 13<sup>e</sup> (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, handi-caps, 14<sup>e</sup> (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, handi-caps, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; U.G.C. Mollat, handi-caps, 17<sup>e</sup> (40-60-50-18) ; Pathé Wexler II, 18<sup>e</sup> (45-22-47-34).

## Un cœur qui bat

de François Dupeyron, avec Dominique Faysse, Thierry Fortineau, Jean-Marie Winling, Christophe Pichon, Steve Kalfa, Coraël Seyrig, Française (1 h 40).

Sur le motif du triangle adultérin, François Dupeyron dessine les très délicates variations du désir, de la frustration, de la tendresse et du mal vivre. Trois comédies aussi peu connues que remarquables habitent un décor montré comme jamais : les rues de Paris, aujourd'hui. Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (43-35-30-40) ; Studio 28, 18<sup>e</sup> (46-06-36-07).

## Veraz

de Xavier Costano, avec Kirk Douglas, Richard Bohringer, Jean-Michel Portal, Marie-Françoise, Franco-espagnol-italien (1 h 40).

Grande espèce, grands sentiments et grande star : *Veraz* est une fable étonnante et spectaculaire, où les Pyrénées en majesté et Kirk Douglas en grande forme rivalisent pour tenir la vedette.

Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (43-26-19-09) ; George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46).

## Festivals

## Tutto Moretti

Voici bientôt dix ans que, à force de coller à Nanni Moretti les étiquettes de « meilleur réalisateur italien de sa génération » ou de « chef de file du renouveau italien », on risque de le confiner dans une fonction de représentation. Il n'y a ni nouvelle génération ni renouveau du cinéma italien. Mais il y a un cinéaste, un grand, et qui devient meilleur de film en film : Moretti. L'intégrale de ses long-métrages de fiction (auxquels on aurait bien aimé que soient joints ses premiers essais en super-8, *Paté de bourgeois* et *Come si parlasse*), dans que nous résumons documentaires *La Cosa* (témoignage de cette époque) et de cette évolution. Depuis *Je suis un autarcique* (1976), et en passant par *Bianca* (1984) et *La messe est finie* (1986), jusqu'à *Palombella rossa* (1989), l'un des films-clés des années 80.

Au 14-Juillet Parnasse, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 43-26-58-00.

## Quand Kontchalovski était russe

La vaste rétrospective des films des pays de l'Est, « East Side Story », présente la période soviétique de l'œuvre d'André Kontchalovski, avant qu'il n'aille faire carrière à Hollywood où, après la réussite de *Maria's Lovers*, il ne retrouvera jamais l'inspiration du *Premier Maître*, d'*Oncle Vania*, du *Bonheur d'Alexis* et du méconnu *Nid des gentils-hommes*. Mais la superproduction russe *Sibériade* annonce déjà les penchants hollywoodiens du frère de Nikita Mikhalkov.

Jusqu'au 23 juillet, à l'Entrept, Paris-14<sup>e</sup>. Tél. : 45-40-78-38.

## Festivals

## AVIGNON

— *Comédies barbares*, de Valle-Inclán, par Jorge Lavelli, Cour d'honneur. 1<sup>re</sup> journée, 11 et 15, à 22 h. 2<sup>e</sup> journée, 12 et 16, 22 h. Intégrale, 13 et 17, à 22 h.

— *La Tempête*, de Shakespeare, par Peter Brook, les Taillades, du 12 au 27, à 22 h.

— *Opéra équestre*, par Bertabas, avec les Zingaro. Carrière Callet-Boulbon, à 22 h jusqu'au 2 août.

— *La Cas Milière*, par Jean Jourdain et Jean-François Payan, 1<sup>re</sup> partie, le 11 juillet à 22 h. 2<sup>e</sup> partie, 10, 13, 16 juillet, à 22 h. 3<sup>e</sup> partie, 12, 17 juillet, à 22 h. Intégrale le 15 à 22 h. Cloître des Carmes.

— *Zanart (Ciment)*, par Michel Dazotteux, du 15 au 25 juillet, cour de l'Hôtel-Dieu, hôpital Sainte-Marthe, à 22 h.

— *Petit Nord cherche grand Sud*, de et par Vincent Colin, du 10 au 19 juillet, Cloître des Célestins, à 22h.

— *Ces emporseurs aux ombrelles*, de et par Armand Gatti, jusqu'au 19 juillet, Musée lapidaire, à 21 h 30.

— *L'Inquiétude*, de et par Valère Novarina, du 12 au 17 juillet, Chapelle des Pénitents-Blancs, à 21 h 30.

— *Léo Katz et ses œuvres*, de et par Louis-Charles Sijck, du 10 au 18 juillet, salle Benoit-XII, à 21 h 30.

— *Poker à la Jamaïque*, d'Evelyn Pieller, par Joël Jouanneau, du 12 au 29 juillet, Chapelle du Roy-René, à 21 h 30.

— *Squatt connection*, de et par André Benedetto, jusqu'au 2 août, Théâtre des Carmes, à 21 h 30.

— *La Songe*, de Strindberg, par Isabelle Fousseur, du 12 au 17 juillet, Gymnase Aubanel, à 21 h 30.

— *Le Souverain fou*, de Hervé Félouvier, du 12 au 18 juillet, au Cloître de la Collégiale, à 22 h.

— *Les Chantiers de Théâtre Ouvert*, Daniel Mesguich, Tinel de la Chartrouse, les 16 et 17 juillet à 19 h.

## Les « Cahiers du Cinéma » ont quarante ans

Nés en avril 1951, les *Cahiers du Cinéma* donnent naissance à la nouvelle vague et furent les témoins de nombreuses générations de cinéastes. A l'occasion de son quarantième anniversaire et en association avec la Cinéma-thèque française, la revue présente jusqu'au 20 septembre cent quarante-deux films qui ont jalonné son histoire. Au programme de la semaine du 10 au 17 juillet, Fritz Lang, Welles et Bergman, bien sûr, mais aussi Frank Tashlin et Douglas Sirk, et un Sternberg rarement montré, *Les espions s'amuse*. Et le toujours beau *Beau Serge* de Chabrol.

Séances à 18 heures et à 20 heures, salle Jean-Espéran, Palais de Tokyo, Paris-16<sup>e</sup>. Tél. : 47-04-24-24.

## Reprises

## Ailleurs l'herbe est plus verte

de Stanley Donen, avec Cary Grant, Deborah Kerr, Robert Mitchum, Jean Simmons, Américain, 1960 (1 h 45).

Une version très raffinée du vaudeville, installée dans un château anglais et qui met aux prises un couple d'aristocrates aussi british qu'impécunieux et un touriste plus américain que nature. Un *À la fin* Cary Grant-Robert Mitchum, ça ne se refuse pas, surtout quand l'élégance de la gentry et le savoir-faire de Stanley Donen réussissent, eux, un mariage sans tache. Des débuts tordants du générique aux improbables robes de Jean Simmons, un ravissement.

VO : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34).

## American Graffiti

de George Lucas, avec Richard Dreyfuss, Ronny Howard, Paul Le Mat, Charlie Smith, Cindy Williams, Américain, 1973 (1 h 51).

Après son très beau et très austère premier film, *THX 1138*, le futur stratège de la Guerre des étoiles découvrait les vertus du film grand public en racontant avec beaucoup d'humour et de rythme la vie de quatre adolescents une nuit de 1962. Bill Haley, Chuck Berry, les Platters ou les Beach Boys animent la bande sonore de ce modèle de « film de teenagers » qui allait envahir les écrans américains.

VO : Racine Odéon, 6<sup>e</sup> (43-26-19-68) ; Les Trois Balcons, 8<sup>e</sup> (45-61-19-60).

## Propriété interdite

de Sydney Pollack, avec Natalie Wood, Robert Redford, Charles Bronson, Américain, 1986 (1 h 50).

Second film mais première grande réussite de Sydney Pollack, cette histoire d'un jeune homme qui, en pleine dépression des années 30, débarque dans une petite ville du sud des États-Unis pour lancer la moitié de la population et s'écrit la fille de son héros doit beaucoup au charme de Natalie Wood et au jeu plein d'ambiguïté du débordant Redford. Mais aussi à l'adaptation du texte de Tennessee Williams, signé Francis F. Coppola.

VO : Action Rive Gauche, 5<sup>e</sup> (43-28-44-40) ; Elysees Lincoln, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14).

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon. La sélection « Théâtre » par Colette Godard.

Location des places : 90-96-24-43. Office de tourisme d'Avignon : 90-52-45-11. Office de tourisme de Villeneuve : 90-25-61-33.

## AÏES

— *Mit magica*, par le Xarxa Teatre de Valencia (Espagne), le 15 juillet, à 21 h 30, (spectacle de rue).

— *La Folle Nuit*, par le Groupe Amadeo (Roy Hart Theatre), Cour Vauban, le 16 h à 22 h.

— *Nomades*, par Diphont Compagnie, le 17, au Théâtre, à 21 h 30.

★ Tél. : 66-52-52-64.

## GRENOBLE





## LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

## Rock

Joconde for Trouble  
Chihuahua

Voilà Chihuahua, son rock vraiment hybride (Afrique, Amérique latine et XX<sup>e</sup> arrondissement), ses apparences terribles (la Mano Negra) et son énergie inépuisable. Une bonne manière de brûler ses dernières cartouches avant la trêve d'été.

Le 10, Rex Club, 23 heures. Tél. : 45-08-93-89. 80 F.

Ziggy Marley  
and the Melody Makers

Ziggy Marley achève son passage à l'Elysée, célébration du reggae et de ses parents, rap, raggamuffin, rhythm'n'blues. Le fils n'a pas encore passé la gloire du père, mais la confusion est dorénavant impossible.

Les 10 et 11, Elysée-Montmartre, 225 F.

## Casse-Pieds et Dirty District

Les Casse-Pieds reviennent à leurs racines, au rock alternatif et aux clubs transformés en hammam. Avec Dirty District, groupe violent qui exploite avec brutalité son fond de commerce ska, les Casse-Pieds seront sûrement plus à l'aise que dans les temples du show-biz.

Les 10 et 11, New Moon, 20 heures. Tél. : 48-95-92-33.

## VV Colibri

VV est un groupe ukrainien aussi influencé par le folklore de Kiev que par la variété de la télévision de Moscou ou les Sex Pistols. Mayonnaise improbable qui prend, contre toute attente, parce que les musiciens sont doués, que les chansons tiennent debout et que Oleg Skripka, le chanteur et accordéoniste, force assez facilement ses réticences.

Le 11, Rex Club, 23 heures. Tél. : 45-08-93-89.

Mory Kanté  
Milton Nascimento  
Neville Brothers

Entre le Brésilien et les frères de Louisiane une rencontre risquée. Avant les fusions, les fissions, les explosions des Neville Brothers, les vagabondages de Milton Nascimento.

Le 11, Grande Halle de la Villette, 20 h 30. Tél. : 48-28-40-90. 180 F.

## Maggie's Dream

A base d'anciens accompagnateurs de Lenny Kravitz, Maggie's Dream ne s'écarte pas de cette référence originale : le groupe pratique un rock souple et violent qui doit beaucoup aux expérimentations des années 60. Manque bien sûr le brio des compositions de Kravitz.

Le 16, Espace Orano, 19 h 30.

## Tournées

## FFF

Pas de trêve estivale pour cette FFF. Le Marco Prince, le chanteur, ses camarades de swing, ne relâchent pas leur effort pour débrancher toujours plus le rock français. Funky, chic et torride.

Le 11 juillet, Avignon, salle de la Manufacture, 20 h 30. Le 13, Leyn Rock Festival (Suisse), Hot Point Stage, 21 heures, 60 FS. Renseignements, tél. : 021/963-80-00.

## Willy De Ville

Groupe parfait, maîtrisant le rythme d'été avec une aisance tranquille qui leur laisse largement le loisir de s'amuser. Chantant en pleine forme, d'une élégance impeccable et que l'on est si content de revoir en pleine possession de ses moyens après un méchant passage à vide.

Le 13 juillet, Zurich (Suisse), salle Rotenberg, 21 heures, tél. : 481-98-11. Le 15, Annecy, en plein air place de l'Hôtel-de-Ville, 20 h 30, tél. : 50-33-44-00. Le 16, Lorient, Palais des Sports de Karvén (Festival interceltique), 20 h 30. Au même programme : Paul Personne.

## Niagara

Où Niagara passe, la Religion reste. Le Religion Tour est une semi-remorque lancée à toute vitesse, pour la plus grande gloire du rock bruyant, des solos de guitares hurlants et de la pop gonflée aux stéréos.

Le 12 juillet, Carcassonne, Théâtre de la Cité, 20 h 30, 80 F. Le 13, Annecy, Esplanade de l'Hôtel-de-Ville, 21 h 30, de 110 F à 135 F.

## Paul Simon

C'est le plus beau spectacle que l'on puisse voir et entendre ces jours-ci. Avec en plus les arènes de Nîmes comme décor aux voyages de Paul Simon entre Donau, New-York et Bahia, on peut passer la meilleure soirée de l'année.

Le 13 juillet, Nîmes, Les Arènes, 22 heures, 158 F.

## Festivals

## Blues à Cahors

Vaut le détour, surtout pour la présence de Buddy Guy, ancien jeune premier du South Side de Chicago qui entre tranquillement dans ses boîtes de grand ancêtre et vient de sortir un excellent album (*Damn Right, I've Got the Blues*, Silverstone-BMG). Buddy Guy jouera le 11 juillet. Le 12 ce sera au tour de Eddie C Campbell et de Charlie Musselwhite. Le 14 on retrouvera avec plaisir les rythm'n'blues de Otis Grand, dont le groupe est une version européenne des Blues Brothers.

Du 10 au 14 juillet, Espace Valentin, 90 F (180 F pour l'ensemble du Festival). Renseignements, tél. : 85-23-95-06.

## MIMI 91

Mouvement international des musiques innovatrices, c'est pas MIMI? Si, justement, un festival où l'on retrouvera des Français tellement alternatifs (les Petits Fiers) qu'ils n'ont rien à voir avec le mouvement alternatif, le 11 avec les Sales Combes. On prendra aussi la « nuit auto-fabrique » au cours de laquelle se retrouveront deux bandes de bricoleurs musicaux, les Brésiliens de Uakti (qu'on entend sur *The Rhythm of the Saints*, de Paul Simon) et les Soviétiques de Cernovoe Varota. C'est tout à fait MIMI.

Du 11 au 14 juillet, Saint-Martin-de-Crau, stage des Aulnes. Renseignements, tél. : 91-33-52-43.

## Mont-de-Marsan

Il y a longtemps (en 1977), dans les arènes de Mont-de-Marsan, le punk naissant s'ébattait dans une ambiance qui a laissé des souvenirs marquants aux anciens combattants. Voici aujourd'hui la fine fleur des issus de l'alternatif : Casse-pieds, Wampas, VRI, Sabelites et Mano Negra. De quoi avoir très chaud, très longtemps.

Le 17 juillet, dans les arènes de Mont-de-Marsan, ouverture des portes à 17 heures, de 135 F à 150 F. Renseignements et réservations, tél. : 58-48-01-84.

Musiques  
du monde

## Tournées

## Paolo Conte

Paolo l'avocat, Paolo le chanteur à la voix usée, Paolo le séducteur, Paolo le mal rasé, Paolo le conteur, quelle étiquette donner au chanteur charmeur de l'Italie campagnole et « jazziste » ? Avec choristes et guitares rythmiques, un *Mister Jive* nouvelle manière.

Le 11 juillet, Fourvière (Lyon), Théâtre antique, 21 h 30. Le 16, Nèvers, Maison de la culture, 21 heures.

## African Jazz Pioneers

Une poignée de vétérans du jazz sud-africain débarqués au Festival d'Angoulême pour témoigner de la vitalité et de l'élan brisé par les régimes stricts de l'apartheid institutionnalisés des musiques noires du Cap ou de Johannesburg dans les années 50. Au saxo, au milieu des autres, une toute jeune fille, juste pour témoigner que tout peut renaître.

Le 12 juillet, Paris, Grande Halle de la Villette, 20 h 30, 180 F. Au même programme : Gilberto Gil et Manhattan Transfer. Le 17, Lorient, Palais des Sports de Karvén, 21 heures, 120 F. Au même programme : Gilberto Gil.

## Chanson

## Festival

Les Francofolies  
de La Rochelle

Grande parade de la chanson, les Francofolies fêtent leur 14<sup>e</sup> juillet avec panache et sans oublier personne. Ouverture le 13 juillet avec Liane Foly. Véronique Sanson (et l'Orchestre symphonique de Prague) sera le parking de Saint-Jean-d'Arès. Blanchard et le groupe Pigalle, ainsi que François Béranger à la courtoisie de l'ancienne maison de la culture. 14 juillet efface avec Johnny Halliday et Jimmy Oihid et Paul Personne.

Pour le reste, la « Nuit antillaise » avec Kali, Philippe Lavil, Kassav' (le 16) ; une création « très chanson » avec Romain Didier et ses invités : du rock avec La Mano Negra (le 15), Thelma Houston, Elmer Food Beat (le 17) ; des mélanges incongrus (Richard Bohringer et la Compagnie Lubat le 17) ; des invités du Québec (Jim Corcoran, le 18) et l'excellent mais inconnu ici Richard Desjardins (le 17 et le 18). La clôture est, bien sûr, dédiée à l'idole du temps, Pascal Bruni, le 18.

Réervations : Minitel 3615 Folia, tél. : 45-50-55-77 (à La Rochelle). Groupes, collectifs : 55-32-56-38.

La sélection Rock  
a été établie par  
Thomaz Sotiel.

## « Chanson »

## et « Musiques du monde » :

## Véronique Mortalique.

## DISQUES

## Classique

## Ravel

*Sinfonías: Deux mélodies hindoues; Trois poèmes de Mallarmé*

## Berlioz

*Nuits d'été*  
Suzanne Danco (soprano), Orchestre de la Suisse romande, Ernest Ansermet (direction). Orchestre symphonique de Cincinnati, Thor Johnson (direction). Enregistrées en 1951 et en 1954, aux États-Unis et en Suisse, ces interprétations, mises à part leur prise de son monophonique un peu « pointue », sont aussi fraîches que si Debussy avait écrit cette voix ce matin même. La diction impeccable de Suzanne Danco, sa façon de dire le texte sans l'expliquer, de se laisser porter par les orchestres (impeccablement dirigés), de s'y fondre pour en resurgir victorieuse et leur tenir tête sont pour moi d'une autre époque (surtout si l'on compare ces interprétations à la version égyptienne de Jessye Norman) : quand les chanteuses, non contentes d'avoir de la voix, avaient du style et de l'élégance. Il ne reste plus à Debussy qu'à rééditer les lieder de Schumann de M<sup>me</sup> Danco.

1 CD Decca « Historic » 425 988-2.

## Sibelius

*Symphonies n° 4 et 6*  
Orchestre symphonique de Pittsburgh, Lorin Maazel (direction).

Hier encore souvent piégé par une technique époustouflante, Lorin Maazel, sans rien abandonner de sa supériorité sur la quasi-totalité des autres chefs de sa génération (de ce point de vue, Pierre Boulez pourrait lui tenir la dragée haute) s'est dirigé vers un répertoire plus large que celui qu'il pratiquait, semble avoir remis ses effets. La sonatisme venant, il montre ce dont il est capable musicalement. Ses symphonies de Mahler, au concert comme au disque (Sony), ses *Brucner* (une *Huitième* digne de Celibidache, chez EMI) ont été mieux que des étapes : une confirmation qu'il était en passe de retrouver les dons qui émerveillent le monde de la musique du début des années 60.

Ces deux symphonies de Sibelius, si opposées par leur caractère (*la Quatrième* de 1910 est aussi désolée que *la Cinquième* de 1915 est enivrante), sont d'anciennes connaissances du chef qui les avait enregistrées avec la Philharmonie de Vienne, pour Decca. Sont-elles les premières d'une intégrale à venir ? Ce serait bien ! Maazel s'insinue dans ces constructions sibelienques, autrement plus « modernes » par leur vocabulaire, leur sens de l'architecture aux thèmes et à l'harmonie que, par exemple, le *Sacre du printemps* de Stravinsky (1913) (qui devait tant frapper les esprits français par son caractère sauvage, primitif), avec une aisance, un oubli de soi exemplaires. Si Maazel manque parfois de rudesse dans la *Quatrième Symphonie*, il nous semble assez inespérablement dans une *Chaque Symphonie* rayonnante qui chante à pleins poumons, dix mètres au-dessus du sol, dont les plans sonores aérés dégagent des lignes d'une clarté exemplaire. Et quel orchestre que celui de Pittsburgh !

1 CD Sony « Classical » SK 48 489.

A. Lo.

## Jazz

## Denis Colin

*Soul*  
Jeune soul. D'où vient l'idée de jouer du jazz moderne – disons une musique de recherche improvisée. Le jazz tel qu'on le rêve. Ce qu'il en reste dont l'histoire est collective, polyphonique, groupée ? L'aventure en a tenté plus d'un. Denis Colin est spécialiste du genre. Il a choisi la clarinète basse comme on choisit souvent : par un concours de circonstances et faute de trouver une classe de saxophone. Longtemps il a écouté les saxophonistes avant d'aller puiser aux références de son instrument. Longtemps il s'est couché aux petites heures. La clarinète basse, corps d'ébène, boai et pavillon d'argent, offre un des plus beaux timbres du monde. Personne n'a osé en jouer, par timidité sans doute, de cette beauté-là. La clarinète basse n'a, pas ce côté volubile et impérieux des saxophones. Elle est féminine excessive. Elle oblige à penser. Elle oblige d'abord à penser aux autres musiciens qui l'ont jouée : Eric Dolphy, Michel Portal... Les séquences de Denis Colin viennent du théâtre. Ce sont à l'origine des musiques de scène. Déchirées, elles prennent une densité, une tension, un sens qui font de ce disque, *Soul*, un disque personnel. En tous sens. Il n'y en a pas beaucoup. Ni narcissique, ni solitaire : personnel. Ça change.

1 CD ADDA, « in situ », 590-036.

## King Oliver

*Volume 1 (1923-1928)*  
*Volume 2 (1927-1930)*  
Au début du jazz, est Armstrong. Pour

l'éternité. Fondateur radical. Meneur d'infamie. Il y a ainsi dans l'histoire des hommes, des hommes qui commencent. Nul n'a fait avant eux ce qu'ils entreprennent et assument comme une évidence. Comme un arrachement. La beauté de ces commencements, c'est que d'autres ont commencé avant lui. En 1923, Louis Armstrong est chez le roi, King Oliver. Tous deux jouent du cornet. Et ils parlent encore, à ce moment, de celui qui a commencé avant eux, Buddy Bolden, celui qui nul sans eux n'a jamais entendu. Il faut écouter ces enregistrements du King Oliver Jazz Band. Il faut comprendre cette fraîcheur, cette gaieté polyphonique d'enfants qui s'arrachent dans l'esprit, de vieux sages philosophes qui tirent les conclusions du monde, d'anciens sur les routes. Ces gens étaient jeunes, beaux, affrétés à inventer la musique qui nous tient encore. On devrait commencer de les écouter comme s'ils jouaient demain. Oublier toutes ces initiations, toutes ces carrières, ces fautes non-célébrées qui nous tuent. Les entendre dans la vie. Cette préhistoire du jazz est son meilleur présentement.

2 CD Jazz Classics. RPOD 787788. Distribution Média 7.

F. M.

## Rock

Siouxie  
and the Banshees

*Supernatural*  
L'icône Siouxie est l'une des plus durables du rock alternatif. Émergence des caves de Londres en 1977, la fille aux cheveux noirs, aux cheveux en nid de corbeau, Caliban fennelle né du et pour le désordre était l'incarnation exacte du mouvement punk. Quinze ans plus tard, l'effigie fait toujours de l'ombre à la chemise et au groupe. *Supernatural*, album au registre simple (du brillant à l'effigie), est une nouvelle tentative pour refaire le portrait de Siouxie Sioux ex-succube du « no future » aujourd'hui passé du gothique au post-apocalypse.

La pochette de *Supernatural*, les textes, la musique ouverte à tous les vents du moment, laissent une impression de chic malsain. Quand rien ne se passe sous le vernis, le résultat est terrifiant d'innocent (*Shadows*), n'irait pour une version déstructurée du Concours de l'Europevision). A côté de cette tentative pitoyable, voilà sa jumelle réussie au-delà de toute espérance, mêmes aspirations, mêmes moyens : *Kiss Them For Me*, musique pop sophistiquée et cynique, arrangements de cordes Beatles et beat rap, invocations glorieuses de Siouxie Sioux. Ce mouvement de balancier empêche de recommander tout à fait *Supernatural*. En attendant, ce disque est quand même la preuve qu'il existe une vie après la canonisation.

Polydor 847 7131-2.

## Les Casse-Pieds

## Steak Your Body

Les Casse-Pieds viennent de se signaler à l'attention du public en s'inscrivant dans le mouvement en play-back qu'avait organisé TFI à l'occasion de la dernière Fête de la musique. Restait à savoir ce qu'ils ont dans le ventre. *Steak Your Body*, enregistré pour le compte de la maison Martinez (Coluche, Gigsy Kings) spécifie jusqu'ici en show-business pur et dur, est un disque apéritif : le groupe s'arrête juste avant les choix décisifs (comique ou rock, les Charlots ou la

Mano negra), juste avant de convaincre aussi, se contentant de charmer.

De leurs journées passées sous la lumière blafarde des rampes de la RATP, les Casse-Pieds ont gardé deux chansons, *le Métro*, à la gloire de l'œuvre de Fulgence Bienvenüe, et *la Monnaie*, un truc infatigable pour faire cracher au bassin les porteurs de Carte orange.

De leurs accointances avec le mouvement alternatif (une partie du groupe est allée rejoindre la Mano negra), ils tirent quelques pastiches exacts et affectueux des classiques du genre *la Cavallière*, pogo pour fin de soirée, *Masseilly*, bougie à la manière de la Mano). Rigolo, un peu bête (peut-être son arrangement sonnaire, alors que les morceaux funky, les plus réussis, auraient mérité un autre traitement), *Steak Your Body* souffre surtout de rester – comme beaucoup d'albums du rock français – un témoignage plus qu'une création, un souvenir à vendre à la sortie des concerts.

PEM 15 500-2.

T. S.

Musiques  
du monde

## Marisa Monte

*« Mele ». Plus (Mele)*  
Marisa Monte en veut un peu plus. Proposée vedette après un premier disque en 1989, *Mele*, fondé sur une voix à haute performance et un répertoire constamment choisi chez les anciens (Luis Gonzaga) et les modernes (Cazuza), la jeune star s'attaque au rôle d'auteur. Des cinq titres sur les dix qui composent son second album, composé avec Nando Reis ou Arnaldo Antunes, il ne reste qu'un goût de trop peu.

Pourquoi en vouloir plus lorsque l'on réussit si bien dans l'art de l'interprétation ? Le besoin de reconnaissance ? L'affligent, est une nouvelle tentative pour refaire le portrait de Siouxie Sioux ex-succube du « no future » aujourd'hui passé du gothique au post-apocalypse.

La pochette de *Supernatural*, les textes, la musique ouverte à tous les vents du moment, laissent une impression de chic malsain. Quand rien ne se passe sous le vernis, le résultat est terrifiant d'innocent (*Shadows*), n'irait pour une version déstructurée du Concours de l'Europevision). A côté de cette tentative pitoyable, voilà sa jumelle réussie au-delà de toute espérance, mêmes aspirations, mêmes moyens : *Kiss Them For Me*, musique pop sophistiquée et cynique, arrangements de cordes Beatles et beat rap, invocations glorieuses de Siouxie Sioux. Ce mouvement de balancier empêche de recommander tout à fait *Supernatural*. En attendant, ce disque est quand même la preuve qu'il existe une vie après la canonisation.

1 CD EMI 78 80 81. Distribué par DAM.

## Salif Keita

## Ansen

La force du producteur Jo Zawinul est évidente. La Californie, l'idée qu'elle se fait d'une Afrique moderne, a pénétré l'univers musical de Salif Keita. L'un des chanteurs africains les plus doués, les plus présents. Les mélodies et les textes très travaillés et vibrants ont été longtemps mûris par le chanteur malien, qui représente à lui seul un chapitre charnière de la musique du continent noir. Les arrangements balancés entre reprises modernistes des mélodies occasionnelles – ici accumulées – des Ambassadors, du Rail Band ou du Super Diamono, avec interventions intempestives d'un clavier simpliste, d'une basse très lente et une inspiration pop, où les chemins africains sont comme du new age de la côte ouest.

Salif Keita aime le disque. Il le dit. Mais à l'écoute, il semble pris dans un étai d'incertitudes. D'un côté l'Afrique, Kanté Manfila à la guitare, Souleymane Doumbouya aux percussions, Kélepi Diabate au balafon ; de l'autre, les claviers de Jo Zawinul, qui a pris la canonicité de deux grands stars d'envergure, Carlos Santana et Wayne Shorter.

L'ensemble ne tient pas, malgré de jolis titres (*Tono*, hymne musulman à l'égalité, *N 87 Fe*, où l'amour et l'honneur sont plus beaux que le fric). Salif Keita est un grand chanteur, un griot inspiré, un « maître du verbe » dont les légendes et les proverbes ont fertilisé la morale musicale. Mais, entre les studios de la Bastille et ceux de Malibu, il y a une Afrique d'écrit.

1 CD Mango/Island 848 793.

## Nusrat Fateh Ali Khan

## Shahbaz

Troisième volume des talents à facettes du Pakistanais Nusrat Fateh Ali Khan ; voix dominante de cette fin de vingtième siècle partie à la découverte des musiques du monde. *Shahbaz* fait suite au *Musé* de l'an dernier, où le chanteur de Qawal (adoration du divin) se trouvait à la pop occidentale dans un heureux effet empathique. Plus classique dans son inspiration et dans sa forme, *Shahbaz* garde cependant les traces de son passage dans les studios de Realworld, de leur alchimiste-producteur, Michael Brook, et de leur créateur, Peter Gabriel. D'inspiration soufie, *Shahbaz* (*Qalandar* qui donne son titre à l'œuvre) est un poème du treizième siècle : tablas, harmonium, chœurs masculins et battements de main sont bien de la partie. Nusrat joue d'une voix échevelée, qui mange les mots en onomatopées joyeuses, louange au Créateur. Mais le déroulement progressif du qawal, insouciant des séquences habituelles, introduction, couplets et refrains, a pris de la graine d'Occident. On se regrette les premiers Nusrat (chez OCORA ou chez JVC Ethnic), certes moins accessibles à nos oreilles mais où l'on part du rien pour arriver, dans un crescendo administratif des œuvres de la divinité, à une extase heureuse où l'incroyable voix de Nusrat se déroute, note et dénote les fils d'un destin collectif, sans préoccupation de la durée des plages ou de l'acoustique du studio.

Dans sa livraison estivale, Realworld propose également *The Wild Field*, un album de chants russes interprétés par l'ensemble vocal du musicien et musicologue Dmitri Pokrovsky, originaire du sud de la Russie. Les voix sont superbes mais – est-ce à faire de goût ? – l'ensemble est fort ennuyeux (1 CD 261 682).

Sur le même temps, chez le même éditeur, *Homong*, où l'on découvre les musiciens de la Compagnie nationale de danse du Cambodge (1 CD 261 717), possède une fraîcheur inaccoutumée avec un double d'accent de blues, des rythmes décalés et des voix bizarres. Un peu perdu cependant dans une telle profusion sortie des studios londoniens (dix-huit albums à ce jour) d'une des stars de la World Music, l'adieu, qui voudrait bien qu'on le guidât sur ces chemins du monde, se demande quand même où tout cela mène.

1 CD Realworld 261 591. Distribué par Virgin.

V. Mo.

## PUBLICATION DE L'ÉDITION CLAUDIO ARRAU

## Le piano devin

On ne pointerait pas un index accusateur sur Philips : la décision de lancer une édition Arrau – avec tout le tra-la-la publicitaire qui va avec – fut prise du vivant du pianiste et avec son accord : le public était venu à lui si tard, il lui manquait son attachement de façon si bruyante, que le vénérable pianiste en concevait une fièvre légitime.

Cette édition Arrau s'inscrit logiquement dans la démarche de cet éditeur qui, depuis le début des années 60 a soutenu son artiste contre tous les pronostics. En lui donnant les meilleurs techniciens du son disponibles, en lui laissant choisir les plus beaux Steinway. En mettant les meilleurs studios à sa disposition. En maintenant ses disques au catalogue dans tous les pays. Qu'ils se vendent ou pas. Qu'ils soient bien accueillis ou pas. En donnant, enfin, l'occasion à Claudio Arrau de dialoguer avec les meilleurs orchestres (Amsterdam, Boston, Dresde), les chefs les plus attentifs, les plus à même d'entrer dans son univers (Bernard Haitink, Colin Davis). Ce coup de chapeau à l'éditeur hollandais se justifie dans la mesure où cette façon de faire n'est pas si répandue que cela chez les multinationales du disque.

En coup d'envoi, Philips publie pour la première fois en disques compacts l'intégrale des sonates, les *Variations Erica* et les *Variations en ut mineur* de Beethoven et un album Brahms qui regroupe les *Sonates* op. 2 et 5, les *Variations en fa mineur* sur un thème de Haydn, celles sur un thème de Paganini et les *Ballades* op. 10 : le reste – Chopin, Debussy, Schubert, Schumann – les concerts – viendra à la rentrée. Ces enregistrements renommés à plus d'un titre ne sont sans doute pas à mettre entre toutes les mains, comme ceux de Kempff, de Schnabel ou de Brendel. Mais pour qui est prêt à faire l'effort d'entendre Claudio Arrau dans ce que son jeu a

de plus insupportable à nous dire, ces interprétations de celles qui accompagneront une vie, permettront à leurs auditeurs d'accéder à d'autres zones de la compréhension musicale.

On a beaucoup parlé de la prétendue lourdeur de ce jeu, son aspect « sentimentale », son absence résolue de brillant (y compris dans le *Sonate Waldstein* de Beethoven, ou dans les *Variations Paganini* de Brahms), la lenteur des tempos d'Arrau (le même reproche a été fait à Furtwängler. Il est infondé si l'on se reporte à la fugue de la *Sonate Hammerklavier*, sa façon de ramener toute musique à ses préoccupations esthétiques personnelles, voire à ses moyens techniques. L'époque qui pensait cela aimait le formalisme, le *Petit Livre rouge*, cherchant les balbutiements de la méthode de timbre chez Beethoven, pensait que Schubert n'était pas un compositeur digne de ce nom, que Paganini (Jean-François) n'était pas un virtuose, que Hamoncourt d'escroc, trouvait froid et pédant le clavicembaliste Gustav Leonhardt, hollywoodien Leonard Bernstein, plaçait Barillet et Gredy plus haut que Sacha Guitry, faisait ses délices du saïr des « structuralistes » qui noircissaient les colonnes de faux *Musique en jeu*, affirmait qu'il avait fallu attendre les nouveaux pianistes pour savoir ce qu'était une technique pianistique. De tout cela, on est revenu.

## ALAIN LOMPECH

★ Un coffret de 11 CD Philips 432 301-2 (Beethoven) et un coffret de 3 CD Philips 432 302-1 (Brahms). A paraître, à la rentrée : 11 CD séparés des concertos de Beethoven, Brahms, Tchaïkovski, Grieg, Schumann, Chopin, Liszt, et des coffrets consacrés à l'œuvre pour piano seul de Chopin, Debussy, Liszt, Schubert et Debussy.